

Papiers du Général Berthezène

relatifs à la Colonisation de l'Algérie

Précédés d'un Mémoire
sur le Général Berthezène et la Colonisation de l'Algérie

Thèse complémentaire de Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

Victor DEMONTÈS

PROFESSEUR AU LYCÉE D'ALGER

PARIS

Emile LAROSE, libraire-éditeur
11, Rue Victor-Cousin, 11

ALGER

IMPRIMERIE ALGÉRIENNE
30, Rue Sadi-Carnot, 30

*Dior.
Paris
1910.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PAPIERS DU GÉNÉRAL BERTHEZÈNE
relatifs à la Colonisation de l'Algérie

Papiers du Général Berthezène

relatifs à la Colonisation de l'Algérie

Précédés d'un Mémoire
sur le Général Berthezène et la Colonisation de l'Algérie

Thèse complémentaire de Doctorat ès-lettres
présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris



PAR

Victor DEMONTÈS

PROFESSEUR AU LYCÉE D'ALGER

PARIS

Emile LAROSE, libraire-éditeur
11, Rue Victor-Cousin, 11

ALGER

IMPRIMERIE ALGÉRIENNE
30, Rue Sadi-Carnot, 30

A LA MÉMOIRE

DE MON BEAU-FRÈRE

EMILE JAMAIS, Député du Gard, Sous-Secrétaire d'Etat aux Colonies

ET A CELLE DE MON FRÈRE

CHARLES DEMONTÈS, Agrégé d'histoire et de géographie

Professeur au Lycée de Nîmes

Tous deux morts trop jeunes.

INTRODUCTION

Le Général Berthezène et la Colonisation de l'Algérie

Les documents que nous publions sont tirés des papiers personnels de Berthezène ; ils n'en forment qu'une faible partie. Tous, par quelque côté, se rapportent au problème de la colonisation. Pour quelques-uns, le lien qui les rattache à cette question pourra paraître assez ténu ; ainsi, nous avons donné, à côté des instructions ministérielles administratives, les instructions militaires ; on conviendra qu'il était difficile de les séparer. Nous avons cité aussi toute la correspondance relative au Maroc ; c'est que les difficultés marocaines, provoquées par l'Angleterre, rendaient plus difficile le maintien de l'autorité française en Afrique ; elles excusaient donc les appréhensions de ceux qui estimaient trop hâtif tout dépôt d'un projet d'établissement français en Afrique.

Pourquoi, parmi ces papiers personnels, avons-nous choisi ceux qui avaient trait à la colonisation ? La raison en est que, sans être les plus nombreux, ils formaient un ensemble complet. L'historien, qui voudra étudier les campagnes de ce général autour d'Alger ou simplement son administration militaire, devra sans doute dépouiller les dossiers du Gouvernement Général Algérien, mais il devra compléter ses recherches, en compulsant les cartons du Ministère de la Guerre ou des Archives Nationales. Pour la colonisation, il n'en est pas de même ; un simple examen du fonds Berthezène témoigne du soin qu'avait eu ce général de garder les moindres notes sur ce sujet : lettres ministérielles, extraits de ses propres dépêches, rapports des officiers de santé, mémoires du Directeur des Domaines, statistiques relatives à la population, correspondance avec l'Inspecteur des finances ou l'ingénieur chargé de la Direction des travaux publics, tout a été précieusement conservé. Cela était nécessaire à la défense qu'il projetait des actes de son gouvernement et devait être mis à profit par lui dans son ouvrage. Qu'il nous soit permis sous forme d'introduction de montrer la valeur de ces documents, en insistant sur les préventions de Berthezène contre la colonisation de l'Algérie et sur les armes qu'elles fournirent aux adversaires de toute entreprise coloniale africaine.

* * *

Les Instructions (1), remises par le Ministre de la Guerre à Berthezène, lorsque

(1) Voir, parmi les documents cités, les *deux instructions militaires et administratives de Soult*, 31 janvier 1831. *Documents inédits*.

ce général, nommé au commandement de la Division d'Afrique parti pour Alger, lui prescrivait de suspendre l'exécution du plan de colonisation qu'avait élaboré son prédécesseur. « La réduction des forces de l'armée d'Afrique, y était-il dit, a fait suspendre l'exécution du projet de colonisation qui avait été présenté par le Général Comte Clauzel. Cette question reste indécise, sans cependant que le Roi, ni son gouvernement, entendent rien préjuger de l'avenir. Jusqu'à ce moment, l'intention de sa Majesté a été seulement de laisser à Alger les troupes nécessaires pour assurer la conservation de cette ville et d'une partie du pays qui l'entoure ». Rien, ni dans les termes de ces instructions, ni dans les actes du Ministère, ni dans ce que l'on connaissait des aspirations personnelles du Maréchal Soult, alors Ministre de la Guerre, ne laissait supposer que le gouvernement attendait du nouveau Gouverneur de nos possessions africaines la négation résolue d'un système auquel les circonstances politiques faisaient à la France un devoir de renoncer momentanément ; rien non plus ne lui prescrivait de laisser se consommer la ruine des essais individuels qu'avaient entrepris, sur la promesse d'être soutenus par l'Etat, quelques hardis colons européens. Ce fut pourtant la ligne de conduite qu'adopta Berthezène et à laquelle il se tint jusqu'à la fin de son commandement. Il devint même plus tard, par les souvenirs que lui rappelait une année d'administration coloniale et aussi par les suggestions de son entourage, un anticolonisateur de plus en plus ardent.

Cette attitude lui était-elle au moins dictée par des convictions fermes, par des idées nettement arrêtées sur le principe comme sur le but de la colonisation ? Mesura-t-il les avantages ou les inconvénients d'une politique anticolonisatrice ? Sans doute, dans sa correspondance officielle, puis dans ses discours et dans son ouvrage, sont parfois ébauchées les multiples objections qu'à cette époque faisait naître le projet d'établissement des Européens sur les côtes barbaresques ; mais il ne semble pas que son esprit se soit laissé guider par de simples considérations théoriques. Théoricien, il ne l'a jamais été. Son caractère faible et son esprit hésitant l'auraient au surplus immobilisé dans une perpétuelle indécision, si des officiers de son état-major n'avaient pensé et agi pour lui ; il prit aussi l'avis de conseillers musulmans. Officiers et conseillers lui suggérèrent à plusieurs reprises les résolutions qu'il devait prendre, en même temps que les raisons qui les légitimaient. Quelques-uns sont connus et il ne sera pas sans intérêt de montrer l'influence prépondérante qu'ils eurent à certains moments. Ce sont eux surtout qui surent faire partager au Général en chef leurs préventions contre toute tentative de colonisation africaine.

Les idées n'avaient pas d'ailleurs sur les résolutions de Berthezène une force convaincante ; les sentiments exerçaient au contraire sur son âme une puissance de direction irrésistible, et, il faut bien le reconnaître, ce n'étaient pas toujours des sentiments très nobles. Il se laisse entraîner d'abord, aveugler ensuite, par sa haine contre Clauzel. Quand il parle, quand il écrit, même lorsqu'il agit, il a en vue ce qu'a dit ou fait son prédécesseur. Le plus souvent, il se détermine pour ou contre tel ou tel projet par la simple raison qu'il ne veut point paraître penser ou agir comme celui auquel il ne saurait pardonner de lui avoir ravi, lors du départ du Maréchal de Bourmont, le commandement des troupes africaines. Il s'opposera donc à son devancier en toutes choses et particulièrement dans cette œuvre de la mise en valeur de la Régence. Plus le premier a montré d'attachement à cette cause, plus le second cherchera l'occasion et, au besoin, la fera naître.

tre de manifester son dédain. Un long duel s'engagera entre ces deux hommes et les dernières passes d'armes, les plus vives et les plus acharnées, auront lieu sur ce terrain en 1833.

Exposer avec quelque méthode, non point les idées de Berthezène sur la colonisation, mais ses préventions grandissantes contre l'entreprise coloniale africaine, serait chose des plus malaisées si l'on n'avait ce fil conducteur, son parti pris constant de s'opposer aux dires de son prédécesseur. En 1831, la question d'Alger se posait d'une manière fort complexe ; de multiples problèmes avaient été nécessairement soulevés par l'occupation française d'un pays musulman et surtout par l'installation de plusieurs colons européens dans les environs immédiats de la ville. Que de difficultés de toutes sortes ! Hostilité persistante des populations indigènes, insalubrité du climat, absence de bonne terre vacante, incertitude sur la productivité du sol, inaptitudes des immigrants européens aux cultures africaines, préjugés sur la possibilité d'acclimater à Alger des plantes tropicales, concurrence probable des produits algériens sur le marché de la métropole, bien d'autres objections encore jetaient le trouble et le doute dans les esprits. Beaucoup venaient à l'appui d'une théorie, propagée alors par quelques économistes en renom, d'après laquelle les colonies étaient inutiles et même dangereuses. Aussi, les discussions qui eurent lieu en 1833, puis en 1834, soit à la Chambre des Députés, soit à celle des Pairs, — discussions si vives et dont les résultats semblaient si incertains qu'on craignit le prochain abandon de notre conquête — marquèrent les effets qu'avaient eus sur l'opinion parlementaire les déclarations et l'ouvrage de Berthezène. Il suffira de les rappeler au cours de cette étude pour faire mesurer la gravité du débat engagé et les conséquences particulièrement dangereuses qu'aurait pu avoir l'attitude de ce gouverneur, au moment où la France avait l'occasion de renouer, dans un esprit tout nouveau est vrai, les traditions d'une politique coloniale déjà ancienne.

I

Les raisons politiques de ne pas coloniser Alger

Toute colonisation est une entreprise pacifique et de longue haleine ; si le projet peut en être conçu pendant la guerre, ce n'est que durant une période de calme prolongé qu'il a quelques chances d'être réalisé. Or, en 1831 et même en 1832 les conditions étant fort défavorables, on comprend aisément que le gouvernement français se soit décidé à ajourner l'exécution du plan du Général Clauzel. Mais cet ajournement, imposé par d'impérieuses circonstances, ne signifiait nullement que la France renonçait aux bénéfices de sa conquête. La volonté du Roi, celle de Soult n'ont jamais été d'abandonner l'Afrique, pas plus que de la laisser inexploitée. Dans les instructions qu'il donna à Talleyrand, nommé ambassadeur à Londres, Louis-Philippe repoussait avec hauteur l'idée d'évacuer Alger : « Ce serait contraire à notre dignité (1) et à notre intérêt. Les derniers événements qui ont mis enfin d'accord la France avec son gouvernement nous per-

(1) Instructions du prince de Talleyrand. Voir Darcy : *Cent années de rivalité coloniale*, p. 161

« mettent de suivre une politique moins timide. La France se doit de résoudre « cette importante question dans un sens plus honorable, plus utile et plus pré- « voyant ». Soult, de son côté, plusieurs fois Ministre de la Guerre et de qui dépendit souvent le sort d'Alger, se prononça toujours pour le maintien de l'autorité française en Afrique. Sans doute, en public et à la tribune de la Chambre (1), il ne le fit qu'avec une prudente réserve et son attitude parut à d'aucuns assez timorée ; en secret et dans sa correspondance privée, il se montre au contraire très catégorique ; il voit dans la prise de la Régence le moyen d'asseoir « notre prépondérance dans la Méditerranée » et de compter parmi les peuples « qui prétendent régler les destinées de l'Orient ». « Si par l'Inde, écrivait-il plus tard au « duc d'Orléans (2), l'Angleterre est devenue un état colossal, sans l'aveu du « quel rien ne peut être définitif en politique, pourquoi, nous français, laissons-nous échapper la belle et unique occasion qui se présente de recueillir « des avantages correspondants qui, à leur tour, nous feront exercer une influence justement méritée ? Ce serait l'Inde française que je fonderais et je « donnerais tous mes soins aux développements de cette grande idée aussi féconde en gloire qu'en prospérité. Pour le Roi et pour la France, il faut du grand et « non du mesquin qui est décevant, flétrit la gloire et devient ruineux ».

Il est vrai que les intentions de Louis-Philippe se laissaient deviner plus qu'elles ne s'exprimaient ; elles ne furent connues que de son ambassadeur à Londres et peut-être de quelques conseillers intimes. Il est vrai aussi que les résolutions de Soult s'affermirent avec le temps et que, comme celles du Roi, elles restèrent longtemps cachées. Berthezène ne connut entièrement ni les unes, ni les autres. Il puisa ses propres idées dans les préventions du parti politique auquel il se rattachait et dans les graves appréhensions que, chez beaucoup de contemporains, suscitait l'état troublé de la France et de l'Europe.

Le Roi et son ministre jugeaient de la question d'Alger à un point de vue national ; Berthezène et de nombreux libéraux de l'époque ne savaient encore l'envisager qu'au point de vue politique. L'opposition libérale en effet, dans son ardeur à attaquer le Ministère de Polignac, s'était servie, sous Charles X, de toutes les armes que les événements lui offraient ; au cours de la violente campagne électorale de 1830, elle avait représenté l'expédition d'Afrique comme « un essai (3) inutile de distraction sur l'opinion publique, une diversion essayée « en faveur de la gloire contre la liberté ». On parla dans la presse d'un guet-apens militaire, d'un complot machiavélique, ourdi en haut lieu, pour entraîner l'armée contre la nation ; les officiers et les soldats, grisés par les victoires, enchaînés par les faveurs, les décorations et les récompenses de toutes sortes, soutiendraient le régime chancelant ; la guerre contre les Barbaresques n'était plus dans l'imagination de certains journalistes qu'une guerre contre les Parisiens. « Guerre liberticide », voilà le mot que l'on fit courir dans les rangs de l'opposition, le terme dont on stigmatisa l'aventure algérienne (4) ! Or, quand Alger

(1) Archives Parlementaires : *Séance du 20 mars 1832* à la Chambre des Députés.

(2) Darcy : *Soult au duc d'Orléans*, 28 octobre 1835, pages 161 et 162.

(3) *Journal des Débats*, 7 mars 1830.

(4) Nisard : *Souvenirs et notes biographiques*, I, p. 33 et 34.

« Un fait, déjà ancien, m'a laissé pour le reste de ma vie des doutes, non sur le droit d'un pays libre à avoir une presse libre, mais sur les bienfaits de ce contrôle chez une nation où il n'est pas tempéré par les mœurs publiques. Ce fait, c'est la prodigieuse illusion où nous fûmes en 1830,

eut été prise et que Charles X fut détrôné, cette opposition libérale victorieuse se trouva subitement dans un cruel embarras. La succession dont elle héritait contenait nos établissements d'Afrique et elle avait tant médité de ce pays et tant de la guerre qui nous en avait rendus maîtres qu'elle ne pouvait déceimment changer d'avis sur le moment. Aussi fut-elle fort désemparée et désunie. Les uns, s'élevant au-dessus de l'intérêt de parti, acceptèrent le fait accompli et s'efforcèrent d'oublier leurs préventions passées pour ne voir que les avantages possibles de la conquête pour la France ; d'autres prétendirent rester d'accord avec eux-mêmes et firent appel aux principes de l'économie politique pour essayer de se persuader que toute colonie était inutile et onéreuse. La conquête d'Alger, dirent-ils, avait été une faute politique, sa conversation serait une erreur économique ; et ils déprécièrent l'Afrique : ils voulurent n'y voir qu'une terre stérile ou peut-être, dans l'avenir, si elle était féconde, une terre rivale (1).

Comment d'ailleurs songer à coloniser dans la situation où se trouvait la France à cette époque ? Les deux partis, dont l'union au cours des journées de juillet avaient permis à la Révolution de triompher, n'avaient point tardé à se disputer, puis à se combattre : les uns, le parti du mouvement, voulaient aller de l'avant ; les autres, le parti de la résistance, désiraient garder et consolider les résultats des trois journées de juillet. Les chefs des deux groupes, un moment rapprochés dans le même Ministère, se séparèrent et des batailles parlementaires, suivies d'émeutes dans la rue, se livrèrent. Lafitte, devancé par ses propres troupes, ne put se maintenir que trois mois ; il fut obligé de se retirer devant l'agitation grandissante. Casimir Périer lui succéda ; avec lui triomphait la politique d'ordre, de respect et d'autorité : « Il faut, disait-il, que l'ordre soit main-
« tenu, les lois exécutées, les pouvoirs respectés ». Plusieurs mesures sévères furent prises contre les fauteurs de troubles, les journaux, les Sociétés secrètes ; elles atteignirent les légitimistes et les républicains. Mais cette répression n'alla pas sans des ripostes violentes de la part de ceux que l'on cherchait à frapper ; complots des tours de Notre-Dame et de la rue des Prouvaires, insurrection des ouvriers en soierie de Lyon, agitation à Grenoble à la suite d'un conflit entre la population civile et le 35^e Régiment de ligne, tous ces faits prouvaient que l'on n'était pas encore sorti de l'ère des troubles. Il ne fallait pas espérer dès lors intéresser le pays à une possession lointaine, encore moins coloniser l'Afrique. On le vit bien au moment de la retraite de Berthezène : la Chambre discutait les

journalistes et public, sur l'expédition d'Alger. S'imaginer-t-on que la presse d'alors ait pu dire et que presque toute la France ait pu croire que le vrai motif de la guerre contre le Dey était de préparer l'armée française à une guerre contre les parisiens ? Oui, ce grand acte qui a fait l'Afrique française nous était présenté comme un guet-apens militaire organisé contre les libertés publiques.

« Je l'ai cru comme d'autres plus avisés que moi, et peut-être ai-je écrit quelque chose de semblable dans le *Journal des Débats* où l'on ne cherchait pas à se persuader le contraire. Que l'on compare ces imaginations de l'esprit de parti avec la réalité des choses, telle que l'histoire l'a démontrée et telle qu'aujourd'hui les gens sensés en sont d'accord ! Cette expédition que l'on qualifiait, si je m'en souviens, de *liberticide* a été tout bonnement le plus bel acte et le plus français du gouvernement de Charles X ».

(1) Les discours des députés de Sade, Dupin, Passy, sont parmi les plus intéressants à lire. Dans les discussions relatives à l'Algérie de 1831 à 1834, ce sont presque toujours les mêmes orateurs qui parlent, et ce sont les libéraux qui se montrent les adversaires les plus tenaces de l'Algérie.

crédits de l'occupation algérienne ; il suffit que ce débat fût précédé d'une question posée par les députés de l'Isère au sujet des troubles de Grenoble pour que l'attention des parlementaires fût détournée vers ces événements de la politique intérieure. Malgré les efforts de Clauzel, de Laborde, du Général Lamarque, de Mauguin, l'assemblée qu'avait passionnée l'incident de Grenoble, parce qu'il touchait à un problème de politique, se montra distraite et indifférente du moment où on parla de la question nationale d'Alger ; à plusieurs reprises, on demanda la clôture, à plusieurs reprises les orateurs durent réclamer le silence, même de la part des Ministres, tant les préoccupations des esprits étaient ailleurs. Vers la fin (1), la majorité accueillit par des éclats de rire et des plaisanteries certains arguments en faveur de la colonie. Trop de fois, depuis ce jour, la représentation nationale a témoigné de sa méconnaissance des intérêts supérieurs du pays en n'apportant qu'une oreille distraite aux débats sur la colonie.

Si les Députés et les Pairs, absorbés par ces luttes de parti, faisaient peu de cas de notre nouvelle conquête, le gouvernement semblait avoir sur elle une opinion à peu près semblable ; toutefois, son indifférence apparente lui était dictée par des raisons fort graves. On fut bien près de la guerre en ces années 1831 et 1832 : sur plusieurs points, en Europe, éclatèrent des insurrections, avant-coureurs probables d'une conflagration généralisée. Ce furent d'abord les événements belges : proclamation de l'indépendance à Bruxelles, choix du prince de Nemours, intervention obligée de la France et menace d'un conflit avec l'Angleterre. Puis la Révolution gagna la Pologne et les armées russes envahirent ce pays. En Allemagne, les mouvements insurrectionnels se multiplièrent dans le Brunswick, en Saxe, en Bavière, dans l'état de Hesse-Cassel. La Suisse à son tour fut déchirée par la guerre civile, l'Italie agitée par les émeutes qu'ici les Autrichiens et là les Français eurent quelque peine à réprimer. L'embouchure du Tage fut forcée par les escadres françaises, la Syrie envahie par les armées de Mehemet Ali et toute la question d'Orient se posa, comme pour ajouter aux incertitudes de l'heure, comme pour reporter dans la Méditerranée, vers cet Orient musulman dont la Régence venait d'être détachée, les vues des chancelleries européennes. A plusieurs de ces conflits la France était mêlée ; on l'en rendait même responsable, la Révolution de 1830 étant, disait-on, la cause de cette marée montante des peuples contre les souverains. Dans de telles conjonctures, le Ministère français, quelles que fussent ses préférences secrètes, se trouvait dans l'impossibilité d'étendre notre occupation en Afrique et surtout d'y aborder l'œuvre pacifique de la colonisation ; aussi, venait-il de retirer d'Alger la plus grosse partie du corps expéditionnaire ; il avait recommandé à Clauzel une inaction prudente et, comme ce gouverneur s'était montré au contraire fort actif, il saisit la première occasion — l'affaire des beys tunisiens — pour le rappeler et le remplacer par Berthezène dont il ne redoutait pas le même esprit d'initiative ; c'était un moyen de rassurer les puissances de l'Europe.

Tant que dura le commandement de Berthezène à Alger, les menaces de guerre persistèrent ; elles devinrent même si générales et si pressantes peu de temps après son débarquement qu'en avril 1831, ce général écrivit à Soult pour lui faire part de ses craintes et de la nécessité d'amasser dans la ville des provisions

(1) Archives parlementaires : *Séances des 20 et 21 mars 1832 à la Chambre des Députés.*

de toutes sortes. Le Ministre lui répondit (1) pour le rassurer, tout en approuvant les précautions prises ou à prendre. Au cours des derniers mois de cette année, la confiance de Soult dans le maintien de la paix européenne est très ébranlée ; il l'avoue dans une note adressée en septembre au duc d'Orléans : « Les rapports avec l'Angleterre (2) deviennent de jour en jour plus gênants. Il me paraît évident que le parti tory nous précipitera vers la guerre afin de faire sombrer le Ministère Grey et par conséquent triompher de la réforme. S'il doit réussir, il me paraît indubitable que déjà la partie est liée avec la Hollande, la Prusse et même l'Autriche. Dès lors, pourrions-nous éviter la guerre ? J'avoue que je ne le prévois pas ; au moins cela me paraît extrêmement difficile ». La seule chance que le gouvernement français avait de conserver la paix en Europe et de consolider la monarchie de juillet en France était de ne point rompre ouvertement avec les Anglais dans des circonstances aussi critiques. Pourtant, il était poussé par le parti avancé à intervenir en Belgique et par les conservateurs à se maintenir en Afrique, double écueil dont il se tira en limitant son intervention au Nord et en se gardant en même temps de pousser son avance vers le Sud.

En Afrique, la consigne, donnée par le Ministère (3), fut de rester sur ses positions ; il fallait faire le moins de bruit possible, ne pas attirer l'attention des curieux et des jaloux, se tenir coi. Talleyrand répète souvent qu'il importe au plus haut point de ne pas soulever la question algérienne par des manifestations intempestives : « Quant à Alger (4), j'ai évité d'en parler, j'aimerais bien que nos journaux en fissent autant. Il est bien que l'on s'accoutume à notre occupation et le silence est le meilleur moyen ». — « Nous devons toujours préférer que notre possession sur la côte d'Afrique reste pour ainsi dire oubliée ». Cette politique du silence et de l'oubli explique l'attitude hésitante et embarrassée du Ministère français ; en 1831, il ne dit rien et s'emploie à ne laisser rien dire, il y réussit sans grand effort. Mais, en 1832, il n'en fut pas de même. A l'occasion des crédits pour l'occupation africaine, des députés pressèrent les Ministres et même les sommèrent d'avoir à s'expliquer nettement sur leur politique coloniale ; nos établissements d'Alger ne progressaient pas parce que l'on ne savait pas encore si la France garderait ou évacuerait les territoires de l'ancienne Régence. A cette mise en demeure, le Maréchal Soult ne sut répondre que par des paroles évasives : « Le fait est que nous occupons Alger (5) et qu'aucune des dispositions du gouvernement ne peut faire présumer qu'il ait l'intention de l'abandonner ». Casimir Périer, Président du Conseil, fut un peu plus explicite, mais il se plaignit vivement des impatiences d'une partie de la Chambre : « Toutes les précautions sont prises, dit-il (6), pour que l'occupation militaire soit forte, qu'elle subsiste dans l'intérêt de la France et dans l'intérêt de l'humanité, qui est non seulement celui de la France mais encore celui de toutes les nations de l'Europe. Nous continuerons à maintenir ce système et la Chambre me permettra de ne pas répondre, je ne dirai pas à des interpellations, qu'il est dans le droit des

(1) Lettre de Soult à Berthezène, 13 avril 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) Darcy : Cent années de rivalité coloniale, p. 169.

(3) Instructions de Soult, 31 janvier 1831. Pièces citées. Document inédit.

(4) Le prince de Talleyrand au Général Sebastiani, 27 novembre 1830 et 9 mars 1832. Citées par Darcy, p. 168.

(5) Archives parlementaires : Séance du 21 mars 1832, à la Chambre des Députés.

(6) Ibidem.

« membres de cette Chambre de faire au Ministère, mais à *des sommations* (c'est « bien le terme dont on s'est servi) comme si le gouvernement, et dans des intérêts aussi graves, devait céder à des injonctions faites dans les termes que vous avez entendus. Ce que nous pouvons dire, c'est que le drapeau tricolore flotte « à Alger dans l'intérêt de la France, dans l'intérêt de l'Europe ; vous ne demandez pas, Messieurs, que nous en disions davantage ». Et, comme cette réponse, en apparence fière mais des plus ambiguës, ne satisfaisait point tous les députés, que plusieurs se permirent d'insister pour obtenir du gouvernement des déclarations formelles et susceptibles de rassurer les intérêts particuliers engagés en Afrique, le Président du Conseil, énervé, agacé, repoussa avec hauteur ces invitations au nom des intérêts supérieurs de l'Etat : « Nous ne parlons pas (1) parce « que nous sommes ici les Ministres du gouvernement français et chargés de ses « affaires et que, si nous parlions, nous ferions les affaires des étrangers et non « les nôtres. Voilà pourquoi, dans la circonstance actuelle, nous gardons le silence ».

Ces Ministres savaient, en effet, que l'hostilité jalouse de l'Angleterre ne désarmait pas ; à la chute du duc de Wellington et à la défaite du parti tory, la France avait sans doute gagné de voir la question d'Alger passer au second plan ; lord Grey et lord Palmerston jugèrent inopportun de reprendre le débat, mais ce n'était pour eux que partie remise ; ils se réservaient de la jouer à leur heure, préférant pour le moment la laisser inachevée. De la menace de rouvrir l'affaire algérienne, ils escomptaient plus de profit que d'une solution immédiate. Leurs agents en Afrique connaissaient ces intentions ; il s'agissait de ne point aboutir à la prescription. Ils s'ingénierent donc à susciter de nombreux incidents à Alger : Saint-John poursuivit sa campagne d'opposition ardente contre le maintien des Français dans la Régence ; il ne cessa de conseiller aux Ministres anglais une politique plus agissante, il intrigua auprès des indigènes auxquels il voulait persuader que notre occupation était purement passagère et que l'Angleterre prendrait un jour leur défense et nous chasserait (2) ; ce fut lui qui fit courir le bruit du prochain débarquement des troupes anglaises à Mers el Kébir, ce qui amena l'expédition du général Damrémont (3) ; il essaya de provoquer l'achat par une compagnie anglaise de vastes biens beylicaux dont il s'était d'ailleurs emparé au moment de la reddition de la ville (4). Suivant l'exemple de son chef, le vice-consul à Oran, Welsford, se signala par son hostilité souvent maladroite ; il eut des démêlés retentissants avec le général Boyer ; lui aussi essaya de s'interposer entre les indigènes et les Français, achetant au bey de Tittery, Mustapha ben Omar, nommé à Oran et relevé de ses fonctions, l'autorisation d'exporter une certaine quantité de blé (5), prétendant, afin de les soustraire à la confiscation, avoir la garde des biens d'un sieur Valenciano, sujet marocain que l'autorité française venait de faire exécuter pour espionnage (6), entretenant enfin dans

(1) Archives parlementaires. *Séance du 21 mars 1832.*

(2) Voir notre étude sur le Dey Hussein : *Trois ans d'exil, Trois ans d'intrigues. Bull. Soc. de Géogr., Alger, 1905.*

(3) Victor Demontès : *Le Général Clauzel. Bullet. de la Soc. de Géogr. d'Alger* 1904, p. 18 à 24.

(4) *Lettre du baron Louis au Ministre de la Guerre, 23 mai 1831. Pièce citée. Document inédit.*

(5) *Le Général Boyer à Berthezène, 29 septembre 1831. Pièce citée. Document inédit.*

(6) *Le Général Boyer à Berthezène, 5 octobre 1831. Pièce citée. Document inédit.*

toute l'Oranie des relations suspectes soit avec les chefs des Douairs et des Smélas, soit avec les émissaires de Mouley Abderrahman (1).

Il est démontré aujourd'hui qu'au cours de ces deux années 1830 et 1831 l'Angleterre a cherché indirectement à empêcher les Français de conserver la Régence, ou du moins de s'y étendre, en suscitant les prétentions marocaines sur l'Oranie. L'expédition d'El Hamery, lieutenant du Sultan, fut conçue et organisée dans les milieux de Gibraltar et de Tanger, où s'agitaient des mercantis de toute nationalité, surtout des commerçants anglais ; ce fut pour eux l'occasion de vendre à sa Majesté chérifienne de la poudre, des boulets et du plomb, ou de passer avec les fournisseurs des troupes marocaines des marchés avantageux et durables. Les lettres de M. Delaporte, chargé du Consulat général français à Gibraltar, ne laissent aucun doute sur les agissements des agents diplomatiques anglais et des commerçants à leurs gages. Clauzel avait été averti des préparatifs qui s'effectuaient à Tanger, Rabat et Fez. Il envoya le colonel Auffray au Maroc, mais cet officier ne put dépasser Tanger et fut rappelé lorsque ce gouverneur rentra en France. Moulay Abderrahman put donc diriger sur Tlemcen une partie de ses effectifs, à la tête desquels il plaça d'abord son cousin Moulay Ali. Les Marocains se heurtèrent à la résistance des Coulouglis et des Tures enfermés dans le Méchouar ; ils furent contraints de mettre le siège devant cette ville. Entre temps leur avant-garde gagna Mascara et y pénétra sans coup férir ; les tribus des Hachem, El Machachil, Beni Chougran, Hamian, les marabouts de Gris se déclarèrent pour Abderrahman. Les intrigues marocaines s'étendirent plus loin encore jusqu'aux environs d'Oran, jusqu'à Alger même où la police signale, le 3 mars 1831, les menées d'un cheikh Bagdadi, campé, dit-on, à 35 ou 40 lieues de la ville. On intercepte une correspondance entre ce cheikh et les notables d'Alger. La situation devient donc assez grave pendant les mois de mars et d'avril et l'on redoute une guerre avec le Maroc. Brusquement, par une de ces déconcertantes révolutions dont l'Orient nous offre des exemples nombreux, tout change. Les contingents marocains sont rappelés en avril ; une émeute militaire éclate à Fez, elle dégage momentanément l'Oranie. Lorsque le Sultan l'aura réprimée non sans de grandes difficultés, de nouvelles troupes seront dirigées, toujours à l'instigation de l'Angleterre, vers la frontière oranaise ; elles y entretiendront pendant longtemps une agitation qui se fera sentir jusqu'aux abords d'Oran. Néanmoins, le premier élan est brisé et le danger d'une conquête de la Régence par les Marocains semble passé (2).

Quand il fut à peu près certain que cette intervention était vouée à un échec, toute l'opposition des anciens ministres torys, toute la jalousie haineuse de la presse anglaise se manifestèrent violemment. L'occasion de ce débordement de colère fut la déclaration de Casimir Périer à la Chambre française, le 21 mars 1832 ; le Ministre de Louis-Philippe n'avait-il pas osé déclarer que notre occupation militaire serait maintenue en Afrique ? Alors, lord Aberdeen affirma sans ambages que des engagements positifs avaient été pris par le Roi de France

(1) *Le Général Boyer à Soult*, 6 novembre 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) Ces événements d'Oranie étant en général peu connus et leurs effets sur la politique française nous paraissant plus grands qu'on ne l'avait supposé, nous donnons sur eux la plupart des documents contenus dans les papiers de Berthezène, tous documents inédits. Voir aussi un article de M. Cour : *L'occupation marocaine de Tlemcen et le Kitab Elistiqsa*.

et par ses Ministres lors de l'avènement de la nouvelle monarchie française ; alors la « Quaterly Review » reprocha à Louis-Philippe son manque de foi et le traita de Majesté de nouvelle fabrique (1). Brutale, en effet, était la déconvenue de la diplomatie anglaise.

Ces discussions bruyantes et ces intrigues secrètes démontraient que la situation de la France restait précaire et contestée en Afrique. On comprend mieux pourquoi les Ministres français ne pouvaient que louvoyer et chercher à gagner du temps, et comment Berthezène put interpréter cette équivoque comme le signe du prochain abandon de la colonie. Ne puisa-t-il pas aussi dans les difficultés qu'il rencontra à Alger des motifs de persister dans cette opinion ? Les résultats de l'administration de ce Général furent une série d'échecs graves et de capitulations décourageantes. La marche de son armée sur Médéah fut pénible ; on n'osa pas entrer dans Blida et, si l'on pénétra dans Médéah, ce fut pour en sortir le surlendemain, en emmenant la population que l'on se déclarait incapable de protéger à une telle distance d'Alger. Quand on revint sur ses pas, la retraite faillit tourner au désastre (2). Péniblement aussi, quelques jours plus tard, les lignes françaises aux environs de la ville purent résister à la ruée des Kabyles de Ben Zamoun ; une grande panique affola la population au point qu'elle demanda, à certaines heures, d'être embarquée sur les navires stationnant dans le port (3). Pourtant, les bandes de Ben Zamoun et celles de Bou Mezrag furent repoussées. Les derniers mois de l'année 1831 furent plus calmes, mais on acheta cette tranquillité relative au prix d'une véritable capitulation. Berthezène traita avec un marabout de Coléa, Sidi el Hadj Mahiddine, et le nomma agha des Arabes. La France ne conservait d'autorité réelle que sur la banlieue de la ville, là où étaient cantonnées ses troupes. Partout, ailleurs, le pouvoir passa entre les mains de ce marabout. Ce n'était plus, en vérité, l'armée française et son chef qui exerçaient une sorte de protectorat sur les indigènes ; c'était Sidi el Hadj Mahiddine qui protégeait les soldats français et leur général contre les entreprises des Arabes. Et Berthezène d'écrire une lettre déconcertante au Ministère de la Guerre le 25 juillet 1831 ; il y présente ce choix comme la dernière mesure à prendre : « Si cet essai ne réussissait pas (4), je désespérerais de la tranquillité « publique dans ce pays ; car, tous les ans, on pourrait faire parler Mahomet, « annoncer des miracles et des révélations... Il ne resterait plus d'autre parti à « prendre que d'imiter les Espagnols au Mexique, mais sans doute la France « préférerait abandonner le pays que d'en venir à d'aussi cruelles extrémités ».

En présence d'une aussi extraordinaire déclaration, Soult se récrie, il plaisante un peu le général (5) sur ses prévisions trop pessimistes. Et ce n'est pas seulement à Alger que l'on hésite, que l'on subit des échecs ; à Bône, où ce gouverneur n'a su envoyer que quelques convois de ravitaillement, le commandant Huder est assassiné et sa mort n'est pas vengée ; à Oran, où les troupes du colonel Lefol restent pendant six mois presque sans communication et à peu près

(1) Darcy : *Ouvrage cité*, p. 175-176.

(2) Duvivier : *Rapport sur les opérations du Bataillon expéditionnaire*, 8 juillet 1831. Pièce citée : document inédit.

(3) Pellissier de Reynaud. *Annales Algériennes*, I, p. 199.

(4) Berthezène à Soult, 25 juillet 1831. Pièce citée. Document inédit.

(5) Soult à Berthezène, 17 août 1831. Pièce citée. Document inédit.

sans ressources, ce régiment se meurt d'isolement et d'ennui (1). Tout s'assombrit en novembre et décembre ; Berthezène entre en conflit avec la plus grande partie des fonctionnaires civils : avec M. Gérardin, directeur des Domaines, avec M. Pruss, ingénieur en chef des travaux civils, avec M. Fougeroux, inspecteur des Finances ; il suspecte les colons comme M. Montagne que le Ministère de la Guerre lui a recommandé ; il est aigri, il est désespéré. Aussi, quand son ordre de rappel lui parvient, il s'emporte contre le Ministre et il lui écrit deux lettres dont les termes sont si violents qu'ils resteraient incompréhensibles si l'on ne se rappelait tous les déboires qui l'avaient assailli en cette fin d'année 1831 (2).

La situation est alors si critique pour ceux qui la jugent d'Afrique qu'il est presque paradoxal de parler à ce moment de colonisation. L'heure de réaliser le projet de Clauzel, avait dit Soult dans ses Instructions, n'est pas encore venue ; les luttes des partis politiques en France si vives que le Régime paraissait encore mal assis, les menaces de guerre en Europe si redoutables et si multipliées qu'on se croyait toujours à la veille d'une conflagration générale, les intrigues anglaises en Afrique expliquaient cette résolution du gouvernement. L'heure de la colonisation ne viendra jamais, assure Berthezène en cette même année 1831 (3) ; car lui qui a vu et étudié de près le pays juge après plusieurs mois de commandement que les Africains sont intractables, que l'Algérie ne vaut pas la peine d'être colonisée, que les Européens qui y sont venus ne sont pas des colons et qu'ils ne sauraient y vivre et prospérer ; et cette opinion, fruit d'une expérience de quelques mois, s'appuyait encore chez lui sur des préventions tenaces que nourrissait le parti libéral contre l'Algérie et sur des principes économiques que quelques membres de ce parti présentaient comme des dogmes irréfutables.

(1) La correspondance du colonel Lefol avec Berthezène dépeint la situation navrante du 21^e Régiment, envoyé à Oran en novembre 1830 et que l'on a maintenu dans cette ville depuis lors : « J'ose vous répéter encore, mon Général, d'avoir pitié de mon pauvre régiment que je n'ose véritablement plus regarder. Au 1^{er} juin, j'avais 10 à 12 hommes par compagnie qui ne peuvent plus faire de service faute de chaussure, et pourtant ici il faut se garder principalement de nos alliés les Turcs et les Tunisiens ». Lettre du 3 juin 1831, *document inédit*.

Autre lettre plus pressante : « Le nouveau retard apporté au retour de mon régiment est bien plus qu'une contrariété pour nous, c'est une véritable calamité. Figurez-vous un Régiment qui n'a pas reçu un seul effet depuis le mois de novembre 1830. Plus d'habits, plus de capotes, plus de chemises et point de souliers. Pour Dieu, mon Général, renvoyez-nous ou faites donner des ordres pour qu'on nous envoie de quoi nous couvrir et surtout de quoi nous chauffer ». *Document inédit*.

(2) Voici deux extraits de lettres adressées le même jour, 25 décembre, par Berthezène au Ministre de la Guerre sur son remplacement :

... « Maintenant que tout ce qui est relatif au service est terminé, permettez à un homme qui vous a toujours porté un attachement que les vicissitudes de la fortune n'ont jamais altéré, de se plaindre à vous, à vous que la vie de sa femme et de son fils aient été assez vils à vos yeux, pour n'y pas balancer pendant quelques mois les intérêts matériels de M. le Général Savary. Car la mesure qui me chasse n'a pas d'autre but. Toute feinte serait inutile et indigne de vous ». « Le Ministre m'a déshonoré autant qu'il a été en lui, et je mériterais cette flétrissure si j'acceptais du service ».

Ces deux lettres, qui se trouvent aux Archives du Ministère de la Guerre, ont été citées par M. Klein dans *Feuillets d'El-Djezir, III. Le vieil Alger et sa banlieue*, p. 116.

(3) *Lettre de Berthezène à Soult*, 17 août 1831. Pièce citée. Cette lettre a été publiée par le baron Pichon dans les pièces annexes de son ouvrage : *Alger sous la domination française*, mais d'une façon incomplète.

II

L'Insécurité

De toutes les conditions de séjour dont s'inquiète un immigrant, lorsqu'il faut se décider entre plusieurs colonies où il peut s'établir, la plus importante n'est pas toujours le degré de sociabilité des indigènes qu'il y rencontrera et au milieu desquels il sera désormais appelé à vivre, lui et sa famille. Pourtant, en Afrique, cette préoccupation prenait un caractère de gravité exceptionnelle du fait de l'hostilité séculaire et farouche des Musulmans algériens ; les chrétiens de l'Europe étaient habitués à prêter aux corsaires barbaresques des mœurs guerrières, fanatiques et pillardes. Les masses populaires, celles qui fournissent les colons, ne connaissaient ces Algériens que comme les adversaires irréductibles de la croix et les pirates du commerce européen.

Cette figure traditionnelle de l'Algérie, les événements de 1830 ne la modifièrent que fort peu. Seuls quelques généraux, — et de ce nombre fut Clauzel, — séduits par la facilité relative avec laquelle ils purent former les premiers bataillons de zouaves (1), trompés aussi par les marques de servilité dont les accablaient les chefs, crurent que le portrait ne répondait pas à la réalité, que les Arabes valaient mieux que leur renommée. Ces illusions ne tardèrent pas à se dissiper ; l'expédition de Médéah, le sac de Blida par les Kabyles, l'assassinat de cinquante canonniers près de Boufarik, et par-dessus tout les attentats individuels commis à Alger et dans sa banlieue avaient prouvé que l'on se trouvait toujours en présence d'ennemis farouches et cruels. Leur barbarie n'était que trop réelle ; qu'une occasion se présentât où elle pût se manifester, elle éclatait sauvage et terrible.

Puis, on s'aperçut en cette année 1831 que les indigènes algériens n'étaient pas tous semblables ; ceux que l'on avait d'abord combattus n'étaient en grande partie composés que de Turcs et de Maures. Les Turcs venaient d'être expulsés sur l'ordre du Maréchal de Bourmont ; quant aux Maures, habitants des villes, comme ils avaient été depuis des siècles asservis par les deys, ils ne paraissaient guère redoutables. Berthezène le reconnaît dans sa lettre du 17 août 1831, adressée au Ministre de la Guerre : « Les Maures (2), façonnés au joug et amollis de « puis de longues années, ne sont pas dangereux malgré leur mécontentement ». Mais, à côté d'eux, il existait d'autres indigènes, ceux-là beaucoup plus nombreux et redoutables ; ils habitaient l'intérieur, et les troupes françaises avaient dû leur livrer de violents combats lorsqu'elles avaient quitté les abords immédiats de la capitale. Berthezène les avait eus devant lui dans son expédition de Médéah et sur ses lignes de l'Harrach. On les appelait les Arabes et les Kabyles.

Dans cette même lettre, le vainqueur de Staouéli traçait de ces indigènes un long portrait ; il y vantait la bravoure légendaire des guerriers, leur amour farouche de l'indépendance, leur sobriété, leur résistance à la fatigue et à la chaleur et il insistait sur la perfidie et la cruauté de ces Africains. Un tel portrait sous la plume de celui qui commandait à Alger avait quelque chose d'impressionnant ; il servit la cause des adversaires de l'occupation africaine. Depuis ce

(1) Victor Demontès : *L'origine des Zouaves*. Editions de la *Revue Nord-Africaine*, Alger, 1904.

(2) Berthezène à Soult, 17 août 1831.

our on agita souvent à la tribune de la Chambre le spectre de ces hordes de Bédouins dont les ancêtres, s'ils n'avaient été arrêtés à Poitiers par la lourde cavalerie franque, auraient ravagé toute l'Europe. Le Ministère parut plus hésitant dans ses desseins ; il ne pouvait mettre en doute la sincérité des déclarations de Berthezène, car il venait de recevoir les rapports officiels sur la malencontreuse expédition de Médéah et sur les combats meurtriers qui venaient de se livrer auprès de la Ferme Modèle. Tout au plus aurait-il pu penser qu'il y avait quelques retouches à apporter à un tableau tracé au lendemain de ces tristes événements. La lettre, en effet, est du mois d'août. Qu'on veuille bien ne point oublier que la marche sur Médéah eut lieu à la fin du mois de juin et que les bandes de Ben Zamoun tentèrent de traverser l'Iarrach au milieu de juillet ! Qu'on se rappelle la panique qui s'empara de l'armée française lorsqu'elle atteignit le col de Mouzaïa et celle de la population d'Alger quand elle apprit l'approche des Kabyles ! L'esprit de Berthezène est resté plus ou moins sous l'impression de cet affolement de ses compatriotes ; il demeura hanté par le souvenir de ces hordes hurlantes d'intrépides fantassins, se ruant à l'assaut du plateau d'Aouara ou dévalant les pentes rapides du Mouzaïa à la poursuite des bataillons français. Comment, dans sa correspondance, n'aurait-il point, pour excuser l'épouvante de la population civile ou ses propres inquiétudes, exalté et peut-être exagéré les vertus guerrières des montagnards de l'Atlas ?

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'avec de telles tribus les colons ne trouveront pas de sécurité en Afrique ; or, sans sécurité, la colonisation est impossible. Le Général ne se fait pas fort de la leur assurer même aux portes de la ville ; l'agha y parviendra probablement dans la banlieue, mais pour combien de temps ! Les immigrants ne sauraient se contenter d'une tranquillité éphémère ; il leur faut une paix durable, sûre non seulement de l'immédiat lendemain, mais aussi d'un long avenir. C'est ce que dira M. Baude en 1834 pour expliquer son vote (1) : « Il ne peut y avoir de colonisation que lorsque la sécurité sera établie dans le « pays. Nul d'entre nous ne peut concevoir la colonisation et la culture derrière « les baïonnettes. La première condition est la paix avec les indigènes ; si cette « paix est une fois assurée, alors je serai le premier à vouloir la colonisation. Mais, « tant que cette paix ne sera pas assurée, je me refuserai à ce qui tendrait à une « colonisation qui serait un sujet de collisions perpétuelles, une source de dépen- « ses interminables ». Or, la présence de cultivateurs en Afrique, loin d'amener la paix, entraînera inévitablement la guerre, car elle augmentera si possible la haine des indigènes contre les Français, attendu qu'à ces immigrants il faudra des terres, de bonnes terres labourables ; et, pour se les procurer, on dépouillera les autochtones.

Que si malgré cette insécurité les colons s'installent dans la colonie, si malgré ce danger le gouvernement active et favorise leur établissement, il n'y aura plus alors qu'une dernière politique à suivre : ce sera le refoulement des indigènes, leur expulsion violente ou mieux leur extermination. Ce système fut proposé et il parut à quelques-uns le seul pratique ; le gouvernement, qui y était opposé, fut obligé d'en tenir compte dans les Instructions qu'il remit à la Commission de 1833. Il disait qu'elle « pourrait se rendre compte jusqu'à quel point il serait

(1) Archives parlementaires : Séance du 3 mai 1834, Chambre des Députés.

« praticable et si, en admettant que la civilisation de nos jours pût consentir à « procéder ainsi, la soumission de la Régence par un gouvernement qui avouerait « ce système n'exigerait pas un déploiement de forces et une profusion de dépenses hors de proportion avec le résultat, non moins qu'avec les moyens qu'il conviendrait à la France d'y consacrer ».

Quelle longue, quelle atroce guerre en perspective ! Ces Arabes et ces Kabyles se défendraient, ils défendraient leur civilisation, leur religion, leurs familles et leurs terres. Vraiment, les Français renouvelleraient les horreurs des conquêtes espagnoles ! Le sort des Algériens serait en plein XIX^e siècle celui des Aztèques au Mexique, des Guanches aux Canaries, des Aramans au Chili ! M. Passy, reprenant presque dans les mêmes termes l'objection de Berthezène, saura en 1834 (1) tirer de cet argument tout l'effet attendu ; il prétendra que toute colonisation a pour conséquence fatale la ruine et la disparition des races indigènes. La France reculera devant ce crime ; elle ne peut pas coloniser à ce prix.

Les économistes de l'Ecole libérale ne dédaignaient pas de se montrer philanthropes et d'appuyer leurs principes de raisons de sentiment ; ils proclamaient le droit pour chaque nation de se gouverner comme elle l'entendait et prenaient la défense des peuples opprimés. Il est curieux de remarquer qu'à ce moment leurs arguments furent repris par un Musulman et un Etranger : Hamdan (2) dans le *Miroir* et Bannister (3) dans un *Appel en faveur d'Alger* s'accordaient tous deux à présenter l'occupation française en Afrique comme désavantageuse pour les naturels du pays et ils demandaient que les indigènes aient la liberté de se prononcer sur la forme du gouvernement de l'Algérie. On serait revenu au régime des Turcs ou bien à celui qu'avait instauré Berthezène, avec cette différence toutefois que l'agha des Arabes ou le bey aurait été désigné non par les Français, mais par les Musulmans eux-mêmes. Hamdan, forcé de quitter Alger, resta toujours, pendant son séjour en France, en relations avec Berthezène !

III

L'Insalubrité

Les colons ne se laisseront-ils pas arrêter par l'hostilité des indigènes, un autre danger les menacera, celui-là plus immédiat et tout aussi difficile à prévenir : c'est l'insalubrité du climat africain. Non pas que cette insalubrité soit présentée par Berthezène comme un motif nouveau de renoncer au peuplement de l'Algérie ; il laisse fréquemment à d'autres le soin de déduire de ses affirmations les conséquences qu'elles comportent. Mais il insiste sur la malignité des fièvres et la gravité des affections intestinales ; les chiffres qu'il cite sont bien faits pour jeter quelques doutes sur la possibilité de l'acclimatement des Européens.

Excessive, en effet, fut la mortalité dans l'armée française d'Afrique en cette

(1) Archives parlementaires : *Séance du 1^{er} mai 1834*. Chambre des Députés.

(2) Si Hamdan ben Othman Khodja : *Le Miroir*. Voir aussi l'article de M. Yver sur ce personnage dans *la Revue Africaine*, 1913, 1^{er} trimestre.

(3) Un Anglais : *Appel en faveur d'Alger*.

année 1831. Un document sûr et précis (1) témoigne du mauvais état sanitaire des troupes maintenues à Alger. Vers la fin de cette année, les médecins militaires consultés adressèrent au Général en chef un long rapport sur les affections dont avaient souffert les soldats. Il contient des constatations effrayantes qui, si elles avaient été connues dans leur brutale exactitude, auraient jeté la panique dans la population de la ville et amené peut-être l'évacuation de la colonie. Là sont notées mois par mois les maladies les plus fréquentes parmi les soldats, leur rapide évolution, le nombre des décès qu'elles ont entraînés.

Ce fut pendant les mois de grosses chaleurs — mois de juin, de juillet, d'août et de septembre — que l'on enregistra le plus grand nombre d'entrées de malades dans les hôpitaux et que les pertes furent les plus fortes. Voici quelques chiffres cités :

Mois de juin : entrées, 931 ; morts, 30.

Mois de juillet : entrées, 1.681 ; morts, 87.

Mois d'août : entrées, 2.459 ; morts, 196.

Mois de septembre : entrées, 1.958 ; morts, 154.

Total des quatre mois : entrées, 7.274 ; morts, 469.

Dans leur rapport, les trois officiers de santé les plus haut gradés du corps expéditionnaire, — MM. Chevreau, Stéphanopoli et Juving — ajoutaient que le nombre des malades devait être doublé parce que les infirmeries régimentaires, dont les résultats n'étaient pas compris dans ces chiffres, avouaient constamment 7 à 800 malades et que seuls les plus gravement atteints étaient transportés dans les hôpitaux. A faire état de ces données officielles, à ajouter les entrées des infirmeries régimentaires à celles des hôpitaux, on obtient la somme de 14 à 15.000 malades, somme égale sinon supérieure à l'effectif des troupes d'occupation, même si pour calculer cet effectif on fait entrer en ligne de compte les Parisiens et les Zouaves.

Quelle triste opinion ne devaient pas avoir du climat africain et de ses effets pernicieux ceux que leur haute fonction militaire ou administrative mettait à même de prendre connaissance de ces statistiques ! Et l'on apprécie mieux maintenant les craintes de Berthezène : toutes ses lettres au Ministre durant ces mois d'été sont pleines de détails sur le déplorable état sanitaire de l'armée. Dès le 28 juillet, il lui annonce que, par suite de l'insalubrité des postes de la Maison Carrée et de la Ferme Modèle, le 30^e de ligne est réduit à presque rien ; désormais, il fera relever les troupes de ces deux postes (2) tous les dix jours. Le 1^{er} août (3), nouvelle lettre : la durée de séjour sur ces points est réduite à cinq jours. Le 8 août (4), l'état sanitaire a empiré. Il y a apparence d'amélioration le 23 août (5) et le 12 septembre, mais cette amélioration ne persiste pas à la fin de ce mois ; il se produit de nombreuses rechutes : des hommes qui « ont « passé (6) cinq jours à la Ferme et qui n'y sont point tombés malades, se trouvent atteints de la fièvre dix jours après leur retour ». Toutes les précautions ont pourtant été prises au dire de Berthezène ; il a fait désinfecter souvent les locaux où se tiennent les hommes, il a ordonné qu'on délivrât à chaque soldat double ration de vin et de viande, rien n'y fait. « C'est désolant, dit-il ». Les let-

(1) Voir ce rapport aux pièces citées. *Document inédit*.

(2, 3, 4, 5) Toutes ces lettres sont parmi les pièces citées. *Documents inédits*.

(6) *Le Baron Bondurand à Berthezène, 1^{er} août 1831. Pièce citée. Document inédit.*

tres de l'intendant Bondurand expriment aussi cette profonde inquiétude ; on n'avait pas assez d'hôpitaux ; les trois qui existaient étaient bondés de malades ; les pauvres fiévreux étaient installés dans les couloirs, sur les galeries, parfois sous la tente. Des locaux avaient été réquisitionnés en ville (3) ; or, il n'y avait que les mosquées qui se prêtaient à cet usage. Sans doute, le nombre de ces édifices religieux avait été grand dans Alger ; mais, dès les premiers jours de la conquête et par nécessité de voirie, on fut obligé d'en démolir plusieurs, d'autres avaient été transformés en magasins et les Maures se montraient mécontents. Le Général en chef tient au contraire à les rassurer et à leur plaire ; le baron Bondurand le sait, il écrit pourtant qu'il convient d'obtenir une dernière mosquée par d'habiles négociations et se fait fort d'aboutir.

En octobre la crise est passée et c'est à ce moment que le rapport des trois médecins parvient entre les mains de Berthezène. Si graves qu'aient été les constatations faites, il convenait cependant de ne point dramatiser la situation et de rechercher les causes locales ou générales de cette acuité des maladies. Un premier fait attirait d'abord l'attention ; les troupes, stationnées en Afrique, n'avaient fourni jusqu'au mois de juin qu'un nombre restreint d'hospitalisés. Le 1^{er} avril 1831, il n'y avait dans les trois hôpitaux militaires : Caratine, Bab-Azoun et La Salpêtrière, que 635 hommes atteints d'affections bénignes. Peu de décès. Ce fut seulement au mois de juillet que le nombre des malades grossit démesurément ; il atteignit près de 3.000 en août. Si donc le climat d'Alger et de ses environs était jugé insalubre pour les européens, encore importait-il d'ajouter qu'il ne l'était que pendant les fortes chaleurs estivales ; cette première réserve s'imposait. D'ailleurs, les auteurs du Mémoire, officiers de santé dont l'expérience était déjà ancienne, rappelaient que ce n'était point seulement en Algérie que s'observait une semblable recrudescence de la morbidité durant les mois d'été ; pareilles constatations avaient été enregistrées dans la plupart des pays de l'Europe méridionale et c'étaient toujours les mêmes affections « des principaux viscères du bas ventre et de la poitrine, toutes produites par les fréquentes rechutes des fièvres intermittentes » (1).

Un autre fait devait mettre en garde contre un jugement trop hâtif ou une généralisation téméraire. Toutes les parties de la Régence n'étaient point infestées par ces fièvres paludéennes ; dans les environs d'Alger, le massif de la Bouzaréa en était indemne aux dires des indigènes et on avait pu vérifier que ces dires étaient exacts : « Les gens du pays (2) regardent le séjour sur le mont Bouzaréa comme le plus salubre pendant l'été et ils assurent que tous ceux qui habitent les maisons de campagne du côté de la porte Bab-Azoun, soit dans la plaine, soit sur le versant des collines, sont exposés aux fièvres intermittentes ». Sur les flancs de Bouzaréa, face à la mer, ou dans des régions balayées par les vents marins, s'étaient élevés les consulats européens.

D'où venaient donc les hommes atteints de ces fièvres ? Tous, sans exception, appartenaient aux compagnies campées au Sud d'Alger, ou bien dans la plaine de Mustapha au Hamma, ou bien aux abords de la Métidja près de la Maison Carrée et de la Ferme Modèle. Et même, suivant que les malades étaient évacués de l'une ou de l'autre de ces localités, la maladie présentait des caractères sensi-

(1) *Rapport des Médecins.*

(2) *Ibidem.*

blement différents : simple fièvre intermittente avec accès réguliers ici ; fièvre pernicieuse avec complications dangereuses là-bas. Comment pouvait-on mieux préciser et démontrer tout à la fois la localisation de ces maladies ? A Bouzaréa, pas de fièvre ; à Mustapha Pacha, fièvres bénignes ; à la Ferme Modèle, fièvres graves. Pourtant, ces divers points de la banlieue d'Alger n'étaient distants les uns des autres que de quelques kilomètres. N'était-ce pas du parti-pris que de vouloir se prononcer avec ces simples données sur le climat général d'un pays aussi vaste que la Régence ? De ce qu'il existait près de la ville une plaine basse, semée de flaques d'eau stagnante, génératrice de la fièvre, était-on en droit de conclure que l'Algérie entière devait être le domaine du paludisme et que la vie de l'Européen s'y trouvait menacée ? L'expérience dûment constatée répondait non ; la passion disait oui ; et, comme la passion parlait plus haut et plus fort dans le cœur de certains officiers d'Afrique, elle affirma que le climat de la Régence était mauvais ; Berthezène n'alla pas aussi loin, mais il assura que la Médjia était insalubre et son séjour mortel pour les Européens.

Les émanations pestilentielles des marais de cette plaine étaient-elles au demeurant les seules causes de ces maladies meurtrières ? Que ce fussent les principales, on ne pouvait guère le contester, car plusieurs des médecins de l'armée, ayant séjourné dans ces lieux malsains, furent eux-mêmes frappés ; les uns moururent, d'autres furent évacués promptement sur la métropole. Des cultivateurs, la plupart d'origine espagnole, employés à la Ferme, ne résistèrent pas davantage et, d'urgence, plusieurs furent admis à l'hôpital (1). Néanmoins d'autres causes, secondaires si l'on veut, mais actives elles aussi, vinrent aggraver parmi les troupiers un déplorable état sanitaire : la nourriture donnée aux soldats, la nécessité de coucher à même le sol sans paillasse et sous la tente, et les excès de boisson alcoolique.

Bien qu'il y ait trace dans le dossier de Berthezène de plaintes formulées par quelques corps de troupes et relatives à la mauvaise qualité des denrées qu'on distribuait comme nourriture aux soldats, bien que l'Intendance ait été assez vivement prise à partie par la presse, notamment pour le blé qu'elle acheta, il est cependant difficile de se prononcer sur le bien-fondé de ces critiques. Mais sur le couchage des troupes on a des documents au sujet desquels on ne peut élever aucun doute : ce sont deux lettres échangées au mois de juillet 1831 entre le Ministre et le Général en chef. Le 21 juillet, Soult écrit à Berthezène pour lui faire part de sa douloureuse surprise en lisant la correspondance d'Afrique ; il a acquis la certitude d'un fait sur lequel il avait jusque-là conservé quelques doutes : les troupes d'Afrique ont reçu des paillasses, mais ces paillasses sont sans paille ; la Division couche sur la terre. En présence d'une découverte aussi extraordinaire, il ne peut s'empêcher de se récrier : « Je ne saurais vous exprimer (2) » assez vivement les regrets que me cause cette situation ; elle n'eût jamais dû « exister et je vous prie de la faire cesser immédiatement ». Et, en terminant, il ajoute : « Général, nous sommes chargés, vous et moi, d'une grande responsabilité en ce qui concerne le couchage de votre Division... Je vous prie de vous en occuper sans relâche et de faire cesser bientôt les justes inquiétudes que votre

(1) *Soult à Berthezène, 21 juillet 1831. Pièce citée. Document inédit.*

(2) *Berthezène à Soult, 5 août 1831. Pièce citée. Document inédit.*

« lettre du 24 juin m'a données ». Or, que trouve à répondre Berthezène à cette mise en demeure un peu brutale ? Il reconnaît sans doute qu'il doit mettre tout son zèle à améliorer la position des hommes, mais aussi il triomphe ; enfin, le Ministre est convaincu de la pauvreté de ce pays qui n'a ni algues de mer, ni branchages ! Trouvera-t-on de la paille ? Peut-être ; on va s'occuper des moyens de s'en procurer. C'est avouer qu'on n'avait point songé encore à en acheter, du moins pour cet usage (1).

Pas plus que cette absence de couchage, le commandant en chef n'ignorait l'installation à proximité des cantonnements des troupes de nombreux mercantils, souvent étrangers, qui vendaient des alcools frelatés. Au retour d'une inspection de quelques postes avancés, il mande au général Brossard : « J'ai l'assurée (2) que, si le 67^e a eu tant de malades pendant les dix derniers jours d'août « aux postes de la Ferme et de la Maison Carrée, les principales causes en sont « la malpropreté et l'intempérance. J'observai aussi qu'une cantinière, étrangère « à la compagnie, s'est installée près la maison qu'occupe cette compagnie. Don- « nez des ordres pour qu'elle rentre en ville ». Les excès de boisson alcoolique étaient d'autant plus funestes à ce moment que les chaleurs étaient plus fortes et que les hommes étaient moins habitués à ce climat tropical. Mais, ces excès, une surveillance incessante et des ordres rigoureux devaient efficacement les combattre.

Ce sont là, dira-t-on, des atténuations hypothétiques et insuffisantes ; la vérité, ou plutôt ce que l'on proclamait tel à cette époque, c'était que les garnisons d'Afrique subissaient pendant la saison des chaleurs et les premiers mois de l'automne des pertes deux ou trois fois plus considérables que celles qu'elles éprouvaient au cours de l'hiver et du printemps : voilà le sort réservé au soldat français sur cette nouvelle rive méditerranéenne, voilà le lourd tribut qu'il lui faudra payer et cela inéluctablement ; car le climat ne saurait être modifié dans ses lois générales. S'agit-il bien là de lois générales ? Sur les bords de l'Harrach et dans la Métidja, ne se trouve-t-on pas en présence de conditions climatiques locales ou même purement accidentelles ? En ce cas, l'homme ne serait pas aussi désarmé. L'origine des fièvres, on le proclamait alors, devait être cherchée dans les miasmes des marais ; supprimer les marécages qui, chaque année, se forment dans la basse Métidja, donner aux eaux un écoulement suffisant par un système de drainage bien compris, régulariser le cours des rivières au moyen de digues et de levées de terres, puis livrer la plaine à une culture méthodique, toutes ces mesures, ajoutées aux prescriptions hygiéniques imposées aux hommes, auraient, à n'en pas douter, modifié dans un sens très favorable les conditions d'habitat de toute la région. Le général Clauzel l'avait compris (2) ; il avait vu à Mobile la population de race blanche, effroyablement décimée par la fièvre jaune au cours des premières années de son installation, se relever rapidement, creuser des canaux, cultiver les terres, s'accroître enfin dans ce pays autrefois très insalubre. Aussi, sur son ordre, un programme de travaux d'assainissement fut dressé ; l'arrivée de Berthezène en suspendit l'exécution. Au lieu de se mettre résolument à l'œuvre, on tergiversa, on supputa la dépense et, pendant ce temps, officiers, soldats et colons, minés par la fièvre, terrassés par les accès

(1) Berthezène au Général Brossard, 30 septembre 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) Clauzel : *Nouvelles observations sur la colonisation d'Alger*, p. 5 et 6.

pernicieux, maudissaient la terre africaine. Après 1831, Berthezène continua à faire le procès du climat algérien devant l'opinion parlementaire et l'opinion publique ; en 1833, il disait à la Chambre des Pairs : « Après la conquête (1), l'armée fut affligée de maladies graves et nombreuses. On pensa qu'elles tenaient « aux circonstances particulières où elle s'était trouvée et l'on se flatta d'y échapper pour l'avenir. L'illusion fut de courte durée ; 1831 vint la dissiper et 1832 « a été plus funeste encore. Si mes renseignements sont exacts, l'armée a compté « plus de 26.000 entrées aux hôpitaux et plus de 1.700 morts, à Alger seulement, « et, parmi les hommes, aux hôpitaux, on en comptait environ 600 voués à la « mort ».

Berthezène n'ajoute pas que, sous son commandement, rien n'avait été fait pour assécher les marais de l'Harrach et que de ce retard il doit bien porter quelque responsabilité. Les propositions de drainage ne manquèrent pas ; il en est au moins une qu'il n'ignora pas, puisque le Ministre la lui transmit ; Barrachin, la présenta ; on n'y donna aucune suite (2). Ce sera même un sujet d'étonnement pour ses contemporains que la suspension de toutes les études sur l'assainissement de la Métidja. Au reste, ce Général ne conclut pas ; il cite des chiffres impressionnants. Mais, puisque les soldats sont si vite fauchés et en si grand nombre, eux qui ne travaillent pas la terre et ne sont pas sans cesse courbés sur elle pour en respirer les émanations mortelles, comment seraient-ils épargnés, les colons que leurs labeurs journaliers aux champs obligent à vivre en contact permanent avec ce sol pestilentiel et sous les morsures ardentes du soleil africain ?

IV

Les acquisitions de terres

Plus discréditée devait être cette même colonisation par les diatribes violentes des agents des administrations civiles et militaires contre ceux que l'on flétrissait des noms de spéculateurs et de banqueroutiers (3) et qui n'étaient pour la plupart que des acheteurs de terres indigènes. Le problème de la propriété ne se pose pas en 1831 comme il s'était posé en 1830 ; au début de la conquête, on avait pu douter de la possibilité pour les Européens de se fixer en Algérie, attendu qu'il n'y avait pas de terres vacantes ou à acquérir ; en 1831, cet obstacle n'existe plus. Il est démontré au contraire que les Maures et les Arabes vendent avec une inconcevable facilité les domaines qu'ils détiennent dans le Sahel et la Métidja. Alors c'est le mode d'acquisition que l'on incrimine, en même temps que la moralité des transactions.

En Afrique, les propriétés foncières ne s'achètent pas argent comptant ; beaucoup de colons peuvent s'en rendre maîtres moyennant le paiement d'une rente annuelle peu élevée. Clauzel avait été un des premiers à préconiser ce mode d'achat : « Pour en finir, disait-il (4), avec ces prétendues difficultés d'acquérir

(1) Discours de Berthezène à la Chambre des Pairs : *Séance du 17 avril 1833*. Archives parlementaires.

(2) Barrachin au Ministre de la Guerre, 9 septembre 1831. Pièce citée. Document inédit.

(3) Pellissier de Raynaud : *Annales Algériennes*, I, p. 178.

(4) *Nouvelles observations sur la colonisation d'Alger*, p. 27.

« des terres en Afrique, je rappellerai la manière dont les propriétés s'achètent
« à Alger. Il ne s'agit pas, comme en France, de payer intégralement la valeur
« de la terre ou de la maison. Moyennant une rente annuelle proportionnée à la
« valeur de l'acquisition, on devient propriétaire. Il n'est pas de colon, quelle que
« soit l'exiguïté de son capital, qui ne puisse, grâce à ce mode d'achat, se mettre
« en possession d'une étendue de terrain suffisante pour y établir son exploita-
« tion. Certes, avec 100.000 francs, lorsque le gouvernement peut acheter 100
« et 200 lieues carrées, je ne conçois pas l'impossibilité dont on a fait tant de
« bruit ». Lui-même donne l'exemple d'actes passés dans ces conditions ; il ac-
« quiert trois propriétés : l'une à Oualidada pour une rente de 360 francs, une au-
« tre à Baba Ali pour une seconde rente de 1.080 francs, enfin une autre à l'Agha
« pour 900 francs. Il ne cherche pas à spéculer ou à s'enrichir, ce qu'on lui repro-
« chera plus tard. Son seul but, et il le déclare hautement, est de donner confiance
« aux Européens que la nouvelle de son départ risque de décourager ; il achète,
« et cela quelques jours seulement avant son embarquement pour la France :
« Je voulais autant que possible, écrivait-il plus tard (1), ramener la confiance
« en montrant la mienne autrement que par des paroles ; je fis donc acheter des
« propriétés ; mais c'était encore plus un exemple qu'un marché que je faisais ;
« je donnai la plus grande publicité à cette acquisition. J'en chargeai les chefs
« de la justice du pays et je payai ces propriétés à un taux supérieur à celui que
« tout autre que moi en eût offert ».

Ce mode d'acquisition était le mieux approprié, et à la situation particulière dans laquelle se trouvait la colonie, et aux mœurs des indigènes. D'aucuns parmi eux, « ne voulant (2) pas vivre sous la domination chrétienne, prirent le parti
« dans les premiers jours qui suivirent la conquête, de s'éloigner d'Alger et d'aller
« s'établir soit dans le Levant, soit dans les villes de l'intérieur de la Régence.
« Ils cherchèrent avant de partir à réaliser leurs fortunes ». D'autres, tout aussi
« fanatiques mais convaincus que l'occupation française ne serait que temporaire,
« crurent fort habile de céder leurs terres aux Français ; ils en escomptaient un
« double avantage, celui de rentrer un jour qu'ils espéraient prochain dans la pos-
« session de leurs biens vendus, et cet autre plus immédiat de toucher pour le mo-
« ment les premiers arrérages de la rente ; la combinaison était assez malhonnête,
« mais, aux yeux d'un Musulman et à cette époque, tromper un Roumi paraissait
« méritoire. Enfin, les citadins, possesseurs de jardins dans les environs de la ville,
« les vendirent, eux aussi, parce qu'ils n'en retiraient plus aucun revenu. L'offre
« fut donc abondante et le prix de la rente faible. La demande, d'abord assez rare,
« se multiplia, dès que l'on connut mieux les facilités d'achat. Les acquéreurs eu-
« ropéens, fait observer avec beaucoup de justesse Pellissier de Reynaud, avaient
« plus de désirs que de moyens de devenir propriétaires : « La plupart ne pouvaient
« disposer que de faibles capitaux ; et ensuite, quand ils en auraient eu de plus
« considérables, l'avenir du pays n'était pas assez assuré pour que des acquisi-
« tions pussent se faire par les moyens ordinaires, c'est-à-dire par l'échange d'un
« immeuble contre une somme quelconque d'écus ».

Désir ardent d'acheter d'une part, besoin de vendre de l'autre, et par là-dessus
incertitude sur l'avenir d'Alger, tout cela combiné ne devait-il pas, dans l'état

(1) *Explications du Maréchal Clauzel* (1837), p. 96-97.

(2) Pellissier de Reynaud. *Annales Algériennes*, VII, p. 176.

du marché immobilier africain, imposer l'achat par rente perpétuelle comme le moyen de transaction le plus naturel et le plus légitime ?

Historiquement, il s'explique donc ; moralement, est-il aussi blâmable qu'on se plut à le répéter ? S'il n'a rien de vicieux dans la forme, il n'a rien non plus d'inéquitable dans le fond et, au demeurant, il était de pratique ordinaire chez les Arabes ; c'est ce que constate un des juristes les plus compétents en matière de législation musulmane, M. Pouyanne : « Ces ventes n'étaient en somme que « des baux perpétuels à charge de rente annuelle. Or, cette forme de se procurer « la terre (1) était en usage depuis fort longtemps chez les Musulmans. On l'appelaient l'ana. La pratique de l'ana était courante à Alger et dans les environs de « la ville avant l'arrivée des Français ». Si même il faut en croire un des plus anciens colons algériens, M. le baron de Vialar, les prix pratiqués entre Musulmans pour l'ana avant l'arrivée des Français n'avaient pas cessé de diminuer pendant le XVIII^e siècle dans la Régence, et ils étaient sensiblement inférieurs à ceux qui furent acceptés par nos compatriotes après 1830 ; ils ne cessèrent pas de s'élever à partir de cette époque, et les indigènes exigèrent même plus tard le paiement de plusieurs arrérages de la rente au moment de conclure le marché (2).

Il est vrai que l'on connaissait mal la législation musulmane et, dans de nombreux cas, cette ignorance entraîna des abus. Les premières ventes réalisées avaient porté sur les domaines les plus voisins de la cité, puis sur les terrains du Fâhs et du Sahel ; il semble qu'elles eurent lieu régulièrement et que les parties agirent de bonne foi. Plus tard seulement, lorsque les facilités de ces aliénations et la modicité des rentes eurent allumé bien des convoitises, quand le nombre de ces achats grandit, alors se formèrent des compagnies analogues à celles que l'on a désignées en France sous le nom de bandes noires ; elles acquirent à vil prix toutes les terres qu'on leur offrait, les revendirent pour les racheter le lendemain, bref firent de l'agiotage et de la spéculation. Il y eut bientôt une foire des valeurs immobilières à Alger ; la contagion aidant, tout le monde voulut trafiquer des terres. M. de la Pinsonnière (3) a stigmatisé ces spéculateurs, « se jetant sur « notre conquête comme une proie facile à exploiter », envahissant toutes les sources de richesses, neutralisant tous les efforts honnêtes, exigeant « des lois « naissantes et souvent à créer un appui à de honteuses transactions ». M. Reynard, il est vrai, se montrait moins sévère et se contentait de parler d'esprits aventureux ; il laissait entendre que les efforts des énergies individuelles et les combinaisons des spéculateurs collectifs servaient les intérêts de la navigation, du commerce et de l'industrie (4). Un tel désordre n'était-il pas un mal à peu près inévitable ? Au lendemain d'une conquête et surtout au lendemain de la prise d'Alger, dans cette période troublée qui suit la disparition d'une administration régulière,

(1) Pouyanne : *La Propriété foncière en Algérie*. M. Pouyanne revient à plusieurs reprises dans son ouvrage sur le bail et la vente à l'ana. Voir pages 54, 145, 231, 332, 342. Il insiste sur les facilités qu'il présentait pour les échanges de cette époque : « Quoi qu'il en soit de l'origine du contrat d'ana, le bail à rente perpétuelle fut pratiqué sur une immense échelle de 1830 à 1844. Il faut reconnaître qu'il s'adaptait parfaitement à la situation ordinaire des acquéreurs de terre ; les spéculateurs et même les colons sérieux de la première heure étaient presque toujours peu fortunés... »

(2) de Vialar. *Simplets faits exposés à la Réunion Algérienne du 14 avril 1835*.

(3) Commission d'Afrique : *Rapport sur la colonisation*, I, p. 337.

(4) Commission d'Afrique : *Rapport sur les douanes*, I, p. 449.

il se produit toujours quelque confusion dont les aventuriers s'empressent de profiter. En l'occurrence, cet état d'anarchie dura longtemps en Afrique, plus longtemps que partout ailleurs, parce que le gouvernement français ne sut d'abord que faire de sa conquête et qu'il ne prit pas les mesures conservatoires nécessaires.

La cupidité ardente, le furieux désir de s'enrichir rapidement, la duplicité des parties contractantes, le mensonge, la violence et le vol, voilà ce qui exaspérait le commandant de l'armée d'Afrique. Chaque jour, il lui arrivait des réclamations « relatives (1) aux transactions particulières, surtout pour la vente ou « le loyer emphytéotique des biens fonds » ; il fut même prouvé, dit-il, que, dans une affaire qu'il renvoya devant la cour de justice, « trois ou quatre Français « avaient inséré, dans un acte sous seing privé, les mots vente et transport de propriété, au lieu de loyer dont ils étaient convenus », et, chose aggravante, « ces « messieurs font partie du tribunal correctionnel ». Berthezène est exaspéré ; il s'en prend à son prédécesseur qui a créé ce courant de ventes et il s'efforce de faire retomber sur Clauzel la responsabilité de ces opérations malhonnêtes. Il lui prête les sentiments des louches agioteurs des bandes noires africaines ; il ne veut voir dans les achats de propriété, que la justice pourtant avait effectués pour le compte du Maréchal, que le résultat d'intrigues malpropres. Dans deux lettres confidentielles, il dénonce des « saloperies » que son imagination se plaît à noircir ; selon lui, la plupart des ventes consenties à Clauzel ne l'avaient été que par l'intimidation et grâce à l'habileté des Juifs (2).

Compromettre Clauzel, discréditer la colonisation, on atteignait d'un seul coup ce double but. Pourtant cet accaparement des terrains n'était-il pas un moyen d'arrêter ou du moins de retarder l'arrivée des véritables cultivateurs européens ? Que recherchaient en effet ces bandes noires ? Un bénéfice à réaliser par l'agiotage sur les terres ou par la mise au pillage des villas qui s'y trouvaient édifiées. De culture de leur part, il ne fallait pas en attendre ; d'améliorations, pas davantage. Ils écartaient ainsi les colons sérieux, ne leur laissant aucune place pour s'établir. Plusieurs poussèrent cette furie de s'enrichir et cette rage de destruction jusqu'à enlever les boiseries et les marbres des maisons et à descendre les ferrures des portes ; d'autres, jusqu'à faire abattre des orangers centenaires, l'ornement et la richesse de ces villas mauresques. A tel point que, certain jour, le Général, afin de mettre un terme à ces sauvages déprédations, fut

(1) *Berthezène à Soult*, 11 juin 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) *Berthezène à Soult*, (confidentielle), 25 mai 1831. « Les enfants d'Ali, ancien dey d'Alger étaient à Alexandrie ; leurs biens étaient administrés par des domestiques. Bussnach les a cédés à Clauzel pour 1.100 de rente, sans leur autorisation et leur consentement ; tous les jours, ils viennent me demander justice ; que puis-je faire ? Les enfants de l'agha Yahia, qui fut étranglé à Blida, ont été dépouillés de leurs biens par le Général Clauzel par l'intermédiaire du juif Bacri ; un vieillard, qui voit toujours rouler sa tête, a cédé un bien qui vaut plus d'un million pour une boutique achetée au gouvernement pour la somme de 1.116 francs. On me réclame la restitution de ce bien. On me dit que je suis sultan et que je puis rendre justice. On va plus loin ; on suppose que j'ai hérité de ces biens comme j'ai succédé au commandement... Il n'y a sortes de saloperies qui n'aient été faites. Ce qui me tourmente au delà de tout point, c'est que je suis persuadé qu'il se fait encore bien des malversations malgré les soins que j'y donne et peut-être sous mon nom. C'est un véritable coupe-gorge ».

obligé de publier un arrêté interdisant l'entrée des bois d'oranger dans la ville et leur vente sur le marché de Bab-Azoun (1).

Toutefois, ces actes de vandalisme n'étaient pas tous commis par les propriétaires eux-mêmes ; l'autorité militaire ne pouvait ignorer quels en étaient les principaux auteurs. Il est triste de constater que la grande coupable de ce stupide déboisement fut l'armée, toute l'armée avec ses soldats, son intendance et ses officiers. Les soldats, chez lesquels la discipline était extrêmement relâchée se livraient à la maraude et se servaient de tout ce qui était à portée de leurs mains : « Le voisinage des camps, écrira M. de la Pinsonnière (2), est toujours « fâcheux... Le soldat ne fait acte de sa puissance que pour porter avec lui la dé- « vastation et la ruine ». Il coupera tout, fera du bois de corde qu'il vendra. L'Intendance le lui achètera ; elle a besoin de combustible, elle le prend de toute nature et sans se soucier de son origine. A quelque temps de là, le baron Pichon, parcourant en compagnie du duc de Rovigo les collines du Sahel, trouva un pays presque nu : pas un arbre, à peine quelques haies à moitié consumées ; peu de maisons, la plupart en ruines, aux portes défoncées, aux fenêtres brisées ; pas de cultures, partout la désolation. Et à la suite de quels événements cette œuvre barbare s'était-elle accomplie ? C'est le baron Pichon qui se charge de répondre : « Par suite (3) de l'occupation militaire qui devrait être un motif de sécurité et « qui ne l'est pas ». La hache des fournisseurs de l'armée avait passé par là ; c'est elle qui, selon La Pinsonnière, « avait fait justice de plantations superbes que le « temps et la barbarie avaient respectées » (4). Ajoutons que cette folie de destruction devint contagieuse : la plus grande partie des officiers, pleins de mépris pour les propriétaires qu'ils appelaient les banqueroutiers, déclaraient hautement qu'ils n'avaient pas conquis le pays pour enrichir des spéculateurs et ils se contentaient de fermer les yeux devant les pirateries de leurs hommes ; d'autres firent comme les civils ; ils acquirent des immeubles et en enlevèrent ce qui avait quelque valeur artistique. Un historien militaire, dont l'indulgence pour ses camarades est bien connue, avoue le fait : « Mais il est bon de remarquer, dit Pellis- « sier, que plus d'un militaire se mit dans la catégorie de ce que l'on appelait les « banqueroutiers (5) et plus d'un spéculateur dans celle des Vandales. En effet, « plusieurs officiers achetèrent des maisons et des terres et ne déployèrent dans « leurs transactions pas plus de scrupules que les spéculateurs de profession ». Eux aussi enlevèrent les boiseries, les marbres et les ferrures des maisons pour en décorer quelques châteaux de France.

Le commandant en chef ne parvint pas à mettre un frein à tous ces excès. Un antagonisme profond, une mésintelligence jalouse et haineuse divisa dès lors les Français en Afrique ; civils et militaires se lancèrent à la face les mots de banqueroutiers et de vandales. Fâcheuse conséquence d'une politique qui ne sut pas maintenir chacun à sa place et dans son rang et qui, par ses hésitations, envenima plus qu'elle n'apaisa les conflits. Pourtant, tels arrêtés pris par Berthezène avaient pour but de régulariser les transactions immobilières et surtout d'y ap-

(1) Berthezène à Soult, 13 août 1831. Pièce citée dans notre étude sur Clauzel. *Bull. Soc. Géog. Alger*, 1904.

(2) Rapport sur la colonisation. Commission d'Afrique : I, p. 331.

(3) Pichon au Président du Conseil, 12 mai 1832.

(4) Rapport sur la colonisation. Commission d'Afrique : I, p. 331.

(5) *Annales Algériennes*, I, p. 178.

porter plus de justice ; le 9 juin (1), un premier arrêté prescrivit à peine de nullité de rédiger toute convention sous seing privé entre Européens et Indigènes dans la langue des deux parties ; le 21 juin, il en publia un autre, soumettant à la formalité de l'enregistrement les actes de vente ; le 11 juillet, troisième arrêté, imposant des droits proportionnels à la longueur des baux consentis ; enfin, à plusieurs reprises, il prorogea la date du délai imparti pour la déclaration des opérations effectuées. Mais ce luxe de précautions visait plus la sauvegarde des droits des Indigènes que la défense de ceux des Européens.

Cependant et sans vouloir excuser les actes de mauvaise foi commis par les acheteurs, n'est-il pas juste de condamner également la fourberie des vendeurs ? La duplicité orientale s'exerça d'une façon fort ingénieuse. Les uns se contentaient de vendre des propriétés d'une contenance bien supérieure à celle qu'avaient réellement les terres qu'ils possédaient et dont ils voulaient se défaire ; d'autres, plus audacieux, aliénaient des domaines inexistantes ; quelques-uns, plus habiles encore, poussaient la duperie jusqu'à se faire acheter par deux ou trois Européens la même campagne et à toucher ainsi le prix doublé ou triplé de la rente. M. Robe, qui de bonne heure étudia ces origines de la propriété algérienne, assure que la Métidja « fut vendue dans une étendue (2) sept fois plus grande « que celle qu'elle a réellement » ; il en cherche la cause « dans la vie mystérieuse « et insouciance des indigènes ». Les droits de propriété, selon lui, étaient souvent abandonnés à la bonne foi qui faisait défaut et à la publicité de la possession : « Il résultait de là que le droit était flottant et l'empiètement facile. On vendait, « mais on vendait comme on possédait ; on transmettait son droit avec toute son « incertitude ; on cédait sa terre incultivée et sans avoir fait aucun acte de propriété utile ». Sans doute, les indigènes ne pouvaient vendre que comme ils possédaient, mais il est certain qu'ils vendirent plus qu'ils n'avaient possédé et cela sciemment, par intérêt. Or, l'on ne rencontre pas dans la correspondance de Berthezène une réprobation quelconque de ces procédés délictueux. Était-ce du parti-pris ou simple ignorance ? Il est difficile de répondre ; le fait est là et il témoigne chez ce général d'un état d'esprit inquiétant et dangereux.

Le gouvernement de Berthezène ne sut que dénoncer le scandale ; bien insuffisantes furent les mesures qu'il prit pour en atténuer les conséquences. Le désordre continua. Ce ne sera qu'en 1833 qu'un arrêté du 1^{er} mars soumit à une vérification générale les titres de propriété ; puis on interdira sur plusieurs points les transactions entre indigènes et européens. Néanmoins, le problème de la pro-

(1) On trouvera le texte de ces arrêtés dans le *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*.

(2) *Essai sur l'histoire de la propriété en Algérie* (1848), p. 14. C'est M. Robe qui a raconté l'amusante histoire que voici : « Vous connaissez l'histoire de ce musulman d'Alger qui était parti « en 1829 pour le pèlerinage de La Mecque. En 1835, il revint en tremblant dans sa patrie con- « quise, se résignant à souffrir pour la sainte cause toutes sortes de mauvais traitements, sinon « une mort certaine et cruelle. Mais quelle n'est pas sa surprise, lorsqu'au lieu d'une couronne de « martyr, il voit tout à coup arriver chez lui un européen bien frisé, bien ganté, le sourire glis- « sant sur les lèvres, qui lui annonce qu'il est propriétaire de la moitié du Sahel et qu'il veut la « lui acheter argent comptant ! Le pèlerin, qui n'avait jamais possédé une toise de terrain, ouvre « de grands yeux à cette nouvelle ; il jure que son visiteur se trompe, qu'il le prend pour un au- « tre. L'Européen insiste de la voix et du geste ; le Musulman se récrie encore ; enfin, il se laisse « persuader et finit par être convaincu que l'efficacité de son pèlerinage lui a porté cette bonne « fortune. Il rend grâces au Prophète et vend sa propriété ».

priété demeura une des questions les plus obscures et les plus diversement débattues, une de celles qui, faute d'une solution radicale prise dès le début, pesèrent longtemps sur la colonisation. Longtemps aussi, cette colonisation, décriée même avant sa naissance, resta sous le coup des reproches lancés par les militaires aux civils ; il sembla désormais que l'on ne pouvait rien acheter en Algérie que d'une façon illicite ou malhonnête, que les propriétaires européens n'étaient tous que des spoliateurs ou des banqueroutiers.

V

Les propriétés domaniales

Même si les indigènes n'avaient pas vendu leurs terres aux Européens, la colonisation eût été possible ; car l'Etat français, s'étant substitué au beylik algérien (1), possédait de ce fait, croyait-on, de vastes biens domaniaux et pouvait en distribuer une partie à ses nationaux. Mais on ne savait guère quel en était le nombre, ni où ils se trouvaient. Les registres de l'ancienne administration indigène avaient été volés ou détruits dans la tourmente de 1830. Il fallut procéder à des enquêtes difficiles et longues, dans lesquelles on se heurta au mauvais vouloir de tous ceux qui avaient profité de cet état troublé.

Ce dont on semblait assuré, c'était que la quantité de ces biens devait avoir augmenté plus qu'elle n'avait diminué. Le Maréchal Clauzel avait en effet décidé le 8 septembre 1830 que « toutes les maisons (2), magasins, boutiques, jardins, « terrains, locaux et établissements quelconques, occupés précédemment par le « Dey, les beys et les Turcs sortis du territoire de la Régence, ou gérés pour « leur compte, ainsi que ceux affectés à quelque titre que ce soit à La Mecque « et à Médine » rentrent dans le domaine public et seraient régis à son profit. Sur les réclamations des ulémas et du muphti, il retoucha bien quelques jours plus tard cet arrêté (3) et laissa momentanément la gestion de ces biens aux administrateurs musulmans, à condition toutefois que le gouvernement français ait le droit de les désigner et de les contrôler. Autre arrêté le 8 novembre 1830 : le Maréchal y prohibe toute aliénation d'immeubles dépendant du Domaine public. Enfin, le 7 décembre de cette même année, revenant sur la mesure consentie à la prière des ulémas, il attribue définitivement aux Domaines les revenus des propriétés appartenant à La Mecque, à Médine, aux Mosquées ou ayant d'autres affectations. Le service des Domaines fut organisé ; on plaça à sa tête comme directeur M. Gérardin et on lui adjoignit plusieurs agents civils. En octobre, le Ministre des Finances, auquel on avait signalé plusieurs déficiences dans le service, chargea l'Inspecteur des Finances, M. Fougeroux, de retourner à Alger et d'exercer un contrôle sur tous les agents (4).

Dès la fin de 1830, le Maréchal Gérard, Ministre de la Guerre à cette époque,

(1) Beylik, palais du bey ou gouvernement du bey. C'est dans ce dernier sens qu'il est employé ici.

(2) Pour tous les arrêtés cités, voir *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 2.

(3) Note annexée à l'arrêté précédent.

(4) *Instructions données à M. Fougeroux par le baron Louis, Ministre des Finances*, 23 août 1831. Pièce citée. Document inédit.

avait ordonné le recensement des habitants et des maisons d'Alger. Sur 5.000 immeubles dénombrés, l'administration estima que 3.000 environ étaient la propriété du beylik ou étaient régis pour son propre compte, et leur valeur devait s'élever à 40 millions. Évaluation très approximative et probablement fort exagérée : car on oubliait de dire que, parmi ces trois mille maisons, il y avait de nombreuses boutiques d'une valeur locative considérable mais d'une valeur réelle beaucoup plus faible, que quelques-unes provisoirement abandonnées seraient réclamées plus tard par leurs propriétaires et que d'autres, occupées par les soldats, avaient été dévastées et tombaient en ruines. Le Ministre cependant ne voulut retenir que le chiffre de 40 millions qui l'avait frappé et demanda un nouvel état plus explicite et plus complet.

De ce moment datent les recherches en vue d'établir le sommier de consistance des biens domaniaux algériens. On sait qu'elles furent très délicates : pas de titres authentiques puisque les registres avaient disparu ; pas de rôles de perception qui, dans les pays où une contribution foncière est établie, mettent sur la trace de ces biens et de ceux qui les détiennent ; pas de limites certaines entre les propriétés ; absence pour le plus grand nombre de toute culture, enfin état précaire et troublé du pays et hostilité des fonctionnaires indigènes, « tous ces obstacles », avouera en 1833 la Commission d'enquête (1), faisaient de la recherche de « la propriété domaniale une opération vaste, longue et difficile qui ne pouvait « être suivie que par des agents qui y fussent pour quelque temps du moins exclusivement attachés ». Or, ils furent chargés presque à la même époque de dresser la liste des patentés et de recouvrer les taxes nouvelles. L'arrêté, confiant au Domaine l'administration des biens de La Mecque et Médine et des Mosquées, n'avait précédé que de quelques jours celui qui ordonna la création des patentes. Il fallut décider lequel des deux serait appliqué le premier ; l'autorité supérieure se prononça pour les patentes ; en deux mois deux mille rôles furent établis et il ne s'agissait pas seulement de les dresser sur des états préalablement fixés ; il fallait s'assurer du loyer de chaque patentable et de sa profession exacte. Voilà donc des agents fort occupés (2) ; ils n'ont ni le temps, ni les loisirs de se livrer à un autre travail.

Les auraient-ils eus que leurs investigations n'avaient guère de chances d'aboutir ; car il eût été indispensable que l'administration algérienne les soutint, les encourageât. Or, quand ils se mirent à la tâche, ils rencontrèrent une hostilité générale tant de la part des autorités militaires que de celle des notabilités indigènes. On comprend les protestations des ulémas et le mauvais vouloir des Arabes ; leur opposition, quoique tenace, ne fut pas dangereuse. Les résistances vinrent d'où on ne les attendait pas, de l'État-Major de l'armée. Maints officiers qui avaient pris part à la conquête, le général Berthezène entr'autres, estimaient que les arrêtés, frappant de séquestre les biens des Turcs et ceux des mosquées, étaient contraires à l'esprit et à la lettre des articles de la capitulation. Or, ce parti l'emporta avec l'arrivée de ce Général et celui-ci, dès son débarquement à Alger, donna l'ordre de ne point poursuivre les opérations du séquestre. Pour-

(1) Commission d'Afrique : *Rapport sur le Domaine public*.

(2) *Rapport de M. Gérardin à l'Intendant Bondurand, 22 août 1831. Pièce citée. Document inédit.*

tant les arrêtés antérieurs ne furent point rapportés ; on vécut dans l'indécision la plus fâcheuse qu'il soit possible d'imaginer.

Au mois d'avril 1831, sur l'initiative du Ministère, fut entrepris un nouveau dénombrement des habitants d'Alger et des immeubles appartenant au beylik. Un sieur Toudouze en fut chargé. L'administration lui donna comme instructions de compléter les renseignements qu'elle possédait. A quelles suggestions obéit cet enquêteur (1), on ne le sait pas au juste ; toujours est-il qu'il ne voulut point se conformer aux indications des Domaines et prétendit agir à sa guise ; fort d'une autorisation que lui avait donnée M. Cadet de Vaux, il tenait à pénétrer dans les maisons des indigènes et déjà les Maures s'agitaient. Forcé fut donc de lui retirer son mandat, mais cet agent se vengea en prêtant à l'administration des Domaines les intentions les plus malhonnêtes et en dénonçant ses fonctionnaires au Général en chef. Celui-ci accueillit trop facilement ces soupçons et il crut voir une preuve de leurs malversations dans les résultats du recensement qu'avaient continué les agents du Domaine. D'après l'état qui lui fut fourni, les immeubles, appartenant aux Maures, s'élevaient au nombre de 2.531 pour une population de 16.847 musulmans. Les propriétés beylicales atteignaient le chiffre de 968 dont 368 maisons, 198 magasins, 402 boutiques. Celles des fondations pieuses n'étaient pas moins de 1.553 dont 826 maisons, 223 magasins et 304 boutiques. Cette seconde statistique était déjà moins favorable que la première ; elle aboutissait à un déchet de 500 immeubles domaniaux.

Un troisième recensement, ordonné par le Ministre des Finances, mais conduit dans des vues personnelles à Berthezène, devait faire constater une nouvelle diminution et augmenter les soupçons du Général. Le 23 mai 1831, le baron Louis informait son collègue de la Guerre (2) qu'il venait d'apprendre l'arrivée prochaine à Alger d'un agent d'une compagnie anglaise ; celui-ci devait acquérir une certaine quantité d'immeubles et le gouvernement avait des raisons de craindre que ses achats ne portassent précisément sur les biens contestés du beylik, d'autant que quelques-uns se trouvaient entre les mains du consul et du vice-consul d'Angleterre qui les détenaient depuis le départ du Dey et des hauts fonctionnaires de la Régence (3). Le Ministre des Finances pria son collègue de vouloir bien avertir le commandant de la Division d'occupation et lui prescrire en même temps la mise immédiate sous séquestre de tous les biens de l'ex-Dey et des Turcs ; c'était lui enjoindre d'appliquer l'arrêté de son prédécesseur. Dans la pensée du baron Louis, les propriétés ainsi séquestrées devaient être remises aux Domaines ; or, Soult, tout en transmettant l'ordre, prescrivit au contraire d'en confier la gestion à un administrateur spécial auquel défense serait faite d'en aliéner la plus petite partie à des étrangers. En termes plus clairs, cela signifiait que ces biens n'iraient pas à des civils dont on se méfiait au Ministère de la Guerre. C'était en effet le moment où, malgré l'opposition de Soult et de tout le parti militaire, Casimir Périer, désireux d'avoir un droit de direction et de contrôle sur les affaires algériennes, faisait accepter par le Conseil des Ministres le principe de la création d'un Intendant civil.

(1) Nous n'avons pas cru devoir reproduire, parmi les documents que nous citons, les lettres et rapports de Toudouze ; ils sont contenus dans la liasse 36 des papiers de Berthezène

(2) Pièce citée. *Document inédit.*

(3) *Rapport Garidel.* Pièce citée. *Document inédit.*

Or, cette division des pouvoirs ne pouvait que mécontenter l'autorité militaire ; elle désirait rester seule maîtresse en Afrique. Pour ce qui concernait les biens domaniaux qu'elle occupait, il fallait agir vite afin de mettre les Ministres en présence d'un fait accompli ; il fallait s'emparer de tous ceux qui lui étaient nécessaires ou simplement utiles. Que d'édifices étaient alors occupés par le casernement à Alger ! Toutes les maisons, réputées propriétés domaniales, servaient de logements aux officiers, aux employés militaires, aux soldats ; mais cette occupation était gênée par la surveillance des agents des Domaines. Puisque le Ministre laissait carte blanche au Gouverneur, il en profita pour désigner un officier, le commandant Bernadet, à la place du Directeur des Domaines en congé et il lui ordonna de mener rondement l'enquête prescrite par le Ministre. Un mois après un état partiel des maisons séquestrées sur les Tures était fourni ; or, — chose assez inattendue, — le commandant n'avait fait figurer sur cet état que les immeubles situés dans les quartiers bas de la ville et précisément ceux qui étaient d'un aménagement facile. L'armée s'en saisit et de cette époque date l'installation de plusieurs services militaires dans ce quartier. Le séquestre des biens des Tures, que l'on avait autrefois différé et désapprouvé dans l'entourage de Berthezène, fut ainsi appliqué par ce Général et il tourna au profit exclusif de l'élément militaire.

Ce n'était pas assez ; le commandant Bernadet ne tarda pas à donner un autre état plus général. La stupéfaction du Ministre fut extrême quand il en prit connaissance. De plus en plus diminuait le nombre des immeubles domaniaux urbains. En janvier, il était de 3.000 ; en mai, il fléchit à 2.500 ; en juin, il tombe au-dessous de 2.000, exactement 1940. Le déchet était de plus du tiers en l'espace de six mois. Dans ce dernier chiffre, les propriétés du beylik entraînent pour 834, dont 241 inhabitées ou en ruines ; celles de La Mecque et Médine pour 756 dont 93 inutilisables, enfin celles des Mosquées pour 54, toutes en bon état. De plus en plus faiblissaient l'importance et la valeur de ces immeubles. Sur l'état dressé, on trouve les mentions suivantes de la main du commandant : en face des chiffres qui donnent le total des biens du beylik, il écrit : « Sur 297 maisons du « beylik, 121 seulement sont louées. Le reste est occupé militairement ou entièrement en ruines par suite du logement militaire ». En face des résultats auxquels il est arrivé pour les biens de Médine et de La Mecque, il écrit encore : « Les administrations de la Mecque et de Médine possédaient en outre 140 immeubles « environ, démolis soit pour cause d'utilité publique, soit par le Génie militaire ». Aussi la valeur de ce qui reste est-elle très faible ; on peut en juger par la médiocrité des revenus qu'en retire le Trésor. Le Commandant les estime à 86.647 fr. 40 se répartissant de la manière suivante (1) :

Propriétés du Domaine.....	42.348 fr. 48
Propriétés de La Mecque et de Médine.....	40.324 » 72
Propriétés des Mosquées.....	3.974 » 20

Lorsqu'on reçut à Paris ce décompte inattendu, les bureaux du Ministère s'empressèrent de mettre en regard des recettes les dépenses correspondantes. Chaque année, les fondations pieuses de La Mecque et Médine coûtaient 34.236

(1) *Lettre du Ministre à l'Intendant général, 17 septembre 1831. Pièce citée. Document inédit.*

francs, celles des Mosquées 1.860. Le personnel de l'administration des Domaines absorbait de son côté 30.123 fr. 60. Tout compte fait, il ne restait réellement au Trésor qu'un bénéfice de 20.427 fr. 80 : une misère ! Encore ne faisait-on pas entrer dans le calcul les sommes consacrées à la réparation ou à l'entretien des bâtiments, presque tous en mauvais état.

Mis en présence de cette situation, le Maréchal Soult pensa, — pouvait-il penser autrement ? — que la possession de ces biens était une charge et que le mieux pour la France était de s'en défaire. Il ordonna donc de les vendre (1). Les Instructions qu'il envoya à ce sujet à l'Intendant Bondurand n'entravaient pas l'action de Berthezène ; celui-ci pouvait en somme agir à sa guise ; il usa sur le champ de la liberté qu'on lui laissait. Le Directeur des Domaines, rentré de congé, eut beau l'avertir que les statistiques, établies par le commandant Bernadet, étaient fausses et ses évaluations des dépenses et des recettes incomplètes ; il retint cet avis et ne l'envoya même pas à Paris. L'Inspecteur Fougereux eut beau aussi lui montrer que la vente, ordonnée dans ces conditions imprévues, ne rapporterait rien à l'Etat ; les lettres de ce haut fonctionnaire n'eurent d'autre effet que d'aviver l'animosité du Général contre tous les agents civils (2). Tous les arguments même les plus judicieux furent écartés : le moment est mal choisi pour vendre avec avantage ; il n'y a pas quatre ou cinq personnes dans tout Alger en état de payer « 20.000 francs comptant pour le prix d'un immeuble » ; donc l'Etat vendra à perte. Qu'importe ? Soult l'a prescrit, il faut vendre. Le Ministre veut que l'on n'aliène pas les biens de La Mecque et de Médine ; il importe donc de faire nettement le départ des propriétés domaniales et des propriétés religieuses. Il faut aussi exclure de la vente les immeubles non réclamés mais que, demain peut-être, leurs propriétaires viendront vous demander ; en tout cas, il y a une procédure préparatoire à employer pour mettre l'Etat à l'abri de réclamations futures. Qu'importe encore ? On a déjà trop attendu. L'ordre ministériel est formel ; il ne doit pas être discuté par des subalternes.

Le Gouverneur, poussé surtout par le chef du Génie, le lieutenant-colonel Lemer cier, voulait enlever au Domaine toutes les maisons occupées à un titre quelconque par des militaires et en confier la gestion au Génie. La correspondance de Fougereux, comme le rapport de Gérardin (3), nous laissent entrevoir les raisons pour lesquelles les autorités militaires tenaient tant à supprimer les investigations indiscretes des agents civils. Parmi les officiers ou les employés de l'armée, chacun avait désiré être chez soi ; chacun en avait donc pris fort à son aise avec les logements restés vacants à Alger et réputés sans maître, donc gérés par le Domaine. « De vastes maisons étaient occupées par un seul individu » ; d'autres restaient vides et l'Intendance en gardait les clefs malgré les réclamations ; il y avait de nombreux abus : « Comment, en effet, admettre, écrit « M. Fougereux, que les logements militaires qui ont servi à une armée de « 30.000 hommes, soient insuffisants pour en loger à peine 10.000, surtout « quand le casernement est augmenté de baraques qui peuvent recevoir quatre « mille hommes ? ».

(1) Lettre du Ministre déjà citée. 17 septembre 1831.

(2) Nous avons reproduit aux pièces citées presque toutes les lettres échangées à ce moment entre Berthezène et Fougereux. *Documents inédits*.

(3) Voir les *Lettres de Fougereux*. Pièces citées. *Documents inédits*.

Le Gouverneur avait son idée à ce sujet ; il profita de cette discussion pour prendre l'arrêté du 26 novembre 1831 (1) ; étaient concédées au Génie militaire non seulement toutes les casernes, mais aussi toutes les maisons affectées aux services des hôpitaux et au logement des troupes, à charge d'assurer leur conservation et leur entretien ; c'était à peu près la totalité des biens beylicaux qui devenaient propriétés militaires. L'armée dépouilla donc le Domaine par ce coup d'autorité ; de ce jour, le Génie fut mis en possession de nombreux et beaux immeubles qu'il conservera malgré les tentatives de reprise des autres administrations civiles de l'Etat et de la ville. Il n'y a qu'une excuse à cette confiscation, l'intérêt supérieur de l'armée. L'Algérie est un fief militaire où rien ne se fera qui ne soit voulu par le Gouverneur ou plutôt par le Général qui y commandera.

La colonisation n'est pas chose désirable pour Berthezène ; comme elle a besoin de terrains domaniaux hors de la ville, on les recherchera sans hâte et sans conviction. Au rapport du commandant Bernadet, fut joint un autre rapport, celui du capitaine Garidel (2) sur les fermes domaniales. En parcourant les environs immédiats d'Alger avec un agent indigène pour indicateur, cet officier n'avait pu découvrir que 168 1/2 hectares appartenant au beylik, et il est obligé de reconnaître que ces résultats sont insuffisants ; il n'a pu d'ailleurs explorer les maisons de Sidi-Khalef et de Staouéli ; d'autres localités ont été oubliées ou laissées de côté à dessein par ses guides dont il connaît la mauvaise foi ou du moins l'ignorance. Ce travail du capitaine Garidel provoqua de la part de Soult de sévères critiques ; il déclara sans ambages que l'enquête avait été maladroitement menée et qu'elle était à refaire. Il ordonna en conséquence une nouvelle enquête : « Je vous prie donc, mande-t-il à Berthezène (3), de me faire remettre « et de m'adresser, dans le plus bref délai, des états distincts et aussi réguliers « qu'il sera possible, de toutes les propriétés aujourd'hui connues comme appar- « tenant à quelque titre que ce soit, tant au domaine qu'aux fondations pieuses, « avec tous les éclaircissements ». Ces éclaircissements ne vinrent pas, tant que Berthezène demeura en Afrique. Où sont donc les promesses de concession faites par Clauzel ? Où les espérances qu'elles avaient fait naître dans les milieux favorables à son projet de colonisation ?

VI

La question de la fertilité du sol

L'avenir de la colonisation algérienne ne dépendait pas uniquement de la quantité des terres mises à sa disposition. Le sol de la Régence était-il fertile ? Voilà la question essentielle. Clauzel à vrai dire en avait vanté la fécondité ; Berthezène en doute, et il apporte à l'appui de son opinion de singuliers arguments : « Une voix intéressée ou enthousiaste, s'écrie-t-il dans son discours de 1833 (4), « a crié la première : quelle fertilité ! Et le *servum pecus* a répété : quelle fertilité !

(1) *Recueil des Actes du Gouvernement de l'Algérie*, p. 13.

(2) *Rapport du capitaine Garidel*. Pièce citée.

(3) *Lettre de Soult à Berthezène*, 17 septembre 1831. Déjà citée.

(4) Archives parlementaires.

« Je ne la nie pas, mais jusqu'ici rien ne l'a prouvée. Je vais plus loin et je dis que, « par la nature des choses et en raison de la chaleur qui règne dans ce climat, la « terre y est destinée à rester complètement infertile pendant les mois de juin, « juillet et août. J'en ai la preuve irrécusable ; car, malgré l'heureuse exposition « du jardin du Dey, l'abondance des eaux qui l'arrosent et l'habileté d'un ma- « raîcher de Paris, on ne peut y faire croître pendant ce temps-là ni légumes, ni « salades ». Ce dernier trait n'est-il pas admirable ? Qu'attendre d'un pays où, pendant les chaleurs torrides de l'été, ne poussent pas de salades ? Qui plus est, un maraîcher de Paris, dont l'habileté était réputée grande dans la capitale, qui savait semer, repiquer, soigner les plantes suivant les méthodes des jardiniers de France, n'est pas parvenu à faire produire par cette terre inféconde un des légumes d'Europe. Comme si chaque climat n'avait pas ses productions ! Comme si, en changeant de latitude, les mêmes plantes poussaient aux mêmes saisons !

« Le sol des environs d'Alger, proclame-t-il ensuite, est, comme celui de tous « les pays, de différente nature ; aucune analyse exacte des terres n'a été faite ; « mais au premier coup d'œil elles paraissent sablonneuses, ocreuses ou argileuses » Encore un jugement assez déconcertant ! Il n'est point absolument indispensable pour juger de la fertilité d'un sol d'en avoir fait l'analyse exacte ; on peut la reconnaître aussi à la vigueur de la végétation.

Quand Berthezène sort de ces généralités, c'est pour prétendre que seul il peut parler en connaissance de cause de certaines régions algériennes. « Quaeque ipse vidi », c'est la maxime qu'il place en tête de son ouvrage, et il s'agit surtout de la Métidja. D'autres n'ont pas vu et ont voulu quand même parler de cette plaine. Lui l'a parcourue en tous sens, de l'Est à l'Ouest, du Sud au Nord, et son impression est mauvaise ; elle est presque « entièrement inculte » ; elle est de plus « couverte sur tous ses niveaux de marécages qui en vicient l'air et la rendent « presque inhabitable ». Comme pâturage, elle doit sans doute être utilisée, mais les chevaux qu'elle nourrit sont « de médiocre qualité ». On peut probablement l'assainir ; mais combien en coûterait-il au budget de l'Etat ? Le tableau ainsi tracé n'avait rien d'engageant ; mais était-il bien exact ? Les courses rapides de ce Général à travers la plaine avaient été faites dans des conditions si défavorables qu'elles ne lui avaient guère permis de l'explorer complètement et aussi d'en apprécier la pauvreté ou la richesse. Ce n'est pas quand souffle le vent de la déroute que les yeux s'ouvrent aux promesses agricoles ; ils ne voient que ce qui retarde la marche des troupes, les accidents de terrain, les marécages. Or, à cette époque, la Métidja n'était pas seulement formée de marais. Un voyageur y aurait aisément découvert trois régions de nature et de valeur agricole inégales. Dans les parties déprimées, au pied du Sahel, les eaux des torrents de l'Atlas submergeaient durant l'hiver de grandes surfaces de terrain et y laissaient pendant l'été des mares aux eaux croupissantes ; une armée, se dirigeant vers l'Ouest sur Blida et Médéah, franchissait cette zone à Boufarik ; elle la rencontrait aussi à Maison-Carrée et plus loin sur les bords du Hamiz, si elle marchait vers l'Est. Des deux autres parties de la plaine, l'une, la plus rapprochée de la montagne et la plus haute, était cultivée et irriguée comme un jardin ; là se pressaient les vergers des Arabes ; n'eût-il pas été juste d'en signaler l'admirable situation et l'aménagement ? La troisième enfin, séparant la ligne de marécages et le chapelet de jardins, contenait sans doute des espaces secs et arides, propres surtout aux pâturages d'hiver ; mais, même dans cette zone, un cultivateur avisé

aurait deviné des possibilités de culture ; il suffisait, en effet, d'y amener les eaux des montagnes voisines.

Libre de diriger les Européens vers la Métidja ou vers le Sahel, Berthezène se gardera bien de les pousser du côté de la plaine et voudra les retenir sur le plateau. La salubrité du Sahel, la vigueur de la végétation dans les vallées, le succès des cultures arbustives et surtout de l'olivier et du mûrier lui paraissent des arguments sans répliques pour orienter la marche de la colonisation vers cette région : « Les cultivateurs y seraient d'ailleurs, ajoute-t-il, plus en sûreté, parce qu'ils « y seraient plus à portée d'y être secourus par la force armée (1) ». La salubrité du Sahel était réelle et si, dans l'œuvre de la colonisation, ç'eût été le seul élément à considérer, ou le plus important, il aurait fallu donner à cette région la préférence sur la Métidja ; mais, quand il s'agit d'exploiter un pays nouveau, la productivité immédiate du sol est le facteur principal. Le plus souvent le colon, n'ayant que peu de ressources, a besoin pour vivre de récolter de suite. Lui proposer de planter des mûriers, ou de greffer des oliviers sauvages, c'est le condamner à mourir de faim, tout en lui promettant que plus tard, sur cette terre, ses descendants feront fortune.

Cette conséquence est trop naturelle pour qu'elle ait échappé à Berthezène ; et, lui-même, dit à propos de ces cultures arbustives : « Leur éducation sera longue, coûteuse ». Il a d'ailleurs une autre raison de préférer le Sahel à la Métidja, raison moins avouable et moins connue. Elle nous est indiquée par Pellissier de Reynaud dans ses *Annales* (2). Quelques Maures d'Alger, riches propriétaires et conseillers écoutés du Général, à la tête desquels se trouvaient Boudërba, Hamden et Ben Negro étaient jaloux des achats de terre faits par les Français dans la plaine et redoutaient leur concurrence ; d'autres indigènes s'étaient livrés à des ventes désordonnées de propriétés et conservaient cependant l'espoir d'en rester les détenteurs, tant que ceux, auxquels ils les avaient cédées, ne pourraient pas en prendre possession. Les uns et les autres avaient donc intérêt à détourner le colon français de cette Métidja, et ce furent leurs propos sur le caractère insalubre et la nature infertile de cette plaine qu'accepta la crédulité de Berthezène ; ce fut à leur instigation et sur leurs conseils intéressés qu'il s'employa à détourner le courant d'immigration qui se dirigeait de ce côté (3).

VII

Critique du plan de Clauzel

Plus tard, Berthezène accentuera son hostilité contre le projet de colonisation de la Métidja, et toujours par esprit d'opposition à Clauzel. Celui-ci fit paraître en 1833 une brochure intitulée *Nouvelles Observations sur la Colonisation d'Alger*. Il y exposait un système d'exploitation agricole et un plan de défense

(1) Berthezène à Soult, 17 août 1831. Pièce citée.

(2) *Annales Algériennes*, I, pages 176 à 182.

(3) On trouve dans les papiers de Berthezène de nombreuses lettres de ces personnalités musulmanes et notamment de Ben Negro, touchant cette Métidja.

militaire de cette plaine. L'un et l'autre déplurent fort à l'ancien commandant de la Division d'Afrique, devenu pair de France. Comme Clauzel venait de développer ses idées devant la Chambre des Députés, le 3 avril 1833, Berthezène s'empressa de profiter de l'occasion pour se mesurer avec son rival, sans crainte d'être sur l'heure contredit par lui ; il parla donc à la Chambre des Pairs le 17 avril. Son discours très étudié avait l'apparence d'une riposte où, par endroit, se révélait l'animosité personnelle.

S'agit-il d'assurer la sécurité de la plaine par une série de fortins, construits, ainsi que le proposait Clauzel, au débouché des vallées ? Projet dangereux et inutile, dit-il, projet qui n'a pu être conçu sur place et par quelqu'un de bien renseigné : « Une de nos grandes notabilités militaires a proposé dans l'autre « Chambre de porter nos postes au pied de l'Atlas et sur certains points centraux « de la Métidja, au lieu de rester sur les hauteurs qui la dominent. Je suis loin de « partager cette opinion ; voici mes motifs : ce haut personnage, n'ayant pas été « à même de voir les localités, n'a pu juger des difficultés de l'expédition. Pendant son court séjour à Alger, les troupes n'ayant occupé les bords de la Métidja « que dans la saison d'hiver, il n'a pu s'assurer des effets délétères de l'air qu'on « y respire. Aussi, sa conviction repose-t-elle sur des témoignages étrangers, la « mienne sur ce que j'ai vu, observé et expérimenté » (1).

Toujours le même argument, son expérience personnelle. Toujours la prétention de ce Général qui, le premier, a traversé une région et trouve mauvais que d'autres s'avisent d'en parler ; remarquez qu'il ne l'a vue qu'en passant ; n'importe, il affirme l'avoir observée et étudiée. Et toujours aussi le grand épouvantail, l'insalubrité de la plaine. Vous voulez construire des ouvrages fortifiés au pied de l'Atlas ; prenez garde qu'avant la fin des travaux, ouvriers et soldats ne soient emportés par les fièvres. Rappelez-vous les pertes subies par le 30^e de ligne : après un mois de stationnement à la Ferme Modèle, il fut réduit à un effectif de 150 hommes.

Et puis, que de difficultés ne rencontrera-t-on pas quand il s'agira d'édifier ces forts ! Il les faudrait très spacieux, car « destinés à rester sans communication « avec Alger pendant plusieurs mois de la saison d'hiver, la garnison devrait être « pourvue de vivres, de munitions, de médicaments et même de bois pour ce « temps et d'eau pendant l'été (2) ». Dans ces conditions, quelles dépenses énormes n'entraîneraient-ils pas, hors de proportion avec le résultat qu'on pourrait en attendre ? On serait obligé de faire venir presque tous les matériaux de France, même les pierres, attendu que plusieurs parties de la plaine en sont dépourvues ; la main-d'œuvre ne saurait être recrutée sur place, vu l'hostilité persistante des indigènes. Si vous ne voulez point vous tromper dans vos évaluations, demandez à combien se sont élevés les simples baraquements en pisé de Mustapha Pacha, œuvre de Clauzel, ou encore les moulins de la plage de Bab-el-Oued. Estimez ensuite la dépense de plusieurs fortins, bien construits, en maçonnerie solide, et distants d'Alger de 30 à 40 kilomètres. L'esprit d'économie qui guidait le général Berthezène dans l'administration de sa propre maison se refuse à imposer à l'Etat des dépenses aussi fortes et en somme superflues.

(1) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril*, à la Chambre des Pairs.

(2) Berthezène : *Discours du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs. Archives parlementaires.

Encore la question de la dépense serait-elle secondaire s'il était démontré que ces postes fortifiés sont réellement utiles : « Ils n'arrêteraient pas, dit-il (1), les « courses des Cabails à moins qu'ils ne fussent assez rapprochés pour croiser leurs « feux, parce que, les montagnes étant accessibles sur tous les points, ils passe-
« raient sans danger dans les intervalles ; ce serait encore plus facile sur la Ka-
« dara et le Hamiz à l'Est et à l'Oued Djer à l'Ouest, par la raison qu'ils seraient « établis au milieu de vastes plaines ; là, surtout, le combat serait continuel par
« le voisinage des tribus guerrières des Flissah et des Chenouah ». Pour qui con-
naît les chevauchées farouches des Hadjoutes, pour qui se remémore la facilité
avec laquelle les cavaliers d'Abdelkader envahirent plus tard la Métidja et y
détruirent par le fer et le feu les fermes des colons français, les appréhensions de
Berthezène ont quelque chose de fondé. Dans dix ans, l'impossibilité désormais
bien constatée de garantir contre les Arabes les postes français situés à l'intérieur
obligera le gouvernement à abandonner le système de l'occupation restreinte
pour lui substituer celui de l'occupation totale ; par là, nos ministres seront enfin
acquis à la pensée de la conquête de la Régence tout entière. Mais, cette idée,
représentant un maximum d'efforts et de dépenses, n'était pas encore née ; il est
même heureux qu'elle n'ait pas été expressément formulée, car selon toute pro-
babilité elle aurait entraîné l'abandon de la colonie.

VIII

Le premier point à coloniser : Del Ibrahim

Écartés de la Métidja pour des raisons de sécurité et de salubrité, les colons
s'établiront de préférence dans le Sahel. Mais sur quel point particulier ? Jus-
qu'en août 1831, le Général ne le sait guère. A ce moment, le nombre des immi-
grants allemands avait augmenté ; il devenait urgent d'en débarrasser la Ville
d'Alger. La situation était au surplus favorable ; une fois le traité signé avec le
m'rabet de Coléa, Mahiddine, les attaques des indigènes cessèrent ; les vols, les
incendies, les assassinats devinrent moins fréquents. On respirait, et on bâtis-
sait des projets d'avenir. Le Général dut se décider.

Le 29 août, il écrit au Ministre qu'il va étendre la ligne des blockhaus sur la
route de Staouéli jusqu'à l'Oued El Khall : il espère y trouver une bonne position
pour un village. Le 4 septembre, nouvelle communication : il annonce qu'il n'a
rien trouvé qui répondit à ses vues de ce côté-là, aussi est-il passé sur la rive
droite de cette rivière et s'est porté jusqu'à la ferme de *Del Ibrahim*, occupée
par ses troupes depuis quelque temps (2). L'endroit est sans doute éloigné d'Al-
ger ; plusieurs raisons le lui font choisir : ce poste est excellent, il est sûr, il est
sain, et il a beaucoup d'eau ; de plus, les terres paraissent appartenir au gouver-
nement. Ainsi, à Berthezène, revient le choix de ce premier emplacement ; je dis
le choix, car le projet d'y établir des colons ne sera réalisé que sous le duc de Ro-
vigo et le baron Pichon ; il prendra d'ailleurs à ce moment des proportions beau-
coup plus vastes que celles que lui avait assignées son promoteur. Au lieu de 7 à

(1) *Discours du 17 avril 1833. Déjà cité.*

(2) Pièce citée.

8 familles — ce qui était fort peu pour un centre, mais était jugé suffisant par Berthezène, — on en placera une centaine.

S'êtré décidé pour un emplacement était méritoire ; l'effort, si modeste qu'il puisse paraître, suffit à l'activité de ce Général en chef. De suite, il s'en glorifie auprès du Maréchal Soult qu'il sait être un colonisateur ; il lui annonce le 25 septembre (1) qu'il fait occuper ce poste de Del Ibrahim ; selon lui, on avait donné à la colonisation une fausse direction en la portant vers les bords de l'Harrach à la Ferme Modèle ; car, dans cette dernière région, la terre était « ocreuse, sa-
« blonneuse et par suite infertile ». Il conclut en disant qu'il faut placer les nouveaux colons à Del Ibrahim : « C'est ce que je sais depuis longtemps et ce que je
« vous ai toujours dit. Mais notre pauvre nation se compose de tant de moutons
« de Panurge ! ». Ce colonisateur malgré lui est d'ailleurs vite satisfait. Il a pour lui l'approbation de M. Cadet de Vaux, un ancien magistrat, dont certain jour on avait fait un directeur agricole (2). Il exulte et promet un bel avenir au nouvel établissement.

Pourtant, dans sa lettre, il oublie de parler de la chose principale ; il passe, en effet, sous silence l'étendue du sol disponible et la nature des cultures à entreprendre. Ce sont là détails d'exécution dont il n'a point souci. Il lui paraît plus intéressant d'attirer l'attention du Maréchal sur les miracles de certain marabout. Afin que le poste soit moins isolé, il a la ferme intention d'élever un blockhaus un peu en avant d'Aïn El Degéga (la fontaine aux poules), et un autre sur la route de Staouéli. Vu la proximité de ces deux points, le village sera bien gardé. A propos d'Aïn El Degéga, il se plaît à raconter une légende : le grand-père de l'agha Mahiddine, le m'rabet qu'il vient de mettre à la tête des Arabes, venait souvent au marché d'Alger et y apportait des poules ; le Général ajoute que le fait d'apporter des poules au marché n'a rien de bas dans les usages des indigènes. Or, il arriva que les pauvres poules eurent soif ; le saint homme eut pitié d'elles. De son bâton, il frappa la terre. Aussitôt jaillit une eau excellente ; elle sert aujourd'hui aux besoins de la ville : « Personne, conclut-il, ne doute ici de ce miracle ».

IX

Les Parisiens. — Les Immigrants allemands

Les colons ne manqueront pas pour peupler ce centre ; ils encombrèrent déjà les rues et les quais d'Alger. L'administration, les ayant à sa charge, voudrait bien s'en débarrasser ; elle peste contre ces arrivées incessantes d'hommes, de femmes et d'enfants dont elle ne sait que faire. A peu près tous ces immigrants lui venaient à ce moment des pays allemands ; c'était le résultat de la campagne que les agents de Clauzel avaient menée dans les pays du Rhin. Mais, pendant les premiers mois de l'année, d'autres éléments lui avaient été envoyés par le Ministre de la guerre. En 1831, il y eut en somme deux tentatives très différentes de

(1) *Berthezène à Soult*, 29 août et 4 septembre 1831. Pièce citée. *Document inédit*.

(2) Cadet de Vaux avait été désigné par Clauzel comme directeur agricole de la ferme Modèle.

colonisation que subit Berthezène et qu'il ne s'employa guère à faire aboutir : l'une lui fut suggérée par Soult, l'autre imposée par Clauzel.

A peine était-il arrivé à Alger, qu'il reçut du Ministre de la guerre plusieurs communications ; elles lui prescrivait de former des bataillons nouveaux avec « un grand nombre d'individus » qui, de Paris ou des grandes villes de France, demandaient à se rendre à Alger. Le Gouvernement leur donnait de grandes facilités pour passer en Afrique ; le Ministre de l'Intérieur désirait que de plus grandes encore leur fussent accordées ; on avait des raisons de vouloir s'en débarrasser. Quelques détachements de ceux que l'on appela les *volontaires parisiens* étaient arrivés sous Clauzel ; il les avait mis en subsistance dans les bataillons de zouaves. On continua à le faire sous Berthezène ; puis on en forma le 67^e régiment de ligne. Malgré leur nom de volontaires parisiens, ces hommes venaient de tous les départements de France et même de toutes les nations de l'Europe. Ils avaient été enrôlés (1) en vue d'une expédition sur l'Espagne. Turbulents et indisciplinés, ils avaient des habitudes et des manières qui déplaisaient fort au Général en chef ; leurs officiers surtout en prenaient fort à leur aise avec les règlements de l'armée française ; on redouta quelque coup d'audace de leur part. Pourtant, ces volontaires furent d'excellents soldats et, au cours de l'expédition sur Médéah, ils sauvèrent d'un désastre les troupes françaises. Berthezène ne leur en sut pas gré ; il saisit toutes les occasions pour se plaindre au Ministre de leur mauvaise tenue et, plus tard quand il écrira son livre, il dira : « Nus, sans souliers, livrés à la crapule et à la débauche, ils faisaient honte et pitié. Les habitants du pays les désignaient sous le nom de *bédouins français* ». Or, parmi ces Parisiens, il s'en trouva qui étaient absolument impropres au service militaire et Soult, ne voulant pas que d'Afrique on les renvoyât en France, pressait les autorités algériennes de s'en servir pour la colonisation. Artisans, ouvriers, commerçants, que pouvaient-ils faire comme cultivateurs ? Berthezène a bien quelques raisons de se plaindre d'une colonisation qui n'emploie que le rebut de l'armée et de plus des individus sans aucune aptitude agricole.

En même temps qu'il cherchait à se débarrasser de ces Parisiens, le Ministre de la Guerre essayait de diriger sur l'Afrique les soldats mariés, les vétérans que l'on commençait à considérer comme une gêne ou un fardeau. L'Afrique n'offrait-elle pas un débouché à cette masse de militaires déjà âgés, à leurs femmes et à leurs enfants ? On maintiendrait les hommes avec leur grade dans les régiments, on donnerait aux femmes et aux enfants les vivres de campagne (2). Mais, avant toute chose, on ferait à ces familles des concessions de maisons et de terrains aux environs de la ville et on leur donnerait des instruments agricoles. C'était la colonisation militaire : « Si le moyen de colonisation dont je viens de parler (3) « disait le Ministre, pouvait prendre une certaine consistance, ce mode serait « bien préférable à tout autre ; car il offrirait des moyens de défense contre les « naturels du pays ; et des hommes, habitués à la discipline militaire et sous la « surveillance de leurs officiers, seraient disposés à cette obéissance ».

Mais, avant que des convois fussent dirigés vers l'Afrique (seul le général Heudelet put envoyer une dizaine de familles de soldats), Berthezène pria, supplia

(1) Berthezène : *Dix huit mois à Alger*, III, p. 184.

(2) Soult à Berthezène, 17 mars 1831. Pièce citée. Document inédit.

(3) Même lettre.

le Maréchal de ne pas donner suite à son projet. Les Parisiens affluaient et l'on ne savait où les loger et comment les nourrir ; le pays n'offrait aucune ressource : « Je vous en supplie (1), Monsieur le Maréchal, arrêtez ces envois. Ces malheureux crèveront ici ; rien n'est préparé pour les y recevoir et il y aurait de la barbarie à les entasser dans ce pays où l'Etat sera obligé de les nourrir et de pourvoir à leurs besoins ». La précaution était si naturelle (elle avait été signalée par l'Intendant Bondurand), que le Ministère fut contraint de suspendre cette immigration. Casimir Périer, consulté sur de nouveaux crédits à mettre à la disposition de la guerre, ne semble pas d'ailleurs avoir accepté cette combinaison (2). En juillet, on avait renoncé aux colons militaires.

On se trouva alors en présence des nombreux arrivages de colons allemands. Pendant ce mois, il en débarqua 415 ; en août, 137 vinrent les y rejoindre. Tous étaient Bavares ou Wurtembergeois ; au Havre où ils se trouvaient, on les avait détournés de l'Amérique, où ils voulaient aller s'établir, pour les diriger sur Alger. D'autres colons étaient annoncés ; et l'on ne savait comment les abriter et comment les nourrir. On avait été obligé de leur distribuer des rations de vivres. De toute façon, il importait d'arrêter ce courant. La présence du choléra en Egypte et les menaces de contagion fournirent le prétexte désiré ; l'ordre fut donné de fermer les ports algériens. Lorsque les navires, chargés de leur cargaison humaine, se présentèrent, on se contenta de les ravitailler en vivres et en eau, et on les renvoya ailleurs purger une quarantaine de plusieurs jours ; ainsi fut arrêté l'envahissement d'Alger par les Allemands. Encore fallait-il placer ceux qui avaient débarqué ; malgré la diligence de M. Cadet de Vaux, l'Administration municipale n'y parvint pas. Aussi, le plus grand nombre de ces immigrants demeura à la charge de l'Etat, tant que Berthezène fut en Afrique. Sous son successeur, on les établit partie à Kouba et partie à Del Ibrahim. Cette première immigration allemande en Algérie, Berthezène l'a condamnée, parce qu'elle était l'œuvre inopportune de Clauzel, et aussi parce qu'elle avantageait des étrangers au détriment de nos nationaux.

Combien la campagne de Clauzel et de ses agents en Allemagne lui paraissait imprudente ! Elle avait jeté sur l'Afrique du Nord de pauvres gens sans ressources. Le désir d'attirer en Algérie un grand nombre d'Européens serait sans doute légitime s'il était désintéressé, mais, aux yeux de Berthezène, tous ceux qui poussent à l'immigration obéissent à une pensée de lucre. Les compagnies et les particuliers, propriétaires de grandes étendues de terrains, ne les ont achetées que pour s'en défaire, plus tard, avec de larges bénéfices ; ils ont besoin, non pas de bras pour les cultiver, mais de chaland à qui les revendre ; et, afin d'accroître le nombre des acheteurs, ils ont exploité « le vaste champ de la crédulité publique » (3). La tactique a réussi. Berthezène ne fait aucune différence entre les hommes de proie des bandes noires et les honnêtes acquéreurs. Il veut atteindre Clauzel, qui le premier a donné l'exemple de ces achats : « Soyez donc bien persuadé, écrit-il à Soult dès le 25 avril (4), qu'il n'y a ici aucun moyen de pourvoir aux

(1) Berthezène à Soult, 24 mai 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) Soult au Président du Conseil, 20 juin 1831. Pièce citée. Document inédit.

(3) Archives parlementaires : Discours de Berthezène le 17 avril 1833, à la Chambre des Pairs

(4) Berthezène à Soult, 25 avril 1831. Pièce citée. Document inédit.

« premiers besoins ; n'oubliez pas surtout que ceux qui en ont donné de si belles peintures s'y sont fait ou ont voulu s'y faire de belles positions ».

La nationalité de ces futurs colons fut un nouveau grief à l'adresse de son pré-décesseur : « Le Maréchal Clauzel a publié que c'était sur son initiative ; on le « savait, on ne l'aurait pas dit, on aurait craint d'attirer quelque blâme sur ce « haut personnage parce qu'il semble que le pain donné à ces étrangers aurait pu « être distribué avec plus de fruit à nos compatriotes ». Berthezène s'exprime ainsi dans une Note de son ouvrage, paru en 1834 ; sa correspondance des années précédentes ne contenait pas de traces de semblables préoccupations. Ce ne fut donc qu'à la réflexion et, vraisemblablement, pour suivre l'exemple donné par d'autres polémistes (1), qu'il en vint lui aussi à trouver mauvaise la présence des immigrants étrangers. Le problème de la nationalité des colons algériens fut soulevé de bonne heure, mais particulièrement en 1832 et 1833. Les premiers partisans de la colonisation avaient préconisé un mode de peuplement cosmopolite et prétendu faire de l'ex-Régence une colonie européenne : pour eux (2), les étrangers, aussi bien que nos nationaux, devaient être appelés à se fixer sur le sol nouvellement conquis, à le cultiver, à l'exploiter, et l'on comptait beaucoup sur de gros contingents d'Allemands, d'Irlandais, de Suisses, parce que ces peuples étaient habitués à s'expatrier. Alors de très nombreux hommes politiques rêvèrent de détourner vers les rivages africains le courant d'émigration qui emportait les habitants de l'ancien continent vers le nouveau. Les adversaires de la colonisation, au contraire, affirmèrent très haut leurs préférences pour le peuplement national, non point par convictions doctrinales, mais avec la secrète pensée d'empêcher ainsi que l'on parvint à fonder en Afrique un établissement durable ; car, après avoir proclamé comme un dogme que le sang versé et l'argent employé en Afrique devaient profiter à des compatriotes, ils ne tardaient pas pour la plupart à ajouter que ces mêmes Français n'étaient pas colonisateurs ou bien que la natalité française ne permettait pas à la race d'essaimer au dehors.

Quoi qu'il en soit de la nationalité de ces nouveaux venus, il est hors de doute que pour la plupart ils ne formaient pas de bons éléments de colonisation : peu d'agriculteurs ou d'ouvriers agricoles ; beaucoup d'artisans ou de déclassés. De ressources, ils n'en possédaient pas ; nombre d'entre eux tombèrent à la charge de l'Etat et ils crurent bientôt avoir droit aux rations quotidiennes de vivres ; il fallut que le baron Bondurand les détrompât (3) ; au mois d'octobre, ordre fut donné de ne délivrer de rations qu'aux malades. Les valides durent travailler pour gagner leur vie, mais il n'y avait guère que l'Administration qui put les occuper ; les gens riches ou simplement aisés étaient rares et ils avaient interrompu leurs exploitations. Au dire de Berthezène, il n'y aurait eu aucun cultivateur sérieux en Afrique parmi les Européens. Ses allégations sont cependant contredites par plusieurs contemporains dignes de foi, et africains comme lui. Selon ces derniers, quelques Français audacieux, possédant des capitaux, passèrent de bonne heure la mer dans le but de se fixer en Afrique ; ils y avaient acheté de bonnes terres et, dès le printemps de 1831, commencèrent des exploitations agricoles.

(1) D^r Barrachin. Dans plusieurs articles de journaux, cet auteur critiqua vivement le livre de J. B. Flandin intitulé : *De la Régence d'Alger*, où il était question de la formation d'une Compagnie européenne pour l'exploitation de la Régence.

(2) J. B. Flandin (Sous-Intendant militaire) : *De la Régence d'Alger*.

(3) Le baron Bondurand à M. Cadet de Vaux, 18 septembre 1831. Pièce citée, Document inédit.

Ils furent forcés de les interrompre à cause des mesures maladroites ordonnées par l'autorité militaire. Peut-on mettre en doute le témoignage de Pellissier de Reynaud ? « Il est juste de dire (1) que, même dès le principe, quelques Européens « achetèrent pour exploiter et, que, dès le printemps de 1831, ils se mirent à l'œuvre. Le docteur Chevreau, excellent homme dont la colonie eut trop tôt à pleurer la perte, MM. Fougereux frères, Roche et Colonibon se livraient à des essais « de cultures que le succès paraissait devoir couronner. Ces derniers avaient même établi des travailleurs dans une ferme acquise par eux à Beni-Moussa, à « une lieue et demie de la Ferme Modèle. Ces exemples devaient être imités dans « les environs d'Alger ; mais lorsque l'on vit qu'en dehors de nos lignes la guerre « venait détruire ce que le travail tendait à créer et qu'à l'intérieur les produits « agricoles étaient souvent la proie de ceux qui devaient les défendre, les exploitations languirent ». Ce que dit cet officier, en termes assez voilés, du rôle de l'Administration militaire, fut répété à la tribune de la Chambre par M. Piscatory ; il précisa certaines accusations, exposa des faits, prouva la maladresse des gouvernants. Un riche habitant de Marseille avait voulu créer un établissement agricole sur l'emplacement d'une ancienne propriété indigène, détruite par l'armée ; il y employa 50.000 francs, fit défricher les terres et planter une grande quantité de mûriers : « Quand le propriétaire que je cite, dit M. Piscatory (2), « a eu formé cet établissement et un établissement qui devait être non seulement « considéré dans un intérêt personnel mais dans un intérêt public, on lui a dit : « *Votre maison est bonne pour loger de la cavalerie*. Le propriétaire, se résignant « à ne pas lutter contre la force, a cependant témoigné le désir qu'on lui fit un « bail convenable ; le bail n'a pas eu lieu. Une fosse a été demandée pour protéger les plantations et n'a pas été faite ; les chevaux ont été logés dans la maison « et ont détruit toutes les plantations. Le propriétaire a alors quitté la colonie ». Il est indéniable que ces premières tentatives de colonisation individuelle ont existé et qu'elles ont été brisées follement par l'occupation militaire. Ce sera un vigoureux réquisitoire que dressera la Commission d'Afrique contre les errements des autorités supérieures de la colonie. Et pourtant Berthezène est formel, lui aussi, dans ses affirmations. Il a ignoré les courageuses initiatives dont on parle ; il n'a félicité qu'une seule famille d'agriculteurs, les Saulty. Ceux-là travaillent la terre de leurs mains ; le Général en chef les signale au Ministre de la Guerre comme de réelles exceptions : « Jusqu'ici, écrit-il (3), je n'ai vu arriver dans ce « pays de véritables agriculteurs que les Saulty ; je vous ai rendu compte que « deux de ses membres sont morts et que les trois autres sont à l'hôpital. S. A. R. « le prince de Joinville m'a laissé 150 francs pour leur remettre à leur sortie ». Ailleurs, dans sa correspondance, il affirme qu'autour d'Alger, « on n'a pas cultivé un arpent de terre » et il espère qu'on reviendra à des « idées plus raisonnables » (4).

Comment concilier des affirmations aussi contradictoires ? Faut-il estimer que Berthezène a voulu cacher la vérité à Sault, et cela pour mieux établir le néant des entreprises françaises en Afrique ? Il est cependant une autre explication

(1) *Annales Algériennes*, I, p. 180-181.

(2) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

(3) *Berthezène à Sault*, 31 juillet 1831. Pièce citée. *Document inédit*.

(4) *Même lettre*.

plus plausible de cette apparente contradiction. Le baron de Vialar, interrogé à la séance de la Réunion algérienne du 14 avril 1835 sur les premières cultures françaises en Algérie (1), convint qu'en 1831 il avait été fait quelques essais, mais que ceux qui les avaient tentés n'étaient pas de véritables agriculteurs, qu'ils ne travaillaient pas eux-mêmes et que leurs exploitations mal conçues et mal dirigées devaient échouer. En général, ils se servaient d'ouvriers espagnols ou indigènes ; c'étaient œuvres d'amateurs plus que de connaisseurs. A leur tête qui trouvait-on ? Un docteur, M. Chevreau, venu avec le corps expéditionnaire et s'occupant de cultures à ses moments perdus ; un polémiste, M. Montagne, l'auteur de la brochure célèbre sur la colonisation de l'Algérie ; M. Fougeroux, le frère de l'Inspecteur des finances. Berthezène ignorait d'autant moins les noms de ces hommes qu'il les rendit souvent responsables de méfaits imaginaires. *Le Séaphore* de Marseille publie-t-il une critique de son expédition sur Médéah ? Il assigne en justice (2) le Directeur du journal, mais cherche ses collaborateurs à Alger et soupçonne le docteur Chevreau. Des rapports secrets (3) lui dénoncent-ils M. Montagne comme l'auteur de propos sévères à son égard ? Il s'empresse de les accepter sans les contrôler et, au lieu d'en causer avec lui, il lui fait adresser un avertissement par la police. Des bruits d'attaque de la ferme de M. Fougeroux ayant couru en ville et celui-ci ayant demandé des secours, Berthezène s'assure que ces bruits sont faux et prend prétexte de cette erreur pour écrire la lettre la plus extraordinaire qu'on puisse imaginer d'un général à un haut fonctionnaire : « En un instant, dit-il de ces bruits (4), ils pénètrent dans les salons, « les tables d'hôte, les cafés, sur la place publique. Le nom de M. Fougeroux « était sur toutes les lèvres. On n'y parlait que de son héroïque résolution d'aller « la dague au poing défendre ses vaches et ses veaux. C'était absurde, risible, « pitoyable... »

Avec ces propriétaires sans compétence agricole, ces Allemands artisans autant que cultivateurs, ces Parisiens plus soldats que colons, qu'attendre d'une colonisation entreprise par de tels hommes ? La réponse ne pouvait être douteuse et Berthezène, qui quitta la colonie sur une impression si désavantageuse, persistera dans ses préventions et de plus en plus se montera adversaire convaincu de toute entreprise coloniale à Alger (5).

(1) Baron de Vialar : *Simple faits exposés à la réunion algérienne du 14 avril 1835*. Brochure de 38 pages.

(2) Cet article du *Séaphore* a donné lieu à une correspondance très active de Berthezène avec le Ministre de la Guerre.

(3) M. Montagne était venu en Algérie sous le gouvernement de Berthezène avec une lettre de recommandation du lieutenant général Pelet, directeur au Ministère de la Guerre. Voir les lettres curieuses qu'il échangea avec le Général à propos de cet incident. *Documents inédits*.

(4) *Berthezène à M. Fougeroux*, 22 décembre 1831. Pièce citée. *Document inédit*.

(5) On ne peut demander à Berthezène d'avoir une opinion arrêtée sur les diverses formes de la colonisation. Cela ne devait guère le préoccuper puisqu'à ses yeux toutes étaient plus ou moins condamnables. Pourtant ses diatribes violentes contre les bandes noires et leurs agissements laissent supposer qu'à tout prendre il préférerait l'exploitation individuelle par les petits propriétaires. Malgré les gros capitaux qu'elles possèdent, des sociétés de spéculateurs, sous quelque nom qu'elles s'efforcent de dissimuler leurs opérations, ne contribueront point à étendre la culture européenne de ce côté de la Méditerranée. Les petits colons s'y emploieront mieux ; mais, livrés à eux-mêmes et faute de ressources suffisantes, ils se heurteront à de telles difficultés qu'ils finiront par succomber. A moins que — et c'est le seul moyen pratique d'éviter cet échec, le seul en tout cas dont il soit question dans la correspondance officielle de ce général, — les colons

X

Les cultures tropicales

Est-ce dans la pensée de démontrer que les conceptions de son prédécesseur étaient des chimères décevantes, est-ce plutôt à cause de la tournure plus pratique de ses idées, toujours est-il que Berthezène pressentit l'échec des tentatives de cultures tropicales en Algérie. Il combattit les illusions tenaces dont se berçaient bon nombre de ses contemporains et, s'il n'eut pas le mérite de les dissiper entièrement, il fut cependant assez heureux pour les empêcher de se propager.

Que les cultures coloniales ne réussiraient pas à Alger, le lieutenant-colonel Reveu, un des officiers qu'il estimait le plus, le lui écrivait au cours de l'hiver 1830-1831. Resté en Afrique depuis la prise d'Alger, cet officier supérieur, commandant un des régiments de la 1^{re} Division, avait participé à toutes les sorties des troupes françaises ; il avait donc suivi la première expédition sur Médéah sous les ordres de Clauzel. Or, comme il était en correspondance suivie avec Berthezène et qu'il le tenait au courant des moindres événements (1), il lui narra en détail les difficultés de la marche qu'avaient multipliées et aggravées des conditions climatiques des plus défavorables. Officiers et soldats avaient beaucoup souffert sur les hauts plateaux de Médéah ; ils avaient été assaillis par des vents violents et des rafales de pluies glacées ; tous ne laissaient pas d'être étonnés d'avoir eu froid en Afrique. Les plus perspicaces, ceux qui savaient observer, furent de ce moment persuadés que les plantes des tropiques n'avaient aucune chance de réussir sous ce climat et que seules celles des régions méditerranéennes pourraient y prospérer. La lettre de Reveu produisit d'autant plus d'impression sur l'esprit du Général qu'elle lui parvint au moment où il fut désigné pour aller prendre le commandement de la Division d'Afrique, à une de ces heures où dans la vie d'un homme les moindres faits prennent une valeur exceptionnelle.

Reveu n'était pas originaire du Midi de la France, mais il avait fait campagne dans l'Andalousie et il connaissait le climat de cette partie de l'Espagne ; il le jugeait « infiniment plus doux et plus sec » que celui d'Alger. Pourtant, dans cette Andalousie, les plantes tropicales ne venaient pas. Inutile d'espérer les voir réussir dans l'Afrique du Nord. On n'en retirera vraisemblablement que les produits de nos départements méridionaux. Et cela ne se fera pas sans de grosses dépenses d'installation ; peut-être devrait-on se contenter de garder Alger comme « point maritime nécessaire pour la sûreté de nos flottes dans la Méditerranée ! ».

Presque toutes les idées développées plus tard par Berthezène sont contenues dans la lettre de ce jeune lieutenant-colonel ; elles seront acceptées d'autant plus volontiers qu'elles ruinaient les espérances de Clauzel et diminuaient les avanta-

ne songent à s'associer. Il est curieux de noter sous la plume d'un officier, si violemment prévenu contre les entreprises coloniales, l'expression de cette croyance dans la vertu de l'association, mais il est plus curieux encore d'en trouver l'origine dans une simple satisfaction d'amour-propre. Quelques propriétaires d'Alger venaient de fonder une Société, dite Association coloniale ; ils en avaient offert la présidence d'honneur et le titre de membre fondateur au chef de la colonie. L'amour-propre de Berthezène fut très agréablement flatté et, à quelques jours de là, il vantait au Ministre les avantages de l'association.

(1) Lettre de Reveu à Berthezène, 22 janvier 1831. Pièce citée. Document inédit.

ges à attendre de l'occupation africaine. De nombreux officiers, auxquels le séjour en Algérie déplaisait (1), les tiraient pour des vérités indiscutables et l'entourage de ce Général les propagea. Dans son discours de 1833, le problème est nettement posé : « Maintenant, est-il probable que les produits intertropicaux (2) « puissent s'acclimater à Alger ? Je ne le crois pas, *en ce sens que la culture puisse « y être fructueuse aux planteurs* ». Une culture qui ne produit pas ne se répandra jamais dans un pays. A quoi sert-il de démontrer qu'en Algérie quelques plantes des régions tropicales peuvent végéter dans des coins bien abrités, ou au milieu des plates-bandes des horticulteurs, si les soins dont on est obligé de les entourer exigent des dépenses hors de proportion avec la valeur de leurs produits ?

Essaiera-t-on par exemple la culture de la canne à sucre ? Aux dires des indigènes, elle avait été tentée quelque soixante ou quatre-vingts ans auparavant ; mais, malgré le bas prix de la main-d'œuvre, malgré la *course* pourvoyeuse d'esclaves, malgré la protection du gouvernement des Beys, elle ne put se maintenir. Même tentative à Tunis, où la température est sensiblement plus élevée qu'à Alger, et même insuccès. Sans vouloir insister sur l'imprécision des faits rapportés et discuter la valeur des témoignages indigènes, il convient de reconnaître que la culture de la canne à sucre fut pratiquée autrefois dans l'Afrique du Nord ; elle le fut près de Gabès et dans le Sous Marocain. Elle eut même, vers la fin du XV^e et au commencement du XVI^e siècles, ses années de grand développement : c'était l'époque où, les voies commerciales terrestres ayant été coupées d'Orient en Europe et les routes maritimes étant à peine ouvertes, les denrées coloniales, le sucre en particulier, atteignaient des prix extrêmement élevés. Le Sous fournit alors du sucre à l'Europe ; la raison en est que à ce moment la culture de la canne à sucre, même avec une production inférieure, rapportait à ceux qui l'entreprenaient de larges bénéfices. Mais, dès que les Antilles, pays d'élection de cette plante, lui eurent consacré leurs meilleures terres, la production du Sous diminua, puis s'arrêta tout à fait. Le sucre marocain ne pouvait faire concurrence au sucre d'Amérique. Comment, au XIX^e siècle, songerait-on à reprendre la culture de cette plante dans l'Afrique du Nord ? Les circonstances d'aujourd'hui sont assurément plus défavorables qu'autrefois, le sucre de canne ayant à lutter contre celui de betterave. .

L'acclimatation du caféier est moins indiquée encore que celle de la canne à sucre. Voici un arbuste qui exige des conditions particulières de chaleur et d'humidité, des terres fraîches et profondes, des abris contre les vents violents et contre les ardeurs du soleil tropical, et toutes ces conditions ne peuvent guère être réalisées dans les pays méditerranéens. Le caféier ne pousse même pas en Egypte ; il se développera encore moins en Algérie : « On a semé, dit Berthezène, « des graines de caféier ; elles n'ont pas levé, mais lèveraient-elles, et le caféier « pourrait-il prendre une certaine croissance que je me croirais fondé à penser « qu'il y resterait infertile par la raison que la fructification, se faisant en janvier, « elle s'opérerait pendant la saison des pluies et des froids » (3).

Sera-t-on plus heureux avec d'autres plantes des pays chauds ? Le coton et

(1) Berthezène à Soult, 30 juillet 1831. Pièce citée. Document inédit.

(2) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril 1833*, Chambre des Pairs. Discours de Berthezène.

(3) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

l'indigo ont mieux réussi, dit-on ; pas assez cependant pour qu'on puisse en conseiller la grande culture : « Malgré ce succès (1) la modicité des produits a fait « un devoir, après deux ans d'essais, d'en abandonner la culture. C'est encore la « siccité de l'atmosphère qui semble s'opposer à de plus heureux développements ». Le Nopal à cochenille croît spontanément dans les environs d'Alger, mais l'insecte y meurt. La Banane ne commence à mûrir qu'en septembre, et, certaines années, elle n'y mûrit même pas du tout.

Combien ces réserves de Berthezène nous semblent justes aujourd'hui ! Combien trompeuses au contraire les promesses de Clauzel ! Le débat qui s'était élevé entre ces deux hommes se poursuivait avec la même vivacité. Cependant des essais avaient bien été entrepris, mais les résultats obtenus n'avaient pas permis d'en tirer des conclusions définitives. Aussi, les controverses continuèrent en 1832 et 1833 entre partisans et adversaires de ces cultures coloniales en Algérie. Chez Clauzel, l'illusion restait tenace : « J'avancerai donc hautement, disait-il « dans un discours à la Chambre des Députés le 20 mars 1832, que tous les genres « de cultures qui enrichissent nos colonies peuvent être abordés et continués « avec succès à Alger. La canne, le coton, le café y prospéreront d'eux-mêmes ; « on y obtiendra facilement le cacao, et l'indigo, cultivé avec soin, s'y acclimate- « rait en peu de temps. Ce que je dis ici, j'en ai la conviction basée sur une expé- « rience de cultivateur ». Cette conviction, il la conserve tout aussi forte deux ans plus tard, et toujours il cherche à l'appuyer sur les résultats acquis : « Tou- « tes les terres de la vallée de la Métidja, dit-il dans un autre discours du 29 avril « 1834, sont propres à la culture des denrées coloniales. MM. les députés qui ont « été à Alger, et entre autres M. le Maire de Rouen qui se connaît en coton, puis- « qu'il est lui-même fabricant, ont vu les cotons d'Alger, les cannes à sucre, les « indigos. Ce sont trois denrées coloniales qui coûtent annuellement à la France « 100 millions, et qui, si on les cultivait à Alger, produiraient de suite un revenu ».

Cette simple réflexion nous indique pourquoi Clauzel tenait tant à prouver que ces cultures réussiraient en Afrique. Elle nous fait comprendre aussi pourquoi Berthezène s'efforçait de démontrer le contraire. Du succès ou de l'échec de ces tentatives semblait dépendre le maintien ou l'abandon de l'occupation française. Sans produits coloniaux, pas de prospérité économique possible pour l'Afrique et, partant, nécessité d'évacuer la colonie ou de limiter l'occupation à quelques points du littoral. Avec les produits coloniaux, pas de dépenses longues et excessives, des bénéfices sinon immédiats, du moins prochains. Evidemment, sous cette forme, le problème algérien était mal posé ; c'était une erreur de croire que l'Afrique du Nord était comparable à une terre tropicale pour ses productions ; c'en était une autre, plus dangereuse encore, de persister dans cette erreur quand l'expérience s'était prononcée contre elle. Berthezène avait donc raison sur ce point et peut-être aurait-il obtenu l'évacuation de l'Afrique si, dans son désir de déprécier la colonie, il n'avait exagéré ses critiques à tel point qu'il leur enleva une partie de leur valeur.

Sans doute, on connaissait mal les conditions climatiques spéciales à l'Afrique du Nord ; les faits, sur lesquels on les jugeait, étaient encore trop nombreux et ils ne s'accordaient pas toujours avec ce que nous en avions rapporté les récits des voyageurs. Dans ce pays réputé pour sa sécheresse et sa chaleur ex-

(1) *Même discours de Berthezène, 17 avril 1833.*

cessives, tout le monde s'étonna bientôt de la persistance des pluies, de la violence des tempêtes, de la rigueur de l'hiver ; plusieurs, dans leur déconvenue, en arrivaient à regretter la tiédeur du climat de la Provence. Quelles variations brusques de la température ! En pleine saison hivernale, des chaleurs excessives succédaient à des froids très vifs et, après des coups brûlants de siroco, on grelottait ; la neige couvrait les montagnes : « J'ai vu, dit Berthezène (1), les pois « et les fèves frappés de mort pendant une nuit de novembre, quoique, pendant « le jour, le thermomètre ait marqué 15° Réaumur. Ces phénomènes n'ont rien « d'étonnant quand on fait attention d'une part que les rosées toujours abondantes y sont très froides et de l'autre que, dès le mois de décembre, l'Atlas s'y « couvre de neige et la conserve jusqu'en mars et avril ». Qui prétend trop prouver ne prouve rien. Les pois et les fèves gelés en Algérie ; et dans le Tell ? et dans la partie voisine du littoral ? car les Français n'avaient pas pénétré plus avant. Où donc cela s'est-il produit ? Pour la curiosité du fait, il eût été bon de préciser. Et dire qu'aujourd'hui se développe sur ce littoral algérien une merveilleuse culture de primeurs !

Désireux de frapper fort plus que de frapper juste, ce Général en arrive à soutenir que l'orange mûrit mal en Afrique, que les orangers y périssent parfois à la suite des froids. Le général Delort a beau jeu dans sa réplique : « L'immense « quantité d'orangers que nous avons tous vus à Blida (2), lors de l'expédition « de Médéah, et que le général Berthezène aurait pu voir s'il s'était approché de « cette ville pour faire acte de maître, comme le fit le général Clauzel malgré les « protestations des tribus qui dominent la cité, cette immense quantité d'orangers, surchargés de fruits, attestent que les froids qui les tuent n'ont pas affligé « le pays depuis bien des années, et qu'ils sont très rares, s'il en a jamais existé ; « beaucoup plus rares que les froids qui ont gelé à différentes époques l'Adriatique, que, la mer de Gènes, les Bouches-du-Rhône à Arles, la mer de Marseille. On « n'a pas encore dit que la Provence ne fût pas propre à la culture de l'olivier « parce que de 1709 à 1810 les froids les ont tués deux fois ».

Pays de contrastes violents, l'Algérie a été diversement jugée suivant qu'on l'a vue brûlée par les chaleurs torrides de l'été ou glacée par les froides tempêtes de l'hiver. Comme elle est située à proximité d'une mer intérieure toujours chaude et d'un grand désert aux variations de température excessives, elle subit tour à tour et quelquefois très brusquement l'influence opposée de ces deux éléments : les maxima et les minima y sont plus accusés que dans n'importe quel pays européen et ils s'observent à quelques jours ou à quelques heures d'intervalle. Or, comme ces extrêmes de température ont une action essentielle sur les plantes, les opinions sur les possibilités culturelles de l'Afrique du Nord ont varié aussi d'une façon fort étendue. De nos jours encore où l'on connaît pourtant mieux le climat de l'Algérie, les divergences de vues entre savants ou agronomes sont considérables (3). D'autre part, l'Algérie est un pays de hautes terres ; sur le littoral seulement s'ouvrent quelques plaines basses ; or, la Régence ne fut connue d'abord que par sa lisière maritime, c'est-à-dire par la partie qui jouit d'un climat doux et régulier. Lorsque l'on pénétra dans l'intérieur, que l'on

(1) Archives parlementaires : *Discours du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

(2) Delort : *Notes sur l'ouvrage du Général Berthezène*, p. 8 et 9.

(3) Thévenet : *Climatologie algérienne*. Passim.

s'éleva sur les plateaux de Médéah, la légende d'un accroissement de chaleur dans la direction du Sud s'évanouit en même temps que se dissipa le rêve des cultures tropicales.

XI

L'Algérie, colonie de commerce

Si l'Algérie agricole ne paraît pas pouvoir devenir une colonie avantageuse à la France, Alger et quelques villes du littoral n'offrent-elles point de bons appuis pour la flotte ? Ne seront-elles pas demain de riches comptoirs commerciaux où les produits européens s'échangeront contre les denrées africaines ? Au cas où cette éventualité se produirait, les Français ne feraient en somme que renouer sur ces bords de la Méditerranée les traditions phéniciennes et carthaginoises.

Sceptique sur les cultures possibles de cette partie de l'Afrique, Berthezène l'est tout autant sur les capacités de vente ou d'achat des populations indigènes. Se bornera-t-on à occuper Alger ? On sait que le commerce de cette ville n'a jamais été très actif : « Messieurs, Alger fut toujours (1) la guerrière, la victorieuse, « et jamais la commerçante » ; et il insiste sur l'insuffisance de sa darse qui ne peut « contenir que des bâtiments de médiocre grandeur » ; il rappelle que la barrière de l'Atlas, toute voisine, l'isole du reste de la Régence. Mettra-t-on des garnisons dans les autres ports, ainsi que le proposait Reveu (2) ? « Mais quelles « dépenses énormes (3) en hommes et en écus ! Que de vaisseaux à mettre en « mouvement ! Et tout ce déploiement de forces, sans aucune proportion avec « les profits, n'empêcherait pas même un commerce interlope que les indigènes « favoriseront toujours ».

Il raille les enthousiastes ; n'ont-ils pas converti les sables du désert en mines d'or, puis ne les ont-ils pas peuplés de caravanes transportant à Alger ces métaux précieux ? Il qualifie ces bruits de racontars ; tout le monde ignore en France ce qu'est le commerce de ce pays. Lui seul le connaît, il parle par expérience ; laquelle ? Oh ! un simple fait, mais bien concluant ! « A Médéah, un juif fait le commerce avec les peuplades du Sahara ; savez-vous en quoi il consiste ? En trois charges d'orge (4) ». Vous pouvez juger maintenant. Dans une ville de l'intérieur, réputée précisément pour ses ventes de céréales aux tribus sahariennes, un négociant établi depuis longtemps en cette région et, qui plus est, un Juif n'échange avec elles que trois charges d'orge. Vantera-t-on après cela l'étendue du commerce algérien comme on a vanté la fertilité de l'Afrique ? Le doute n'est plus permis.

De cette pauvreté du négoce, le commandant de la Division d'Afrique s'enorgueillit comme d'une trouvaille. Il ne s'inquiète pas de savoir si d'autres commerçants de la même ville ne vendent pas davantage aux Bédouins, si ces char-

(1) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril*. Discours de Berthezène à la Chambre des Pairs.

(2) *Lettre de Reveu à Berthezène*, 22 février 1836. Pièce citée. Ce document a été publié dans notre étude sur Clauzel. *Bull. Soc. Géog. Alg.* 1904.

(3) Archives parlementaires : *Discours du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

(4) *Ibidem*.

ges de céréales, enlevées dans les premiers jours de juillet alors que les moissons sont à peine terminées et que les nomades n'ont pas atteint la lisière du Tell, ne seront pas suivies un peu plus tard de milliers d'autres, si enfin la prise d'Alger et les troubles qui ont suivi n'ont pas détourné le courant commercial. Non, il accepte ce que son entourage d'indigènes lui dit, ce que lui insinue leur jalousie inquiète. Il fallait bien, pour écarter les concurrents européens, accréditer le bruit qu'il n'y avait rien, absolument rien à faire avec les Arabes. Que de fois les Français ont été dupes de ces mensonges intéressés ! Berthezène en a été une des premières victimes.

A supposer que nous conservions l'Algérie et que nous nous efforcions d'y étendre nos relations commerciales, les Arabes ne seront jamais que de mauvais clients pour nos industriels : « On tomberait (1) dans une étrange erreur, dit-il, « si on pensait faire avec eux des échanges et trouver un débouché pour nos produits agricoles et industriels. Nous n'avons rien à l'usage de ces peuples, sinon « du fer, de la poudre et des fusils. Les 50 ou 60.000 pièces de grosse mousseline « qu'achètent les Arabes sont fournies par l'Angleterre. Les tissus de cette nation « abondent à Alger et y obtiennent la préférence même auprès de nos compatriotes ». C'est la double raison invoquée par tous ceux qui ont déconseillé à la France les conquêtes outre-mer ; nos colonies n'ont servi, dit-on, qu'à favoriser le commerce des étrangers, nos rivaux, et il était bien inutile d'engager des dépenses et d'exposer la vie de nos soldats dans des aventures dont les bénéfices n'iraient pas à nos nationaux. Reste à savoir, il est vrai, si par une habile politique économique la plupart des profits ne reviendraient pas à nos commerçants ou à nos industriels. Plus juste est le jugement que porte Berthezène sur la clientèle arabe : les Bédouins vivaient de peu et par suite n'avaient guère de besoins à satisfaire ; ils n'achèteraient donc nos produits qu'en petite quantité, et il ne fallait pas attendre de l'évolution rapide de la société indigène la possibilité d'achats nouveaux et plus abondants.

Qu'on juge de l'avenir par ce qui s'est produit dans le passé ! L'exemple de la pêche du corail à Bône est une leçon à méditer : « Bône (2), jadis le siège du « commerce privilégié que nous faisions sur ces côtes sous le nom de *Concession d'Afrique*, servait aussi d'asile à nos corailleurs. Quoiqu'on en ait dit, ce commerce ne fut jamais très important et le dernier gouvernement l'avait cédé à « titre gratuit à une maison de Marseille. Dans ce monopole, la France tenait « moins au profit du commerce qu'à l'avantage de former des hommes de mer « par la pêche du corail. Aujourd'hui, les Français ont totalement abandonné « cette branche d'industrie ». Sur ce commerce des corailleurs, Berthezène était bien renseigné ; au temps où il était gouverneur, il avait reçu plusieurs rapports de mer des commandants de vaisseaux auxquels avait été confiée la surveillance des parages de La Calle. L'un de ces rapports, signé par le commandant du *Voltigeur*, Cosmao, spécifiait que pendant la campagne de 1831, 170 bateaux (3) avaient été occupés à la pêche du corail et que, dans ce nombre, 106 étaient napolitains, 54 toscans, 5 sardes et 2 français. La province d'Oran est sans doute plus fertile en bestiaux et en grains ; mais, à la suite de l'expédition française,

(1) Archives parlementaires : *Même discours*.

(2) *Ibidem*.

(3) *Cosmao à Berthezène*, 5 juillet 1831. Pièce citée. Document inédit.

le-commerce oranais a pris une autre direction ; il a été monopolisé par les négociants de Gibraltar et de l'Espagne.

Berthezène n'insiste tant sur la médiocrité et la décadence de ce commerce algérien que pour décourager les industriels marseillais ; car ceux-ci s'étaient montrés nettement partisans de l'occupation définitive de l'Algérie. A cette époque, la conception d'une colonie de consommateurs tendait à prévaloir dans les théories des économistes : « Le système des vieilles colonies, dit M. Roger, était « de chercher des producteurs et des productions ; le système dans lequel on doit « entrer pour les colonies nouvelles (1), c'est essentiellement de chercher des consommateurs ». Et plus loin, ce député ajoute : « C'est, essentiellement dans l'esprit de consommation qu'il faut fonder notre nouvel établissement à Alger ». L'Algérie était considérée comme la porte de l'Afrique, et dans l'Afrique on voyait un monde de consommateurs pour les produits français. Cette tendance du système colonial, affirmée depuis plusieurs années dans les milieux anglais, se répandait peu à peu en France, sur le point de devenir elle aussi une puissance industrielle. Aussi, malgré les suggestions de Berthezène, le commerce marseillais que ses transactions séculaires avec les pays musulmans riverains de la Méditerranée mettaient à même de mieux juger du prochain développement économique africain, resta convaincu que notre établissement dans l'ancienne Régence, considéré à un point de vue exclusivement utilitaire, constituait une bonne affaire pour le pays. Les députés de Marseille pressèrent à plusieurs reprises le Ministère de se prononcer en toute franchise sur la question d'Alger. En 1832, au cours de la première discussion sérieuse qui eut lieu à la Chambre des Députés à ce sujet, M. Reynard somma le gouvernement de s'expliquer afin de rassurer les commerçants de Marseille. Des capitaux considérables avaient été engagés, d'autres le seraient demain si l'on était certain que nos troupes n'évacueraient pas l'Afrique. Soult répondit par une promesse évasive et, malgré la réplique cinglante de ce même député, la majorité parlementaire, fort peu disposée à se lier par un vote définitif, approuva les paroles du Ministre. Cette attitude hésitante n'empêcha pas les Marseillais de demander toujours plus hardiment le maintien de la domination française en Afrique, d'y rallier les autres méridionaux ; leur ville était d'ailleurs en plein développement (2) et les promesses de l'avenir africain ne pouvaient que contribuer à accroître cette prospérité. Un établissement colonial français à Alger, ou du moins commercial, voilà ce que réclameront, ce qu'exigeront bientôt les députés et les membres des Chambres de Commerce du Midi.

XII

Le problème des avantages d'une colonie

« Coloniser, c'est s'enrichir » avait dit Clauzel et, cette brève formule sur les avantages des colonies, les commerçants marseillais l'ont répétée après lui. Peut-être la comprenaient-ils autrement, lui affirmant en même temps le besoin d'une exploitation méthodique du sol et la nécessité de son peuplement par les Euro-

(1) Archives parlementaires. Séance du 21 mars 1832. Chambre des Députés.

(2) Le baron Lanusse à Berthezène, 6 juin 1833. Pièce citée. Document inédit.

péens (1), eux entendant par là le maintien et l'extension de l'autorité française en Afrique pour multiplier les relations commerciales avec les tribus indigènes. Coloniser, c'est s'appauvrir, laissera entendre Berthezène et avec lui dans la même condamnation des entreprises coloniales se rencontrèrent les économistes de l'école libérale, les grands propriétaires fonciers (2) et des parlementaires comme Passy, de Sade, Desjobert, Dupin.

Jamais, s'écrie Berthezène en achevant son discours en 1833, les possessions d'outre-mer n'ont été un élément de richesse et de prospérité pour la France : « Messieurs (3), il est une vérité fâcheuse et bonne à rappeler. Toujours les établissements d'outre-mer furent *onéreux* à la France ; le plus important de tous, « objet d'un long engouement, celui des Indes, en dernière analyse, coûta au « Trésor la somme énorme de 400 millions, sans autre résultat que celui d'avoir « enrichi quelques intrigants. Serons-nous plus heureux sur les côtes d'Afrique ? « Je le désire et n'ose l'espérer. Si les mêmes causes amènent les mêmes effets, « j'ai déjà lu dans les annales des colonies le sort qui nous y attend ». A ces déclarations dans la Chambre des Pairs vinrent, quelques mois après, s'en ajouter d'autres faites à la tribune des Députés, et celles-là non moins retentissantes et non moins catégoriques. Elles devaient porter d'autant mieux qu'elles furent prononcées pendant le débat qui s'engagea au sujet de l'enquête faite par la Commission d'Afrique. La question d'Alger fut l'objet en avril et en mai 1834 d'un débat long et passionné. Le premier député qui parla, M. de Sade, orateur disert et élégant, mit en garde ses collègues contre « la plus folle des entreprises » ; il les menaça, s'ils la poursuivaient, de voir « s'ouvrir un gouffre dans lequel viendront, « dit-il (4), s'engloutir toutes les richesses du pays ». M. Dupin, président de la Chambre, une des plus hautes personnalités parlementaires, pense que « la colonisation est une chose absurde (5) », et il veut hâter le moment qui libérera son pays d'un fardeau si lourd que la nation ne pourra ni ne voudra le supporter plus longtemps. M. Passy, président de la Commission des Finances, estime de son côté qu'Alger est « une détestable possession, un boulet que la France traînera après elle et qui embarrassera longtemps sa marche en Europe » ; il donnerait volontiers l'Afrique pour « une bicoque du Rhin (6) ; le marché serait bon ». Ainsi, en 1833 par Berthezène, en 1834 par des hommes politiques disposant d'une grande influence sur la Chambre, fut posé le problème de la valeur économique des établissements coloniaux et notamment de nos possessions d'Alger ; c'était la question essentielle, celle qui en dernière analyse devait être soulevée.

Au cours de cette discussion prolongée où les adversaires de la colonisation semblent s'être partagé les rôles, il est bien curieux que les principaux arguments qu'ils firent valoir étaient précisément ceux que Berthezène s'était plu à développer dans sa correspondance et dans son discours de 1833. Pas d'avantages politiques : faut-il en effet appeler de ce nom l'obligation pour la France de laisser à Alger 30.000 soldats ? Compte-t-on comme des profits les embarras de

(1) Clauzel : *Nouvelles observations sur la colonisation d'Alger*, p. 28.

(2) Baron Lacuée : *Opinion sur la colonisation d'Alger*, Passim.

(3) *Discours du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

(4) Archives parlementaires : *Séance du 28 avril 1834*. Chambre des Députés.

(5) Archives parlementaires : *Séance du 29 avril 1834*. Chambre des Députés.

(6) Archives parlementaires : *Séance du 1^{er} mai 1834*. Chambre des Députés.

notre diplomatie et l'hostilité latente de l'Angleterre ? — Pas d'avantages sociaux : les Européens et en particulier les Français ne viendront qu'en petite quantité, ils ne s'acclimateront pas ; les indigènes ne se laisseront pas dépouiller de leurs terres et, si on les leur arrache, ce sera par vol ou violence ; colonisation a toujours signifié refoulement ou extermination du vaincu par le vainqueur. — Pas d'avantages économiques enfin : des promesses agricoles que les expériences démentent, des possibilités commerciales que l'on trouverait ailleurs et, à côté de cela, une certitude de dépenses sans compensations probables, un appauvrissement de la nation.

C'est ce dernier argument que l'on reprit, que l'on amplifia. Sous quelle autre forme que celle de l'intérêt immédiat, les Chambres françaises de 1834 pouvaient-elles envisager la conservation d'Alger ? Issues du régime censitaire, composées de riches bourgeois et de gros propriétaires fonciers, les députés — M. Jouffroy le leur reprochera plus tard — ne considèrent la conquête africaine que comme une affaire ; elle est bonne ou mauvaise ; si elle doit rapporter de l'argent, qu'on la poursuive ; si au contraire elle doit être onéreuse, qu'on en arrête immédiatement les frais. Le raisonnement était fort simple comme on le voit : « La seule question, dit M. de Sade (1), est de fixer si cette possession nous est utile ou désavantageuse. Si elle est désavantageuse, il n'y a aucun déshonneur à y renoncer, tandis qu'il y aurait la plus inconcevable duperie à la garder ». Même langage avait été tenu par Berthezène un an auparavant : « Deux fois, dans le cours de cette session (2), nos établissements d'Alger ont été le sujet de discussions longues et passionnées, sans que la question capitale, celle des avantages que la France peut s'en promettre, ait été résolue ; à peine si quelques orateurs l'ont abordée ; de sa solution toutefois dépend le chiffre des sacrifices que doit s'imposer l'État. Il est évident que la limite des uns doit être la borne des autres ; hors de là, il y aurait dommage pour la chose publique ». C'était donc, semble-t-il, une simple balance de chiffres à établir, un compte de doit et avoir sur le vu duquel la Chambre statuerait. Les députés et les pairs comprendraient aisément de quel côté était l'intérêt bien entendu de la France.

Que ces calculs s'appuient en outre sur des arguments un peu plus relevés, et tous alors, Députés et Pairs, de se déclarer convaincus et satisfaits. Or, l'économie politique « science nouvelle, dira Lamartine (3), qui donne ses axiomes pour des faits et ses paradoxes pour des vérités » les leur fournira par la bouche de M. Passy. Elle leur dira que les colonies sont inutiles, que les nations européennes peuvent se procurer les produits coloniaux ailleurs que dans leurs propres colonies et à des prix souvent inférieurs aux prix qu'elles sont obligées de payer dans leurs possessions d'outre-mer, qu'avec le libre-échange triomphant l'avantage de posséder quelque région sous les tropiques disparaîtra et qu'enfin la libérale Angleterre elle-même en est arrivée à douter de sa politique de conquêtes et d'annexions au-delà des mers. Bâtissant sur des principes un monde de l'industrie et du commerce tel qu'il devait être chez toutes les nations, l'école libérale pouvait espérer à ce moment voir s'étendre ses théories en Europe et en Amérique ; l'affranchissement des colonies espagnoles laissait prévoir l'ouverture

(1) Archives parlementaires : Séance du 28 avril 1834. Chambre des Députés.

(2) Archives parlementaires : Séance du 17 avril 1833. Chambre des Pairs.

(3) Archives parlementaires : Séance du 3 mai 1834. Chambre des Députés.

des marchés de l'Amérique du Sud et les Européens pourraient venir y puiser toutes les denrées coloniales dont ils auraient besoin.

Attaqués par les économistes, les partisans de la colonisation algérienne se laissèrent entraîner sur le terrain de cette comptabilité commerciale et agricole ; parfois même, par une singulière faute de tactique, ils portèrent là-dessus le débat. Clauzel fut le plus ardent à soutenir la discussion ainsi engagée ; devant lui se dressa Berthezène. Tous deux en 1833 personnifièrent devant la nation les deux opinions opposées que l'on pouvait avoir sur Alger. Chez l'un, confiance illimitée, mais qui ne reposait que sur des probabilités ; chez l'autre, défiance profonde, qui prétendait s'appuyer sur des faits.

Comme on ne connaissait que très imparfaitement les produits de la Régence, que les essais tentés n'avaient encore donné aucun résultat décisif, Clauzel procéda par comparaison avec les pays dont le climat paraissait se rapprocher le plus de celui d'Alger. Il prêta à l'Afrique du Nord les ressources de l'Amérique, de Haïti et des Antilles et il laissa ainsi espérer à la France un revenu immédiat de sa nouvelle colonie. En trois années seulement et pour peu que la métropole sût faire les sacrifices nécessaires en argent et y attirer les hommes, Alger et les ports voisins enverraient de ce côté de la Méditerranée cent millions de coton, de sucre et de café ; la France serait libérée de la contribution annuelle qu'elle versait à l'étranger pour se procurer ces denrées (1). Quelles sources de progrès matériels pour l'Algérie et quelle économie pour la Métropole ! Ces exagérations, que chaque jour venaient contredire un peu plus les rapports officiels, et aussi des prévisions fantaisistes sur l'importance du commerce avec l'intérieur de l'Afrique compromirent, plus qu'on ne le croit généralement, la cause algérienne.

Trop belle était l'occasion offerte à ses adversaires pour qu'ils la laissassent échapper. Berthezène avait attaqué habilement : « Je sais bien qu'en échange « de nos hommes (2) et de nos millions, on nous offre des promesses magnifiques ; « mais sur quelles données positives ou au moins sur quels calculs probables, je « ne le vois pas ; devons-nous y croire sur parole ? Serait-ce la première fois que « nous serions dupes des prestiges d'autrui ou de nos propres illusions » ? En 1834, M. de Sade s'ingénia à mettre en regard de ce que nous coûtait annuellement notre possession d'Afrique, ce qu'elle pouvait bien nous rapporter : aux dépenses, il trouvait 40 millions ; aux recettes, en les supputant bien, il ne découvrait que

(1) On trouve, dans la *Notice sur Alger* de Caze, le tableau suivant emprunté à une publication officielle de l'époque :

Produits que la France tirait de l'Etranger en 1830 :			
34.000.000	kilos de soie qui coûtent au moins.....	40.000.000	fr.
400.000	— de cire — —	1.000.000	—
5.000.000	— d'oranges et citrons —	3.000.000	—
11.000.000	— de sucre — —	6.000.000	—
5.500.000	— de tabac — —	3.000.000	—
30.000.000	— d'huile d'olive — —	25.000.000	—
8.000.000	— de riz — —	4.000.000	—
4.500.000	— de chanvre — —	3.000.000	—
1.200.000	— de lin — —	1.500.000	—
34.000.000	— de coton — —	55.000.000	—
1.200.000	— d'indigo — —	24.000.000	—
Total.....		165.500.000	—

(2) Archives parlementaires : *Séance du 17 avril 1833*. Chambre des Pairs.

1.600.000 francs ; et, comme espérances, non pas les produits tropicaux qui probablement n'y réussiront jamais, mais des produits agricoles identiques à ceux de l'Europe : « Si cette colonie, ajouta-t-il (1), ne nous donne que les mêmes « produits que notre territoire, nous n'y aurons aucun moyen d'échange. Nos « agriculteurs vont s'élever contre l'introduction des blés ou des laines d'Alger. « Tout ce que vous pouvez espérer, c'est que, après un fort long temps, ce pays « pourra peut-être suffire à la nourriture de ses habitants et à ses dépenses inté-
rieures ; mais il nous enlèvera des hommes pour le garder ». L'Algérie concurrente de la France dans un délai plus ou moins long ! L'argument portait autant et plus que celui des dépenses que l'occupation exigeait. Enfin M. Passy, avec l'autorité que lui donnait la présidence de la Commission des Finances de la Chambre, taxa d'imprévoyance et de folie l'attitude des députés colonisateurs : « Moi, homme de chiffres, dit-il (2), puisqu'on a bien voulu me dénommer ainsi, « je n'entrevois, je le déclare, pour résultat de la colonisation qu'une série de « pertes et de sacrifices sans compensation... J'affirme que, si l'un d'entre vous « consentait à aventurer son avenir, sa fortune, ses ressources sur des chances de « succès aussi incertaines, aussi fragiles que celles que présente la colonisation « du terrain algérien, je ne balancerais pas à le taxer d'imprévoyance et de folie. « Et, si la France persiste, si elle continue à sacrifier, comme elle l'a fait jus-
qu'ici, le sang et les trésors de ses enfants à un but que tout atteste qu'elle « n'atteindra pas, je ne pourrai en toute conscience tenir sur ses actes un autre « langage ».

Et quelles étaient les constatations qu'apportait la Commission d'Afrique ? Dans quel état se trouvait la colonie après quatre années d'occupation ? Si les commissaires s'étaient prononcés à la majorité pour le maintien de nos troupes à Alger, chacun apporta à la tribune de la Chambre un véritable réquisitoire contre les actes des autorités françaises aussi bien civiles que militaires ; celles-ci n'avaient montré que de « la faiblesse et de l'hésitation », elles avaient perdu leur influence sur nos nationaux et leur prestige sur les indigènes ; celles-là, faute de haute direction, n'avaient montré qu'une « activité (3) peu féconde en résultats utiles, souvent imprudente et dommageable ». La conclusion était que l'on avait reculé plus qu'on avait avancé : « Nous avons marché (4) à pas rétro-grades, et si des mesures énergiques et protectrices ne viennent pas au secours « de la propriété, la colonie touche à sa fin ».

Mais, si au lieu de juger de l'Algérie par son utilité immédiate ou par les résultats actuels qu'on y a obtenus, on élève le débat et on considère l'avenir, la thèse anticolonisatrice, chère à de nombreux députés de 1834, ne perdra-t-elle pas son apparence de solidité logique ? Instinctivement, sans se rendre compte des raisons qui le poussaient, le peuple était acquis à la conservation d'Alger ; plusieurs députés, entre autres MM. Laurence, Mauguin, Lamartine, traduisirent ces aspirations nationales. Lamartine les appuya des leçons de l'histoire : « Des exemples « dit-il (5), prouvent en deux mots ce qu'une heure de logique est impuissante

(1) Archives parlementaires : *Séance du 28 avril 1834*. Chambre des Députés.

(2) Archives parlementaires : *Séance du 1^{er} mai 1834*. Chambre des Députés.

(3) Commission d'Afrique : *Procès-verbaux*, I, p. 117.

(4) Commission d'Afrique : *Rapport sur la colonisation*, p. 339.

(5) Archives parlementaires : *Séance du 3 mai 1834*. Chambre des Députés.

« à démontrer. Que serait la Grèce dans l'histoire sans ses colonies d'Asie, de Sicile et d'Italie ? Que serait Rome sans ses colonies sur tout l'univers romain ? Que serait l'Espagne sans ses colonies du Nouveau Continent ? Qu'eût été la Hollande ? Que serait l'Angleterre sans son système d'existence universelle « et d'ubiquité coloniale ? Qu'importe que les Indes lui coûtent plus ou moins de « cet or que son immense mouvement commercial a accumulé dans ses mains ? » Et, à la lumière de ces enseignements, ce député poète repousse comme une pensée funeste, antinationale et antihumaine la pensée d'évacuer l'Afrique : « Eh ! « quoi ! les nations n'ont-elles qu'une balance de chiffres à établir ? Et serions-
« nous descendus à ce degré de matérialisme social que l'arithmétique dut s'asseoir seule dans les conseils de la Chambre et du gouvernement et peser seule « sur les résolutions de ce noble pays ? Si l'or a son poids, la politique, l'honneur « national, la protection désintéressée du faible, l'humanité n'ont-ils pas le leur ? « Abandonnerions-nous ces mers à leurs pirates ? »

Lamartine avait raison ; le sentiment public se serait soulevé contre tout projet d'abandon, et le gouvernement le savait bien puisque, par la voix de Soult, le Ministère déclara à cette chambre désarmée que sa ferme intention était de conserver Alger. Même des députés, tels que Passy, si persuadés pourtant de l'inutilité de la conquête, étaient obligés de reconnaître que le conseil, donné au gouvernement par les impatients de faire rentrer immédiatement les troupes françaises en France, était imprudent et lui serait funeste. On reculait donc devant l'instinct populaire, devant ce que l'on nommait avec dédain les illusions, les vanités, la « gloriole » de la foule. Le bon sens de la nation fit justice ce jour-là des préventions de Berthezène et des négations des hommes politiques. Alger, terre française, fut sauvée.

Il nous serait évidemment trop facile d'opposer la réalité d'aujourd'hui aux sombres prophéties d'alors. La France a gagné à la conquête et à la colonisation d'Alger un accroissement de force politique et militaire et une prospérité économique grandissante. La plupart des arguments dont s'était armé Berthezène et qu'avaient repris les députés de 1834 ont été reconnus sans valeur et se sont retournés à la longue contre les contempteurs des possessions coloniales. Pourtant, il a fallu près de trois quarts de siècle, la durée de plus de deux générations, pour amener un changement radical dans les idées. En 1886, la tribune française a retenti des mêmes diatribes contre nos récents établissements coloniaux en Indo-Chine et elles ont failli entraîner l'évacuation du Tonkin. Toujours les dangers d'une politique d'aventures ; toujours les dépenses épuisantes ; toujours l'asservissement des peuples indigènes et les menaces de perpétuelles insurrections : les séances de la Chambre des Députés rappellèrent celles de 1834. De la persistance de cette opposition, le fait pourrait étonner si l'on n'en trouvait pas la raison d'être dans l'erreur de perspective commise de bonne foi par tous ceux qui ont voulu juger les colonies d'après les entreprises individuelles. Celles-ci offrent un caractère d'utilité immédiate ou prochaine ; celles-là présentent des avantages lointains et indirects. Vouloir apprécier les unes et les autres suivant les mêmes méthodes conduit nécessairement à des erreurs.

Dire, après Bacon, qu'il en est d'une colonie comme d'un bois que l'on plante, affirmer, avec d'autres économistes, que la colonisation est un placement de père de famille n'est pas suffisant, et cela n'a convaincu personne ; ce dernier mot a

été amèrement relevé. Ajouter, avec M. Chailley (1), que la génération qui sème ne connaît que les charges d'une colonie et que seule la postérité récolte, reste encore imprécis. La colonisation nous paraît être non seulement un placement de père de famille, mais avant tout un placement d'Etat ; c'est en s'élevant au point de vue collectif ou plutôt national qu'elle peut être défendue ; car c'est la nation entière, plus que les individus, qui finit par moissonner : son commerce, son industrie, sa navigation se développent, sa puissance politique et militaire grandit. Qui oserait soutenir aujourd'hui, dans notre siècle de concurrence mondiale, que la France n'a point gagné à ce placement d'Etat qu'a été la possession de l'ancienne Régence ?

En définitive, l'accumulation des critiques entassées contre la colonisation projetée de l'Afrique du Nord par Berthezène et les arguments que surent en tirer les adversaires résolus de toute entreprise coloniale, s'ils ne parvinrent pas à faire évacuer notre conquête, eurent pourtant une conséquence presque aussi fâcheuse. Impuissants à obtenir de la Chambre et du Gouvernement l'abandon immédiat, les anticolonisateurs, alliés à ceux qu'effrayaient les menaces de très grosses dépenses, s'employèrent de toutes leurs forces à empêcher le vote du moindre crédit en faveur de la mise en valeur de notre colonie ; ils espéraient que l'absence prolongée de résultats finirait par lasser la France et leur donner gain de cause. Clauzel avait déposé une proposition tendant à ouvrir un crédit de 400.000 francs pour coloniser Alger. Les députés, qui s'étaient élevés contre le maintien de nos troupes en Afrique, combattirent cet accroissement de dépenses sous prétexte qu'en le votant on consacrerait le principe de l'occupation africaine ; d'aucuns ne voulaient à aucun prix de la colonisation officielle ainsi amorcée ; beaucoup, partagés entre le désir secret d'abandonner Alger et la volonté de ménager l'opinion, trouvèrent le moyen habile de se prononcer à la fois contre l'évacuation et la colonisation. La manœuvre était assez grossière. M. de Salvandy en dénonça le danger : « Les uns, dit-il (2), demandent qu'on maintienne « Alger, en ne lui donnant aucun moyen de vie, aucun élément de force, en privant ce vaste établissement de toute force morale, en annonçant que la France « ne s'y maintient que provisoirement, c'est-à-dire avec l'arrière-pensée de l'abandonner le jour où le sentiment national auquel on cède aujourd'hui sera « distrait par les événements, découragé par les dépenses improductives, affaibli « enfin par le temps, tandis que nous, préoccupés d'un intérêt d'économie véritable, nous vous proposons de ne pas jeter 30 millions aux sables du désert ; « nous vous proposons, si vous conservez Alger, Bône et Oran, de les conserver « de telle sorte que ces grandes positions vous soient utiles et qu'elles vous dé-

(1) Cette opinion de M. Chailley a été citée par M. Arthur Girault dans ses *Principes de colonisation et législation coloniale*, p. 41 : « Il résulte de là, dit M. Chailley, que ceux qui ont critiqué « une entreprise coloniale à ses débuts sont en droit jusqu'à la tombe de maintenir leurs critiques. Ils ne songent pas à ce qui adviendra après eux ; ils mesurent à eux-mêmes la vie et les progrès d'une colonie et d'une nation ; aussi une et parfois deux générations poursuivent de leurs sarcasmes injustes une colonie et ses partisans. Ils meurent et le silence se fait. La colonie commence à prospérer. Quand elle atteint sa plus haute fortune, ceux qui l'ont si fort combattue ne sont plus là pour faire amende honorable ; la génération première ne critique plus, mais la génération nouvelle ne songe pas à louer un état de choses qui lui paraît tout naturel. Et toutefois, quand on se lance dans une nouvelle entreprise coloniale, elle se montre à son tour avare d'encouragements et prodigue de blâmes. L'expérience passée n'a servi à rien ».

(2) Archives parlementaires : *Séance du 3 mai 1834*. Chambre des Députés.

« dommagent de vos sacrifices par l'expectative de beaux résultats ». Mais la campagne dans les Commissions de la Chambre avait été si active, la politique du gouvernement si obscure, que la majorité des Députés vota contre l'accroissement proposé. De longtemps, personne n'osera plus parler de dépenses à affecter à la colonisation algérienne. Près de dix années furent ainsi perdues. Berthezène, s'il ne doit pas devant l'histoire supporter toute la responsabilité de ce retard, en assume pourtant la plus grande part.

* * *

Pourquoi, nous objectera-t-on, vouloir rendre ce Gouverneur responsable d'une décision politique à laquelle il ne prit aucune part puisqu'il ne faisait pas partie de la Chambre des Députés ? Et, au demeurant, les rapports qui vous semblent exister entre les préventions de Berthezène et les arguments apportés dans le débat de 1834 sont-ils bien réels ?

Assurément, il ne saurait suffire de montrer les ressemblances, si manifestes soient-elles, que l'on aperçoit entre les négations des « anticolonistes » et les déclarations de ce Général pour conclure qu'elles procèdent les unes des autres. La thèse de l'inutilité des colonies avait été fort brillamment soutenue par des polémistes et notamment par le baron Lacuée dont la brochure remontait à 1831 ; nos possessions d'outre-mer, selon cet écrivain, sont des plus onéreuses pour le budget français, soit par l'administration coûteuse que l'on a placée à leur tête, soit par la politique douanière qu'elles imposent à la nation ; qu'on se rappelle donc qu'elles ne sont qu'un legs de la Sainte-Alliance ; combien il serait désirable de se débarrasser de cette succession qui grève de sommes énormes nos finances, nous empêche de conclure des traités avantageux avec les autres nations européennes et appauvrit nos régions viticoles du Midi ! D'autres économistes avaient dit que les productions tropicales n'avaient aucune chance de succès dans l'Afrique du Nord. Pourtant, tous ces arguments, Berthezène les avait renouvelés et, surtout, il leur avait prêté une grande autorité en les reprenant à son compte.

Il en avait aussi ajouté de nouveaux, et ce n'étaient pas les moins graves : insalubrité extrême du pays, acquisition des terres par des manœuvres frauduleuses, inconvénients de la colonisation par l'Etat, insécurité persistante à laquelle on ne saurait remédier que par une politique de complaisance et de faiblesse. Il importe d'ajouter que c'est sous son commandement en Afrique que s'exerceront les plus violents excès du pouvoir militaire et que s'entasseront les ruines dans la ville et dans ses environs ; comment dans ces conditions ne pas douter de l'avenir d'Alger ? Comment songer à coloniser ?

Ces préventions, il ne s'est pas contenté de les faire connaître au Ministre en 1831 ; il les a propagées les années suivantes dans les milieux parlementaires ; souvent même il les a aggravées. Nommé pair de France en octobre 1832, il siégea à la Chambre des Pairs en 1833 et saisit l'occasion de la discussion du budget pour prononcer son grand discours de 1833. Or, il ne parla que pour « réfuter ce « qui avait été dit dans la Chambre des Députés en faveur de l'Algérie » par Clauzel ; il le dit expressément dans une lettre à sa femme (1), datée du jour mé-

(1) *Lettre à sa femme, 17 avril 1833. Pièce citée. Document inédit.*

me où il monta à la tribune. Il a été fort complimenté, il est satisfait ; peut-être, ajoute-t-il, « Cl... me lâchera toute la meute de journalistes qu'il tient dans sa « manche ». Il s'en moque et attend. — Quatre jours après, le 21 avril (1), nouvelles confidences : son discours a « fait grand bruit et beaucoup de sensation, « non seulement dans les Chambres, mais dans le Conseil du Roi et dans le public ». Et toujours il est question de son rival ; il lui suppose l'intention de recourir aux journaux pour faire « courir sur lui ». A la Chambre, Clauzel et deux de ses amis ont essayé de lui répondre, mais ils n'ont récolté qu'indifférence et protestations : ce qui me fait plaisir, conclut-il, c'est que mon discours a achevé « de discréditer Clauzel et qu'il ne jouit plus à la Chambre d'aucune considération ». — Enfin, le 29 avril, il revient encore sur le retentissement qu'a eu son discours, qui fit, déclare-t-il (2), « plus d'effet » à la Chambre des Députés qu'à la Chambre des Pairs. La confession est utile à retenir : car c'est principalement parmi les Députés que se recrutera le parti hostile à l'Algérie. Là, ses critiques ont éveillé l'espoir de l'évacuation prochaine de la colonie. De ce moment, on va se préparer pour le grand débat que chacun sent prochain et qui décidera de l'avenir de la conquête.

Dans le Conseil du Roi, les paroles de Berthezène avaient jeté aussi quelque trouble ; des divergences de vues s'étaient produites entre les Ministres. Deux partis se formèrent, l'un pour, l'autre contre l'occupation d'Alger ; la tâche du Gouvernement en était rendue plus délicate. Dans le rapport qu'il adressa au Roi, le 7 juillet, Soult parle de cette agitation : « On s'est demandé (3) si (les « avantages) que la France est en droit d'y chercher pour elle-même seront une « compensation suffisante des sacrifices que lui impose l'occupation... Des « passions politiques et privées se sont mêlées à ces questions ». Pour dissiper ces doutes, pour ôter prétexte à des attaques sans fondement, le gouvernement s'est décidé à nommer une Commission d'enquête et à l'envoyer sur place. Ainsi ce sont surtout les critiques de Berthezène qui ont été la cause directe de la création de la Commission de 1833.

La lutte était d'autant plus vive qu'elle se livrait entre deux hommes et autour d'eux ; elle ne fut suspendue ni par la clôture de la session parlementaire, ni par l'éloignement de Berthezène ; elle se poursuivit avec autant d'acharnement et moins de courtoisie entre personnages de moindre notoriété. Les lettres de Crevel (4), officier d'ordonnance de ce Général, ne nous laissent aucun doute sur les intrigues ourdies dans les antichambres des journaux ou dans les couloirs des Ministères ; le plus petit fait prend alors une importance démesurée et on cherche à l'expliquer par les raisons les moins avouables pour son adversaire. Puis les Maures, chassés d'Alger, furieux adversaires de Clauzel, grands amis de Berthezène (5), interviennent à leur tour ; un d'entre eux publie un gros ouvrage qui n'est qu'un pamphlet ; *le Miroir* paraît en octobre 1833. On le lit avidement dans les Bureaux du Ministère de la Guerre, on se le passe de main en main (6).

(1) *Idem*, 21 avril 1833. Pièce citée. Document inédit.

(2) *Idem*, 29 avril 1833. Pièce citée. Document inédit.

(3) *Commission d'Afrique*, I, p. 1 et 3.

(4) *Lettres de Crevel à Berthezène*, l'une du 1^{er} juillet, l'autre du 11 décembre 1833. Pièces citées. Documents inédits.

(5) On trouve dans les papiers personnels de Berthezène plusieurs lettres de Bouderbah, du bey de Titteri, d'Hamden.

(6) *Lettre de Crevel à Berthezène*, 11 décembre 1833. Pièce citée. Document inédit.

Lire une diatribe contre une des hautes personnalités militaires, quel plaisir pour des subalternes ! Peu à peu, on crée autour des partisans de la colonie une atmosphère de suspicion ; mieux encore, on laisse entendre que la lutte est ouverte entre la bonne foi et la probité d'un côté et le mensonge et la malhonnêteté de l'autre.

Pendant ces derniers mois de l'année 1833, on se demande non sans anxiété dans certains milieux quelles vont être les conclusions de la Commission d'enquête ; on la suit dans ses déplacements à Alger, on accueille avec plaisir les nouvelles qui parlent des difficultés qu'elle rencontre. Apprend-on qu'elle a été reçue à coups de fusil dans la Métidja et qu'en rentrant à Alger elle a trouvé sur la route les cadavres mutilés de cantiniers et de cantinières que les Arabes venaient d'assassiner, on ne peut s'empêcher d'écrire : « Je suis fâché de cet événement, mais j'avoue qu'il n'a jamais été plus opportun (1) ». Cela prouve que l'on attendait d'elle une condamnation de l'occupation.

Les commissaires rentrèrent en France à la fin du mois de novembre ; le Ministre leur adjoignit, par ordonnance royale du 12 décembre 1833, d'autres Pairs et Députés ; tous devaient élaborer un rapport général dont les conclusions seraient soumises aux Chambres au cours de la session parlementaire de 1834. C'était, pour les adversaires de la colonisation, le moment d'agir. Or, Berthezène était malade ; tous ceux qui comptaient sur lui pour mener l'attaque le pressaient de revenir à Paris ou se lamentaient sur son absence ; les indigènes surtout étaient au désespoir. Le Général pressa alors la publication de son livre : *Dix-huit mois à Alger*. Le débat sur l'Afrique devait s'ouvrir le 28 avril ; il importait que le livre fût prêt à la fin de janvier et surtout qu'il fût distribué aussitôt ; c'est bien vers cette date qu'il fut livré ; des lettres de remerciements parviennent à l'auteur, dès le 22 février ; un journal de Montpellier, *le Messager*, en rend compte dans son numéro du 5 et se félicite qu'il arrive à point pour le prochain débat de la Chambre. Les premiers exemplaires furent envoyés à Paris à la fin de ce mois ; les Pairs et les Députés en reçurent, ainsi que les officiers du Ministère de la Guerre. Berthezène en adressa un à son Altesse Royale, le prince d'Orléans ; il le lui fit remettre par un de ses amis. L'intention du Général n'est pas douteuse ; au moment où se discutera la question d'Alger, son livre précisera toutes les raisons qu'il a depuis longtemps développées contre l'occupation de l'Afrique.

L'absence de Berthezène, son éloignement enlèveront au débat de 1834 le ton personnel et l'allure passionnée des discussions de 1833. Les arguments restent les mêmes ; s'ils sont étayés de nouveaux faits et appuyés de théories économiques récentes, on les reconnaît aisément sous la forme un peu différente qui leur est donnée. Les documents que nous publions permettront de juger jusqu'à quel point les préventions de ce Gouverneur contre la colonisation d'Alger ont pu influencer sur le débat et le vote qui le termina.

(1) *Lettre de Noirel à Berthezène*, 25 septembre 1833. Pièce citée. Document inédit.

PAPIERS PERSONNELS DU GÉNÉRAL BERTHEZÈNE RELATIFS A LA COLONISATION DE L'ALGÉRIE

Note préliminaire

Les documents que nous publions sont classés, et par nature de questions traitées, et par ordre chronologique. Si nous avions entrepris une publication complète de toutes les pièces — ce que nous comptons faire plus tard dans la *Collection des Documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830* — nous aurions adopté exclusivement l'ordre chronologique qui s'impose. Il nous a paru qu'en présentant ici seulement quelques lettres ou rapports, nous pouvions déroger à ce principe, afin d'éviter au lecteur des recherches souvent assez longues. Nous avons cru aussi devoir reproduire trois ou quatre lettres déjà connues, mais qui, détachées du reste de la correspondance, perdaient de leur valeur ou s'expliquaient mal.

Autant que cela nous a été possible, les documents ont été donnés in extenso, en ce sens que les lettres, bien que contenant des indications sur des faits fort différents, sont complètes. Pourtant, dans le dossier où nous avons puisé, certaines ne sont qu'à l'état de copies et d'extraits ; tels sont les fragments de dépêches concernant les Parisiens et les colons allemands. Ce sont là de simples parties de communications plus longues faites par Berthezène au Ministre et que l'on trouvera dans leur intégralité aux Archives du Ministère de la Guerre. Parfois aussi, soit à cause de leur longueur, soit surtout à cause de leur caractère privé, nous nous sommes contenté d'analyser les unes, et de détacher des autres les renseignements importants (rapport Garidel, lettres à sa femme).

Dans cette publication, nous avons respecté scrupuleusement l'orthographe de tous les noms, surtout des noms propres. Or, comme on le verra, certains noms sont orthographiés de façons fort différentes par les auteurs ou par le même auteur. Cela n'empêche point de les reconnaître. Au début de la conquête, aucune règle fixe n'avait été établie dans la transcription des noms arabes, et, aujourd'hui encore, les écrivains en prennent le plus souvent fort à leur aise en cette matière. Principalement, en ce qui concerne les personnages marocains dont il est question dans les lettres de Berthezène, du général Boyer, du vice-consul Delaporte, les différences de transcription sont considérables.

Les notes explicatives ont été réduites au strict indispensable. Le plus souvent, ce sont des citations empruntées aux historiens ou écrivains de l'époque, dont il

était utile de rapprocher les opinions de celles de Berthezène ; d'autres sont empruntées aux notices officielles, que le Ministère de la Guerre a fait établir à la demande de MM. Yver, professeur à la Faculté des Lettres d'Alger, et Esquer, archiviste du Gouvernement général. Nous les avons cependant complétées en rappelant brièvement le rôle qu'avaient joué en Algérie les officiers ou fonctionnaires dont les noms étaient cités et les états de service indiqués.

Quant aux documents publiés, ils ont été classés sous plusieurs rubriques : 1^o *Instructions du Ministre de la Guerre* ; 2^o *Affaires Marocaines* ; 3^o *Salubrité* ; 4^o *Domaines* ; 5^o *Les Parisiens* ; 6^o *Colonisation et population* ; 7^o *Affaires Indigènes* ; 8^o *Affaires Militaires* ; 9^o *Affaires diverses* ; 10^o *Lettres postérieures à son commandement en Afrique*.

Nous aurions désiré que le classement correspondît aux divers chapitres du mémoire préliminaire de façon à faciliter la consultation des pièces citées. Mais, parmi les idées exprimées par Berthezène, certaines ne se trouvent complètement développées que dans son discours du 17 avril 1833 à la Chambre des Pairs et dans son ouvrage *« Dix-huit mois en Afrique »*, — discours et ouvrage publiés et connus dont nous n'avons pas à reproduire ici des extraits — ; d'autres, plus particulières et inspirées par les exigences du moment, avaient pris dans la correspondance une place importante (*Affaires Marocaines, Les Parisiens, Les Domaines*) ; elles méritaient d'être classées à part.

I. — INSTRUCTIONS DU MINISTRE DE LA GUERRE

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. G. G. — E, 12²

Paris, le 31 janvier 1831.

Monsieur le Général,

Le lieutenant-général comte Clauzel ayant exprimé le désir de quitter Alger le 1^{er} février pour rentrer en France, l'intention du Roi est que vous partiez immédiatement pour aller prendre le commandement par intérim de la division d'occupation à Alger.

Cette division se compose :

1^o De 4 régiments d'infanterie de ligne, les 15^e, 20^e, 28^e et 30^e qui recevront leur 3^e bataillon et les détachements nécessaires pour compléter chaque bataillon à 895 sous-officiers et soldats

2^o De deux forts escadrons de chasseurs du 17^e régiment. Ce détachement de cavalerie se compose de 2 escadrons du 17^e dans lesquels le lieutenant-général comte Clauzel a fait verser l'escadron du 13^e.

3^o De détachements d'artillerie et du génie.

4^o Du personnel de l'administration.

5^o Du corps de Zouaves (1) qui pourra être porté de 2.500 à 3.000 hommes.

(1) Les Zouaves furent créés par Clauzel. Voir une longue lettre de ce Général au Maréchal Gérard, alors Ministre de la Guerre, datée du 15 septembre 1830 et citée par nous dans notre étude sur Clauzel (p. 36 et suiv.). Sans contester entièrement à son prédécesseur l'initiative de cette création, Berthezène attribue la première idée à d'Aubignosc :

« Ce fut d'Aubignosc, écrit-il le 14 mars 1831 au Ministre de la Guerre, qui proposa au Maréchal de Bourmont de former un corps de Zouaves, semblable à celui qu'il avait vu à Tunis. Le Maréchal de Bourmont approuva l'idée et un agent fut appelé pour régler « une capitulation avec la tribu des *Zouavas*. » Mais, peu après, le Maréchal Clauzel chargea un Maure, Abd-er-Rahman, d'en rôler (directement) des indigènes. La mauvaise saison en fit trouver beaucoup dans les rues. Deux bataillons furent vite formés. On eut, en janvier 1831, au 1^{er} bataillon, 529 hommes, au 2^e, 85 ; mais bientôt les désertions se produisirent. Le 15 février, il manquait au 1^{er} bataillon 220 hommes ; au 2^e, 64 : l'amour de la liberté et le retour du printemps en fit augmenter le nombre. Il n'y eut bientôt plus d'enrôlements. On réunit les deux bataillons en un seul. »

Lettre citée par M. Klein, dans ses *Feuilletts d'El Djezaïr*, III, p. 101.

6^o De divers détachements de volontaires réunis à Paris qui ont demandé à servir en Afrique et dont une partie est déjà à Toulon où ces détachements seront embarqués pour être transportés à Alger.

Les 3^{es} bataillons partant pour Alger recevront le nombre d'hommes nécessaires, d'après la situation de l'armée au 1^{er} décembre (1), pour porter chacun des trois bataillons de chaque régiment à 895 hommes. Les 4^{es} bataillons des régiments de la division d'Alger auront le même effectif que les premiers bataillons. Restant stationnés dans la 8^e division militaire, où ils se trouvent maintenant, ils pourront avoir des relations fréquentes avec les régiments et les entretenir à l'effectif de 2.685 hommes.

Le 3^e du 28^e, ainsi que le détachement nécessaire pour compléter les deux premiers bataillons, doivent arriver sous peu de jours à Toulon et partir avec les bâtiments qui vont chercher les régiments qui rentrent en France. Les 3^{es} bataillons des autres régiments seront incessamment embarqués et transportés à Alger par le retour des convois qui doivent ramener les troupes désignées pour rentrer.

Suivant la recommandation que j'en ai faite, le lieutenant-général comte Clauzel aura conservé à Alger le personnel du génie et de l'artillerie nécessaire pour le service de la place et de la division, et il en aura été de même pour les munitions.

Les 6^e, 14^e, 17^e, 21^e, 23^e, 29^e, 34^e, 35^e et 37^e régiments doivent rentrer en France ainsi que tout ce qui leur appartient ; des mesures ont été prises pour leur prompt retour. Néanmoins, l'évacuation des malades a été différée jusqu'à une saison plus favorable. Tous ces corps seront répartis provisoirement dans les garnisons des 7^e, 8^e, 9^e et 10^e divisions militaires, afin de les laisser plus longtemps dans les climats qui se rapprochent de celui qu'ils viennent de quitter.

La division qui occupera Alger s'élève aujourd'hui à 7.167 hommes et sera incessamment portée à la force de 12.445 hommes par des déta-

(1) Voir sur cette question de la réduction des effectifs militaires notre étude sur Clauzel (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, 1^{er} trimestre 1904). Soult avait voulu ramener à 8.000 hommes environ les troupes maintenues à Alger ; Clauzel trouva le chiffre beaucoup trop faible et c'est sur ses instances que le Ministre décida de le porter à 12 ou 13.000 soldats.

« Dans l'intérêt de la France, écrivait Clauzel à Soult, le 13 décembre 1830, « je dois vous dire que vous laissez trop peu de troupes à Alger ; elles seront insultées impunément et déconsidérées aux yeux des habitants et à leurs propres yeux, comme lorsque j'ai pris le commandement de l'armée, et je m'abstendrai d'en exposer les conséquences ».

chements qui arriveront de France, sans y comprendre les zouaves ni les volontaires.

Le bon emploi que vous ferez de cette force vous mettra à même d'assurer la défense d'Alger du côté de la terre et du côté de la mer. Vous pourrez avoir un corps disponible pour tenir les dehors libres à une assez grande distance, de manière à assurer la tranquillité dans le pays et les approvisionnements d'Alger ; mais vous sentez qu'il est inutile d'envoyer au loin les détachements qui peuvent être compromis, surtout de les placer à poste fixe. Si vous êtes dans le cas de le faire, soit pour la protection de la côte et pour la garde de quelques batteries, soit pour toute autre cause de service que vous jugerez indispensable, vous ferez mettre les postes en défense et à l'abri de toute surprise. Vous devez cependant faire occuper le château de Mers-el-Kébir, comme vous le verrez dans l'instruction ci-jointe. Vous veillerez à ce que la pêche du corail, qui doit s'ouvrir au 1^{er} avril prochain, soit particulièrement protégée. Je vous parlerai de cet objet dans ma prochaine dépêche.

Je vous préviens que le traitement extraordinaire dont vous jouirez est de 3.000 francs par mois, et qu'en outre vous aurez un crédit spécial de 6.000 francs pour les dépenses secrètes. Vous ne ferez l'emploi de ce crédit que pour des motifs de service et pour des causes dont il devra être justifié par pièces. Lorsque ce crédit sera épuisé, vous m'en rendrez compte et je le renouvellerai.

Je vous préviens aussi que, sur ma proposition, le Roi a nommé M. l'intendant Bondurand (1) pour être chargé du service adminis-

(1) *Bondurand* (Alexis, baron), né le 28 décembre 1772 à Sénéchas (Gard), décédé le 4 mars 1835. Voici ses principaux états de service, tels qu'ils sont établis par une note de M. Esquer (*Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 42) :

« Commissaire des guerres, 31 octobre 1793 ; de 1^{re} classe, 20 juin 1804 ; commissaire ordonnateur, 30 août 1808 ; intendant militaire, 15 septembre 1817 ; admis à la retraite, 31 octobre 1823 ; remis en activité, 31 décembre 1830... » et nommé alors intendant en chef de l'armée d'Afrique.

Pellissier de Reynaud apprécie en ces termes son administration : « M. Bondurand, le nouvel intendant, et, par son importance administrative, le second « personnage du corps d'occupation et de l'Algérie, était un fonctionnaire recommandable à bien des égards, mais ce n'était point un homme d'une grande portée. L'administration militaire qu'il dirigea pendant longtemps avec un certain ordre matériel, ne donna jamais sous lui, et, osons le dire, longtemps encore après lui (ce qui du reste l'excuse peut-être), que de tristes preuves de son « impuissance ». *Annales Algériennes*, I, p. 166.

tratif à Alger, en remplacement de M. le baron Volland (1) qui a demandé à revenir en France.

Vous me rendrez compte de votre arrivée à Alger. Vous m'adresserez directement de fréquents rapports sur tous les détails du service de l'administration, de la police et du mouvement des ports, sur tout ce que vous apprendrez soit de la côte, soit de l'intérieur de l'Afrique.

S'il s'établissait des rapports entre vous et le gouvernement de Tunis ou de toute autre partie de l'Afrique, vous m'en instruirez afin que je puisse prendre les ordres du Roi pour tous les cas qui excèderaient vos pouvoirs.

Tous les corps ayant leurs officiers au complet, le service ne pourra manquer dans le premier moment ; et, s'il survenait des vacances, vous m'en rendriez compte aussitôt, en me faisant adresser des mémoires de proposition, pour qu'il y soit pourvu.

Je vous recommande très particulièrement de veiller à l'instruction des jeunes soldats que les 3^{es} bataillons amènent à leur régiment, ainsi qu'à leur habillement et équipement. J'ai donné des ordres pour qu'il soit fait dans ces bataillons des versements de toute nature.

Recevez, Monsieur le Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

(1) *Baron Volland*, intendant en chef de l'armée d'Afrique (16 Août 1830). Il remplaça le baron Denniée, intendant en chef de l'armée d'expédition d'Afrique ; il eut pour successeur le baron Bondurand, nommé en même temps que Berthezène. Il publia, après son départ d'Alger, plusieurs brochures, soit pour défendre sa propre administration et celle de Clauzel (Voir *Notice du baron Volland*, insérée dans les observations du général Clauzel), soit pour réfuter les dires des adversaires de la colonisation (*Réfutation du rapport de la Commission du budget en ce qui concerne nos possessions en Afrique* 1835). Dans ce dernier opuscule, il fait suivre son titre d'Intendant militaire de cette mention « Délégué des colons d'Alger ».

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12²

Paris, le 31 janvier 1831.

Monsieur le Général,

La réduction des forces de l'armée d'Afrique a fait suspendre l'exécution du projet de colonisation qui avait été présenté par le général comte Clauzel. Cette question reste indécise, sans cependant que le Roi ni son gouvernement entendent rien préjuger pour l'avenir. Jusqu'à ce moment, l'intention de sa Majesté a été de laisser seulement à Alger les troupes nécessaires pour assurer la conservation de cette ville et d'une partie du pays qui l'environne.

L'occupation d'Alger est garantie à l'Ouest par le Beylik de Tlemcen ou d'Oran ; à l'Est, par celui de Constantine. Ces Beyliks qui ont toujours dépendu de la Régence d'Alger sont aujourd'hui entre les mains de princes dont l'intérêt est de rester amis et de devenir, s'ils le peuvent, alliés de la France. La prise de possession de Médéah par nos troupes et la nomination d'un nouveau Bey, faite par le comte Clauzel, nous assure aussi le troisième beylik, celui de Titerie (1).

Conformément aux ordres du Roi, j'ai transmis à M. le Ministre des Affaires Etrangères la correspondance du général Clauzel, relative à un traité conclu, le 18 décembre 1830, avec la Régence de Tunis, pour assurer l'autorité de la France sur le Beylik de Constantine. Cette affaire, étant entièrement diplomatique et pouvant donner lieu à des réclamations de la part de diverses puissances, devait nécessairement ressortir au département des Affaires Etrangères. Je vous ferai connaître les dispositions qui seront prises en exécution des ordres de Sa Majesté.

Le lieutenant-général comte Clauzel a été à même d'apprécier

(1) *Le Titteri* était la région montagneuse qui s'étendait au Sud de Blida jusqu'à Boghari. A l'Ouest, sa limite était la trouée du Chélif, à l'Est la dépression de Sidi-Aïssa, au Sud les Steppes, au Nord l'Oued El-Hahoun, affluent du Chélif, l'Oued Tafrouit (Isser), l'Oued Mesfaïa. L'ancien beylik turc était plus étendu et avait pour capitale Médéah.

l'importance dont la possession d'Oran pouvait être pour la sûreté d'Alger et pour les intérêts de la France. Ce beylik produit une grande quantité de blé qui s'exporte ordinairement à Gibraltar, en Andalousie, en Italie et souvent en Angleterre. Au moyen de l'occupation du fort de Mers-el-Kébir (1), la France commande le port et la rade d'Oran. Dans les années de disette, elle empêchera qu'aucun chargement de grains soit dirigé ailleurs que dans ses ports. Le Bey d'Oran nous est dévoué ; avec le fort de Mers-el-Kébir, quelques centaines d'hommes suffiront pour maintenir notre influence sur Oran.

Le général Clauzel a été prévenu en conséquence que l'intention du Roi était de laisser à Mers-el-Kébir les troupes nécessaires pour assurer la conservation de ce fort. Je lui ai fait connaître en même temps qu'il ne devait pas y employer plus de 4 à 500 hommes, force supérieure à celle qui est indispensable, surtout avec un bon commandant et lorsque ce poste aura été mis dans un bon état de défense.

L'avis a été donné au général Clauzel (2) que le beylik d'Oran était

(1) *Mers el Kébir*, rade à proximité d'Oran, une des mieux abritées et des plus vastes du littoral. Elle est dominée par un fort qui la commande. Ce fort, pris sous le Maréchal de Bourmont et démantelé lorsqu'on l'évacua quelques jours après, fut réoccupé (13 janvier 1831) par le général Damrémont sur le bruit qui avait couru d'un débarquement possible des Anglais en ce point et de leur établissement dans ce fort. On trouve d'assez curieux détails sur l'état de ce fort dans les instructions que laissa au colonel Lefol le général Damrémont : « Le fort de Mers-el-Kébir, y était-il dit, a subi de grandes et nombreuses dégradations par l'effet du tremblement de terre de 1790, par la négligence des Turcs et enfin par l'exécution des ordres de M. le Maréchal de Bourmont, lorsqu'il rappela la 1^{re} expédition au mois d'août dernier. Par suite de ces ordres, la plus grande partie de l'artillerie a été jetée à la mer et seize grandes brèches ont été faites à l'enceinte par le moyen de la mine. Malgré ces ravages, malgré la perte d'artillerie, le fort reste toujours imprenable pour les ennemis que nous pourrions trouver à l'intérieur ; les brèches ont été ouvertes dans la partie du fort qui fait face à la mer et à la rade ; le côté de terre, formé d'un front bastionné dont les revêtements atteignent une hauteur prodigieuse, est complètement inaccessible et le peu d'artillerie qui y reste est plus que suffisant pour éloigner les Arabes. Le fort est très vaste et contient des logements pour 800 à 900 hommes ; on pourrait même, en profitant des restes de voûtes et de tous les abris, mettre passagèrement à couvert de 1.500 à 1.600 hommes. Dans les bâtiments, même les mieux conservés, les portes, les fenêtres, tout manque et les troupes ne sont guère mieux qu'au bivouac ». *Document inédit.*

(2) C'est le même jour, 31 janvier 1831, que le Ministre des Affaires Étrangères, le comte Sébastiani, adressait à son collègue la lettre officielle par laquelle il l'informait de la non-approbation de la convention conclue par Clauzel avec le bey de Tunis. Il y développait très longuement les raisons qui avaient fait rejeter

troublé par l'entreprise d'un parent de l'Empereur du Maroc (Mulay Aly) qui a envahi le district de Tremecen (1). De fortes raisons ayant fait croire au Général que l'Empereur du Maroc favorisait cette entreprise, il avait dirigé le général Damrémont avec quelques troupes sur Oran. En même temps, le colonel Auvray avait été envoyé auprès de l'Empereur du Maroc pour lui intimer de faire cesser les désordres excités par son parent, sous peine de voir immédiatement bloquer par la marine française le port de Tanger et celui de Tetuan. Le Consul de France a craint que cette mission ne produisît un mauvais effet près du gouvernement du Maroc, et n'occasionnât quelque mésintelligence dont les suites pourraient devenir dangereuses. Il a engagé M. le colonel Auvray à attendre des ordres à Tanger et en a informé M. le Ministre des Affaires Etrangères.

Instruit de ces circonstances, le Roi a approuvé la conduite du Consul et prescrit à son Ministre des Affaires Etrangères de lui présenter un rapport, cette affaire devant être traitée par voie diplomatique. Sa Majesté a en outre ordonné que la mission de M. Auvray ne soit pas continuée et que cet officier revienne directement de Tanger à Paris pour rendre compte des divers détails de sa mission. Des ordres ont été donnés en conséquence et j'ai rappelé au général Clauzel de ne point commencer d'opérations de cette nature sans avoir obtenu l'approbation du Roi.

J'ai indiqué dans la composition des forces de la Division d'Alger

ce traité par le Conseil du Roi. Or, si la question avait été agitée dans le Conseil et examinée sous toutes les faces, ainsi qu'en témoigne la lettre ministérielle, il est certain que Soult en connaît déjà les résultats. Il attend, pour en saisir Berthezène, d'avoir été officiellement averti par son collègue de la décision intervenue. Voir notre étude : *La Mission du commandant Huder à Tunis* (1831).

(1) Nous donnons sur les Affaires Marocaines toute une série de documents inédits. Il n'est pas sans intérêt de savoir que Clauzel, préoccupé de l'anarchie qui régnait en Oranie, autant que des prétentions secrètes de l'Angleterre, avait songé à donner à l'expédition confiée au général Damrémont un objectif plus grand et plus difficile à atteindre que l'occupation d'Oran et de Mers el Kébir. Il avait projeté de refouler les bandes de Mouley Ali ; mais, dans ce cas, il se serait mis lui-même à la tête du corps expéditionnaire : « Si les bataillons que j'attends de France arrivent avant mon départ, écrivait-il le 24 décembre 1830 au Ministre de la Guerre, il serait très possible que j'allasse moi-même à leur tête et, sans retarder le départ des troupes qui doivent rentrer en France, refouler jusque sur leur territoire les troupes de l'Empereur ». — (*Le Général Clauzel*. Bullet. Soc. de Géographie de l'Algérie, 1904, p. 23).

des détachements de volontaires réunis à Paris et dirigés sur Toulon (1). C'es hommes faisaient partie d'une association, non autorisée par le Gouvernement, qui a été dissoute. Les principaux membres se disant officiers ont demandé d'être admis à prendre du service dans telle partie du Royaume que le Gouvernement jugerait à propos de leur assigner, même en Morée ou en Afrique, s'engageant d'y emmener la plupart de leurs adhérents pourvu que les moyens d'existence et de transport leur fussent assurés. Ils promettaient en outre de les faire enrôler dans les corps qui seraient formés après leur arrivée à leur destination.

Le Roi a bien voulu approuver que ces hommes soient dirigés sur Toulon où ils seront embarqués pour être transportés à Alger. Ils sont d'abord réunis à Montargis où le général George les forme en détachements, et les met en marche sur Toulon. A la date du 21 de ce mois, 71 officiers et 1.572 hommes étaient déjà partis pour cette destination ; quelques détachements y sont déjà arrivés. M. le Ministre de la Marine a été prévenu de cette disposition et il a donné des ordres pour l'embarquement immédiat de ces détachements et leur transport à Alger.

J'ai prescrit les mesures nécessaires à Paris, à Montargis et à Toulon pour être assuré que tous les hommes composant ces détachements auront contracté des engagements volontaires. J'ai recommandé en outre de n'admettre que des hommes en état de servir. Quant à ceux qui se disent officiers, j'ai ordonné que leurs titres soient examinés et que l'on ne leur reconnaisse un grade que d'après justification de pièces authentiques, états de service réguliers ou lettres du Ministère de la Guerre.

Vous vous assurerez de l'exécution de ces dispositions, particulièrement en ce qui concerne les officiers, et vous ne reconnaîtrez de grades que ceux qui seront régulièrement constatés.

Vous formerez des bataillons de ces détachements, si vous ne les

(1) Nous donnons sur les volontaires parisiens une partie de la correspondance du Ministre et du Gouverneur. A l'envoi en Afrique d'un élément fort turbulent, Soult et le Ministre de l'Intérieur trouvaient un double avantage : celui de débarrasser Paris d'individus qui constituaient en France un groupe inquiétant et un foyer d'agitation et de désordre, et aussi celui d'accroître les forces militaires de l'Algérie, puisqu'avec eux on allait former un régiment, le 67^e. Le Ministre de la Guerre, toujours acquis à l'idée de coloniser Alger, y voyait encore un premier essai de colonisation. Il termine ses instructions par cette phrase : « De toute manière, le surcroît de population hâtera la colonisation ».

placez pas dans les Zouaves ; peut-être rendraient-ils là de meilleurs services que s'ils étaient formés en corps séparés.

De quelque manière que vous les utilisiez, soit dans les corps ou dans les Zouaves, soit dans les travaux du port, dans l'administration ou dans la police, ce sera toujours un grand bienfait pour eux, car ils manquent ici de moyens d'existence, et ils ont sollicité de passer en Afrique pour y trouver de quoi vivre. Si la colonisation avait lieu, vous les y emploieriez avec avantage. Je continuerai à vous en faire passer. J'y enverrai même des femmes, si la demande en est faite. De toute manière, ce surcroît de population hâtera la colonisation.

Recevez, Monsieur le Général, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12²

Paris, le 3 février 1831.

Monsieur le Général,

Conformément à votre demande, je vous autorise à donner des permissions de trois mois aux officiers qui en auront un besoin indispensable ; mais vous devez en être très avare et faire en sorte que ces permissions ne nécessitent point de remplacements.

Lorsque vous serez arrivé à Alger, vous me ferez un rapport spécial sur le commandant et les adjudants de la place qu'il sera nécessaire de conserver et sur le traitement qui devra leur être alloué, en prenant pour règle d'opérer des réductions et de ne conserver que l'indispensable.

Vous maintiendrez à l'Agha des Arabes son traitement de 500 frs.

Vous examinerez de nouveau la capacité du Commissaire général de police et du Maire de la ville, et l'utilité dont ils pourraient vous être ; il est possible que la présence des hommes envoyés de Paris les rende nécessaires.

Vous examinerez également sur les lieux et en détail la question des indemnités à donner aux habitants pour les maisons qui ont été démolies ou occupées ; vous rendrez celles qui ne vous seront pas indispensables et vous me ferez un rapport sur les indemnités qu'il y aurait lieu d'accorder, en y joignant un relevé exact de l'expertise de ces différentes propriétés.

Vous continuerez à prohiber la vente et l'achat de la poudre, mais sans appliquer la peine de mort.

Si le Bey d'Oran venait à mourir ou à quitter, vous me feriez une proposition de remplacement pour ce Beylik.

Ce sera avec plaisir, Monsieur le Général, que je proposerai à Sa Majesté de confirmer la nomination de M. Crevel, votre ancien aide de camp, au grade de chef de bataillon, et j'espère qu'elle voudra bien l'accorder à vos bons services et à ceux de cet officier.

Recevez, Monsieur le Général, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,
Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12²

Paris, le 7 février 1831.

Monsieur le Général,

Vous avez manifesté le désir d'être fixé sur vos rapports avec les consuls européens à Alger ; vous demandez s'ils doivent jouir des mêmes franchises que sous le gouvernement du Dey, et, à cet égard, vous me faites connaître que le consul anglais s'est plaint qu'on avait enfreint les traités, en vertu desquels leurs produits ne paient que 5 0/0 d'entrée.

Votre règle de conduite est de tenir la main à la stricte exécution des traités. Les consuls doivent jouir de leurs immunités et les tarifs sur les marchandises anglaises ne doivent subir aucune modification.

Recevez, etc...

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

II. — AFFAIRES MAROCAINES

Le vice-consul Delaporte au général Clauzel

Arch. du G. G. (Original). (1)
(Dossier spécial) (2)

Tanger, le 27 janvier 1831.

Général,

Je ne dois pas vous laisser ignorer que cent cinquante chameaux, dont 70 chargés de boulets et le reste de bombes, sont partis d'ici dans la nuit d'hier, afin d'en cacher l'expédition, dont cependant j'avais connaissance depuis le 24 de ce mois. Le nombre de bombes extraites de cette place, qui n'est pas déjà très bien approvisionnée en munitions de guerre, se monte à une centaine. On dirige sur Fez ces projectiles qui, de là, seront expédiés à Tlemsen (3) au camp de Mulei Aly dont l'armée doit être augmentée de 1.200 hommes à cheval commandés par Mulei Hassan son frère, parti, il y a dix ou douze jours, de Fez.

(1) Parmi les lettres que nous publions, il en est qui n'existent que sous forme de copies, notamment celles qui sont adressées au Ministre des Affaires Etrangères. D'autres sont des originaux. Nous indiquons chaque fois si l'on se trouve en présence d'une copie ou d'un original.

(2) Quelques pièces de ce dossier, concernant les affaires de l'Oranie, n'ont pas encore été classées.

(3) Cette expédition marocaine sur Tlemcen fut provoquée par deux députations de la population de Tlemcen. Delaporte écrit Tlemsen ou Telemsen

Dès la nouvelle de la capitulation d'Alger, les gens de Tlemcen se réunirent et décidèrent de prêter serment de fidélité au sultan Mouley Abderrahman. Ils envoyèrent un certain nombre d'entre eux auprès du caïd marocain d'Oudjda, Dris, et lui proposèrent de s'entremettre auprès du sultan pour lui faire accepter leur serment. La députation se rendit ensuite à Meknès auprès du sultan et fut reçue avec beaucoup d'égards. Elle lui remit une supplique mais, après consultation des oulama de Fez, le souverain ne leur donna pas satisfaction (Arch. Maroc. X, p. 133).

A la réception du fétoua des savants de Fez, les Tlemcéniens déçus s'empressèrent de le réfuter ; une seconde députation, composée mi-partie de couloughlis ou de gens du maghzen turc de Tlemcen, mi-partie de Maures, fut dirigée sur Fez. Celle-là réussit à faire accepter ses propositions de soumission, et l'expédition de Mouley Ali fut décidée,

Les chefs qui commandent les différents corps qui composent l'armée de Mulei Aly sont au nombre de *neuf*, comme il suit :

Mulei Aly, lieutenant de l'Empereur (1).

Mulei Hassan, frère de Mulei Aly.

Mohammed Benettayeb, cousin de l'Empereur.

Abdelmalek Zizoun, c'est-à-dire le Bègue, cousin de l'Empereur.

Benasser, chef de la tribu berbère des Guérouan.

Benfarhoun	} Chefs de la Garde impériale blanche et noire.
Bouqsibah	
Benradi	
Ameggeoud	

Ces neuf personnages sont les premiers hommes de guerre du Maroc.

On m'avait écrit de Larache, en date d'avant-hier, que le bruit y court qu'un engagement aurait eu lieu entre les Ouddaya, garde blanche de l'Empereur, et les Arabes qui sont rassemblés sous Fez. Peut-être que l'on a voulu dire sous Tlemsen, au lieu de Fez. Si un tel engagement a eu lieu sous Fez, on ne tardera pas d'en être instruit ici.

Hier, une corvette des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, ayant à bord un proconsul de cette nation qui doit gérer les affaires du consulat dont le titulaire vient de mourir à Mahon, a mouillé sur cette rade. Le fils du consul défunt a demandé au capitaine du port, qui en est en même temps le pilote, de le conduire à bord ; il s'y est

(1) *Mulei Aly ou Mouley Ali*. — Fut nommé Khalife du sultan pour la région de Tlemcen à la suite de l'ambassade des Tlemcéniens à Fez. C'était le fils de l'oncle d'Abderrahman, Mouley Sliman. Le sultan « lui donna cinq cents hommes de troupes d'élite tirées du contingent des Oudaïa et des Abid, cent fusiliers, des artilleurs tirés des garnisons de Sla et de Rebat. Tout ce monde partit avec les ambassadeurs de Tlemcen. Mouley Ali, qui était âgé seulement de quinze ans, avait été placé sous la garde spéciale de deux officiers Abid, nommés Zeinoum et Tahar ben Farhoun. Mais le caïd Idris, amel d'Oudjda, devait être l'appui matériel et moral, le conseiller et guide du nouveau pouvoir ». Cour : *Réoccupation marocaine de Tlemcen. Revue Africaine*, 1908, p. 35.

Dans le kitab Elistiqsa, on trouve les renseignements concordants qui suivent :

« Il (le sultan) donna le commandement de Tlemcen à son cousin, Mouley Ali ben Sliman, qui était aussi son beau-frère, et lui fournit un détachement du géïch, composé de cinq cents hommes d'Oudéga et de l'abids. Il les envoya tous à Tlemcen accompagnés des délégués de cette ville, qu'il combla de cadeaux et de bienfaits. En même temps, il écrivit à son gouverneur le caïd Dris, pour lui recommander cette mission dont il devait s'occuper, et l'associa à Mouley Ali dans l'administration et les décisions à prendre ; en réalité, celui-ci seul devait en avoir la responsabilité ». *Archives Marocaines*, X, p. 136.

refusé parce qu'il a craint que les couleurs américaines, déployées par la corvette, n'eussent été empruntées par un bâtiment français et que sa qualité ne fût compromise ! Ainsi, ils jugent de nous par eux-mêmes !

Dans les villes et les tribus, tant arabes que berbères, on force ceux qui n'ont pas de fusils de s'en procurer. La plus grande fermentation règne en cet empire. On fait semblant de ne pas craindre les Français, mais, dans le fond, on tremble de les voir se présenter.

Je ne néglige rien, Général, pour me mettre au courant de ce qui se passe en cet empire afin de le porter à votre connaissance et à celle du Ministère dont j'ai l'honneur de relever.

Je suis, avec la plus respectueuse considération, Général, votre très humble et très obéissant serviteur.

Le Vice-Consul gérant le consulat de France au Maroc,

Signé : DELAPORTE (1).

P.-S., 28 janvier. — Un cavalier est arrivé cette nuit, avec un ordre

(1) *Delaporte* (Jacques-Denis), né à Paris le 14 avril 1777, élève de l'Ecole des Langues orientales, *attaché à l'expédition d'Egypte*, chancelier interprète au consulat de France à Tripoli, 1805 ; vice-consul de France à Tanger, 1820 ; interprète en chef de l'armée d'Afrique, 1832 ; directeur des Affaires Arabes, 1833 ; consul de France à Mogador, 1835 ; rentré en France, 1843 ; mort à Paris, le 23 janvier 1861. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 51).

M. Delaporte resta à Tanger pendant plus de dix années ; il connaissait donc bien les milieux de cette ville, mais le gouvernement français, pour faire des économies, supprima ce consulat à la fin de 1831, au moment même où, par suite de notre établissement à Alger, il aurait pu rendre les plus grands services.

M. Delaporte, devenu libre, demanda à être envoyé à Alger, où on avait besoin d'un interprète en chef, sachant bien l'arabe, capable de l'écrire et, de plus, homme sûr et expérimenté. Le corps des interprètes, si nécessaire dans nos relations avec les indigènes, était composé, soit d'Européens qui parlaient mal l'arabe et l'écrivaient moins bien encore, soit d'indigènes auxquels il était difficile de se fier (Voir la lettre du duc de Rovigo au Ministre de la Guerre, 3 janvier 1832. Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 50 à 52).

M. Delaporte, devenu plus tard directeur des Affaires Arabes, était d'un âge assez avancé. Il ne montra pas dans ses fonctions l'activité et l'esprit de décision indispensables. « M. Delaporte, dit Pellissier de Reynaud, naguère chancelier du « consulat de France à Tanger, était un parfait honnête homme et un orientaliste des plus distingués ; mais son âge déjà avancé lui ôtait l'activité que réclame sa nouvelle position. Il était nécessaire que l'homme chargé de leurs affaires (indigènes) fut plus que jamais au milieu d'eux, et malheureusement, « M. Delaporte ne montait pas à cheval ». (*Annales Algériennes*, I, p. 315 et 316),

de l'Empereur, à l'administration de la Douane, de lui expédier le plus promptement possible *dux quintaux de poudre anglaise*, de la meilleure qualité.

Il paraît que certaines tribus refusent de donner les contingents d'hommes qu'on exige d'elles, c'est ce qui aura occasionné la rixe entre elles et les Ouddaya, dont il est question ci-dessus.

H.D.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12² (Original)

Paris, le 8 février 1831.

Monsieur le Général,

Je vous envoie extrait d'un rapport de M. Pujol, lieutenant de vaisseau, dont le Ministre de la Marine m'a donné communication et qui contient quelques détails relatifs à l'occupation d'Oran.

Le général Clauzel m'ayant rendu compte qu'il suffisait de 4 à 500 hommes pour assurer la conservation d'Oran, en leur faisant occuper le fort de Mers-el-Kébir, je l'ai autorisé à les y placer. D'ailleurs, la garnison d'Alger sera suffisante pour soutenir ce poste au besoin.

Recevez, etc...

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Extrait d'un rapport fait au Ministre de la Marine
par M. Pujol, lieutenant de vaisseau, commandant le brick
le D'Assas

Rade de Marseille, le 28 janvier 1831.

La dernière expédition d'Oran n'aura pas, je pense, un bon résultat, puisque la réduction de l'armée d'Afrique ne permettra pas sans

doute d'envoyer des renforts de ce côté. 1.200 hommes environ occupaient cette ville lors de mon départ de Mers-el-Kébir, ce qui suffit à peine pour garder tous les forts et rendra leur service très pénible. Le Bey d'Oran, fort aise de nous avoir pour le protéger contre les Bédouins révoltés, a cependant hésité longtemps à nous livrer la ville et l'on y est entré peu de jours avant mon départ, pour ainsi dire sans son consentement. Les Arabes qu'il soldait et qui, la veille encore, concouraient avec nos troupes dans les escarmouches contre les Bédouins, ont passé le même jour à l'ennemi, ce qui prouve que la différence de religion leur inspire envers nous une aversion insurmontable. Malgré cet état hostile, depuis notre prise de possession, les grains affluaient de toutes parts à Oran, ce que j'attribue à l'instinct des Bédouins qui, ne craignant plus le monopole du Bey, sont sûrs de s'en défaire avantageusement, la France en manquant en ce moment. Le Bey d'Oran a dû partir du 13 au 14, avec des Turcs, sur la frégate *la Victoire*.

Ce qui complique encore les affaires du côté d'Oran, c'est l'invasion des Maroquins dans l'Etat d'Alger. Le général Clauzel a envoyé un officier auprès de l'Empereur du Maroc pour demander des explications sur ce fait, mais le gouverneur de Tanger lui a refusé tout moyen de communiquer avec cet Empereur et la corvette *la Créole* l'a ramené à Alger, sans qu'il ait pu remplir sa mission.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12² (Original).

Paris, le 15 février 1831.

Monsieur le Général,

J'ai reçu votre lettre du 8 février, dans laquelle vous m'annoncez que Tlemcen est occupé (1) par les Maroquins et vous me demandez

(1) Sur cette occupation de Tlemcen et sur la façon dont elle fut effectuée, voir Cour : *L'occupation Marocaine de Tlemcen* (*Revue Africaine*, 1908, p. 35 et suiv.).

D'après cet auteur les ambassadeurs tlemcéniens avaient devancé, de quelques

de nouvelles instructions au sujet de l'occupation de Mers-el-Kébir et d'Oran.

Je n'ai point de changement à apporter, quant à présent, aux instructions que je vous ai données. Avant tout, il faut que vous soyez arrivé à Alger pour juger par vous-même de ce qui s'y passe. Ce ne sera que sur vos rapports que, s'il y a lieu, de nouveaux ordres vous seront expédiés.

Dans une seconde lettre du 8, vous me rendez compte de la situation des 3^{es} bataillons des 15^e, 20^e et 30^e régiments, destinés à Alger. J'ai donné des ordres le 11 de ce mois pour faire partir celui du 30^e régiment, sans attendre que les confections soient achevées. Je renouvelle cette recommandation aujourd'hui et je prescris au Général, commandant la 8^e Division, de presser l'organisation et le départ des 3^{es} bataillons des 15^e et 20^e régiments.

Je fais rechercher si le chirurgien du 15^e est encore à Paris ; dans le cas où il y serait, il sera invité à se rendre sur le champ à son bataillon.

Recevez, etc...

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

jours, Mouley Ali dans leur ville. Lorsque celui-ci arriva, les habitants de Tlemcen se portèrent à sa rencontre à quelque distance de la ville. L'armée marocaine s'était accrue de tous les contingents du caïd Dris et on eut de la peine à la loger, partie dans la ville, partie sous les remparts. Des députations des tribus voisines vinrent faire leur soumission.

Survint cependant un événement inattendu, le refus des Couloughlis de livrer le Méchouar. Or, le Méchouar est la citadelle de la ville ; il en occupe la partie la plus élevée, il contient les réservoirs d'eau qui alimentent Tlemcen et est entouré de murs très épais. Méchouar signifie d'ailleurs citadelle, forteresse. C'est la ville militaire dans la grande cité.

Pourquoi ce refus des Couloughlis ? D'après une légende qui a couru à Tlemcen et qui est rapportée par M. Cour, un hadar (Maure) aurait tué un Couloughli au milieu des réjouissances par lesquelles les Tlemcéniens avaient accueilli les Marocains. Il est bon d'ajouter qu'il y avait toujours grande animosité entre ces deux éléments de la population musulmane.

Quoi qu'il en soit, les Couloughlis se fortifièrent dans le Méchouar et refusèrent de le livrer à Mouley Ali. Ce dernier usa bien de représailles, mais ne parvint qu'à s'aliéner par ses violences les tribus maghzen de la province d'Oran. Elles s'éloignèrent de Tlemcen,

Le vice-consul Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères

Arch. du G. G. — 12² (Copie),

Tanger, le 25 février 1831.

Monseigneur,

J'ai cru de mon devoir de soumettre à Votre Excellence, le 3 de ce mois, n^o 17, la lettre que j'ai écrite à l'Empereur dont je joins ici le duplicata et de lui faire part, lundi dernier 21, du retard que le courrier qui la portait éprouvait. J'ai, aujourd'hui, l'honneur de lui transmettre la réponse que Sa Majesté y a faite. Votre Excellence la trouvera ci-jointe en original avec la traduction libre que j'en ai faite ainsi que l'original et la traduction de la lettre de son secrétaire Sidi Mohamed Ben Idris à qui j'avais pareillement écrit. J'ai pris copie de ces deux pièces.

L'Empereur, au lieu de la satisfaction réclamée, revendique au contraire Tlemsen (1) et son territoire comme faisant partie du territoire du Maroc dont ses ancêtres ont toujours été en possession. Il est vrai que, sous le règne de Mulei Sliman, dernier empereur, les Tlemséniens ont voulu se donner à lui, mais, n'ayant pu les soutenir contre les Algériens, il avait été forcé de les abandonner. Toute polie et étudiée que soit la réponse de l'Empereur, je ne sais si elle satisfera votre Excellence.

(1) Les prétentions séculaires du Maroc sur la région de Tlemcen sont bien connues. Les intrigues marocaines en Oranie de 1800 à 1830 le sont moins. M. Cour les indique rapidement au début de son étude : « Au fur et à mesure que la Régence se décomposait au milieu de l'anarchie générale des tribus, cette rivalité (Marocains et Turcs) se traduisait surtout par les intrigues incessantes ou les révoltes des marabouts et des confréries inféodées à la Cour de Fez. De 1800 à 1826 notamment, jusqu'au massacre par les Turcs, à Mascara, du Marabout Tidjani et de ses partisans, la révolte des affiliés aux confréries marocaines (Derkaoua, Aïssaoua, Tidjania) n'avait pour ainsi dire pas cessé un jour. L'Algérie, surtout l'Ouest de la province d'Oran, avait été à feu et à sang durant cette période. Les tribus, pressurées d'un côté par l'Odjak qui n'avait plus les ressources de la course sur mer, surexcitées de l'autre par les agents marocains, étaient toujours prêtes à suivre les grands personnages religieux ennemis des Turcs ». (*Revue Africaine*, 1908, p. 29).

Ce qui est certain, c'est qu'il a cherché à tirer le temps en longueur et qu'il en a profité pour augmenter le nombre de ses troupes. Il est résolu, d'après tous les préparatifs qu'il fait et toutes les apparences, à défendre Tlemsen, au risque de son honneur, et ses habitants qui se sont jetés sous sa protection et qui ont cimenté leur demande par le sang d'animaux que, suivant la coutume de ce pays, ils ont fait couler devant son palais. Ces sortes de sacrifices se font aussi bien devant la porte d'un simple particulier que devant celle d'un homme en place dont on veut obtenir la faveur ou l'assistance et obligent à tel point que c'est une ignominie de refuser secours et protection, même au péril de ses jours, à ceux qui se sont déterminés à faire de tels sacrifices ou offrandes propitiatoires.

Le bruit se soutient que l'Empereur après le rhamadan, vers la fin de mars, doit se mettre à la tête des troupes qu'il rassemble de tous côtés et qui se réunissent sous les villes d'Oudjda et de Tlemsen.

Les agents de Rabat et de Larache dont j'ai reçu hier des courriers me font savoir que des ordres de se tenir plus que jamais sur ses gardes viennent d'être renouvelés. On y distribue poudre, balles, et on force ceux qui n'ont pas d'armes de s'en procurer à tout prix. Ici on s'occupe de la réparation des affûts et à garnir les batteries de la place de poudre, de boulets... L'Empereur a fait à Benaliès, son consul à Gibraltar, une commande de 1.000 saumons de plomb pour faire des balles. Le bruit public à Rabat est que les Anglais doivent protéger les ports du Maroc en cas d'une guerre décidée entre la France et le Maroc (1).

Signé : H. DELAPORTE.

(1) Copie de cette lettre fut adressée à Berthezène par le Ministre de la Guerre avec ces quelques mots d'envoi : « Général, je vous adresse copie d'un rapport « qui a été fait par le Vice-Consul de France à Tanger au Ministre des Affaires « Etrangères, au sujet des prétentions de l'Empereur du Maroc sur Tlemcen.

« Hâtez-vous de renforcer la garnison d'Oran pour la mettre en état de repous-
« ser tout acte d'hostilité de ce côté, sans toutefois rien entreprendre, quant à
« présent, dans cette direction, et rendez-moi compte des mesures que vous au-
« rez prises à cet effet. J'aurai soin de vous faire connaître la conduite qu'il con-
« viendra ultérieurement de tenir à l'égard des Marocains ».

Signé : DUC DE DALMATIE.

Lettre de l'Empereur du Maroc au Vice-Consul de France à
Tanger (Copie de la traduction par M. Delaporte)

Arch. du G. G. — E, 12²

Au nom de Dieu clément et miséricordieux, il n'y a de puissance et de force qu'en Dieu qui est grand et sublime.

(Ici le grand sceau de l'Empereur Mulei
Abderrahman, fils de Mulei Micham).

Au serviteur des deux puissances établi dans l'intérêt réciproque des deux gouvernements, Delaporte, vice-consul de France, résidant à Tanger, port sous la protection de Dieu.

Et ensuite :

Nous avons reçu la lettre dans laquelle vous nous exposez l'amitié de votre souverain et sa ferme intention pour la durée de la paix et de la bonne harmonie entre nous. Nous sommes assuré des expressions de votre amitié ; si vous avez la volonté de cultiver avec nous la bonne union qui a toujours existé entre vous et nos ancêtres, nous éprouvons le même désir.

Les habitants de Tlemsen, Couloughlis et autres, sont venus se réfugier sur nos parvis de félicité et sont entrés à notre service, après nous avoir proclamé légalement pour leur souverain, sans aucune provocation ni influence de notre part ; notre sainte religion nous impose l'obligation de protéger et de défendre ceux qui nous saluent leur roi, comme elle nous ordonne de poursuivre ceux qui violent ou renoncent à leur devoir, quand ils nous ont proclamé ; *saluer roi un prince musulman ou embrasser l'islamisme est une seule et même chose.*

Tlemsen faisait autrefois partie intégrante des Etats de nos aïeux d'illustre mémoire ; les habitants de Tlemsen ont reconnu naguère notre oncle défunt pour leur souverain. Ils sont encore sous la puissance de cette reconnaissance. Les Musulmans sont des hommes libres que l'on ne s'approprie pas.

Fait le 6 Rhamadan 1246 (21 février 1831).

Pour traduction libre de l'idiome arabe.

Tanger, le 24 février 1831.

Signé : H. DELAPORTE.

Lettre du Secrétaire de l'Empereur du Maroc au Vice-Consul de France à Tanger

Arch. du G.G. — E, 12² (Traduction).

Gloire à Dieu qui est unique. Point de puissance ni de force qu'en Dieu très haut et très grand.

Sidi Mohamed Ben Idris, serviteur de Dieu son protecteur et son maître, secrétaire des commandements de Sa Majesté, au serviteur et intermédiaire des deux gouvernements, Delaporte, vice-consul de France à Tanger, port sous la protection de Dieu.

Nous avons reçu votre lettre que nous avons comprise. Ci-joint est la réponse de Sa Majesté. Elle doit suffire.

Quand la bonne harmonie règne entre deux puissances, on doit des deux côtés l'entretenir.

Nous savons, et tout le monde s'accorde à le publier, que vous êtes un médiateur pacifique. L'homme sage ne cherche à troubler personne. Il n'y a aucun intérêt à se faire des ennemis.

Les Arabes sont des êtres vils dont on ne peut attendre ni honneur, ni profit. L'honneur de Sa Majesté qu'ils ont intéressé l'a portée au parti qu'elle a pris à leur égard. Intéresser l'honneur de quelqu'un et protéger son voisin est, parmi les Arabes, un point qu'il faut soutenir, et c'est ce que doit faire Sa Majesté qui est le prince le plus noble.

Fait le 6 de Rhamadan 1246 (21 février 1831).

Rapport du Commissaire de police du 3 mars 1831

Arch. du G.G. — E, 21.

Scheik de Bagdadi (?) qui paraît être à 3 journées 1/2 de marche à l'ouest d'Alger (35 à 40 lieues) avait adressé par un émissaire une

lettre saisie sur des envoyés d'Alger et adressée à Seid El Hadj El Arabi, un Marocain (?), un lieutenant de l'empereur.

Lettre ainsi conçue :

Après les compliments d'usage : « Je vous avertis, Monseigneur, au nom des habitants d'Alger, que nous nous trouvons dans une position terrible. Nous vous prions, pour l'amour de Dieu, de venir à notre secours. Il est vrai que Dieu n'abandonne pas ceux qui viennent au secours de ceux qui les implorent ».

Pas de signature.

Indépendamment de la lettre interceptée, deux autres bien plus importantes, *signées par trois membres du Conseil Municipal et par deux autres personnes d'Alger*, ne purent être saisies, leurs porteurs, prévenus à temps, s'étant réfugiés dans un asile inviolable.

**Lettre adressée par les Arabes d'Alger au Sultan du Maroc
ou à son lieutenant**

Arch. du G. G. — E, 21 (Traduction).

Louanges à Dieu !

Que le salut soit sur notre Seigneur Mohammed et sur ses disciples !

Que Dieu prodigue ses faveurs les plus précieuses au Seigneur très élevé, très généreux et très juste, Abd Er Rahman, et qu'il accorde sa puissante protection au Tribunal auguste ainsi qu'au Seigneur El Hadj El Arabi, avec toutes les grâces qui ne sont destinées qu'aux vrais Musulmans !

Je viens prier votre Seigneurie d'agir avec nous dans la voie de Dieu afin que la récompense que doivent attendre les croyants ne soit pas perdue pour eux, à cause de la présence des chrétiens qui nous gouvernent et qui possèdent toutes nos provinces.

Depuis leur arrivée, nous sommes dans l'affliction ; cependant, la nouvelle que j'ai reçue de votre retour m'a fait le plus grand plaisir.

Dans cette attente, une nuit me paraît une année entière. Ainsi, venez promptement.

Ecrit par l'ordre du seigneur Moustapha.

Le vice-consul Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères

Tanger, le 13 avril 1831.

Arch. du G. G. — E, 12² (Copie).

Monsieur le Ministre,

Mulei Aly, lieutenant de l'Empereur, dont j'ai annoncé le rappel (1) à Votre Excellence dans le n^o 17, a quitté Tlemsen et effectué son retour le 1^{er} de ce mois, avec l'armée que son oncle avait confiée à son commandement.

L'administrateur de la Douane de Tanger, qui, ainsi que je vous l'ai annoncé dans la dépêche n^o 3 du 1^{er} novembre, était allé en congé à Fez où il a sa famille et son domicile et qui est retourné à son poste avant-hier, m'a donné, dans la visite de cérémonie que je lui ai faite hier, cette nouvelle qui m'a été confirmée par un des principaux offi-

(1) Le rappel de Mouley Ali, s'il faut en croire le Kitab Elistiqsa, eut pour cause l'attitude de ce prince ou de ses conseillers à l'égard des Couroughlis, des Douairs et des Smélas.

Au sujet de ces Indigènes, voici d'abord comment s'exprime l'Elistiqsa :

« Il (Mouley Ali) eut aussi à vaincre la résistance de deux tribus arabes du pays, les Douair et les Smélas... Mouley Ali les subjuguait également et l'armée mit leurs biens au pillage, comme elle avait fait pour ceux des Couroughlis. Cette répression amena de grands troubles (p. 138) ». Un peu plus loin (p. 140) elle est plus précise encore : « Enfin, ces caïds du gueïch finirent par piller les effets des Couroughlis sans vouloir les rendre et par voler ensuite... l'argent et le bétail des Smélas et des Douairs. Tout allait mal et les espérances étaient détruites. Le sultan pensa alors qu'il valait mieux rappeler ses troupes, sur l'utilité desquelles il n'y avait plus à compter, et ordonna l'arrestation du caïd Dris qui lui fut dénoncé comme ayant participé au pillage des Couroughlis, des Smélas et des Douairs, et ayant refusé de leur restituer leurs biens les plus précieux. La Mhalla se mit en route et fut de retour à la fin du rhamadan » (*Archives Marocaines*, X.).

Parmi les prisonniers, conduits enchaînés à Fez, se trouvaient deux chefs des environs d'Oran, Mustapha agha et Mousserli, caïd, tous deux à la tête des tribus maghzen des Douairs et des Smélas. Pourquoi leur arrestation par les Mar-

ciers de Tanger que j'avais chargé, lui promettant une récompense, de la mission secrète de recueillir ces renseignements sur l'affaire de Tlemsen. Cet officier, chef de la députation qui est envoyée chaque année à l'Empereur pour lui présenter, de la part du Pacha de Tanger et de la garnison de la province, aux fêtes du Rhamadan, leurs devoirs et faire leurs révérences d'étiquette, m'a ajouté que, aussitôt après le retour de Mulei Aly dont l'Empereur est très mécontent, S. M. a fait appeler les dix prisonniers couloughlis (1) qu'il avait consignés à Fez, leur avait donné à chacun une investiture et la liberté d'aller où bon leur semblerait. On croit généralement dans cette capitale que les principaux chefs de l'armée encourront au moins la disgrâce de leur

cains ? Walsin Esterhazy, qui a été longtemps à la tête des bureaux arabes à Oran en donne la raison suivante : « Pendant qu'à Alger, au mois de janvier 1831, on préparait encore le gouvernement de la province d'Oran, à l'aide d'une combinaison avec la maison de Tunis, Mustapha suivait l'exemple des tribus qui s'étaient rangées sous les ordres de Mouley Abderrahman : à la tête de ses cavaliers, il reconduisit lui-même l'agent de l'Empereur qui était venu recevoir sa soumission. Cet agent lui avait solennellement promis qu'il ne serait ni puni, ni inquiété pour le retard qu'il avait mis à reconnaître l'autorité du Chérif ; mais, lorsqu'il fut arrivé à Tlemcen, Mouley Ali, sans avoir égard à la parole donnée en son nom par son envoyé, céda aux mauvaises influences des ennemis de l'agha Mustapha, et le fit mettre impitoyablement aux fers avec quelques chefs de sa suite. Mustapha et ses compagnons de captivité furent ainsi envoyés à Fez ». *Notice historique sur le Maghzen d'Oran*, p. 16 et 17.

(1) La nouvelle de l'arrestation de Mustapha et Mousserli eut pour résultat le rapprochement des Douairs et Smélas d'Oran ; aussitôt les chefs qui leur restaient nouèrent des relations amicales avec les Français ; ils alimentèrent le marché de la ville. Leur attitude cependant fut longtemps indécise ; car ils ne savaient pas exactement le sort réservé aux prisonniers par le sultan. Bientôt des bruits coururent que celui-ci les avait relâchés et comblés d'honneur : « Mouley Abderrahman, dit Walsin Esterhazy, avait désapprouvé la conduite de son lieutenant vis-à-vis des chefs du Maghzen ; Mouley Ali avait été rappelé et Mustapha et ses compagnons accueillis à Fez avec beaucoup d'égards et de distinction ; l'empereur n'avait pas abandonné les prétentions que les chérifs ont toujours nourries sur l'ancien royaume de Tlemcen, la province d'Oran, et il désirait faire servir l'influence puissante encore de son hôte à l'accomplissement de ses projets ; après avoir comblé le vieil agha ture d'honneurs et de cadeaux, il lui confia en le renvoyant dans son pays un jeune homme de la nombreuse lignée des chérifs, le nommé Bel Ameri, avec mission de l'établir à Mascara ; il était accompagné de cent cavaliers de la garde nègre. Mustapha, de retour dans sa province, réussit à installer ce chef marocain dans l'ancienne capitale du beylik, et, fidèle à ses engagements, il mit tous ses soins à donner de la force et de l'étendue à son commandement » (*Notice historique sur le Maghzen d'Oran*, p. 17 et 18).

maître, s'ils ne sont pas sévèrement punis, car il paraît qu'il a à se plaindre d'eux. Le santou, qui avait la mission de diriger Mulei Aly et de soulever le pays qu'il a indignement opprimé, a craint de retourner avec lui. Il a pris le prétexte d'aller en pèlerinage à La Mecque pour couvrir le refus d'obéir à l'Empereur, de venir rendre compte de sa conduite.

Il paraît, d'après ce que j'ai pu comprendre de la conversation de l'administrateur de la Douane, que c'est à la notification que j'ai faite à l'Empereur, d'ordre de Votre Excellence, qu'est dû le rappel de Mulei Aly. Sa Majesté aura senti l'embarras où elle allait s'engager et, tout en faisant semblant dans sa réponse d'éluder la satisfaction qui lui était demandée, elle donnait des ordres à son lieutenant d'évacuer Tlemsen. Le retard de sa réponse à ma notification a été occasionné par l'envoi de courriers à Tlemsen pour y prendre des renseignements sur son neveu. C'est ce que m'ont assuré les deux autorités citées dans ma dépêche. Depuis le rappel de Mulei Aly, deux des principaux du Conseil de l'Empereur, El Hadj Taleb Benjelloun et Sidi Moktar El Iamar, qui s'étaient retirés de la Cour pour n'avoir pas été de l'expédition de Tlemsen, y ont reparu. Si Mohamed Bendriss, qui a exprimé une opinion contraire, est en disgrâce. L'expédition de Tlemsen a coûté en pure perte environ 150.000 piastres d'Espagne (792.500 francs) qui est une somme exorbitante pour le Maroc et a occasionné les troubles qui le déchirent maintenant.

L'administrateur de la Douane m'a dit dans la même audience que l'Empereur paraissait satisfait de la prudence que j'avais montrée dans ma conduite politique depuis l'expédition d'Alger et surtout dans la dernière affaire du colonel Auvray. Je n'ai pas manqué d'appuyer, a-t-il dit, la bonne opinion de l'Empereur pour vous, en assurant Sa Majesté que c'était à votre manière d'agir pacifique que nous devons le maintien de la paix. Divers rapports favorables, lui a répliqué l'Empereur, m'ont été faits de lui. Après cette conférence, je me suis retiré.

L'Empereur va se servir des troupes que la levée du siège de Tlemsen met à sa disposition pour rétablir la tranquillité de ses Etats, sérieusement troublée sur presque tous les points. On parle, à ce moment, d'après des lettres venues d'El Ksar, d'un combat qui aurait eu lieu entre les gardes noire et blanche de l'Empereur, qui aurait obligé Sa Majesté de se réfugier au vieux Fez.

Si le retour de Mulei Aly satisfait le gouvernement du Roi, les affaires politiques du Maroc vont redescendre dans leur état de nullité

accoutumée, et je me croirai heureux d'avoir coopéré à éviter une mésintelligence inutile et à maintenir la paix qui, toute nulle qu'elle soit à nos intérêts commerciaux avec cet empire, a, du moins, l'avantage d'assurer la libre navigation à nos bâtiments de commerce.

Signé : DELAPORTE (1).

Le vice-consul Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères

Arch. du G.G. — E, 12² (Copie).

Tanger, le 9 mai 1831.

Monseigneur,

Lors du retour de Mulei Aly de Tlemsen, l'Empereur voulut faire arrêter quelques-uns des premiers officiers des Ouddayas de sa garde qui avaient fait partie de l'expédition ; mais les soldats, au lieu de livrer leurs chefs, se révoltèrent contre leur souverain, réclamèrent d'*autorité* la solde dont ils avaient été frustrés et se jetèrent sur Sidi Mohammed Bendriss, un des secrétaires de ses commandements, chargé de l'intendance de la garde, l'accusèrent de concussion et l'auraient assassiné s'il n'était parvenu à se saisir de son *Selham* ou manteau et s'y tenir fortement attaché.

Cependant, la sédition augmenta ; des cris « A bas l'Empereur » se firent entendre de toutes parts, à un point tel que Mulei Abderahman jugea prudent de se renfermer dans son palais pendant plusieurs jours. Il voulut en sortir et il était même déjà dehors pour se retirer à Meknès auprès de sa garde noire, lorsque Benfahroun, chef des Ouddayas, s'opposa à son départ et le fit conduire dans sa propre

(1) Cette lettre fut transmise par ordre du Ministre de la Guerre au général Berthezène. Le lieutenant-général directeur Pelet lui écrivit à ce sujet : « Général, « le Ministre des Affaires Etrangères m'annonce que les troupes de Mulei Aly « ont évacué la province de Tlemcen, par ordre de l'Empereur du Maroc. Je vous « adresse copie de la lettre que ce Ministre m'a écrite à ce sujet, le 18 du courant, « ainsi que d'une dépêche du consul de France à Tanger du 13 avril dernier qui y « était jointe. Informez-moi de ce que vous aurez appris, de votre côté, de positif « à cet égard ». Signé : PELET.

maison. Une fois son maître en sûreté, il s'entremet auprès des troupes pour le rétablissement de l'ordre. L'Empereur fut prié de ne pas se départir de l'autorité ; quelques milliers de ducats furent distribués aux Ouddayas, auxquels furent concédées les destitutions de Bendriss, du gouverneur de Fez qui vexait les habitants de cette capitale, du grand juge quoiqu'il fût gendre de l'Empereur et du commissaire de police. Les biens de Bendriss et du gouverneur de Fez furent confisqués. Par ce moyen, la tranquillité fut rétablie et des Ouddayas furent expédiés dans tous les ports pour annoncer le retour de l'ordre. Des réjouissances ont eu lieu à cette occasion dans tout l'empire ; elles ont duré plusieurs jours ; les 16, 17 et 18 du mois dernier ont été des jours de fête pour Tanger.

On ne croit pas cependant la tranquillité bien affermie, parce que l'Empereur ne voudra pas laisser cette sédition impunie.

Dans une audience générale tenue par l'Empereur après cet événement, il a reproché amèrement à Mulei Aly, en présence des troupes et des principaux de ses Etats, sa conduite à Tlemsen et l'a fait sortir de sa présence.

Les Ouddayas s'étaient entendus avec les habitants de Fez et les Berbères qui habitent aux environs de Fez et de Meknès. Le Nord du Maroc, la province de Tanger exceptée, n'est pas tranquille. On s'attend à une explosion après la récolte, si l'Empereur ne la prévient pas. A Larache, la troupe s'est soulevée contre le gouverneur, mais ce mouvement n'a pas eu de suite. Du côté de Meknès et de Fez, les Berbères se battent entr'eux, les uns pour l'Empereur, les autres contre lui.

Dans le moment, 10 heures du matin, on m'annonce que l'Empereur envoie de nouveau 500 hommes à Tlemsen, dont il a donné le commandement à un de ses parents nommé Mulei Mimoun. Je répugne à ajouter foi à cette nouvelle, quoiqu'il y ait entre elle et la venue de l'ancien Dey d'Alger, dont il est question au premier paragraphe de cette dépêche, une espèce de rapport qui semblerait l'appuyer. Si cette nouvelle qui n'est encore qu'un bruit se confirme, je la porterai à la connaissance de Votre Excellence.

Signé : DELAPORTE.

Le Ministre des Affaires Etrangères au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12² (Original).

Paris, le 18 mai 1831.

Monsieur le Général,

J'ai l'honneur de vous annoncer que Mulei Aly, lieutenant de l'Empereur du Maroc, qui avait été envoyé par ce souverain dans la province de Tlemcen, dépendante du royaume d'Alger, pour la ranger sous la domination du Gouvernement marocain, vient d'évacuer avec son armée cette partie du territoire. Cette retraite, effectuée par l'ordre de l'Empereur, est due à la notification que j'avais chargé M. Delaporte, gérant du consulat général de France à Tanger, de faire à ce gouvernement relativement à une invasion qui pouvait compromettre les rapports de bonne harmonie entre la France et le Maroc. J'ai pensé que cette information était de nature à intéresser votre département ; et j'ai l'honneur de vous transmettre une copie de la dépêche par laquelle M. Delaporte m'instruit de cet événement d'une manière détaillée.

Agréez, Monsieur le Général, l'assurance de ma haute considération.

Signé : HORACE SEBASTIANI.

Le vice-consul Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères

Arch. du G. G. — E, 12² (Copie).

Tanger, le 25 mai 1831.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'une lettre de M. le Colonel Lefol, commandant à Oran (1) ; je n'ai pas hésité, attendu l'urgence, de hasarder d'en écrire à l'Empereur. Ma lettre a été rédi-

(1) Cette lettre, datée du 11 avril, est placée après celle qui la contenait, bien qu'elle lui soit naturellement antérieure.

gée dans le sens indiqué par le colonel et donnant à entendre à Sa Majesté que le retour des personnages dont il est question auprès de leurs tribus et de leurs familles serait agréable au Gouvernement du Roi. Sidi Moktar Eljamori, secrétaire du commandement de l'Empereur, ayant remplacé Sidi Mohamed Bendris, disgrâcié depuis le soulèvement de la garde impériale, je lui ai adressé ma dépêche et lui ai écrit en même temps pour l'autoriser à en prendre communication.

Hier, l'exprès, que j'avais expédié à Fez le 13 de ce mois, m'a rendu la réponse de Sidi Mokhtar ; seulement, il me fait savoir qu'il a craint de porter ma demande à la connaissance de l'Empereur et s'excuse de la détention de ma lettre, sur ce qu'il lui semblait que ma réclamation n'était pas en rapport avec les articles des traités. Il a voulu sans doute entendre les 7^e et 9^e. Il ajoute que les Musulmans pour lesquels je m'intéressais étaient auprès de l'Empereur, liés par les serments d'allégeance qu'ils lui avaient prêtés et dont il ne les avait pas relevés, mais que, par égard à son amitié pour moi, il veut bien s'expliquer à leur sujet et s'exprime en ces termes :

« L'arrestation de leur chef (Mustapha agha, chef principal des tribus Zemela et autres dépendant du baïlic d'Oran) qui prêta une oreille trop facile à des rapports que lui firent des gens mal intentionnés, n'est due qu'à sa conduite inconséquente. Il fut, lui et plusieurs personnages de distinction, envoyés à l'Empereur, mais, aussitôt après leur arrivée, Sa Majesté les fit tous mettre en liberté, avec la permission de se retirer chez eux. Ils (Mustapha et Mousserli) refusèrent, prétendant qu'on leur fournît les moyens de regagner leurs foyers avec sûreté ».

En satisfaisant ainsi en partie à ma demande, Sidi Mokhtar termine sa lettre en ces termes : « Jamais puissance chrétienne n'est intervenue en faveur de sujets mahométans, ni jamais souverain mahométan ne s'est entremis pour sujets chrétiens ».

Tel est en général l'esprit de la réponse que Sidi Mokhtar m'a faite. Mon devoir me fait une loi de la porter à la connaissance de M. le Ministre. Je ne dois pas non plus lui laisser ignorer que les 500 hommes, commandés par Mulei Mimoun, frère de l'Empereur dont il est question dans la dépêche n° 19, le dernier de la série adressé à la 2^e Division, avaient été demandés, s'il faut ajouter foi à des rapports de gens venus de Fez après le départ de ma dépêche pour ces personnages, non comme moyens de faire sûrement leur retour dans leurs tribus, mais pour y établir et y affermir l'autorité de l'Empereur Mulei Abderrhaman.

Il paraît que cette nouvelle expédition, je veux dire celle contre Tlemsen, n'aura pas lieu ou du moins sera retardée, l'Empereur ayant trop à s'occuper de l'intérieur de ses États et de la position critique où il se trouve lui-même pour chercher des affaires au dehors.

Le premier paragraphe de la lettre de M. le Commandant de l'expédition d'Oran donne à entendre qu'un traité a été conclu entre le Général en chef de l'Armée d'Afrique et le Bey de Tunis, relatif à l'ancienne Régence d'Alger. Le consulat n'a aucune connaissance de ce document diplomatique ; peut-être jugerez-vous, Monsieur le Ministre, utile au service de ce consulat de le lui faire connaître officiellement. Car, ce traité, s'il existe, mettrait le Bey de Tunis aux lieu et place du Dey d'Alger et obligerait peut-être de suivre à son égard les articles 7 et 9 de nos capitulations avec le Maroc. Je n'ai pu dans ma lettre à l'Empereur lui donner connaissance de la réunion du territoire d'Alger à celui de la Régence de Tunis, n'ayant aucun ordre de de vous, Monsieur le Ministre, pour faire au gouvernement du Maroc une communication de cette importance. J'ai lu dans la chronique de Gibraltar, qui en a extrait l'article des journaux de Paris, que ce traité n'avait pas été ratifié par le gouvernement français.

Si vous daigniez, Monsieur le Ministre, me transmettre des directions, elles seront ponctuellement suivies.

Signé : H. DELAPORTE.

**M. le Baron Lefol, Colonel commandant les troupes de
l'expédition d'Oran à M. le vice-consul Delaporte**

Arch. du G.G. — E, 12² (Copie)

Oran le 11 Avril 1831.

Monsieur le Consul Général,

« Par suite d'un traité conclu par le Général en chef de l'Armée
« d'Afrique, le Gouvernement de Tunis a envoyé à Oran un bey qui a
« pris possession de cette ville le 11 février dernier... A la même épo-
« que, le chérif Mulei Aly, qui commandait l'armée de l'Empereur du
« Maroc devant Tlemcen, fit prisonniers un assez grand nombre de
« chefs arabes au nombre desquels se trouvaient Mustapha agha et

« Mosserli kaïd. Les prisonniers ont été conduits à Fez devant l'Empereur... Le plus grand nombre de ces chefs ont été remis en liberté et sont de retour dans leurs tribus ; mais Mustapha et Mosserli sont toujours absents et, bien qu'on sache ici qu'ils ont été parfaitement traités par l'Empereur du Maroc, il règne dans leurs familles et même dans tout le pays, où tous deux avaient la plus grande influence, une inquiétude bien naturelle sur leur sort. Par rapport au gouvernement qui vient de s'établir à Oran, l'absence de ces deux chefs est un obstacle à ses progrès, car leur retour détruirait l'hésitation qu'on remarque encore parmi les Arabes du dehors pour reconnaître le nouveau bey et la pacification du pays s'en suivrait actuellement... J'ose donc vous prier, Monsieur le Consul général, de me donner des nouvelles sur le sort ou sur les intentions de ces deux chefs, dont, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, l'influence est immense dans le pays et, si vous parvenez à décider l'Empereur à les renvoyer, ce serait une démarche tout à fait dans l'intérêt du gouvernement d'Oran qui ne pourrait être que très agréable au Général en chef et même au Gouvernement français...

« J'ai l'honneur d'être, etc. ».

Signé : LEFOL.

Le vice-consul Delaporte au colonel Lefol

Archives du G. G. (Original).
(Dossier spécial).

Tanger, le 28 mai 1831.

Monsieur le Colonel,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 11 avril dernier qui m'a été rendue le 12 de ce mois. J'en ai adressé reçu à M. Balensi qui me l'a transmise.

Vous me demandez, Monsieur le Colonel, des nouvelles sur le sort et les intentions de deux chefs arabes : Mostapha agha et Mosserli kaïd, conduits prisonniers à Fez et d'obtenir de l'Empereur leur renvoi chez eux.

A peine votre lettre reçue, j'ai expédié un exprès à la Cour de Fez ; et, d'après les réponses que j'en ai reçues, ces deux personnages ont

été mis en liberté par l'Empereur aussitôt après leur arrivée à Fez, avec permission de regagner leurs foyers ; mais ils n'ont pas voulu profiter de cette permission, prétendant qu'on devait leur fournir les moyens d'opérer leur retour avec sûreté.

Il paraît, d'après les rapports qui me sont parvenus, que ces deux personnages ont prêté serment de fidélité à l'Empereur et qu'au lieu des moyens de regagner leurs familles avec sûreté, ils auraient demandé à leur nouveau maître de les faire accompagner de troupes marocaines à l'effet d'établir l'autorité impériale dans les pays dont ils sont chefs et où ils ont l'influence dont vous parlez. Je ne puis cependant assurer l'exactitude de ces rapports.

Vous aurez sans doute appris que la division de la garde de l'Empereur, *Noirs et Ouddaya* (la garde blanche porte ici cette dernière dénomination), qui avait fait partie de l'expédition marocaine contre Telemsen où elle a échoué, s'était révoltée contre leur maître, lors de son retour à Fez (1). Cette révolution prétorienne a empêché le souverain du Maroc de remplir le projet ci-dessus, ou du moins en a éloigné l'exécution. Cinq cents hommes de la garde, sous le commandement du frère de l'Empereur, qui avaient l'ordre de se rendre à Telemsen ont été contremandés.

Le Maroc, dans ce moment, n'est pas tranquille ; on s'y attend à une explosion que le chef de ces Etats, il faut le croire, saura prévenir. La position embarrassante où ce chef se trouve actuellement ne peut lui permettre de s'occuper d'affaires du dehors.

Ces jours derniers, le bruit a couru ici, et il n'est pas tout à fait fondé, que votre ex-Dey devait se rendre en cet empire, et l'on indiquait la ville de Tétouan, située à huit heures de marche d'ici au S.-E., pour être le lieu de sa résidence.

Tels sont, Monsieur le Colonel, les renseignements que je puis vous transmettre sur les deux personnages dont il est question dans la lettre dont vous m'avez honoré, et sur la position actuelle de l'empire du Maroc. Je désirerais qu'ils vous fussent agréables. Veuillez m'accuser réception de la présente et disposer de moi.

30 mai. — J'apprends que les personnages dont il est question

(1) De toute cette émeute militaire, particulièrement importante, on a un récit complet dans le *Kitab Elistiqa*. (*Archives Marocaines*, X, p. 141 à 154). Nous ne pouvons qu'y renvoyer, faute d'autres documents plus précis. Les renseignements fournis par Delaporte concordent en général avec les faits rapportés par l'historien musulman.

sont partis, il y a douze ou treize jours pour Telemsén, avec cent hommes de la garde de l'Empereur commandés par Mulei Hossein, autre neveu du prince Maure régnant.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : DELAPORTE.

Le vice-consul Delaporte au général Berthezène

Archives du G.G. (Original).
(Dossier spécial).

Tanger, le 30 mai 1831.

Général,

L'accusé de réception, que vous avez bien voulu faire le 27 février à ma lettre du 27 janvier, ne m'est parvenu que le 12 de ce mois, c'est-à-dire deux mois après sa date.

Je profite d'une occasion qui se présente pour Oran pour vous donner des nouvelles de cet empire.

Vous aurez sans doute connu, Général, la retraite de Mulei Aly qui, d'ordre de son oncle l'Empereur Mulei Abderrahman, a quitté Telemsén et est revenu à Fez, avec les troupes qu'il commandait. A peine arrivées, la division de la garde impériale qui faisait partie de son armée a exigé avec arrogance et en vraie garde prétorienne, aux cris de : *A bas l'Empereur !* sa solde arriérée depuis longtemps. La sédition a été tellement sérieuse que l'Empereur s'est vu forcé de se tenir enfermé dans son palais. Cependant, quelques milliers de ducats ont amorti, s'ils n'ont pas apaisé, la sédition, mais il est à craindre qu'elle ne se rallume si l'Empereur n'y met bon ordre. La défiance existe actuellement entre les sujets et leur maître qui s'occupe à disséminer les chefs de sa garde en leur donnant des missions pour les divers points de ses Etats ; c'est une manière indirecte de les décimer, car, arrivés à leur destination, la plupart sont arrêtés par les autorités auxquelles ils sont adressés.

J'ai reçu de M. le Baron, commandant les troupes de l'expédition d'Oran, une réclamation relative à deux chefs arabes, Mustapha agha et Mosserli kaïd, qui se trouvent à Fez. J'ai écrit à leur sujet à la Cour du Maroc et il m'a été répondu que l'Empereur les avait fait mettre

en liberté aussitôt leur arrivée à Fez où ils avaient été conduits prisonniers avec plusieurs autres personnages, et leur avait donné la permission de retourner chez eux quand ils le voudraient, mais qu'ils n'avaient pas voulu en profiter prétendant qu'on devait leur fournir les moyens d'opérer leur retour avec sûreté.

Il paraîtrait, s'il faut en croire des personnages notables venus de Fez, que Mustapha agha et Mosserli ont suggéré à l'Empereur de faire une nouvelle expédition contre Telemsen dont ils feraient partie prenant sans doute l'engagement d'établir, dans les pays sous leur influence, l'autorité de Mulei Abderrahman à l'égard duquel ils se sont liés par le serment d'allégeance. J'apprends à l'instant qu'ils sont partis de Fez, il y a douze ou treize jours, pour Telemsen avec cent hommes de la garde sous les ordres de Mulei Hossein autre neveu de l'Empereur, qui lui a confié cette mission pour l'éloigner de Fez où il juge sa présence à craindre à cause du grand parti qu'il a dans la garde noire cantonnée à Mequenez.

Le dernier paragraphe de votre lettre, Général, et le premier de la lettre de M. le Colonel commandant les troupes de l'expédition d'Oran me donnent à entendre qu'un traité aurait été fait avec le Bey de Tunis pour l'occupation du territoire d'Alger. J'ai lu dans divers journaux de dates postérieures à celle de votre lettre, que ce traité avait existé, mais qu'il n'avait pas été ratifié par le gouvernement. Je vous supplierai, Général, dans l'intérêt du service de ce consulat général, de me donner part si ce traité est réellement annulé ou s'il est en vigueur.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : H. DELAPORTE.

**Lettre du chef des Mamelouks de l'Empereur du Maroc au
Général en chef, Gouverneur d'Alger**

Arch. du G. G. — E, 21. (Traduction).

1^{er} juin 1831 (1).

Après avoir appelé sur vous les bénédictions de Dieu, nous vous prévenons que vous ne devez pas perdre de temps pour réunir vos troupes, car le Roi du Maroc est sorti de Fez pour se rendre à Tlemcen et de là venir vous attaquer. Ce prince est resté à une demi-lieue de ce dernier endroit et moi j'y suis rentré. Là on nous a apporté la nouvelle que le cousin du Roi, qui s'appelle Mouley Soliman et qui était resté à Fez, avait l'intention de profiter de son absence pour s'emparer de son royaume. Nous sommes partis de suite pour cette ville.

Le porteur de cette lettre est mon ami. C'est un homme sûr. Aussitôt qu'il aura rempli sa mission auprès de vous, renvoyez-le de suite, avec une réponse ; surtout que les nouvelles que je vous donne ne transpirent pas dans la ville d'Alger. Veillez aussi à ce que le porteur use de la plus grande discrétion, afin que personne au monde ne soit instruit de ce que je vous mande. Car cela me porterait le plus grand préjudice. Ceci est entre vous et moi.

(Le 11 de Moharrem 1246 — 20 mai 1831).

Le vice-consul Delaporte au colonel Lefol

Archives du G. G. (Original).
(Dossier spécial).

Tanger, le 12 juin 1831.

Monsieur le Colonel,

J'ai eu l'honneur d'accuser, le 28 mai, réception et de faire à votre

(1) Cette lettre ne porte pas d'indication de lieu d'origine ; on remarquera d'autre part que la date du 20 mai 1831 ne correspond pas à celle du 1^{er} juin, cette dernière étant probablement la date de sa réception à Alger. Il est démontré par ce document que des ouvertures furent faites au général Berthezène par les chefs du guéïch marocain, révoltés contre le Sultan.

lettre du 11 avril une réponse qui devra vous parvenir par le canal de M. Balensi à qui je l'ai transmise.

Par le post-scriptum du 31 du dit mois de mai, je vous instruais que les personnages, sur lesquels vous m'avez demandé des renseignements, étaient partis sous l'escorte de cent hommes de la garde de l'Empereur moitié blanche et moitié noire, commandés par Mulei Hossein, neveu de l'Empereur. J'ai appris depuis que le commandant de cette escorte, au lieu de Mulei Hossein, a été le chef de la tribu, dite Benihassan, qui a ses tentes entre les villes maritimes de Salé et de la Mamora, sur les bords de l'Océan. Ce chef qui a habité, pendant plusieurs années, Tanger où l'Empereur l'avait exilé, et où j'ai eu l'occasion de le voir souvent, se nomme *Bilamri*. A son départ, l'Empereur lui donna des instructions par lesquelles il le nommait *gouverneur de Tremecen*, si les habitants de cette ville et des pays circonvoisins continuaient à le reconnaître comme leur souverain, sinon d'opérer son retour à Fez auprès de lui. Bilamri se mit en route avec ceux qu'il était chargé de conduire ; mais, arrivé à un pont sur le Sbou, à quelque distance de Fez, il fut obligé de faire halte et de rétrograder. L'explosion dont cet empire était menacé, ainsi que je vous l'ai donné à entendre dans ma précédente susdite, et qui vient d'avoir lieu, a été cause de cette marche rétrograde. L'Empereur a été forcé de quitter sa capitale ; les Ouddaya sont en pleine révolte. L'Empereur a fait demander à la garnison de Tanger *deux cents hommes d'élite* qui partiront demain, et les fonds qui se trouvent en caisse. Cette demande prouve que sa position est très difficile, parce que, jamais auparavant, il n'a voulu dégarnir de troupes cette place qui est le seul rempart qu'il puisse nous opposer, si quelque rupture nous portait à l'attaquer, ce que notre gouvernement est éloigné de faire.

On ne sait pas comment cela se terminera. Si vous le jugez nécessaire, je vous tiendrai au courant des événements. L'Empereur est un prince pacifique. Il est à désirer pour le bien-être de ses sujets et dans l'intérêt de la paix et de la bonne intelligence qu'il a voulu et qu'il désire entretenir avec les puissances chrétiennes, qu'il parvienne à étouffer cette révolution de prétoire.

Bilamri, à son retour à Fez, a reçu l'ordre, ainsi qu'il l'écrit à sa famille ici, de cesser son voyage à Tremecen. On ignore quand, et si jamais les Couroughlis qu'il escorte se rendront à leur destination.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : H. DELAPORTE.

Le vice-consul Delaporte au général Berthezène

Archives du G.G. (Original).
(Dossier spécial).

Tanger, le 8 juillet 1831.

Général,

J'ai eu l'honneur de vous écrire le 30 mai dernier par la voie de M. le Colonel commandant l'expédition d'Oran. J'ignore si vous avez reçu ma lettre. Depuis lors, rien de plus nouveau au Maroc, sinon que l'Empereur a déjà commencé à punir les rebelles et qu'il est à Meque-nez.

Divers réfugiés d'Alger, qui se trouvent à Tetouan, me font demander des passeports pour retourner en cette place, sous prétexte d'aller visiter leurs familles. Je donne l'ordre à M. l'Agent de France de ne point leur en délivrer avant que je connaisse, Général, vos intentions. Veuillez me les transmettre par le canal de M. Sobzy, chancelier, gérant le consulat de France à Gibraltar, et non par la voie incertaine des Juifs qui est celle par laquelle j'ai reçu votre dernière du 27 février.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé : H. DELAPORTE.

P.-S. — 15 juillet. — Cette lettre dont vous devez avoir reçu, Général, le duplicata voie Gibraltar n'étant pas partie, je l'ouvre pour vous annoncer la réception de celle dont vous m'avez honoré le 10 du mois dernier et qui m'est parvenue hier, transmise par M. Balensi de Gibraltar.

Mustapha agha, ainsi que je vous l'ai annoncé, Général, n'est pas parti avec Mulei Hossein, neveu de l'Empereur, mais avec un chef de la tribu des Beni Hassan qui campe entre la Mamora et Salé sur les bords de l'Océan, nommé Bilamri. Il est actuellement à Fez où l'a forcé de retourner la révolte des Ouddaya (garde blanche impériale) contre l'Empereur. Il a demandé à se rendre dans son commandement, mais on lui a objecté que les circonstances s'y opposaient. On n'a donc rien à craindre de son influence tant que les troubles régneront en cet empire. Si j'apprenais jamais qu'il dût faire le moi-

dre mouvement, vous en seriez instruit de suite, vous Général et M. le Colonel Lefol commandant à Oran les troupes françaises.

Divers bruits courent ici ; depuis hier, un de ces bruits a mis le cœur des Maures en joie. D'après les uns, notre armée aurait perdu, dans une expédition contre Titery, 1.500 de ses soldats et deux pièces de canon (1). D'après les autres, Telemsen aurait fait sa soumission et reconnu l'autorité française. Veuillez, Général, me donner les moyens de détruire le premier bruit et de confirmer le second. J'ai l'honneur de vous renouveler les sentiments de ma haute considération.

H.D.

**Extrait d'une dépêche de M. Delaporte au Ministre
des Affaires Etrangères**

Arch. du G.G. — E, 12³ (Copie)

Tanger, le 5 août 1831.

Les troubles qui règnent depuis plusieurs mois en cet empire, au lieu de diminuer, prennent plus d'extension. Le Sud est en combustion. Les tribus n'y connaissent d'autres chefs que ceux qui, méprisant l'autorité de leur sultan, se mettent à leur tête, non pour se composer un gouvernement, mais dans le seul but de se révolter, d'intercepter les routes et de piller les caravanes, comme l'ont éprouvé dernièrement deux d'entr'elles sorties de Rabat à la destination de Maroc.

Tous les jours on envoie, de Meknès à Tanger que l'Empereur paraît avoir métamorphosée en ville de détention, tous les prisonniers d'Etat dont le nombre s'accroît sans cesse et qu'il ne peut diriger sur l'île de Mogador, lieu d'exil ordinaire des grands coupables de délits politiques, où l'interruption des communications ne lui permet pas, pour le moment, de les envoyer.

(1) Allusion à l'expédition, conduite par Berthezène, sur Médéa. On se rend bien compte ici de l'impression produite sur les milieux indigènes et de la propagation rapide des nouvelles dans les milieux musulmans de l'Afrique du Nord.

On s'attend à une catastrophe décisive qui doit avoir lieu à l'époque des fêtes de la nativité de Mahomet, c'est-à-dire du 19 au 21 de ce présent mois. On murmure le nom d'un nouveau sultan Mulei Mayeb, un des 54 fils que Mulei Sliman, dernier Empereur, a laissés après lui. Si cette catastrophe a lieu, j'aurai l'honneur d'en instruire Votre Excellence.

**Le vice-consul Delaporte au comte Sébastiani,
Ministre des Affaires Etrangères**

Arch. du G.G. — E, 21¹ (Copie).

Tanger, le 14 août 1831.

Monsieur le Comte,

Un cavalier est arrivé ici dans la soirée, envoyé par l'Empereur ; un piéton expédié par le Consul du Portugal a opéré son retour dans la même journée. Le cavalier porte au Pacha l'ordre d'envoyer un contingent de 400 hommes à Mequenez où l'Empereur rassemble des forces importantes, avec lesquelles il doit frapper le dernier coup aux Ouddayas, sinon choir lui-même. Mulei Bentayeb a réuni le plus de monde armé possible depuis Taza, ville au sud-est de Fez, jusque sous les murs de cette capitale. Un parent de l'Empereur, chérif du Tafilet, lui amène des secours levés dans l'arrondissement de ce nom, la tribu des Beni Hassan campée entre la Mamora et Rabat et celles de la province du Gharb se rendent en masse auprès de lui ; Larache envoie 150 cavaliers de sa garnison. Mulei Hossein, un des fils de feu Mulei Soliman, dernier empereur, attend à Rabat l'arrivée du fils de l'Empereur actuel avec les contingents du Sud et de la ville de Maroc elle-même. L'Empereur rassemble une artillerie formidable pour le pays. Des canons, mortiers, boulets, ont été embarqués aujourd'hui en cette place de Tanger à la destination de Larache, d'où ils doivent partir pour Mequenez. 40 canonniers et de l'artillerie se sont rendus de Rabat à Mequenez, quartier général de l'Empereur. Sa Majesté a donné l'ordre aux troupes qui entourent Fez d'attendre son arrivée avant d'attaquer et que, jusque-là, ils aient à s'abstenir de toute voie de fait.

Les Ouddayas et leurs confédérés, les Chleux ou Berbères des montagnes, attendent l'Empereur de pied ferme. La question de perte ou de gain pour les deux partis sera décidée d'aujourd'hui à la fin de ce mois. Si l'attaque est rude, la défense sera vigoureuse. Les Ouddayas sont décidés, d'après tous les rapports, à vaincre ou mourir.

Il paraît que l'Empereur a repris le projet, qu'il semblait avoir abandonné, d'établir son autorité à Telemsen, malgré la position difficile où il se trouve lui-même. Les nouvelles défavorables à l'armée d'Alger, qui ont couru dans cet Empire ces jours-ci, semblent l'avoir enhardi à exécuter ce projet. L'ancien chef des tribus des Beni Hassan a remplacé Mulei Hossein dans le commandement de la province de Telemsen. Il est parti le 2 de ce mois pendant la nuit avec les Couroughlis Mustapha et Mosserli, anciennes autorités du pays, qui y avaient été retenues. Il est d'abord sorti avec 50 hommes à cheval dont 10 appartiennent à la garnison de Tanger, mais il a été bientôt rejoint par 250 autres cavaliers. Parmi les officiers supérieurs de ce détachement est un nommé Ammjout qui est désigné gouverneur de Mascara comme Bilamri l'est de Telemsen et de toute la province.

Que votre Excellence me pardonne les appréhensions que me fait concevoir le rassemblement des troupes, extraordinaire pour ce pays et trop considérable pour châtier 5 ou 6.000 Ouddayas. Je craindrais, une fois les rebelles châtiés, que le zèle aveugle de l'Empereur pour une religion, dont il s'est avoué jaloux dans sa lettre aux autorités dont j'ai envoyé la traduction à Votre Excellence (Dépêche du 10 janvier) et qu'il est de son honneur de soutenir comme fondée par son premier ancêtre Mahomet dont il descend en ligne directe, ne le portât à profiter de la réunion d'aussi grandes forces et de leur fanatisme pour se rendre sur le territoire occupé par nos troupes et augmenter le nombre de la population soulevée contre elles et s'en déclarer le chef.

Je désire que ces appréhensions ne soient, de ma part, qu'une terreur panique, mais, si ce n'est pas une crainte, c'est du moins une prévention ; et prévention est prévision, ou, pour plus de justesse dans l'expression, méfiance est prévoyance.

Il semble que les gens de Telemsen et des tribus environnantes aient de la répugnance à se soumettre au joug des Tunisiens, c'est-à-dire à une Régence qui était antérieurement tributaire de celle d'Alger.

Ils préférèrent la servitude de l'Empereur du Maroc, descendant direct de leur prophète.

DELAPORTE (1).

Le général Boyer au général Berthezène

Archives du G.G. (Original).
(Dossier spécial).

Oran, le 4 octobre 1831.

Mon Général,

J'ai eu l'honneur de vous rendre compte, le 1^{er} de ce mois, de l'arrestation que j'avais ordonnée des nommés Mohammed Valenciano et Abd El Salem, deux Marocains établis à Oran, convaincus d'espionnage et de correspondance avec les chefs Moustapha Ben Ismaël et Mousserli. Le 2 de ce mois, j'ai fait faire une visite domiciliaire chez ces individus par M. le Commissaire du Roi près la Municipalité d'Oran, assisté d'un habitant. Cette visite a produit la découverte d'armes à feu, comme fusils, pistolets, platines, toutes de manufacture française, et cartouches. Vous trouverez, mon Général, ci-joint la quantité de ces armes et munitions (2). Je les ai fait verser à l'arsenal d'Oran. M. le Commandant Lelièvre en certifie ci-joint la réception.

Instruit que je devais être attaqué par les tribus des Douayer et S'Melech, que les nommés Valenciano et Abd El Salem avaient rendu compte aux tribus que le changement de garnison d'Oran n'avait ap-

(1) Lettre de Berthezène au général Boyer, du 21 septembre 1831 :

« Le Ministre a reçu la nouvelle que des troubles graves agitaient l'empire du Maroc ; d'un autre côté, des avis qui me paraissent certains m'apprennent que Mustapha et Mousserli ont amené à Tlemcen un caïd marocain : une lettre de Gibraltar ajoute qu'il a été escorté par 200 hommes de troupe du Maroc. Enfin des lettres ont été écrites aux peuplades des environs de Miliana pour les encourager à la révolte, par l'espoir d'être secourues par Mustapha.

« ...Le gouvernement tient beaucoup à savoir tout ce qui peut intéresser le beylik »

(2) A cette lettre est annexé un état de tous les objets trouvés dans les magasins de ces deux négociants marocains. Il est trop long pour que nous le publions ici.

porté aucune augmentation de troupes dans les forts, instruit des communications habituelles de ces deux Turcs avec les Maures et Arabes du dehors, j'ai renoncé dès lors à mettre à exécution mon premier projet qui était de les renvoyer à Tanger, et, voulant profiter d'une circonstance où la criminalité de ces deux individus était avérée, j'ai ordonné leur exécution sur la Place du Marché. Elle a eu lieu hier, 3 de ce mois ; ces deux malheureux ont avoué leur crime avant d'avoir la tête tranchée. J'espère que cet exemple contiendra les autres et sera d'un bon effet.

J'ai ordonné le désarmement de tous les Maures habitants d'Oran ; cette mesure devenait indispensable d'après les hostilités commises dans l'intérieur de cette ville, d'où des coups de fusil étaient assez souvent tirés sur des patrouilles de nuit.

Mohamed Valenciano était un négociant. Le scellé a été mis sur ses propriétés. J'ai nommé le Payeur de la garnison, le Commissaire du Roi près la Municipalité et un négociant, M. Cohen, pour dresser l'inventaire des valeurs des magasins de Mohamed Valenciano. Aussitôt que cet inventaire sera dressé, j'aurai l'honneur de vous l'envoyer, afin que vous ordonniez ce que de droit. En attendant, le tout sera gardé avec la plus grande attention.

Agréez, mon Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Lieutenant-Général Gouverneur de la Province,

Signé : PIERRE BOYER (1).

(1) On peut rapprocher de cette lettre l'ordre du jour n° 10, en date du 7 octobre 1831, signé par le général Boyer :

« Le lieutenant-général, Gouverneur de la province, prévient MM. les chefs de corps et de détachements de toutes armes, formant la division d'Oran, que les Arabes du dehors viennent de leur faire les plus grandes protestations de dévouement et de soumission. La connaissance qu'il a de ces peuples nomades, sa confiance qu'ils ne sont jamais plus à craindre que lorsqu'ils s'abaissent à la soumission, le déterminent à recommander de redoubler de surveillance aux postes et aux forts extérieurs. Il engage MM. les officiers à se mêler peu avec les chefs qui viennent en ville et à éviter avec eux toute communication et familiarité. Nous sommes les maîtres du pays ; nous devons avoir peu de fréquentation avec les gens du dehors et l'on peut s'en rapporter au lieutenant-général pour la manière de les mener et de les faire surveiller ».

Cité par Walsin Esterhazy dans les notes et documents officiels de sa *Notice sur le Maghzen d'Oran*, p. 298-299.

Le général Boyer au général Berthezène

Archives du G.G. (Original).
(Dossier spécial).

Oran, le 5 octobre 1831.

Mon Général,

J'ai l'honneur de vous rendre compte que le sieur Welsford (1), vice-consul anglais à Oran, a cherché à interposer son autorité consulaire dans l'affaire des nommés Mohamed Valenciano et Abd El Salem, tous deux convaincus d'espionnage et de trahison, dépositaires d'armes, poudre et cartouches françaises, en récusant avec la plus grande politesse et les formes les plus honnêtes l'autorité française dans cette occasion. J'ai hâté avec intention l'ordre de mettre le scellé et confisquer provisoirement les biens de ces deux individus. Je ne doute nullement que la cupidité habituelle du sieur Welsford n'ait été le mobile de ses démarches. Ce Vice-Consul est dans l'habitude de ravir à autrui les effets précieux que l'on a la faiblesse de lui confier ; c'est ainsi que, dans une occasion périlleuse, la femme d'un

(1) *Welsford* (Nathaniel), vice-consul d'Angleterre à Oran (1829-1833), eut de nombreux démêlés avec le général Boyer dont il essaya d'affaiblir l'autorité et de contre-carrer les projets. La petite comédie, jouée par ce personnage auprès du bey Hassan, montre bien qu'avant l'arrivée du Général à Oran, il avait multiplié ses intrigues et combattu par tous les moyens la cause française à Oran.

Les difficultés les plus graves qu'il suscita à l'administration du général Boyer furent :

1^o L'affaire de la licence d'exportation de blé que le bey Ben Omar vendit au fils de ce vice-consul avant de quitter ses fonctions ;

2^o L'affaire des marocains Mohammed Valenciano et Abd es Salem ; ces deux commerçants, convaincus d'espionnage et reconnus détenteurs d'armes à feu et de munitions de guerre, furent condamnés à mort et exécutés à Oran le 3 octobre 1831 ; or, le vice-consul essaya d'interposer son autorité consulaire, quand il s'agit de mettre les scellés sur les marchandises qu'ils avaient laissées : « Je ne doute pas, répète le général Boyer au Ministre, le 5 octobre 1831, que la cupidité habituelle du S^r Welsford n'ait été le mobile de ses démarches ; ce vice-consul est dans l'habitude de ravir à autrui les effets précieux que l'on a la faiblesse de lui confier ». (*Document inédit*).

3^o L'affaire du Juif, Judas Sabach, interprète du vice-consul anglais : cet israélite communiquait secrètement avec les indigènes de l'intérieur et les prévenait des moindres intentions des autorités françaises. Le général Boyer le fit arrêter ainsi que deux autres Juifs protégés anglais. On les embarqua pour Gibraltar malgré les véhémentes protestations du vice-consul.

Juif se réfugiant chez lui pria sa femme de lui donner asile, qu'elle lui remit un écrin dans lequel il y avait des bijoux pour la valeur de 12.000 francs, qu'après quelques jours de danger, elle sortit en priant le consul et sa femme de lui remettre les diamants déposés, qu'il lui fût répondu que l'asile donné exigeait récompense et salaire, que l'on gardait l'écrin. Quelques jours après, les diamants furent tous vendus par le vice-consul à Hassan Bey.

Je pourrais ajouter à ce trait de filou, qu'au départ du Bey Hassan d'Oran (1), le vice-consul Welsford a acheté du Bey, alors dépossédé de son gouvernement, plusieurs maisons, boutiques, jardins, tous dépendant des biens de la Régence, que ce vice-consul est aujourd'hui en pleine et entière jouissance de ces biens, que l'absence de toute administration du Domaine sur ce point d'Oran lui laisse toute faculté de jouissance, que M. le Sous-Intendant Barrachin ne peut pas se faire rendre compte de rien dans cette affaire, attendu qu'il n'a pas d'interprète et que, sans ce meuble indispensable à son administration, il lui est impossible d'agir en connaissance de cause.

J'ai l'honneur de vous répéter, mon Général, qu'il est de toute nécessité d'envoyer ici quinze gendarmes avec un très bon officier pour faire ici la police, qu'il faut un bon interprète à M. Barrachin, qu'il en faut un au Maire et Commissaire de police ; l'absence totale de ces moyens prive le gouvernement de rentrées importantes au Trésor public, et j'ose dire qu'il est honteux qu'un vice-consul étranger se soit permis d'acheter ce qu'on n'avait pas le droit de lui vendre, mais ce dont on doit lui faire rendre compte par les organes que les règlements de bonne administration prescrivent.

Agrez, mon Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Lieutenant-Général,
Gouverneur de la Province d'Oran,
Signé : PIERRE BOYER.

(1) Hassan, bey d'Oran depuis 1817. A la suite de la prise d'Alger, le beylik d'Oran se révolta contre les Turcs. Hassan fut assiégé dans Oran. A l'arrivée de la petite expédition commandée par le capitaine de Bourmont, il se soumit à la France, mais offrit d'abandonner son beylik et de se retirer à Smyrne. Sa situation fut très critique quand les troupes françaises se réembarquèrent. En décembre, le général Damrémont occupa Mers el Kébir et prit Oran. Un bey tunisien ayant été nommé par le général Clauzel en Oranie, Hassan s'embarqua pour Alger où il demeura jusqu'au départ de ce gouverneur. Il se retira alors à Alexandrie, puis à La Mecque où il mourut. (Voir Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 71).

Le vice-consul Delaporte au général Berthezène

Archives du G. G. (Original).
(Dossier spécial).

Tanger, le 23 novembre 1831.

Monsieur le Lieutenant-Général,

J'ai reçu de son Excellence, le Ministre des Affaires Etrangères, l'ordre de me mettre en relation directe avec vous pour tout ce qui pourrait intéresser le service. En remplissant les ordres de S. E., je ne ferai que continuer avec vous, Général, une correspondance que j'avais commencée et à laquelle vous vous êtes prêté.

Depuis le 15 juillet, date de ma dernière lettre, Bilamri, le nouveau gouverneur de l'Empereur, avait pris possession du gouvernement de Telemsen ou, si vous le voulez, de la province d'Oran. Ce Bilamri, d'après la correspondance de M. le Gouverneur d'Oran, a eu l'audace d'attaquer cette place (1). Je viens de me plaindre de cette hardiesse à l'Empereur par l'organe du Gouverneur de Tanger qui a expédié un courrier *ad hoc*. L'Empereur a répondu qu'il rappelait Bilamri et que l'on apprendrait le châtiment qu'il lui infligerait. Je fais part de ce rappel à M. le Lieutenant-Général Boyer, gouverneur d'Oran.

Ce lieutenant-général a fait décapiter deux sujets marocains contre l'exécution desquels l'Empereur réclame d'après les traités. Cette affaire qu'il veut rendre sérieuse a été mise sous les yeux du Gouvernement du Roi qui décidera de la question. Sans cet événement, la plus parfaite harmonie régnerait entre les deux puissances.

(1) Dans la correspondance inédite du général Boyer, on trouve de nombreux renseignements sur l'attaque d'Oran par les contingents d'El Hamery, appelé ici *Bilamri*. Nous en extrayons quelques passages.

« Il en a été ce matin, comme des quatre autres jours. Sous les armes, à 4 heures. A 8 heures, quelques centaines de piétons et autant de cavaliers ont cherché à s'approcher ; le canon les a éloignés. A midi, un Arabe à pied a voulu s'introduire au moyen d'une charge de bois. N'ayant été reconnu par personne de la population, je l'ai fait fusiller. Du haut du fort de Santa Croce qui domine toute la plaine à 6 lieues, j'ai vu dans plusieurs directions des masses de piétons et de cavaliers. El Hamery insiste pour la réunion de toutes les populations ; il annonce qu'il attaquera lorsque tous les moyens seront réunis. Nous nous défendrons comme de braves gens ». *Le général Boyer au général Berthezène, 11 octobre 1831. (Document inédit),*

La révolte des Ouddayas, garde blanche de l'Empereur, est étouffée. Ils se sont livrés à la discrétion du vainqueur qui va les disséminer dans les ports. Six cents d'entre eux sous le commandement de Mulei Mimoun, frère de l'Empereur, vont être employés à réprimer les troubles qui règnent au Sud.

L'Empereur retourne à Mequenez, et l'on parle d'une *promenade militaire* qu'il doit faire dans la province du Rif. Pourvu qu'il n'aille pas plus à l'Est ! C'est ce que les événements apprendront ; et j'aurai l'honneur de vous informer, si jamais cette promenade a lieu et s'il la prolonge au delà des limites de son empire.

L'on a connu ici la malheureuse affaire de Bône. Tous les habitants de Tanger ont pris beaucoup de joie pour un événement qui n'est rien par lui-même.

Je suis, avec la plus grande considération, etc.

Signé : H. DELAPORTE.

P. S. — Trois bâtiments de guerre de l'Etat sont mouillés ici pour affaire de service. Ils mettront à la voile aujourd'hui. Le Gouvernement devrait désigner un bâtiment léger pour les relations entre Alger, Oran, Gibraltar et Tanger. Le service et la correspondance seraient plus sûrs.

« J'ai l'honneur de vous rendre compte qu'après dix jours d'hostilités, les Arabes réunis par El Hamery viennent de se disperser pour rentrer dans leurs ter-
« ritoires respectifs. El Hamery se rend à Mascara, ancien siège du gouverne-
« ment de cette province, lorsque les Espagnols occupaient les forts d'Oran.
« C'est de ce nouveau quartier général qu'il espère gouverner la province, perce-
« voir la dime sur toutes les denrées et, en sa qualité de lieutenant de l'empereur
« du Maroc, soumettre les populations aux impôts et redevances de tout genre
« que cette province était dans l'habitude de payer ». *Du même au même*, 17 octo-
bre 1831. (*Document inédit*).

« Rien n'est mobile comme les Arabes. Hier, personne au marché, ni en ville ;
« aujourd'hui, quelques individus se sont présentés avec des provisions en petite
« quantité. Deux de mes émissaires sont également arrivés ; ils annoncent l'en-
« trée d'El Hamery dans Mascara, accompagné de Mousserli seulement. Musta-
« pha se dit malade et est rentré dans sa tribu ; mais il a envoyé son frère, son
« second dans sa tribu, il se nomme Hadji Beladri, il est à la disposition d'El
« Hamery. On assure que l'intention d'El Hamery est de percevoir des contribu-
« tions, de ramasser de l'argent pour en répandre et exciter les populations à une
« attaque plus sérieuse et qui serait secondée par le canon du fort de Mascara.
« Il aura bien du mal à le faire arriver... il proclame qu'il attend 12.000 hommes
« de son souverain... ». *Du même au même*, 22 octobre 1831. (*Document inédit*).

III. — SALUBRITÉ

Le Ministre de la Guerre au Gouverneur général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12³

21 juillet 1831.

Général,

La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, le 24 juin dernier, me donne la triste certitude d'un fait sur lequel il m'était permis de conserver au moins des doutes. Vous m'annoncez positivement, et M. l'Intendant militaire confirme par sa correspondance que des paillasses ont été distribuées aux troupes, mais *qu'elles sont sans paille*, et qu'à l'exception de deux bataillons du 67^e régiment qui ont des lits de camp, le reste de la Division *couche sur la terre*.

Je ne saurais vous exprimer assez vivement les regrets que me cause cette situation ; elle n'eût jamais dû exister et je vous prie de la faire cesser immédiatement. Les dispositions que j'ai faites pour le casernement d'Alger ne pourront, ainsi que je vous l'ai annoncé, commencer à être exécutées qu'en décembre. Il est indispensable que, jusqu'au moment où elles seront complétées, le soldat reçoive de la paille de couchage. La récolte a dû en produire des quantités suffisantes pour ce service. S'il en était autrement, vous n'auriez pas un instant à perdre pour en faire acheter et charger, soit aux îles Baléares, soit sur tout autre point productif et rapproché. Je vous donne, à ce sujet, une autorisation complète.

Mon intention est que toutes les paillasses soient réparées et remplies ; à défaut de paille ou en attendant qu'il en arrive, il conviendra d'employer le foin dont la récolte paraît avoir eu quelque importance cette année, ou enfin les algues de mer, s'il est possible de s'en procurer.

Chaque paillasse devra reposer sur des planches ; s'il en manque, il sera suppléé au moyen de nattes de jones ou de claies de broussail-

les, grossièrement tressées par le soldat lui-même, ou au moyen d'une couche convenablement épaisse de branchages.

Les hommes qui ne pourront avoir part à la distribution des paillasses recevront de la paille de couchage suivant les dispositions réglementaires ; ils recevront les premiers des fournitures de casernement au fur et à mesure de leur mise en service à leur arrivée.

J'ai eu l'honneur de vous prévenir que ce casernement sera de 15.000 fournitures, nombre suffisant pour l'occupation habituelle de la Régence. Lorsque la force de la Division sera supérieure, l'excédent des hommes couchera sur des paillasses, remplies ainsi que je l'ai expliqué plus haut.

M. l'Intendant Bondurand m'a proposé, par sa lettre du 28 juin, d'employer exclusivement des hamaes pour le service du couchage à Alger. Je lui fais connaître les inconvénients graves de ce système aussi coûteux que celui d'un casernement régulier et je le prévins que rien ne sera changé à la décision que je vous ai notifiée le 11 juin. L'un des motifs de la proposition de M. l'Intendant était le défaut de locaux suffisants pour le logement des troupes. Cette difficulté ne me paraît pas insurmontable, puisque vous faites établir des baraques en planches et en pisé. Il suffira de donner à ces baraques les dimensions convenables, et je pense que rien ne s'y oppose. Les lits de caserné ont 25 pouces et comportent 9 pouces de ruelle que l'on diminue au besoin en accotant les lits deux à deux ; l'espace nécessaire ne saurait être beaucoup plus étendu que celui qu'occupe maintenant un homme couché sur la paillasse.

Général, nous sommes chargés, vous et moi, d'une grande responsabilité en ce qui concerne le couchage de votre Division. J'ai fait tout ce qu'il m'était possible de faire pour l'assurer convenablement à l'époque la plus rapprochée, mais vous seul pouvez remédier à l'abandon actuel dans lequel ce service est tombé. Je vous prie de vous en occuper sans relâche et de faire cesser bientôt les justes inquiétudes que votre lettre du 24 juin m'a données.

Signé : DUC DE DALMATIE.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 28 juillet 1831.

Monsieur le Maréchal,

Les postes de la Maison Carrée (1) et de la Ferme Expérimentale (2) sont tellement malsains que, dans l'espace d'un mois, le 30^e de ligne se trouve réduit à presque rien ; une compagnie de grenadiers est réduite à six hommes par suite des maladies et il n'y a plus qu'un chef de bataillon et deux capitaines bien portants.

Si les Arabes ne nous y eussent point attaqués, je les aurais évacués, mais, après ce qui s'est passé, ce serait impolitique et je crois qu'il faut les garder malgré le mal qui doit nous en advenir.

Le projet que j'avais eu de mettre sous la toile ces troupes n'a pu s'exécuter ; la faculté a prétendu que le soleil augmenterait encore les maladies parmi elles et j'ai dû me borner à les faire relever tous les dix jours. Ce régime a diminué en effet le nombre des malades dans ces deux postes, mais cette amélioration est plus apparente que réelle, parce que les hommes qui y ont été en rapportent le germe de la fièvre dans leurs cantonnements où elle ne tarde pas à se déclarer.

Je profiterai de cette circonstance pour vous faire remarquer que le personnel des médecins et officiers de santé n'a peut-être pas été choisi avec tout le soin que ce pays-ci aurait demandé.

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) *Maison Carrée* (Bordj el Kantara, bâti en 1724 par les Turcs) commandait la partie inférieure des bords de l'Harrach. Ce poste, qui est à peu de distance de la mer et à 12 kilomètres au S.-E. d'Alger, se trouvait entouré par une région basse, marécageuse, et pourtant il n'était guère possible de ne pas l'occuper pour prévenir et arrêter toute incursion des Kabyles.

(2) *Ferme Expérimentale* (ancien Haouch Hassan Pacha). Elle avait été louée en octobre 1830 à une société anonyme, constituée par les amis de Clauzel ; on devait y créer une Ferme Expérimentale ou une Ferme Modèle. Les terrains dont elle disposait furent de 1.000 hectares, situés à l'extrémité de la Metidja, dans une région proche de la zone marécageuse de l'Harrach. Cette ferme fut réputée pour son insalubrité, due évidemment au voisinage des marais, mais aussi, pendant les premières années, au remuement des terres, soit pour la culture, soit pour la défense.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 11¹

Alger, le 1^{er} août 1831.

Monsieur le Maréchal,

Depuis le 22 que je battis les bandes de l'Ouest, nous sommes parfaitement tranquilles ; jamais les marchés n'ont été plus abondants et le blé qui s'était élevé à 10 boudjous est redescendu à 4. J'espère que cet ordre de choses s'améliorera chaque jour. J'ai confiance que notre agha nous rendra service ; les tribus paraissent enchantées de ce choix.

Les travaux que j'ai fait exécuter à la Maison Carrée et qui consistent en 4 bastions ou batteries à barbettes et un chemin couvert avec banquettes pour la fusillade rendent ce point très respectable et ce sera un boulevard inexpugnable, dès que j'aurai reçu les palissades que je vous ai demandées. Il n'en est pas de même de la Ferme Modèle, d'où j'arrive à l'instant ; elle fait mon désespoir, c'est le plus mauvais poste imaginable ; pour le protéger, il faut des travaux considérables, difficiles à exécuter en cette saison et qui de plus auront le désavantage de nous donner plus de malades, puisque le nombre de troupes y sera plus considérable.

L'état sanitaire des Maison Carrée et Ferme Modèle m'a forcé à réduire à cinq jours le temps que les troupes y resteront et à leur accorder double ration de viande. Je cherche tous les biais possibles pour obtenir des résultats heureux, sans que j'y réussisse entièrement.

L'artillerie attend avec la plus vive impatience les bois qu'on lui a promis ; elle en a le plus grand besoin, car elle ne peut se servir des pièces de canon dans l'état où elles sont ; je vous prie de hâter l'expédition de ceux qui lui ont été annoncés.

Signé : BERTHEZÈNE.

L'intendant Bondurand au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 22¹

Alger, le 1^{er} août 1831.

Mon Général,

Nous sommes tellement débordés par l'affluence des malades qui nous arrivent que dès hier les places manquaient dans nos hôpitaux, où on a resserré les lits pour ne renvoyer personne. Déjà les galeries sont partout occupées.

On espérait pouvoir embarquer ce soir les 85 malades que nous évacuons demain pour Marseille, mais le *Robuste* ne sera prêt à les recevoir que demain de 4 à 5 heures du matin. On est donc obligé de se resserrer encore pour recevoir les entrants d'aujourd'hui ; et comme les entrants d'avant-hier étaient de 75 et que ceux d'hier ont été de 65, vous voyez que, quand même nos hôpitaux ne seraient pas aussi obstrués qu'ils le sont, les 85 places que laisserait vacantes notre évacuation de demain seraient bientôt remplies ; ce serait l'affaire de deux jours au plus, mais nous ne sommes pas dans ce cas parce qu'elles sont prises à l'avance, et nous ne pourrions pas encombrer nos hôpitaux plus qu'ils ne vont l'être après cette évacuation, sans encourir de graves dangers pour leur salubrité.

Vous savez que j'ai proposé au Génie de déplacer les baraques de nos fourrages à Babazoun pour les employer à l'hôpital de la Salpêtrière ; il les a trouvées en si mauvais état qu'il a assuré qu'elles ne pourraient pas être déplacées sans tomber en ruines. Il avait proposé des constructions en planches dans les jardins de la Salpêtrière, mais il fallait exhausser le sol, le couvrir de planches pour préserver les malades de toute humidité ; et ces précautions ne les auraient pas préservés d'une fourmière de puces comme elles pullulent à Mustapha Pacha qui ne peut en être préservé par aucun moyen. De plus, il fallait plus d'un mois et 15.000 francs pour ces constructions, tandis qu'il ne faudra pas plus de 25.000 francs pour bâtir un 2^e étage au-dessus des terrasses des deux grandes salles de la Salpêtrière, ce qui donnerait de la place pour 200 lits. Mais le Génie est tellement occupé de son baraquement, de ses travaux à la Ferme et à la Maison

Carrée que, faute d'ouvriers et d'officiers pour les diriger, il ne peut pas se livrer avant deux mois aux travaux de construction pour nos hôpitaux. Ces constructions exigeant d'ailleurs du temps pour les faire et pour en sécher les matériaux y employés, il devient indifférent qu'elles soient terminées en novembre ou décembre puisqu'elles ne peuvent pas nous servir pour les mois d'août et de septembre qui sont les deux mois qui nous donneront le plus de malades. Voilà le résumé de la lettre que j'ai reçue du commandant du Génie. J'ai le projet de lui écrire pour lui demander s'il ne jugerait pas à propos de faire un 2^e étage sur tous les bâtiments de la Salpêtrière, ce qui augmenterait encore nos moyens, combien coûteraient ces nouvelles constructions et combien elles nous donneraient de places. Mais tout cela ne peut nous servir que pour l'an prochain et il faut nous occuper immédiatement des besoins du moment présent.

L'affluence des malades dépassant toutes nos prévisions, nos trois hôpitaux, la caserne de la porte Babazoun et les deux mosquées que nous avons obtenues depuis votre retour de l'expédition de Médéah, tout est envahi, et au delà, malgré les trois évacuations que nous avons déjà faites dont la première de 31 malades, la 2^e de 41, la 3^e de 85 et celle de demain de 85 encore, ce qui fait un total de 242 ; et, malgré cette évacuation de 242 malades dans l'espace d'un mois environ, nous en avons hier au soir 1.504 sur lesquels les 85 évacués demain seront remplacés et au-delà d'ici à demain.

Les évacuations sur France ne pouvant donc pas suffire pour désencombrer nos hôpitaux, il est de la plus grande urgence de nous procurer immédiatement de nouveaux locaux ; et ce sont encore des mosquées que je vous propose de demander. Ce sont les seuls édifices qui puissent nous offrir des ressources immédiates comme celles dont nous avons besoin. Je me charge de les faire demander et j'ai la presque certitude de les obtenir sans plus de difficulté que celles que nous avons déjà eues dans la rue Babazoun du 6 au 8 du mois dernier. Il y en a encore trois fort belles dans la rue de la Marine ; nous demanderons à ce qu'on nous cède, pour les besoins urgents du service sacré des hôpitaux, celle ou celles jugées inutiles au culte, nous obligeant à les rendre intactes, aussitôt que la saison des maladies sera passée. Il ne nous reste que ce parti à prendre pour nous tirer de l'embarras où nous nous trouvons et qui ne peut que s'accroître pendant le mois d'août où nous entrons et pendant celui de septembre et peut-être les premiers jours d'octobre.

Je vous prie de m'honorer d'un mot de réponse, pour que je puisse immédiatement faire les démarches nécessaires pour obtenir ce dont nous avons un si pressant besoin.

J'ai su que vous aviez été à la Ferme, ce qui m'a privé de l'honneur de venir vous voir et de vous entretenir de cet objet important ; je n'ai pas voulu non plus vous déranger de votre courrier à votre retour.

Je vous renouvelle, mon Général, l'assurance de ma très haute considération, de mon dévouement et de mon très sincère attachement.

L'Intendant,

Signé : BARON BONDURAND.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 5 août 1831.

Monsieur le Maréchal, (1)

J'ai reçu votre lettre du 21 juillet relative au couchage des troupes. Je vois enfin que vous êtes bien convaincu des besoins des troupes sous ce rapport. En cela comme en toutes choses, depuis que je suis ici, je me suis efforcé de vous faire connaître la vérité et de dissiper des illusions brillantes qui ne se réaliseront jamais, je veux dire de longtemps.

Aucun des moyens que vous indiquez au 4^e paragraphe de votre lettre n'est praticable. Nous n'avons point d'algue de mer et nous ne pouvons faire ni nattes, ni claies, faute de matériaux. Nous n'avons pas même de branchages parce que les arbres manquent. Notre seule ressource est la paille et M. l'Intendant va s'occuper des moyens de s'en procurer.

(1) Cette lettre a été publiée par M. Klein dans les feuillets d'El-Djézaïr III, p. 107.

Nous donnons la préférence aux hamaes parce qu'ils coûtent beaucoup moins, parce que le même local peut contenir au moins 1/4 d'hommes de plus et parce qu'ils sont moins accessibles aux puces, vermine qui chasse les soldats des casernes et des baraques sans qu'il soit possible de s'en garantir. Vous ne sauriez vous faire une idée de leur innombrable quantité ; il semble que la terre les produise.

Quoique nous fassions établir des baraques en pisé, il ne faut pas penser que nous soyons au large pour les logements. Au lieu de douze que nous voulions en faire construire, nous n'avons pu en entreprendre que huit, et il ne paraît pas qu'elles puissent être habitables avant le mois d'octobre ou de novembre. C'est fort long à construire et les planches en bois qui entrent dans leur confection nous manquent souvent. Le choléra morbus est encore venu mettre des entraves puisque la plus grande partie de ces bois nous viennent de la Baltique.

Au reste, Monsieur le Maréchal, soyez assuré de tout notre zèle à tous pour tâcher d'améliorer la position des hommes qui nous sont confiés (1).

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) Le casernement était dans le même état pitoyable à Oran. Voici à ce sujet un extrait de la lettre qu'adressait Berthezène au général Faudos en réponse à une réclamation de ce dernier (27 septembre 1831) : « Le casernement d'Oran n'est pas plus mauvais que celui d'Alger et, jusqu'à ce que le gouvernement ait fait droit à mes réclamations réitérées, il ne pourra pas être autre. J'ai l'espoir que l'époque n'en est plus éloignée ; cependant vous pouvez vous procurer de la paille, ce qui est un avantage que nous n'avons pas ici, car nous sommes obligés de la faire venir de France, d'Espagne et d'Italie ». Il est à remarquer que Berthezène se donne ici un rôle qu'il n'a pas réellement joué ; c'est le Maréchal Soult qui a pris les mesures nécessaires pour le couchage définitif des troupes de la Division d'Alger et qui, dans une lettre citée plus haut et en des termes singulièrement pressants, lui a rappelé l'obligation d'en assurer sur place le casernement provisoire.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 8 août 1831.

Monsieur le Ministre,

L'état sanitaire de l'armée empire tous les jours et devient véritablement effrayant ; il n'y a pas de jour où il n'entre 100 et jusqu'à 150 hommes à l'hôpital, sans compter les valétudinaires qui restent à la chambre. Le 30^e de ligne en est au point que hier le général Feuchère m'a déclaré que, s'il fallait marcher, ce régiment ne pourrait pas lui fournir cent hommes. C'est en grande partie l'effet de l'occupation de la Ferme Modèle et de la Maison Carrée. Ainsi la protection que nous avons donnée à la culture de quelques arpents d'orge et de blé nous coûte jusqu'à ce jour la dissolution momentanée d'un régiment, 28 morts et 124 blessés. Cela me paraît un peu cher, quoique impossible à éviter ; cependant il serait injuste de ne pas reconnaître qu'il y a d'autres causes de maladie que je ne comprends pas et qui doivent être l'objet des observations des médecins et des officiers de santé, mais dans cette partie comme dans beaucoup d'autres ce point-ci a été traité bien légèrement.

Ces considérations me font retarder le départ du 20^e. La connaissance qu'ils ont de nos maladies et du départ de ces troupes pourrait donner envie à ces peuplades de venir m'attaquer une troisième fois ; elles savent fort bien que c'est la saison la plus favorable pour elles et une députation de Miliana m'exprimait hier la crainte que j'irais les punir dès que les chaleurs seraient passées. Oran ne risque rien ; sur environ 1.400 hommes de garnison qui occupent cette ville et ses forts, il n'y a que 14 malades.

La mortalité n'est pas en raison des maladies et nous ne comptons guère que 5 ou 6 morts par jour ; les fièvres elles-mêmes cèdent à l'emploi de la quinine, mais les guérisons sont lentes et les convalescences longues.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³

Paris, le 17 août 1831.

Général,

Par une dépêche du 28 juillet, vous me rendez compte que les postes de la Maison Carrée et de la Ferme sont extrêmement malsains, mais que des considérations militaires vous forcent de continuer de les occuper malgré leur insalubrité, et que vous vous proposez de les faire relever tous les dix jours. Puisque vous regardez leur occupation comme absolument indispensable, il faut avoir soin de les faire relever plus souvent, tous les deux jours même, si cela était nécessaire, et vous entendre avec les officiers de santé en chef pour remédier, par le régime et les distributions convenables, à la fâcheuse influence de ces localités sur la santé des troupes.

Quant aux officiers de santé, dont vous vous plaignez en général (1), je ne conçois pas comment ils seraient mauvais. On a au contraire choisi pour l'expédition d'Afrique tous ceux qui pouvaient avoir le plus d'expérience. Au surplus, je vais me faire donner des éclaircissements plus positifs à ce sujet par le comité de santé, afin de pourvoir ultérieurement, s'il y a lieu, à quelques changements dans leur personnel.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

(1) La défiance de Berthezène contre le corps des officiers de santé était extrême. Voici le post-scriptum d'une lettre confidentielle qu'il adresse à Soult (25 mai 1831):

« Je vous ai adressé une demande pour me faire remplacer. Choisissez un honnête homme. Cela importe à votre gloire et à celle du Roi. Si, par hasard, vous ne faisiez pas droit à ma demande, alors je vous demanderais un médecin capable, car ici, malgré le nombre, nous n'avons rien qui mérite confiance ».

Cette hostilité s'aviva après l'expédition de Médéah et surtout après la publication de plusieurs articles dans *le Sémaphore* de Marseille. Berthezène crut voir dans le docteur Chevreau l'inspirateur sinon l'auteur de ces articles. Il est proba-

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 23 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

J'ai l'honneur de vous prévenir que M. le lieutenant-colonel Admirauld (1), commandant l'artillerie du corps d'occupation, part demain pour se rendre à la Chambre des Députés dont il est membre. M. le

ble que le général se trompait ; pourtant les faits cités, surtout en ce qui concerne les malades du corps expéditionnaire, étaient exacts et devaient avoir été divulgués par un médecin. Nous trouvons dans un mémoire inédit du docteur Baudens un récit très détaillé de cette campagne meurtrière pour nos soldats. Nous en extrayons le passage suivant : « Quatre-vingt à cent militaires (l'armée est à la ferme du bey d'Oran, elle se reforme après sa descente de l'Atlas), saignant de leurs blessures récentes, vinrent réclamer nos secours, et, en moins de deux heures, tous furent pansés, *excepté ceux dont les plaies réclamaient l'amputation immédiate*. Ces malheureux ne purent être opérés qu'à Alger, quelques jours plus tard, parce qu'on m'obligea de les faire transporter immédiatement sur des prolonges d'artillerie et presque tous périrent des suites de leur opération trop différée. J'ai tout lieu de croire que, si l'on m'eût donné une heure pour les amputer, tous existeraient encore. De quelle pitié pénible nos cœurs ne furent-ils pas émus quand, après les avoir déposés précipitamment sur les caissons, nous fûmes réduits à fixer sur eux d'inutiles regards, tandis qu'immobilisés ils demeuraient en butte aux rayons d'un soleil ardent. L'incertitude du départ et l'ordre de nous tenir prêts, ordre fondé sans doute sur des nécessités stratégiques, nous enchaînaient dans cet état cruel. Mes aides dont le dévouement a été apprécié de toute l'armée, m'ont merveilleusement secondé dans cette circonstance comme dans toutes les autres. Ils se multipliaient pour suppléer au défaut d'infirmiers dont nous manquions. Et j'étais ravi de les voir aller de caisson en caisson porter de l'eau aux militaires blessés, afin d'arroser leurs plaies et d'étancher leur soif. Ce n'est que bien tard qu'ils ont pris, à la distribution des vivres, quelques biscuits et un peu d'eau-de-vie. *Ces aliments sont les seuls qu'il ait été permis de distribuer à l'armée depuis Médéah, jusqu'à notre retour à Alger* ».

Le mémoire du docteur Baudens a été retrouvé par nous dans les Archives de la famille Rozey qui a bien voulu nous le confier. Comme il ne fait pas partie du dossier Berthezène et qu'il est trop long (71 pages sur le manuscrit), nous n'avons pas cru devoir le publier ici.

(1) *Admirauld* (Louis-Gabriel), né à la Rochelle (Charente-Inférieure) le 28 août 1784 ; élève à l'Ecole polytechnique, 24 septembre 1803 ; élève sous-lieutenant, 23 septembre 1805 ; lieutenant en 2^e au 5^e d'artillerie à cheval, 13 décem-

chef d'escadron Camain prendra pendant son absence le commandement de cette arme.

M. Filhon, chef de bataillon, chargé des travaux topographiques profite également du congé que vous avez eu la bonté de lui accorder au mois de juin dernier.

Conformément à vos ordres, le peu d'Espagnols qui sont ici se rendent en France.

L'état sanitaire de nos troupes paraît vouloir s'améliorer. Cependant, c'est encore fort peu sensible et la Maison Carrée et la Ferme Modèle sont toujours également dangereuses. Le Bataillon des Zouaves, qui occupe ces deux postes depuis le 21, y souffre beaucoup et M. le Maréchal de camp Brossard (1) a cru devoir appeler mon attention particulière sur le caractère de malignité qu'affectent les fièvres dont

bre 1806 ; lieutenant en 1^{er}, 15 septembre 1807 ; capitaine en 2^e au 9^e d'artillerie à pied, 14 mars 1811 ; capitaine en 1^{er} à la compagnie d'artillerie 43^e cohorte, 18 juin 1812 ; au 4^e d'artillerie à cheval, 20 février 1813 ; au 1^{er} d'artillerie à cheval, 25 novembre 1814 ; dans l'artillerie à pied de la garde Royale, 20 septembre 1815 ; rang de chef de bataillon, 20 septembre 1815 ; au 7^e d'artillerie à pied, 9 mars 1820 ; commandant d'artillerie de l'île de Ré, 30 juin 1826 ; chef d'escadron au 3^e d'artillerie à pied, 1^{er} octobre 1829 ; *commandant l'artillerie de l'armée d'Afrique*, lieutenant-colonel, 15 octobre 1830 ; sous-directeur d'artillerie à la Rochelle, 26 mai 1832 ; admis à la retraite, 24 novembre 1840. Député de la Rochelle, 1831. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 49).

(1) *Brossard* (Amédée, Hippolyte, marquis de), né à Folleny (Seine-Inférieure) le 8 mars 1794 ; chevalier noble au régiment de Mortemart (1796) ; lieutenant au 10^e chasseurs à cheval, 18 février 1808 ; capitaine, 6 avril 1811 ; chef de bataillon, 17 juin 1813 ; major, 19 août 1814 ; lieutenant-colonel au corps royal d'Etat-Major, 12 février 1813 ; chef d'Etat-Major du camp de l'Ouest, 1^{er} juillet 1828 ; du camp de Lunéville, 15 juillet 1829 ; *de la 1^{re} division de l'armée d'Afrique*, 19 mars 1830 ; maréchal de camp mis à la disposition du général commandant les troupes en Afrique, 27 mai 1836 ; commandant par intérim la province d'Oran, 10 janvier 1837 ; admis à la retraite, 4 juillet 1839 ; décédé à Montfermeil (Seine-et-Oise), le 22 janvier 1867.

Auteur de : *Moyens d'assurer la sécurité de la colonie d'Alger*, 1830 — 82 jours de commandement dans la province d'Oran, 1838. (Esquer, d'après documents du Ministère de la Guerre : *La correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 451).

Il est impossible de ne pas signaler le procès qui fut intenté au général Brossard devant le conseil de guerre de Perpignan. Il fut condamné à six mois de prison et à la dégradation, septembre 1838. (Voir Pellissier de Reynaud, *Annales Algériennes*, II, p. 266 à 270).

il est atteint. Je viens de donner des ordres pour que MM. les Officiers de santé en fissent un examen soigné et approfondi (1).

Personne ne résiste à l'air de la Ferme Modèle ; aujourd'hui, on m'apprend que le régisseur est à l'agonie et un de nos soldats colons y a perdu sa femme et ses trois enfants.

Signé : BERTHEZÈNE.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 11¹

Alger, le 26 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

Il est présumable que les fièvres dont sont atteints les hommes que nous évacuons des hôpitaux seront promptement guéris en France, le voyage seul et le changement d'air qui en est la suite peuvent opérer cet heureux résultat. Je vous prie en conséquence de donner des ordres pour qu'ils nous rejoignent le plus promptement possible.

Je me rappelle que, dans l'île de Walcheren, toutes les troupes françaises étaient atteintes de la fièvre tierce ; on imagina d'établir sur l'Escaut des barques où on les faisait soigner et, bientôt, elles retrouvaient la santé. Ne serait-il pas possible d'en faire l'essai dans ce pays ?

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) On trouvera plus loin le rapport demandé par Berthezène et établi par les trois plus hautes autorités médicales de l'armée.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 30 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

Ainsi que vous m'y avez autorisé, j'ai fait connaître aux corps qui ont fait la campagne que votre intention est de les faire rentrer en France successivement et d'ici à l'année prochaine ; ils en sont dans la joie la plus vive. Les spéculateurs seuls peuvent se plaindre ici.

La gendarmerie demande à participer à la faveur que vous accordez aux corps de rentrer en France ; je vous prie de le leur accorder, le bien du service y est intéressé. Plus nous avons de vauriens de tous les pays et plus nous avons besoin d'une gendarmerie bien composée et ce n'est pas le cas dans lequel nous nous trouvons.

Le 30^e régiment de ligne étant celui qui a le plus souffert, je pense que c'est celui qu'il convient de faire rentrer le premier.

Notre état sanitaire semble vouloir s'améliorer ; je me flatte que nous n'aurons plus besoin de faire des évacuations.

Signé : BERTHEZÈNE.

Berthezène au général Brossard

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 10 septembre 1831.

Monsieur le Général,

Hier j'arrivai vers les six heures du matin à Birkadem, le 2^e café sur la route de la Ferme.

M. le Capitaine, commandant la compagnie, était absent ; la compagnie n'exerçait point, on ne s'y occupait d'aucun objet de service

et l'intérieur de la maison, non plus que les alentours, ne me parurent pas tenus avec la propreté convenable.

Faites-vous rendre compte de ce qu'était devenu le capitaine et les autres officiers à l'exception d'un seul et punissez-les. Exigez que le chef de bataillon dont fait partie cette compagnie la visite au moins une fois la semaine ; enfin prescrivez que la propreté soit extrême. Les hommes n'iront pas courir pendant qu'ils seront occupés à ces soins. J'ai l'assurance que, si le 67^e a eu tant de malades pendant les dix derniers jours d'août aux postes de la Ferme et de la Maison Carrée, les principales causes en sont dans la malpropreté et l'intempérance. (1)

J'observai enfin qu'une cantinière étrangère à la compagnie s'est établie près la maison qu'occupe cette compagnie ; donnez les ordres pour qu'elle rentre en ville.

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) Dans une lettre adressée à M. de Passy, M. Renault insiste sur les causes de la mortalité excessive constatée en 1831 et 1832, et, en réponse aux affirmations de cet homme politique, donne les précisions suivantes :

« Vous dites dans votre rapport : *« En Afrique, le nombre des malades est beaucoup plus considérable qu'en France ; on l'évalue au dixième des hommes présents ; mais ce nombre a été constamment dépassé ; il est des moments où, sur certains points, le tiers de la garnison a été à la fois à l'hôpital. »*

« Les adversaires de la colonisation font grand bruit d'une insalubrité de climat, qui est chimérique et cette partie de votre rapport leur vient en aide. « Examinons un peu cette phrase : *En Afrique, le nombre des malades est beaucoup plus considérable qu'en France.* Cela est vrai, mais seulement dans l'armée ; « dans la population civile, c'est le contraire. Pourquoi ne pas indiquer cette différence ? Pourquoi n'en pas signaler les causes ? En France, le soldat ne sort « pas des casernes ; en Afrique, il fait un service, souvent inutile à la colonisation, « mais toujours très pénible ; il monte la garde au soleil et couche sous des tentes, « exposé à la fraîcheur produite par une abondante rosée. En France et notamment dans le Nord, la modicité de sa solde de paix lui permet rarement l'usage « du vin et de l'eau-de-vie. A Alger, il se livre à l'ivrognerie, à la débauche ; et « ce désordre, si fatal à la santé du soldat, a nécessité la promulgation d'un arrêté « qui interdit aux cabaretiers de vendre du vin et des liqueurs aux soldats ; inutile de dire l'impuissance de cette décision ». (Renault : 2^e lettre à M. Passy, p. 9).

Berthezène au Ministre de la Guerre .

Arch. du G. G. — E, 11¹

Alger, le 12 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

Dans votre dépêche du 26 août, en approuvant le parti que nous avons pris de consacrer la caserne du fort Bab-el-Oued au service des malades, vous ajoutez qu'il est à regretter qu'on ait été obligé de cantonner hors de la ville le bataillon qui y était logé, parce que cette mesure tend à accroître le nombre des malades.

Votre observation est la conséquence naturelle du tableau comparatif des malades des divers corps à cette époque ; aujourd'hui, la comparaison n'est pas aussi favorable aux troupes de la ville et le 15^e qui n'en est jamais sorti est un de ceux qui ont eu le plus de malades. Il y a de plus une distinction à faire : nous n'avons pas eu un malade dans les cantonnements qui s'étendent sur les hauteurs depuis la Pointe-Pescade jusqu'aux maisons des consulats de Suède et d'Espagne, tandis que nous en avons eu un certain nombre dans ceux qui se trouvent aux environs de Mustapha Pacha et à l'Est de la route de Blida ; il faut ajouter à cela que ces troupes seules ont fourni les garnisons des postes de la Maison Carrée et de la Ferme Modèle ; ce n'est que depuis le 1^{er} septembre que les troupes de la ville y ont pris part, disposition qui a été nécessitée par le départ du 20^e et l'impossibilité où le 30^e a été de faire aucune espèce de service.

Du reste, soyez persuadé qu'aucun des moyens moraux et hygiéniques que vous m'indiquez n'ont été oubliés.

Signé : BERTHEZÈNE.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 111

Alger, le 12 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

Les bâtiments de guerre la *Bellonne* et la *Meuse* viennent d'arriver en apportant le 1^{er} bataillon de la Légion Etrangère (1). Ces mêmes bâtiments partiront après-demain pour Oran afin d'y conduire le reste du 20^e et en ramener en France le 2^e bataillon du 21^e.

Mes différents rapports vous ont prouvé que je n'avais retardé, en aucune manière, la rentrée du 21^e et que le manque de transports seul a empêché ce mouvement de s'exécuter plus tôt. Le général Boyer était sur la *Bellonne* ; il va se rendre à Oran et le général Fau-doas reviendra ici, ainsi que vous l'avez décidé. Je lui écris conformément à vos ordres qui me sont parvenus hier.

Quoiqu'il n'y ait pas encore de diminution bien sensible dans le nombre de nos hospitalisés, cependant l'état sanitaire tend à s'améliorer et les Ferme Modèle et Maison Carrée fournissent peu de malades depuis dix jours. Le régiment qui souffre le plus dans ce moment est le 67^e de ligne ; je crains que l'intempérance n'en soit une des principales causes. Malgré la surveillance exercée par les officiers de ce corps, beaucoup de soldats se livrent à la boisson et à des désordres préjudiciables à leur santé. Mais vous en connaissez la composition et vous sentez qu'il faut du temps pour le plier à une discipline bien exacte.

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) La formation d'une Légion Etrangère fut autorisée par la loi du 9 mars 1831. Dans la discussion qui avait eu lieu à ce sujet à la Chambre, les députés avaient trahi les appréhensions de plusieurs députés, redoutant de voir la royauté s'appuyer sur ces nouvelles troupes pour un futur coup d'Etat ; ils ne votèrent cette création qu'à la condition expresse que les nouveaux bataillons seraient éloignés de Paris et qu'ils ne « pourraient être employés que hors du territoire continental ». On voit par cette lettre que le 1^{er} bataillon de cette Légion fut dirigé sur Alger dès le mois de septembre 1831.

Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹

Alger, le 25 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

M. le Général Faudoas est arrivé hier en rade, où il subit sa quarantaine ; il m'a envoyé de là son rapport qu'il vous a sans doute adressé d'Oran par le retour des frégates qui ont porté en France le 21^e de ligne ; toutefois, je vous envoie ci-joint un extrait.

Dans ce même rapport, il me confirme ce que j'ai eu l'honneur de vous mander dans mes lettres du 15 et 21 sur l'arrivée de Mustapha dans le Beylik d'Oran ; il ajoute que les Turcs de Mostaganem n'ont pas voulu reconnaître le cheik de Tremecen et il vous a transmis les lettres qui lui ont été écrites.

Le général Boyer est arrivé à Oran le 18 ; le rapport qu'il m'a fait le 22 confirme tout ce que je vous ai écrit sur ce Beylik. Vous en trouverez ci-joint la copie.

Maintenant je dois vous informer que ce Mustapha a écrit à Miliana et à Médéah pour annoncer la prochaine arrivée des troupes du Maroc et les engager à se tenir prêts à marcher avec elles. Vendredi dernier 23 du courant, il devait y avoir dans les environs de cette ville une réunion de plusieurs tribus ; je ne sais ce qu'on y aura délibéré. Je vais tâcher de le savoir quoique ce soit fort difficile.

Si ce Mustapha établit son autorité, je ne serais pas étonné de voir une fois nos tribus remuer ; nous verrons. La saison mauvaise pour eux et bonne pour nous avance et, pour peu qu'ils tardent, nous n'aurons pas à craindre de mouvements sérieux avant l'été prochain et d'ici là nous saurons à quoi nous en tenir.

Après-demain, j'envoie à Bône, par le *Voltigeur*, 120 hommes de plus et, dès que le bâtiment sur lequel M. le Général Faudoas fait la quarantaine sera libre, je m'en servirai pour envoyer une autre partie du 2^e bataillon de zouaves.

Ce n'est pas seulement la versatilité du caractère des habitants de Bône qui m'engage à profiter du premier bâtiment pour renforcer notre petite garnison, mais bien aussi les mouvements du Bey de Constantine. D'après les avis que j'avais reçus, il paraissait avoir le projet et le désir de se venger des Aribes et tout à coup il paraît avoir

repris la route de Constantine. On dit bien, il est vrai, que son lieutenant s'est révolté, mais rien n'est moins certain et je crois plutôt que, prévenu de notre présence à Bône, il se porte sur cette place, soit pour l'attaquer, soit pour l'observer. Il est fâcheux que je n'aie pas pu y envoyer d'abord plus de monde et que je n'aie pas encore le moyen d'y faire conduire le 2^e des zouaves, c'est-à-dire environ 300 hommes.

Les circonstances actuelles et celles qui peuvent naître à tout instant vous feront la nécessité de faire augmenter la station d'Afrique, de manière à ce qu'il y ait toujours deux bâtiments dans la rade de Mers-el-Kébir, deux dans celle de Bône et ici à ma disposition de quoi pouvoir transporter un bataillon au besoin. Il serait très utile qu'au moins une frégate y fût attachée ; dans ce moment, il n'y a que des bricks et les petits bâtiments imposent peu.

L'état sanitaire ne s'améliore pas ; au contraire, il est moins satisfaisant qu'il ne l'était il y a dix jours ; non seulement nous avons beaucoup de rechutes, mais encore les hommes du 15^e et du 28^e qui ont passé cinq jours à la Ferme et qui n'y sont point tombés malades, se trouvent atteints de la fièvre dix jours après leur retour (1). Tous les dix jours, je fais désinfecter avec du chlorure ces deux postes ; je me félicitais des heureux résultats que j'en obtenais et voilà qu'ils se réduisent à rien. C'est vraiment désolant.

Demain, je fais occuper le poste de Del Ibrahim, dont je vous ai entretenu dans ma lettre du 4 septembre ; par là se trouve couvert tout ce qu'il y a de bâti sur le plateau d'Alger.

On commence à comprendre que c'est le point à cultiver, tant sous le rapport de la sécurité que sous celui de la bonté du sol, tandis qu'en avant de Birkadem, sur la route de la Ferme Modèle, la terre y est ocreuse, sablonneuse et par suite infertile ; aussi les habitants n'avaient-ils pas dépassé, dans leurs cultures, la hauteur de ce café. M. Cadet de Vaux, directeur de la Ferme Modèle, me disait ces jours derniers qu'on avait donné à la colonisation une fausse direction en la portant vers la Ferme Modèle, tant sous le rapport des cultures à y essayer qu'à cause de l'insalubrité de l'air et que la ferme aurait dû être établie à Del Ibrahim ou aux environs. C'est ce que je sais depuis

(1) Cette observation de Berthezène est confirmée par les découvertes de la médecine moderne. La fièvre paludéenne, transmise par les moustiques, ne se déclare généralement qu'après une période d'incubation de quinze jours, période pendant laquelle les microbes, transportés par les anophèles et inoculés à l'homme par leurs piqûres, se développent dans le sang humain.

longtemps et ce que je vous ai toujours dit. Mais notre pauvre nation se compose de tant de moutons de Panurge !

Signé : BERTHEZÈNE.

P. S. — N'ayant point de bâtiment pour vous faire parvenir mes dépêches, je viens d'ordonner que provisoirement les bâtiments du commerce qui se rendront à Toulon ou Marseille en seront chargés, ainsi que cela se pratique aux Antilles et dans les Echelles du Levant.

Rapport sur les maladies qui ont régné à Alger pendant les mois de juin, juillet, août et septembre, et notamment sur celles qui ont attaqué nos soldats qui ont séjourné à la Ferme et à la Maison Carrée (1).

Arch. du G. G. — E, 28².

Les troupes stationnées à Alger n'ont fourni, depuis le commencement de l'année jusqu'au mois de juin, qu'un nombre peu considérable de malades, comparativement à la force numérique de l'armée d'occupation. Le 1^{er} avril, nous avions dans les trois hôpitaux d'Alger : *Caratin*, *Babazoun* et la *Salpêtrière*, 635 malades (1).

Au mois de juillet, le nombre des malades est monté à deux mille environ dans les hôpitaux et à sept à huit cents — et pendant quel

(1) Il existait en Algérie, à ce moment, trois hôpitaux militaires, tous établis dans les casernes de janissaires :

Hôpital Caratine (420 lits).

Hôpital Bab Azoun (280 lits).

Hôpital de la Salpêtrière (817 lits).

Plusieurs hôpitaux temporaires furent ouverts dans les Mosquées ou dans des maisons particulières au cours de cet été 1831. Pellissier de Reynaud signale, à propos des services hospitaliers de cette époque, une heureuse création du baron Bondurand : « Ce fut l'établissement d'un hôpital d'instruction à Alger. Les cours en étaient faits par les officiers de santé, parmi lesquels se trouvaient des hommes très distingués. Je citerai, entre autres, l'habile opérateur Baudens, dont la réputation est devenue depuis européenne ». (*Annales Algériennes*, I, p. 168-169).

ques jours davantage — dans les différentes infirmeries régimentaires.

Dans nos conférences avec l'Intendant, nous avons pressenti cette augmentation et nous avons insisté sur la nécessité de préparer de nouveaux locaux pour recevoir les malades ; un quatrième hôpital, le *Fort-Neuf*, a été établi.

Au 30 septembre, ce nombre n'était pas diminué, malgré 853 évacués sur France, en différentes fois, pendant ce trimestre.

Quelle a été la nature et la marche des maladies régnantes ? Quelles en sont les causes ? Et quelles sont spécialement celles qui donnent un haut degré d'intensité aux maladies gagnées pendant le séjour des soldats dans les deux postes de la Ferme Expérimentale et de la Maison Carrée ? Y a-t-il des moyens de les faire cesser ou d'en diminuer le nombre dans la totalité de l'armée et surtout pour ceux de ces deux postes ? Les eaux qu'on y boit contribuent-elles par leurs qualités, avec l'air et les autres causes locales, à donner aux maladies contractées à la Ferme Expérimentale et à la Maison Carrée ce haut degré de gravité qui les rend fréquemment mortelles ?

Voilà des questions qui nous sont posées et auxquelles nous allons répondre, après avoir recueilli les différentes observations des officiers de santé, chargés en chef du service dans les hôpitaux, et après les avoir méditées avec toute l'importance qu'elles méritent.

Quelle est la nature et la marche des maladies régnantes ?

Les maladies régnantes à Alger depuis le mois de juin jusqu'à ce jour, sont des *fièvres intermittentes* qui affectent généralement le type quotidien, ou double tierce, et quelquefois le type tierce. Lorsque les militaires sont atteints pour la première fois, la céphalite est le plus ordinairement le symptôme qui domine pendant l'accès, et souvent il persiste dans l'apyrexie ; fréquemment, elle est accompagnée de bronchite, de gastro-entérite, de colite et quelquefois toutes ces complications se trouvent réunies.

On a remarqué que, dans cette sorte de fièvre intermittente, le stade de froid manque très souvent, ou il se borne à de légers frissons tandis que ceux de chaleur et de sueur sont très intenses ; les accès se suivent dans un cours régulier, reviennent à des heures différentes, tantôt plus tôt, tantôt plus tard.

Ce sont surtout les malades, venant de Mustapha Pacha, qui présentent cette forme de maladie. Ceux qui viennent de la Ferme ou de la Maison Carrée ont un aspect tout différent, facile à saisir ; en général,

la maladie est bien plus grave et demande des secours plus prompts. Chez eux, l'estomac, le duodenum, le foie, le système biliaire et la rate paraissent principalement affectés ; ils ont tous un aspect livide, verdâtre ou jaunâtre plus ou moins prononcé. La fièvre présente dans la marche le caractère rémittent, et, chez presque tous ces malades, la forme pernicieuse ou insidieuse se manifeste au troisième ou au quatrième accès. Les symptômes inflammatoires qui se développent dans les premiers jours masquent aux moins clairvoyants ce caractère pernicieux, qu'il est cependant facile de reconnaître à la persistance des symptômes dominant pendant l'apyrexie ou plutôt pendant la rémittence.

Ce sont ces intermittentes pernicieuses qui ont causé nos plus grandes pertes ; des médecins des quatre hôpitaux ont vu avec douleur plusieurs malades atteints de ces fièvres mourir dans l'accès du jour même de leur entrée à l'hôpital.

On a reconnu, d'après les symptômes prédominants, que ces fièvres pernicieuses appartiennent, dans l'ordre de leur fréquence, aux céphaliques, aux comateuses, aux pneumoniques et aux ictériques.

A ces fièvres d'accès, généralement dominantes parmi les malades de notre armée d'occupation, nous devons ajouter plusieurs affections inflammatoires graves, mais en moindre nombre : les pneumonies aiguës, les diarrhées, les dysenteries, quelques érysipèles, et un plus grand nombre de maladies chroniques, presque toutes produites par des rechutes de fièvres intermittentes.

Cette funeste disposition aux rechutes, que présentent dans tous les climats, et surtout dans les climats chauds, les fièvres d'accès, sont les causes les plus fréquentes des maladies chroniques dont le traitement se prolonge beaucoup et dont l'issue est souvent funeste. Les infiltrations générales des téguments, les hydropisies de la poitrine, les ascites sont toutes dues à ces rechutes et entraînent la perte de plusieurs chroniques.

Les écarts dans le régime, l'affection nostalgique favorisent cette disposition aux rechutes.

Voyons maintenant quelles sont les causes de ces malaises, particulièrement celles des fièvres pernicieuses de la Ferme Expérimentale et de la Maison Carrée.

Les maladies qui ont régné parmi les troupes d'Alger dans le deuxième semestre de 1830 ont été toutes différentes de celles que nous venons de décrire et qui ont attaqué dans la même saison en 1830,

La diarrhée et la dysenterie ont été les affections qui ont causé la majorité de nos pertes en 1830.

Les fièvres périodiques simples, les intermittentes pernicieuses dominent et deviennent souvent funestes dans le deuxième trimestre de la présente année.

L'élévation de la température a été à peu près la même dans les deux années ; les influences locales n'ont pas différé essentiellement, mais les suites d'une campagne active, les bivouacs, l'humidité des nuits, les corvées nombreuses et fatigantes, les affections morales qui ébranlent fortement le système nerveux du soldat dans une guerre vive, ont déterminé les diarrhées aiguës, les dysenteries, maladies qui affectent presque toujours le soldat dans les mêmes circonstances et que nous voyons régner dans les armées soumises aux mêmes conditions. Dans les climats chauds et dans les climats froids, les médecins militaires qui ont traité les soldats malades après les sièges, les batailles, les bivouacs, en Pologne, en Allemagne, dans la France septentrionale, ont retrouvé, en Espagne et ici en Afrique, des maladies tout à fait identiques à celles qu'ils y avaient traitées et observées. Les non-combattants ont été tout aussi sujets aux diarrhées, aux dysenteries ; on se rappelle que tous, presque sans exception, en ont été atteints.

Ces maladies sont en très petit nombre cette année ; ce sont donc les causes spéciales de guerre active qui les produisaient, avec lesquelles les eaux, l'humidité des nuits, le couchage au bivouac, les fréquents écarts du régime ont dû puissamment concourir à les déterminer.

Les fièvres d'accès, les intermittentes pernicieuses, qui affligent l'armée depuis le mois de juillet jusqu'à ce jour, qui nous ont donné un mouvement habituel de trois mille malades environ dans ce trimestre, sont dues aux causes inhérentes au climat, à la saison, aux lieux habités par le soldat.

Nous observerons d'abord que le soldat français, surtout le soldat venant des départements septentrionaux, est constamment atteint de la fièvre intermittente, souvent pernicieuse, s'il séjourne dans la partie méridionale de l'Italie, de l'Espagne, en Corse ; constamment, les hôpitaux y sont vides depuis le mois de janvier jusqu'au mois de juillet, et ne peuvent suffire au nombre des malades depuis juillet jusqu'en novembre. Les maladies sont, à quelques différences près, à peu près les mêmes que celles que nous observons pendant ce tri-

mestre à Alger. Les pertes sont toutes dues aux accès pernicieux dans le cours aigu de la maladie, aux malaises chroniques des principaux viscères du bas-ventre et de la poitrine, toutes produites par les fréquentes rechutes des fièvres intermittentes.

Les fièvres typhoïdes quelquefois se présentent comme maladies intercurrentes, mais en petit nombre, et un concours rare de circonstances a même produit quelquefois le typhus-épidémique.

Le climat d'Alger, par le brusque passage d'une température de vingt degrés pendant le jour à une température beaucoup plus basse la nuit, est une cause suffisante pour produire, dans le soldat français, ces fièvres d'accès, ces intermittentes pernicieuses qui dominent dans cette saison. Si à cette cause se réunit l'habitation dans un lieu voisin des marais, la maladie est inévitable, les pernicieuses règnent avec force et fréquence, leurs attaques sont brusques et mortelles souvent au troisième accès.

La maladie est moins grave, mais tout aussi fréquente, si la plaine qu'on habite est éloignée des marécages et bornée par des collines qui interceptent une libre circulation de l'air ; les médecins, dans l'impossibilité de désigner un agent sensible aux sens, qui puisse être accusé comme cause physique et tangible de ces maladies, les nomment miasmatiques. On attribue à des molécules qui échappent à nos sens l'action délétère qui s'insinue dans nos organes, qui est absorbée par nos vaisseaux inhalants et produit l'irritation dont les muqueuses et l'organe céphalique deviennent le siège.

Ces miasmes s'exhalent, dit-on, de la terre, s'unissent peut-être à l'hydrogène proto-carboné qui s'exhale de toutes les eaux marécageuses pendant la saison des chaleurs d'été.

On remarque que l'action de ces miasmes est bien plus énergique pendant la nuit qu'en plein jour, soit que l'action de la lumière énerve leur action délétère, soit que le calorique les rende moins actifs en les raréfiant.

Nos fièvres d'Alger sont manifestement dues à la cause que nous assignons ; les gens du pays regardent le séjour sur le mont *Bouzaréa* comme le plus salubre pendant l'été (1), et ils assurent que tous ceux

(1) *Bouzaréa*, montagne qui domine Alger. Son altitude est un peu supérieure à 400 mètres. Elle est formée de roches anciennes : gneiss, granit, schistes, avec quelques filons de porphyre. Sur le pourtour et dans les parties basses, on rencontre des noyaux assez étendus de calcaire bleu métamorphique, dont on s'est servi pour bâtir Alger.

Situé entre la mer et la pleine de la Métidja, le mont Bouzaréa apparaît comme

qui habitent les maisons de campagne situées du côté de la porte Bab-Azoun, soit dans la plaine, soit sur le versant des collines, sont exposés aux fièvres intermittentes.

On observe que la grande quantité de sources d'eau qui se trouvent dans ces campagnes laissent près de la mer de l'eau en stagnation et forment en différents endroits des marécages. Après la saison des labours, tous les propriétaires quittaient les maisons de campagne situées dans cette partie, la valeur d'un bien était pour ce seul motif trois fois moindre que le bien équivalent situé de l'autre côté, au delà de la porte Bab-el-Oued, sur le mont Bouzaréa.

Ces maladies sont donc, elles ont toujours été endémiques dans ces localités, et bien certainement les habitudes du soldat, ses affections morales, par leur nature si puissantes à se produire en tous temps, ont dû aggraver l'action des causes que nous indiquons.

D'après tout ce que nous venons d'exposer, il nous paraît facile d'indiquer les causes qui nous ont donné tant de fièvres intermittentes parmi les troupes casernées au-delà de la porte Bab-Azoun et qui ont rendu plus graves et souvent pernicieuses les maladies qui attaquent les garnisons de la Maison Carrée et de la Ferme Expérimentale. Les régiments, casernés à l'intérieur de la ville et dans les postes au delà de la porte Bab-el-Oued, n'ont presque pas eu de malades ; tous ceux qui étaient au-delà de la porte Bab-Azoun ont vu nécessairement presque tous leurs soldats dans la nécessité d'entrer à l'infirmerie régimentaire et dans les hôpitaux, à mesure que les places devenaient vacantes ; quoiqu'on ait eu soin de changer fréquemment les garnisons des deux postes susdits, on a été affligé de voir que presque tous les soldats qui en ont fait partie ont été atteints de la fièvre

un îlot qui autrefois devait se trouver à quelque distance du littoral. Il a été rattaché à la terre ferme par les dunes d'origine marine qui au Nord forment la ligne de hauteurs appelées Sahel, et par des alluvionnements d'origine fluviale, amenés par les nombreux torrents descendus de l'Atlas.

Ce mont, ainsi dégagé de tous les côtés, est constamment balayé sur ses versants Nord et Est par les vents qui soufflent du large. Peu ou pas de marécages à cause de la déclivité du sol. La salubrité est réelle. Aussi, ce fut là un des premiers habitats de l'homme en cette partie de l'Afrique. Dans les cavernes, creusées naturellement parmi les rochers calcaires (Pointe-Pescade, grand rocher de Guyotville), des fouilles heureuses ont fait découvrir des instruments en pierre ; au haut du village de Guyotville et sur la falaise qui domine l'Oued Beni Mes-sous existaient autrefois de nombreux dolmens. Depuis la plus haute antiquité, le mont Bouzaréa semble donc avoir été habité.

dominante ; des compagnies entières de grenadiers, de voltigeurs, composées des soldats les plus anciens, les plus robustes, des régiments de ligne de l'armée, sont entrés à l'hôpital, et ceux auxquels on n'a pu administrer promptement des secours ont succombé.

Les marais situés à l'Est (1), au Sud-Ouest de ces deux postes, ont transmis, avec les vents et courants d'air provenant de ces lieux, les miasmes que nous accusons comme la cause principale et peut-être unique des fièvres pernicieuses dont sont attaqués les soldats des deux postes pendant l'été.

Déjà, l'année passée, nous avons remarqué ces mêmes fièvres, mais elles se compliquaient toujours avec la diarrhée, la dysenterie, dont les soldats étaient en grande partie atteints sans avoir voulu entrer à l'hôpital, et ces fièvres parurent secondaires et compliquaient la maladie précédemment existante.

Les observations, déduites de l'autopsie, ont démontré à Alger et au Lazaret de Marseille que presque tous les hommes que nous avons perdus l'année passée avaient les intestins ulcérés, gangrenés dans quelques parties. Les mêmes lésions se présentent rarement cette année ; elles se montrent spécialement dans l'encéphale et ses dépendances.

Les rivières, l'Harrach et le Hamiz, qui arrosent la plaine de la Mitidja, dont la source est sur les sommets de la chaîne du Petit Atlas, débouchent avec difficulté leurs eaux dans la rade ; des eaux stagnantes infectent ces belles plaines ; elles exhalent indubitablement cet hydrogène proto-carboné, nuisible à la respiration de l'homme et seul capable de vicier la masse atmosphérique. Ce sont ces gaz pernicieux eux-mêmes peut-être ou des éléments de ces molécules inappréciables aux sens, qui ont une action funeste si puissante sur les propriétés vitales de l'organisation humaine.

Les maladies épidémiques les plus meurtrières, les typhus, les fiè-

(1) Les eaux marécageuses, qui formaient une ligne ininterrompue dans la partie septentrionale de la Métidja au pied du Bouzaréa et du Sahel, étaient d'origine fluviale et aussi d'origine artésienne. Assurément, pendant la saison d'hiver, lors des crues, les eaux grossies des torrents de l'Atlas s'accumulaient dans les parties déprimées et, faute d'écoulement, y formaient des lacs comme le lac Halloula, ou des marais comme autrefois à Boufarik. Mais ces marais étaient ensuite entretenus, surtout dans la région orientale proche d'Alger, par de grosses sources venus du Sahel ou par des eaux artésiennes. Une nappe artésienne fort puissante alimente aujourd'hui la ville d'Alger d'une eau très pure. C'est ce qui explique aussi comment, à côté d'eaux croupissantes et dangereuses, on trouve des sources d'eau excellente.

vres du plus mauvais caractère, n'ont d'autre cause que des miasmes analogues à ceux que nous accusons ; on voudrait en vain infirmer cette opinion par l'objection qu'on met pour cause un objet qui échappe à nos sens ; c'est une vérité incontestable, qu'il faut admettre des atomes infiniment nuisibles, quoiqu'infiniment petits, et l'ignorance dans laquelle nous sommes de la nature de nos propriétés vitales ne nous autorise pas à nier l'action des causes dont les effets ne sont malheureusement que trop évidents et funestes.

Personne n'ignore qu'en traversant les marais Pontins pour se rendre à Rome, à Naples, pendant la nuit, en respirant surtout l'air à proximité de la terre, ou pendant le sommeil, lorsque le système absorbant est doué d'une grande activité, on est indubitablement atteint de fièvre pernicieuse. On n'est pas exposé au même danger en voyageant pendant le jour. C'est à des miasmes, agissant de la même manière que ceux qui produisent les fièvres qui nous occupent, que les médecins attribuent les fièvres pernicieuses des marais Pontins.

Y a-t-il des moyens de faire cesser ou de diminuer le nombre des fièvres intermittentes ordinaires dans la totalité de l'armée et des fièvres pernicieuses susdites dans les garnisons des deux postes ?

Les causes que nous assignons pour ces maladies se renouvellent toutes les années dans la même saison, et les maladies ne peuvent cesser qu'en faisant disparaître les marais qui transmettent ces miasmes impurs et meurtriers.

D'après les renseignements que nous avons pris, il paraît que le dessèchement de ces marais ne serait pas fort dispendieux ; il paraît surtout qu'en dirigeant, avec les soins suivis dans tous les pays cultivés, le cours de l'Harrach et du Hamiz, il y aurait moins d'eau stagnante et le pays serait assaini. Nous n'osons cependant rien assurer sur cet article ; il se pourrait que les dépenses fussent si fortes qu'on ne pût aucunement entreprendre ce dessèchement, et dans ce cas nous proposerions de supprimer tout à fait les garnisons de ces deux postes, au moins pendant la saison des chaleurs.

Nous pensons que, si toute la plaine de la Mitidja était livrée à une culture soignée et permanente, non seulement nous verrions diminuer et peut-être cesser tout à fait les fièvres intermittentes pernicieuses, mais que même les intermittentes communes affligeraient moins les troupes casernées au delà de la porte Bab-Azoun.

Il faudrait faire concourir toutes les mesures hygiéniques propres à atténuer l'action du climat et des courants atmosphériques.

Ainsi la double ration de vin devrait être accordée aux garnisons des deux postes depuis juin jusqu'en novembre. Leur logement doit être rendu le meilleur possible ; on doit fermer de bonne heure les fenêtres et les portes des salles où ils couchent, diminuer autant que possible le nombre des sentinelles pendant la nuit et faire durer aussi le moins possible chaque faction pendant la nuit.

Il faudrait surveiller plus spécialement pendant cette saison les soldats de ces garnisons pour éviter les excès dans le régime et surtout la consommation des fruits acerbes et d'aliments de mauvaise digestion, les relever fréquemment savoir tous les cinq jours, recommander la propreté la plus sévère, fournir le chlorure de chaux pour faire de fréquentes aspersions dans les latrines et dans les locaux où l'on tue les bestiaux.

Ces soins, pratiqués en partie dans l'épidémie de cette année, n'ont pas empêché la transmission de la maladie à la plupart des soldats, aux administrateurs et à tous les cultivateurs qui y ont séjourné. Nous avons remarqué que presque tous les officiers de santé que nous avons successivement envoyés en ont été atteints. Nous avons pleuré le sort d'un aimable aide-major qui y a succombé, et plusieurs autres ont été obligés de rentrer en France, atteints de maladies chroniques graves et ne pouvant plus se rétablir sous ce climat.

Nul doute que les moyens hygiéniques sont insuffisants si l'on ne dessèche point les marais, si on ne dirige pas convenablement le cours des rivières surtout à leur embouchure, et si les progrès de la colonisation ne vouent pas à la culture cette belle et immense plaine de la Mitidja, dont la fertilité augmentera les richesses de la colonie et, provoquée par l'industrie, diminuera les causes de mortalité qui jusqu'ici ont frappé le malheureux soldat dans ces postes avancés.

On demande si les eaux que l'on boit dans ces deux postes contribuent avec l'air et les causes locales à donner ce haut degré d'intensité aux maladies qui y règnent et ce caractère pernicieux qui les rend fréquemment mortelles.

Nous avons analysé ces eaux, nous en avons exploré la nature par les meilleurs réactifs que les procédés chimiques, que nous possédons en quantité et d'excellente qualité, nous fournissent ; nous les avons reconnues bonnes, très bonnes, et nous devons exclure tout à fait les eaux que l'on boit à la Ferme Expérimentale et à la Maison Carrée,

comme pouvant être une boisson nuisible à la santé des soldats des deux garnisons. On ne doit donc avoir aucune inquiétude sur cet article de première importance. L'effet qu'elles produisent sur le sens du goût, leurs qualités physiques ont été tout à fait d'accord avec le résultat de l'analyse chimique. Quoique les fontaines soient bâties au milieu des lieux marécageux, elles ne participent en rien aux mauvaises qualités des eaux de ces lieux, parce que leur source est pure et vient des voisins. Les perquisitions ultérieures ne feront que confirmer notre opinion sur la qualité des eaux que l'on boit dans ces deux postes.

Il s'ensuit de tout ce que nous venons d'exposer, qu'il sera possible, avec les progrès de dessèchement et de culture de la plaine de la Mitidja, de faire disparaître les intermittentes pernicieuses qui attaquent la plupart des soldats des deux postes et, avec moins de gravité et de nombre proportionnel, les hommes qui habitent au delà de la porte Bab Azoun.

Nous pensons cependant que tous les ans les garnisons d'Afrique perdront, pendant la saison des chaleurs et les premiers jours d'automne, un nombre de soldats deux et trois fois plus grand que celui qu'elles fournissent pendant l'hiver et le printemps ; c'est le sort du soldat français transporté au delà du 42^e degré de latitude, c'est le tribut qu'il faut payer au climat. Aussi l'expérience des lieux, des climats analogues à celui que nous habitons, démontre l'utilité de corps spéciaux destinés à rester longtemps dans les mêmes lieux. La nécessité d'acclimater les troupes dans les pays qu'elles doivent protéger et défendre, cette grande et importante vérité, doit être incessamment mise sous les yeux du gouvernement dans le projet de colonisation d'un pays qui exige un grand nombre de troupes.

Nous avons eu dans le mois de juin, officiers et soldats compris, 931 entrants, 837 sortis par billet, 36 sortis par évacuation, 30 morts.

Dans le mois de juillet, 1.681 entrants, 1.057 sortis par billet, 130 par évacuation, 87 morts.

Dans le mois d'août, 2.459 entrants, 1.403 sortis par billet, 662 par évacuation, 596 morts.

Dans le mois de septembre, 1.958 entrants ; 1.476 sortis par billet, 4 par évacuation, 154 morts.

En tout 7.274 entrants, 4.786 sortis par billet, 853 par évacuation, 469 morts.

Il faut observer que le nombre des malades entrants doit être aug-

menté de moitié environ, parce que les infirmeries régimentaires avaient constamment 7 à 800 malades ; et les malades les plus graves ont été transportés dans les hôpitaux, et ceux qui y ont succombé figurent au nombre des morts décédés dans les quatre hôpitaux.

En partant de ces données, on doit établir la proportion d'un mort sur douze guéris sans comprendre les évacués, si on ne veut pas y comprendre les soldats décédés dans les infirmeries régimentaires dont les morts sont portés dans le mouvement des quatre hôpitaux ; car la plupart des malades, venant des infirmeries de la Ferme Expérimentale et de la Maison Carrée, y sont décédés le premier ou deuxième jour de leur entrée à l'hôpital. MM. les Médecins des quatre hôpitaux ont souvent signalé les pertes multipliées d'hommes qui entraient dans un état désespéré et venant des infirmeries régimentaires.

Il nous paraît que cette proportion entre les militaires morts et les militaires guéris dans les quatre hôpitaux présente un résultat satisfaisant et prouve le succès des efforts faits par l'administration pour parer au besoin du service et fait l'éloge du zèle et des talents des différentes classes des officiers de santé.

Nous n'avons rien dit sur le traitement de ces maladies régnantes et les résultats que les différents médecins en ont obtenus ; ces observations seront consignées dans des rapports spéciaux qui seront adressés à la fin de l'épidémie au Conseil de santé de Paris.

Il suffira d'annoncer ici que la méthode antiphlogistique dans les premiers jours et le sulfate de quinine ont été généralement et constamment couronnés des plus heureux succès.

Les fièvres pernicieuses sont facilement connues et cèdent à l'administration de ce médicament héroïque, lorsqu'on l'administre à temps et que de funestes complications n'en contrarient pas l'usage.

On aurait eu les résultats les plus heureux, si ces maladies ne portaient pas dans ces climats la funeste propension à rechuter et si cette facilité n'était constamment augmentée et entretenue par les écarts dans le régime et par une coupable négligence de tous les moyens hygiéniques que le soldat convalescent se plaît à négliger.

Espérons qu'à l'avenir l'agrandissement de l'hôpital de la Salpêtrière et l'augmentation des lits ne donneront plus lieu à retenir longtemps les malades dans les infirmeries régimentaires et donneront la facilité d'établir dans chaque hôpital des salles de convalescence et de ne faire sortir les malades que lorsque leur convalescence sera bien assurée. Espérons qu'une surveillance active fera cesser ces

nombreuses rechutes qui découragent les médecins et deviennent les causes de toutes les maladies chroniques sous lesquelles succombent la plupart des soldats que nous perdons. Espérons que les troupes acclimatées, les marais desséchés, les mesures d'hygiène indiquées pratiquées avec sévérité éviteront désormais ces évacuations sur France qui ont été de 853 dans les quatre mois, et que l'intérêt de l'armée d'occupation exige de voir cesser tout à fait à l'avenir.

Nous nous abstiendrons de fixer l'attention sur les mauvaises qualités de plusieurs salles des quatre hôpitaux actuellement existant, sur les inconvénients qui résultent du traitement de plusieurs malades dans les corridors des cours, fermés seulement par des draps ou des couvertures. Nous savons que les quatre bâtiments sont les seuls que l'on a trouvés aptes au service des malades auxquels on les a destinés, mais il est de notre devoir d'insister sur l'achèvement de toutes les améliorations qu'ils exigent et surtout sur l'accroissement des salles du grand hôpital de la Salpêtrière qui, par ses commodités et sa situation dans la partie la plus salubre des environs de la ville mérite la préférence.

Alger, le 15 octobre 1831.

Les Officiers de Santé en Chef du Corps d'occupation,

Signés : CHEVREAU, STÉPHANOPOLI, JUVING (1).

(1) Dans la composition du corps expéditionnaire, telle qu'elle est donnée par le capitaine Rozet (*Relation de la guerre d'Afrique*), le docteur Chevreau est porté comme médecin principal, M. Stéphanopoli, comme chirurgien principal, M. Juving comme pharmacien principal. Tous trois passèrent chefs de service, lorsqu'une partie des troupes s'embarqua pour la France. M. Chevreau ne tarda pas à mourir, M. Juving quitta la colonie, M. Stéphanopoli resta assez longtemps à Alger. Voici ses états de service :

Stéphanopoli (Michel), né à Ajaccio (Corse), le 13 décembre 1773 ; médecin ordinaire à l'armée de réserve, 22 juin 1800 ; chirurgien aide-major à la 8^e demi-brigade d'infanterie légère ; médecin ordinaire à la grande Armée, 2 novembre 1805 ; à l'armée d'Espagne, 18 mars 1808 ; mis dans la position de réforme, le 30 juin 1814 ; médecin ordinaire à l'hôpital militaire d'Ajaccio, 27 septembre 1815 ; médecin principal à l'expédition d'Afrique, 3 mars 1830 ; professeur à l'hôpital militaire d'instruction d'Alger, décembre 1833 ; admis à la retraite, 20 août 1836. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 88).

Lettre médicale adressée à M. le Médecin chef de l'Armée
d'Afrique par MM. Antonini, Monard (Charles) et Monard
(Pascal), médecins ordinaires (1).

Arch. du G. G. — E, 28³

Monsieur,

Lorsque l'observation qui doit nous servir de guide, étendue à tout ce qui peut la rendre complète, se rattache à des faits assez importants pour exiger toute votre attention et la nôtre, nous ne pensons pas remplir une obligation étrangère aux services que, dans notre position, on est en droit d'attendre de nous, en mettant en commun nos réflexions et les vérités dont nous avons pu acquérir la connaissance.

Dans ce but, après vous avoir exposé dans une courte analyse les phénomènes généraux si remarquables qui caractérisèrent la constitution médicale régnante, rappelé l'époque de son développement, les lieux, comme aussi les conditions atmosphériques, qui la favorisèrent, nous vous proposons quelques considérations sur ses causes, forcés toutefois, par le défaut de loisir, de n'aborder que les points principaux qui concernent un examen de ce genre.

Les maladies, pendant longtemps, et surtout après les derniers renvois en France des militaires dont le mauvais état de santé n'était qu'une suite des fièvres graves éprouvées l'automne précédent, ne se montrèrent que sporadiques ; elles rencontrèrent en outre, pour la plupart, des prédispositions individuelles telles que, lorsqu'elles commencèrent à se multiplier, on ne put en attribuer l'augmentation progressive qu'à l'action plus marquée des causes pathogéniques ordinaires, sur des sujets récemment arrivés, et parmi lesquels un très

(1) Nous donnons cette lettre médicale parce qu'à côté de discussions sur l'origine des maladies traitées en 1831, elle insiste sur les conditions de milieu physique et de climat spéciales à Alger et à ses environs. Elle complète ainsi le rapport des médecins-majors de l'armée et permet de mieux comprendre la localisation des affections paludéennes. Deux cartes y étaient annexées, l'une du quartier de Mustapha, l'autre de la région de l'Harrach entre la Ferme Modèle et la Maison-Carrée. C'étaient de simples croquis. Il suffira de se reporter aux excellentes cartes au 50/1000 que l'on possède aujourd'hui des environs d'Alger. Ajoutons que cette lettre peut avoir été faite primitivement sous forme de conférence médicale,

grand nombre, trop jeunes ou trop âgés, trop faibles ou déjà infirmes, ne pouvaient qu'avec peine résister aux inconvénients d'une position nouvelle qui ne réalisait aucune de leurs espérances.

Ce qui distingua encore les affections morbides des premiers mois de l'année fut leur variété, les différences de gravité de la même maladie chez les différents sujets ; et enfin, le type ordinairement continu du mouvement fébrile, toujours proportionné à l'étendue et à l'intensité de la lésion organique, constamment appréciable par des symptômes locaux manifestés avant ceux de réaction sympathique.

Mais, au lieu de cette succession régulière de symptômes, de ce rapport constant entre les uns et les autres, vers la fin de juin, quelques nouveaux malades atteints brusquement de céphalalgie, avec un sentiment de fatigue générale, commencèrent à présenter de véritables accès fébriles à périodes bien marquées. Ces accès semblèrent à juste titre établir le caractère essentiel de la maladie en prédominant dans tous les cas, et en rappelant des accidents de diverse nature, qui offrirent plus d'intérêt que la plupart des signes d'irritation locale, d'ailleurs souvent assez peu sensibles dès l'invasion et surtout durant les premiers intervalles apyrétiques, pour ne pas nous avertir que dès lors, le danger prochain, cessant de provenir des progrès d'une phlegmasie locale primitive, ne pouvait plus dépendre que du retour des phénomènes généraux les plus propres à réveiller dans les principaux organes des irritations suivies de congestion, ou à produire cet état de stupeur que les meilleurs observateurs n'ont pas craint d'attribuer à une action délétère portée sur tout le système nerveux.

C'est ainsi que parut s'ouvrir pour nous un nouveau champ d'observations, auxquelles nous étions préparés, l'un de nous par sa pratique dans des circonstances à peu près semblables, tous par la lecture des ouvrages de Torti, de Lancisi et de Werthoff. Effectivement, dès le mois de juillet, la généralité des maladies prenant le même caractère morbide, la même marche périodique, établissant ainsi la constitution médicale nouvelle, multiplièrent les faits, dignes du plus haut intérêt, que nous dûmes recueillir avec exactitude, et en y apportant cette liberté d'esprit qui laisse sans puissance les doctrines exclusives, les théories abstraites, en un mot l'envie de tout expliquer, lorsque Hypocrate lui-même, suspendant ses jugements, s'est souvent écrié : « Est quid divinum in morbis ! ».

Ne pouvant dans un autre esprit vous tracer le tableau des phénomènes pathologiques observés depuis lors, et pour éviter par conséquent de nous engager dans la voie des suppositions en adoptant une

classification quelconque, nous nous bornerons à considérer, dans les affections fébriles qui font l'objet de cet examen, leurs différents types, les accidents qui accompagnèrent les réactions, enfin les complications que les maladies elles-mêmes ont pu présenter.

Sous le premier rapport, les fièvres périodiques se sont montrées sous tous les types. Les plus nombreuses ont été cependant les rémittentes et les subintrantes quotidiennes. Après elles, les plus fréquentes furent les intermittentes quotidiennes et les doubles tierces, souvent faciles à confondre ; vinrent ensuite les tierces, et en dernier lieu les quartes.

Le retour des accès, sous ces diverses formes périodiques, presque aussi souvent variable que remarquable par sa régularité, n'a pas toujours non plus été annoncé par des frissons d'une pareille intensité et d'une égale durée. Cette dernière différence surtout a paru susceptible de données propres à éclairer le diagnostic en révélant, dans certains cas, la transmission brusque d'une irritation susceptible d'abrégier la durée de la période de froid en provoquant plus promptement une réaction et les sympathies qui lui sont propres, et dans certains autres une irritation préexistante qui, en se réveillant sous l'influence du refoulement du sang du système capillaire sanguin de la périphérie dans le système capillaire sanguin du centre, eut aussitôt le même résultat.

Alors par conséquent la courte durée des frissons n'a pu être jugée favorablement puisque l'on vit dans ces cas, ou une méningite aiguë, ou une pleuro-pneumonie se déclarer, et non moins fréquemment une gastro-entéro-colite s'exaspérer, en augmentant de plus en plus la tendance du mouvement fébrile à passer à l'état continu, comme cela arrive lorsqu'une phlegmasie déjà assise dans les organes ne peut plus qu'en accélérer la désorganisation.

D'autres accidents plus graves encore ont également pris leur source dans l'intensité du même phénomène, et ce fut principalement lorsqu'il parut en résulter, soit des congestions viscérales de nature à enrayer pour ainsi dire toute action organique, soit une trop forte sédation du système nerveux, ou même ces deux effets à la fois. Le froid prolongé, dans ces nouvelles circonstances n'indiquant plus qu'un défaut plus ou moins complet de réaction, fut toujours du plus mauvais augure.

Considérés d'après cette double série de phénomènes, indiquant les uns une réaction forte et assez prompte et les autres une réaction

incomplète ou tardive, les accès purent être distingués entre eux. A la première série appartinrent ceux que nous appelâmes « accès céphalalgiques ou céphaliques », « accès pleuro-pneumoniques », accès avec « gastro-bronchite », « gastrite aiguë », « gastro-duodénite », ou « gastro-entéro-colite ». La seconde comprit les « accès comateux », les accès avec « congestion pulmonaire grave », enfin les accès à la fois « cardialgiques et cholériques » qui semblèrent liés aux engorgements rapides du foie et de la rate, et à la suite desquels, lorsque la réaction parvint à s'établir, le mouvement fébrile continu, une prostration extrême, un léger délire, l'ardeur de la peau, sa teinte d'un jaune triste, des vomissements de bile plus ou moins altérée, constituèrent un ensemble de symptômes auxquels nous conservâmes la dénomination de fièvre ictérique.

Observons encore que les accès sous ces différentes formes parurent plutôt propres à certains types de fièvres qu'à d'autres. Ainsi, les premiers se remarquèrent principalement dans les quotidiennes rémittentes et subintrantes, et dans les quotidiennes intermittentes ; les seconds dans les tierces, doubles tierces, et quarts d'invasion récente, en sorte que l'état complètement apyrétique ne fut jamais qu'une raison de plus pour redouter un danger auquel on ne pouvait que trop s'attendre, en voyant se justifier la qualification de pernicieuse, donnée surtout aux dernières de ces fièvres.

Dans cette distinction des accès que nous achevons de faire, se trouve comprise celle des complications que nous avons également l'intention de signaler, mais il nous reste à nous expliquer sur l'origine et la marche de chacune d'elles.

La plus fréquente de toutes, celle qui, consistant dans l'irritation des voies digestives, ne fut jamais plus marquée que dans les fièvres qui se rapprochèrent davantage du type continu, nous aurait paru confirmer l'opinion des pathologistes qui regardent la muqueuse gastrique comme le siège des impressions morbides primitives donnant lieu aux réactions intermittentes, si dès le début des maladies cette irritation avait été constamment révélée par les signes qui lui sont propres ; si, lorsque le contraire eut plutôt lieu, son évidence à l'état de phlegmasie avait toujours été en proportion de l'intensité des phénomènes fébriles périodiques et de l'affection des centres nerveux ; si, enfin, elle ne s'était bien souvent manifestée qu'après une succession d'accès en ne prenant insensiblement de gravité que sur leur déclin, ou en devenant sous la forme de diarrhée ou de dysen-

terie, comme la conséquence inévitable de leurs retours dans les cas de rechute. C'e fut effectivement sous ces deux dernières formes qu'elle se généralisa davantage, qu'elle rendit les guérisons plus difficiles et en même temps plus longues en s'opposant au retour des forces, et en favorisant le développement d'ascites avec infiltration des extrémités inférieures.

Nous ne pûmes donc d'après cela regarder les phlegmasies gastro-intestinales comme l'élément essentiel de l'apparition des accès fébriles, cessant alors d'être toujours symptomatiques ; et nous nous bornâmes à noter leur concomitance, sans méconnaître toutefois leur influence d'une part sur la marche des pyrexies qu'elles accompagnèrent, en en changeant souvent le type, et d'autre part sur leur gravité, en augmentant, en raison de leur siège, la disposition aux congestions sanguines vers l'abdomen et surtout vers le foie et la rate recevant déjà d'elles un surcroît d'excitation sympathique.

En examinant de même les circonstances de l'apparition des bronchites, qui dans un temps non moins fréquentes que les divers états d'irritation gastrique ont existé ensemble, et dans un autre se sont montrées principalement pendant la convalescence des fièvres, nous retrouvons les mêmes motifs pour ne voir en elles qu'une complication peut-être non moins inévitable que la précédente, mais plus certainement due à des causes indépendantes de celles qui imprimèrent un cachet particulier à toutes les maladies de l'époque.

Dans nombre de cas elles firent à leur tour des organes respiratoires un véritable centre de fluxion vers lequel, au renouvellement des accès, l'action organique exaltée, appelant de préférence le sang, concourut à la production de ces congestions toujours fâcheuses, et qui, lorsqu'elles n'acquiescent point l'intensité des apoplexies pulmonaires, furent suivies de pneumonies et de pleuro-pneumonies aiguës ou d'engorgements chroniques, principes de ces pneumonies latentes, où l'inflammation, longtemps obscure, ne se révèle que par des signes d'hépatisation ou de désorganisation qu'elle a opérée, ou par l'activité qu'elle prend enfin lorsque tout l'organisme se ranime, lorsque la récupération graduelle des forces donne la trompeuse espérance d'une guérison prochaine.

Si, actuellement, après avoir rapporté ce qui éloigna de nous l'idée d'attribuer positivement à l'une ou l'autre des affections locales dont nous venons de parler, ou à toutes les deux à la fois, le mouvement fébrile périodique qui, en se joignant à elles sans le caractère des réactions ordinaires, nous sembla constituer une véritable deutéro-

pathie avec influence réciproque, nous passons aux cas d'affection cérébrale, nous n'éprouvons plus en nous en occupant l'embarras d'une distinction à faire entre les accidents fébriles eux-mêmes, et les accidents concomitants susceptibles de plus ou moins de rapports avec eux. Tous, depuis la céphalalgie jusqu'au coma, en choisissant surtout pour point de vue de nos réflexions à cet égard les maladies où ces phénomènes existèrent seuls, se montrèrent essentiellement idiopathiques, en ne différant entre eux que par le plus ou le moins de fixité, ou d'intensité de l'irritation encéphalique provoquée par le trouble primitif du principal centre nerveux.

La céphalalgie, rapportée au premier degré de cette irritation, était en droit de fixer l'attention, non seulement par son apparition dans tous les cas de fièvre d'accès, même dans ceux, assez rares toutefois, où il y eut principalement rachialgie, mais encore indépendamment de sa constante priorité sur tous les autres phénomènes, en se montrant souvent seule, surtout dès le début des maladies. Précédant alors les frissons, augmentant pendant leur durée, plus ou moins marquée après, provoquant quelquefois des vomissements qui ne s'expliquèrent que par la participation sympathique de l'estomac aux souffrances de l'encéphale, elle se distingua encore, tout en se différenciant de cette manière des céphalalgies développées lorsque l'estomac lui-même est le siège de l'inflammation, par une disposition des plus marquées à passer très promptement à l'état phlegmasique.

Ce dernier état sous la forme de méningite, avec délire, agitation, cris, vociférations, ou sous celle d'encéphalite avec perte complète de connaissance, convulsions épileptiques, coma, alternatives de contraction et de résolution musculaire.

Nous vîmes cependant des malades tombés dans cet état se relever, ne plus avoir d'accès, ou n'en éprouver que de légers qui ne s'opposèrent pas longtemps aux progrès d'une convalescence franche ; d'autres, au contraire, y restèrent quelquefois plongés plus de trois jours qui suffirent à la formation d'escarres sur les parties froissées par le décubitus ou excoriées par des topiques, et prouvèrent la facilité avec laquelle les tissus s'engorgent et se gangrènent lorsque pendant quelque temps l'innervation leur a manqué.

Mais, Messieurs (1), la crainte de multiplier des considérations pa-

(1) Cette expression semble bien prouver que cette lettre a été d'abord une conférence médicale.

thologiques, lorsque nous ne pouvons songer à leur donner tout le développement qu'elles exigeraient, nous oblige à nous arrêter là. Si celles dans lesquelles nous venons d'entrer suffisent pour donner une idée de la constitution médicale actuelle, nous aurons rempli notre premier but et il ne nous restera plus qu'à apprécier les causes de maladies dont le caractère commun, non moins que des traits de ressemblance avec celles que les uns ou les autres nous avons pu observer en Italie, en Corse, dans les environs de Montpellier, à Dunkerque, Bergues, Gravelines et à Lyon même dans l'un des quartiers de cette populeuse cité, ne nous laissèrent pas longtemps en doute sur leur nature épidémique liée à la fois à l'influence des localités.

Cependant, tout en reconnaissant cette vérité, comme il arrive toujours que l'action des causes qui tirent leur origine de l'insalubrité des lieux a encore besoin pour se développer du concours de certaines conditions atmosphériques, nous rappellerons d'abord celles de la saison, en recherchant les prédispositions qu'elles ont pu faire naître.

A deux cents lieues des côtes méridionales de France, sur ce versant maritime des montagnes qui nous séparent de la grande plaine de la Métidjah, du mois de janvier au mois d'août, l'élévation de la température a été également progressive de mois en mois : 14, 16, 18, 22, 24, 26 et 28 +^o centigrades, représentent son terme moyen pour chacun d'eux ; pour septembre, il n'est que de 27 et de cette époque va partir son abaissement.

Du maximum de cette élévation, déterminé chaque mois par les vents du Sud et du Sud-Est, à son minimum dû à l'influence de ceux de Nord-Ouest, Nord et Nord-Est, la différence de moitié dans les trois premiers mois de l'année n'a plus été que d'un quart dans le semestre d'été, d'où il résulte de cette variation mensuelle qu'à mesure de son accroissement, la chaleur a été plus soutenue.

Dans les variations journalières, le même phénomène a été aussi notable : généralement de 4,5 et assez souvent de 6 degrés dans les premiers mois, elle n'a plus été que de trois ou quatre dans les mois suivants, le mois d'août excepté, pendant lequel il y eut de nouveau 5 et 6 degrés entre la température du jour et celle de la nuit, remarquable en même temps par plus d'humidité.

Les vents frais et marins de la partie Nord, plus fréquents et plus constants, auraient parfois fait oublier à l'Européen qu'il était presque arrivé aux limites tropicales des climats tempérés, si ceux de terre ou du Sud n'étaient venus le lui rappeler par intervalles répétés cinq ou six fois par mois, en imprimant, surtout en été, à tout son être

un sentiment de malaise indéfinissable qui ne cessait qu'avec leur durée, heureusement fort courte de 12, 24, 36 et rarement au delà de 48 heures (1).

Ce rapprochement de climat avec ceux vraiment tempérés a été rendu encore plus sensible pendant les quatre mois de cette année par l'abondance des pluies, soit continues, soit par averses, quelquefois avec mélange de grêle, qui ont constitué la saison d'hiver, dans laquelle on a pu compter de magnifiques journées de printemps, d'autant plus longues qu'on s'approchait du mois de juin.

Ce n'est qu'à partir de ce mois que la sécheresse a été fortement sentie bien qu'elle ait été tempérée par l'humidité des nuits et plusieurs fois par de légères pluies et des orages formés dans le Sud, qui non plus n'avaient pas été étrangers aux mois précédents. C'est aussi à partir de cette époque qu'on a vu disparaître cette active végétation qui depuis le mois de janvier témoignait de la libéralité du sol ; on ne voit plus que côteaux arides, que pampres desséchés ; les grands végétaux seuls ont subsisté au milieu de cet anéantissement momentané après une vie si brillante.

Ainsi, dès le mois de juin, la chaleur a été déjà assez forte, et ses effets, augmentés par la fréquence des vents du Sud, ont dû d'autant plus généralement être ressentis que la température douce et fréquemment rafraîchie des mois précédents n'avait pu que contribuer à faire perdre à beaucoup d'individus l'aptitude à les supporter, en leur rendant par conséquent l'impressionnabilité des nouveaux venus, pour

(1) Sur les variations de la température à la fin du mois de juin, sur les effets désastreux d'un coup de siroco et sur le peu de précautions hygiéniques prises pendant l'expédition de Médéa, nous trouvons de nombreux détails dans le *rapport de M. Baudens*, auquel nous empruntons les passages suivants :

« A six heures du soir (le 25 juin), l'armée établit ses bivouacs à l'entrée de la « plaine de la Métidjah et, *contre toutes les règles de l'hygiène*, on fit choix d'un « terrain très humide et marécageux, assis dans un bas-fond pourvu d'eau, il est « vrai, mais dépouillé d'arbres. Dès sept heures, il tombait une rosée si abondante qu'elle pénétrait tous les vêtements ; la température baissa considérablement pendant la nuit ; un froid humide nous empêcha de jouir des douceurs du « sommeil. Le thermomètre de Réaumur descendit à 16 degrés au-dessus de zéro. « Pour éviter ces influences fâcheuses, il eût suffi d'asseoir le camp sur le plateau « qui domine ce bas-fond et de tenir les feux des bivouacs allumés pendant toute « la nuit. Ces moyens hygiéniques eussent été d'une exécution d'autant plus facile qu'une grande quantité de bois recouvre ce plateau... »

« Ce jour-là (26 juin), la chaleur fut excessive et le thermomètre Réaumur, « exposé au soleil et suspendu à un arbre, se maintint de midi à deux heures au « 51° degré... Ce fait qui pourra paraître étonnant, nous l'avons constaté... A

lesquels à leur tour l'acclimatement présentera les mêmes difficultés dans un pays qui, à l'inconvénient momentané des contrées les plus rapprochées des tropiques, joint celui que n'ont plus ces dernières de présenter encore deux saisons bien marquées.

La dernière de ces deux saisons retrouvera toujours des Européens attachés aux habitudes que permettent les climats plus tempérés, retrouvera toujours des Français prodiges d'eux-mêmes, peu réservés sur l'usage du vin et des boissons alcooliques, se livrant à tout avec activité, et hâtant ainsi le moment de l'accablement qui vient les surprendre, en s'accompagnant de la perte de l'appétit, du dérangement des digestions, de soif incessamment renouvelée, de transpirations abondantes, et assez souvent d'éruptions exanthématiques.

A ces premiers effets de la chaleur, s'ajoute, par la dilatation de l'air rendu moins riche en principes respirables et trop raréfié pour comprimer les liquides animaux, une respiration gênée et haletante, un état de pléthore factice, des maux de tête fréquents, des douleurs dans les extrémités inférieures, et d'autres effets cérébraux déterminés aussi par la perception plus vive des impressions transmises par les extrémités nerveuses cutanées devenues de plus en plus sensibles. En un mot, les sensations s'exaltent, tandis qu'au contraire tout l'organisme s'affaiblit. De là ces changements de caractère, cette susceptibilité, cette bizarrerie, cette tristesse vague, ce regret du foyer, ce dégoût des devoirs qu'autrefois on aimait à remplir, et même enfin

« l'ombre il y avait 10° de moins environ ; cette chaleur nous fit souffrir d'autant
 « plus que les vents qui règnent si souvent à Alger, surtout pendant la deuxième
 « portion du jour, et rafraîchissent si heureusement l'atmosphère, ne se sont
 « point fait sentir dans la plaine. Je fis saigner deux fois un militaire qui fut ap-
 « porté à l'ambulance dans un état apoplectique, et il reposait depuis deux heu-
 « res, sous un berceau de feuillages, offrant quelques chances de salut, quand le
 « signal du départ fut donné vers trois heures de l'après-midi ; il fallut l'emporter
 « dans un caisson découvert. Je plaçai près de lui un infirmier et le confiai aux
 « soins de l'un de mes aides ; mais, malgré ces précautions, une demi-heure s'était
 « à peine écoulée qu'il avait cessé d'exister : l'action du soleil, les chaos de la voi-
 « ture avaient probablement déterminé dans le cerveau un épanchement mortel.
 « Douze lieues environ séparent Alger de la ville de Blidah ; il nous restait encore
 « deux fortes lieues à parcourir pour aller camper sous les murs de cette ville,
 « ainsi que le général en chef en avait l'intention. Nous fûmes contraints de nous
 « arrêter à moitié chemin, parce que la chaleur excessive avait harassé l'armée
 « et que les soldats, même les plus vigoureux, tombaient sur les côtés de la route
 « comme anéantis ; leur nombre grossissait à chaque pas, tellement qu'il était de
 « quatre à cinq cents, quand j'allai en informer le général en chef. L'impossibilité
 « d'aller plus loin imposa la nécessité de s'arrêter bientôt... »

cette disposition à la critique pour tout ce qui directement ou indirectement semble contrarier le besoin senti du repos.

Voilà les faits graves dont le grand nombre nous a frappés ; en y retrouvant avec juste raison l'imminence des phlegmasies gastro-intestinales, pulmonaires et cérébrales, a-t-on pu s'étonner du développement de ces maladies ensemble ou séparément, et même avec le caractère des affections typhoïdes, surtout lorsqu'il faut encore compter pour beaucoup les émanations dont l'atmosphère se charge particulièrement pendant la saison d'été.

Ces émanations, reconnaissables aux désordres qu'elles occasionnent dans nos organes suivant le degré de concentration qu'elles ont, mais inappréciables par les moyens eudiométriques, quoique souvent décelées par l'odorat, ont pu être de deux sortes, et les premières se rencontrer là où l'air, vicié par les exhalaisons des hommes rassemblés dans un espace trop circonscrit, n'a pas été assez souvent renouvelé ; là où des dépôts d'immondices, cachés à l'entrée des maisons pour laisser le passage libre, n'en sont pas moins des foyers d'infection, surtout dans les rues basses, étroites et humides ; là où l'on a laissé se putréfier les cadavres de grands animaux ; là, enfin, où la dégradation des tombeaux pour choisir les dalles qui les recouvrent, pouvait faire instantanément des victimes si les produits de la décomposition des corps avaient trouvé à s'échapper par des travaux d'exhumation plus complète.

Les secondes dont, il faut en convenir, nous avons remarqué plus particulièrement et plus généralement les effets dans les maladies observées, ont appartenu aux effluves des marais, et à cet égard l'évidence fut entière. Elle le fut également pour ce qui concerne la détermination des lieux où elles prirent naissance, car tous les malades n'arrivèrent bientôt plus que de la Ferme Expérimentale et de la Maison Carrée, remarquables par le voisinage de terrains plus ou moins inondés pendant la saison des pluies et plus ou moins recouverts de débris de végétaux et d'animaux en décomposition, conséquemment très propres à ces exhalations, qui, enlevées avec l'eau réduite en vapeur dès que l'ardeur du soleil tendit à dessécher le sol, se dispersèrent en suivant la direction des vents dominants, auxquels, lorsque par elle-même elle en offre déjà des causes, il est on ne peut plus naturel d'attribuer l'insalubrité de la localité dite de Mustapha-Pacha, qui dans le même temps a fourni aussi beaucoup de malades.

Ce qui arriva alors n'eut rien d'étonnant : sans attacher trop d'im-

portance aux gaz échappés de la surface des mares fangeuses, qui, tout en s'enflammant à l'approche d'une bougie, comme dans les expériences de Volta, si c'est de l'hydrogène carboné qui se dégage, ou par le simple contact de l'air atmosphérique si c'est de l'hydrogène phosphoré, ne peuvent être démontrés que là, tandis qu'on ne les retrouve plus dans l'air recueilli à quelque distance des marais, et qu'en définitive on n'éprouve aucun des phénomènes des maladies qui nous occupent après les avoir respirés, il a suffi pour se rendre compte de tout de se rappeler que l'eau des mares elles-mêmes, d'une odeur fade et sulfureuse, contient des matières animales en abondance et de l'ammoniaque ; que les vapeurs aqueuses qui s'en élèvent sont on ne peut plus susceptibles d'emporter avec elles une partie de ces substances ; que l'atmosphère en recevant à son tour ces vapeurs est d'autant plus viciée qu'elles s'y trouvent à peu d'élévation et plus condensées ainsi que cela a lieu vers le soir, et surtout dans ces mois où une différence notable de température entre le milieu et la fin de la journée en s'établissant peut ainsi que pour la campagne de Rome constituer la saison de *la malaria*.

Le fait de la dispersion des masses d'air ainsi vicié par les vents régnants, ou plutôt celui de leur transport dans la même direction à des distances quelquefois très éloignées, n'étant pas moins connu que les précédents, nous l'avons considéré comme également applicable à l'explication de l'insalubrité des localités déjà indiquées, et à signaler plus amplement par un aperçu topographique. Examinant successivement la position de l'une et de l'autre nous voyons d'abord la ferme placée dans les conditions les plus défavorables de toutes. Située à trois lieues au Sud-Sud-Ouest d'Alger, son territoire borné au Nord par des collines quelquefois de plus d'une centaine de mètres au-dessus du niveau de la mer, a principalement son inclinaison vers le Sud et non de l'Ouest à l'Est dans la direction de l'Aratch. Il résulte de là que cette rivière qui le traverse en serpentant, en contribuant ainsi beaucoup à la transformation en marécages des prairies ou des terres qui bordent ses rives, ne peut recevoir les eaux pluviales qui du versant septentrional de l'Atlas se répandent alors dans les parties les plus déclives de la plaine de la Métidja pour former à l'Ouest et au Sud de la Ferme ces marais étendus qu'on y remarque, et dont les vents des mêmes parties lui apportent continuellement les émanations.

Au Sud et à cinq lieues d'Alger, au Sud-Est et à deux lieues de la

Ferme, peu éloignée de la mer, la Maison Carrée élevée dans une plaine couverte de broussailles, ouverte de tous côtés et descendant vers la rade, se trouverait dans une position plus avantageuse sous le rapport du renouvellement de l'air par une ventilation dans tous les sens, et sous celui de l'état de sécheresse du sol qui l'environne, si tout dans cette circonstance, par la proximité et l'étendue des marais de l'Ouest et du Sud, ne dépendait pas encore de son exposition incontestable aux vents malsains qui en arrivent.

La même cause agit enfin et de la même manière, quoiqu'à une plus grande distance, sur les localités des postes dits le premier et le second café, et sur celle de Mustapha-Pacha plus rapprochée d'Alger. Dans cette dernière localité, indépendamment des inconvénients qui peuvent résulter des eaux croupissantes autour de plusieurs abreuvoirs dans une fondrière, dans le lit élargi de plusieurs ruisseaux, indépendamment du sol fangeux de la plage voisine, où s'enterraient pour les conserver des bois de construction, ne voit-on pas la chaîne de montagnes, étendue du Nord au Sud, commencer là à s'abaisser déjà assez du côté de la plaine pour en recevoir les vents dont la ville elle-même, appartenant également au bassin pittoresque que circonscrit cette chaîne, n'est bien garantie que dans ses environs et surtout du côté de l'Ouest, où les hauteurs, après n'avoir eu que deux cents et quelques mètres d'élévation au-dessus du niveau de la mer, comme au Consulat de Suède ou au Fort de l'Empereur, vont jusqu'à 400, comme au mont Boudjareah.

Telles sont en résumé les considérations pathologiques et étiologiques qu'il était de notre objet de soumettre à vos réflexions. En les faisant suivre de la proposition de quelques mesures hygiéniques générales, nous n'obéissons qu'à la nécessité de parler des plus convenables, pour justifier, d'après la facilité d'en concevoir l'importance et l'application, l'adoption que nous avons faite d'une distinction entre les émanations dont nous avons eu à observer les effets.

Revenant en d'autres termes sur cette distinction pour continuer à la prendre pour guide, nous dirons que les premières de ces émanations n'appartenant ordinairement qu'à un espace fort circonscrit, malgré leur faculté en s'imprégnant aux vêtements de faciliter en certaines circonstances la multiplication des foyers d'infection dont chaque malade est susceptible de devenir la cause, peuvent néanmoins être efficacement combattues parce qu'on a toujours dans le principe plus d'action sur leurs foyers et sur elles-mêmes ; que, lors-

qu'il s'agit des secondes, l'assainissement exige un plus grand développement de moyens, qu'aucun d'eux ne peut les détruire immédiatement, mais que cet inconvénient est compensé par le privilège qu'elles ont de ne déterminer que des maladies qui ne les reproduisent pas et se guérissent ou deviennent d'autant plus simples qu'on cesse plus tôt d'être placé dans l'atmosphère infectée, et qu'on s'en éloigne davantage.

Partant de là nous pourrions ranger en deux classes les moyens dont l'utilité a pu être démontrée ; et selon qu'ils auront pour but la dispersion ou la destruction de l'émanation dans leurs propres foyers, ou un changement dans les localités pour les empêcher de se renouveler lorsqu'on ne peut les atteindre elles-mêmes, nous les appellerons *moyens d'assainissement directs* particulièrement applicables aux émanations de la première sorte, connues aussi sous la dénomination de miasmatiques ; ou *moyens d'assainissement indirects* concernant plus spécialement les émanations de la seconde, ou les effluves marécageuses proprement dites.

Les moyens d'assainissement directs les plus usités à indiquer, en évitant les détails relatifs à leur application à régler d'ailleurs d'après les lieux, consisteraient, lorsqu'on peut croire insuffisantes les précautions ordinaires pour le renouvellement de l'air, à employer, surtout dans les casernes trop peu spacieuses pour le nombre d'hommes qui les habitent, ou situées dans les quartiers populeux, des appareils de ventilation extraordinaire, par exemple au moyen des fourneaux qui, servant déjà à la préparation de la soupe, pourraient, avec quelques modifications, recevoir une triple destination en établissant des courants d'air et en détruisant l'humidité toujours à craindre. Pour les salles en voûte éclairées par le haut, on pourrait avec non moins d'avantage mettre en usage les manches à vent. Indépendamment de cela, des fumigations Guytoniennes, des aspersions chlorurées seraient faites fréquemment avec les précautions qu'exigent les unes pour la conservation des armes, les autres pour l'entretien de la sécheresse du sol.

Quant à la propreté des rues, à celle de l'entrée des maisons, des abattoirs, à l'éloignement des voieries, au bon état des cimetières, aux dispositions relatives aux sépultures, comme à toutes ces choses se rattachent des soins divers, il faudrait en laisser la surveillance à une commission de salubrité qui, sur l'initiative de chacun de ses membres, en ne voyant que le but généreux de son institution, solli-

citerait de l'autorité les mesures jugées nécessaires à la conservation de la santé publique.

Les moyens d'assainissement indirects comprendraient dans la circonstance actuelle le dessèchement des marais de la plaine de la Métidja, la plantation en rideaux de grands arbres, tels que des peupliers, des mélia, sur les bords de l'Aratch, et près des habitations dans leurs expositions Ouest et Sud, et consécutivement l'établissement d'un village susceptible de prendre de plus en plus de l'extension.

Mais lorsqu'on songe qu'au lieu d'un seul marais susceptible d'être assaini par une submersion continuelle en y conduisant une rivière, ce serait toute une contrée qu'il faudrait rendre salubre en s'opposant partout à l'infiltration du sol par des réservoirs généraux et des canaux particuliers multipliés, on n'entrevoit plus que les difficultés d'une entreprise semblable ; on n'entrevoit plus que sa durée qui en retarderait pour longtemps le bienfait, que ses dangers, si, tout en se soumettant à l'obligation de ne consacrer aux travaux que les derniers mois de l'hiver et les premiers du printemps, on n'employait pas d'abord un grand nombre d'hommes pour l'achever promptement.

Alors on n'ose en hasarder la proposition qu'après avoir calculé les ressources de l'époque et bien jugé de cette disposition des esprits qui rend jaloux d'égaler la gloire attachée aux monuments de l'ancienne Rome, par des ouvrages utiles à l'humanité, attestant la grandeur d'une nation et non moins dignes de la civilisation moderne.

Si, malgré tout, un tel vœu ne pouvait encore se réaliser, il faudrait, en supposant que comme points militaires ils pussent être remplacés par d'autres, sans préjudice pour la sécurité de l'occupation, se borner à désirer l'abandon des localités reconnues insalubres et l'émigration des cultivateurs, en choisissant pour leur nouvel établissement les hauteurs dirigées vers le Massafran, déjà occupées par des aborigènes, et qui, situées à l'Ouest à quelques lieues d'Alger, ne demanderaient que quelques routes de communication entre elles et avec la ville, centre naturel de colonisation.

Dans cette nouvelle position on attendrait de la prospérité croissante d'une colonie les résultats obtenus dans bien des pays jadis ravagés par des épidémies meurtrières, et aujourd'hui de plus en plus florissants grâce à l'industrie progressive des populations, favorisées par les meilleurs gouvernements.

Jusqu'à cet heureux avenir que ne peuvent devancer les mesures es mieux conçues, il faut avouer cependant que la plupart d'entre

elles restent impuissantes pour s'opposer complètement aux retours annuels d'une épidémie. Cette crainte seule, et sans considérer le pays comme généralement insalubre, ni attribuer exclusivement aux méridionaux de France l'aptitude nécessaire pour supporter convenablement une chaleur de quelques mois, nous laisse à manifester un dernier désir, celui de voir multiplier assez les établissements hospitaliers pour suffire aux besoins plus grands de certaines époques auxquelles on doit toujours s'attendre à une augmentation considérable du nombre des malades.

Par là on évitera de recourir aux ambulances qui sont loin de remplir le but qu'on se propose, et chaque militaire admis dès l'invasion de la maladie, traité alors avec plus de chances de succès, conservé plus longtemps à l'hôpital pour observer les progrès ou remédier à propos aux accidents de la convalescence, tout en payant un tribut à l'insalubrité des lieux, recevra comme consolation inappréciable le témoignage de la plus généreuse sollicitude dans les soins de toute espèce après lesquels il n'aura pas attendu (1).

Octobre 1831

(1) Cette lettre n'existe dans les papiers de Berthezène qu'à l'état de copié, non signée par les auteurs. Elle est suivie de deux croquis, dont il a été déjà question, et d'un *tableau synoptique des maladies* observées à l'hôpital de la Salpêtrière pendant le deuxième et le troisième trimestre de 1831.

IV. — DOMAINES

Le Directeur des Domaines au Gouverneur général

Arch. du G.G. — E, 36².

Alger, le 9 mars 1831.

... Depuis deux mois je suis assailli par une foule de réclamations semblables à celle que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Je ne puis y faire droit sans une autorisation spéciale. Je crois devoir émettre l'avis qu'il ne convient guère d'entrer dans la voie des indemnités (1) sans connaître d'avance le chiffre auquel elles s'élèveraient.

Nous ne pouvons nous dissimuler que l'impossibilité de caserner les troupes a causé des pertes immenses aux habitants de cette ville. Un cinquième de la ville est en ruines, les campagnes environnantes sont dévastées à une distance considérable, toutes les propriétés de l'Etat ont besoin de réparations urgentes et la valeur des maisons détruites par ordre du gouvernement dépasse un million.

Dans un aussi triste état de choses, il ne serait pas juste de procéder par exception et de laisser tout l'avantage à ceux qui se présenteraient les premiers ou seraient les plus importuns. D'ailleurs, il faudrait avoir des fonds pour cet objet et les dépenses courantes n'en laissent aucun à la disposition de l'administration. Il me semble que

(1) Cette question des indemnités, à accorder aux indigènes dont les maisons avaient été démolies ou dévastées, se posa sous le commandement de Clauzel.

« Par un arrêté du 26 octobre 1830, le général Clauzel promit des indemnités « aux propriétaires dépossédés et y affecta les immeubles du Domaine. Cette mesure juste et humaine ne fut pas mise à exécution ; un odieux esprit de fiscalité « prévalut sur les règles de la justice et de l'honneur ». (*Annales Algériennes*, I, p. 124). D'après le même historien, la responsabilité de cette iniquité remonte au Ministère de la Guerre : « Quelques commis du Ministère de la Guerre trouvèrent « que cette manière de procéder sortait des règles communes, ce qui était vrai, « et qu'il n'y avait aucun rapport entre les propriétés du Domaine et les créan-

jusqu'à ce que la liste des indemnités soit dressée, nous ne devrions offrir que des secours aux malheureux qui ont le plus souffert de la guerre. A ce titre seulement, la femme Nefissa n'aurait rien ou recevrait une somme moins exorbitante que celle qu'elle réclame.

J'ai pris la liberté d'entrer dans ces détails, mon Général, pour vous prouver qu'il n'y a aucune mauvaise volonté de ma part en renvoyant les réclamations qui me sont adressées jusqu'au moment où un arrêté et des fonds suffisants me permettront d'y faire droit.

Signé : GÉRARDIN (1).

« ces sur l'Etat, ce qui dans l'espèce était faux ». (*Annales Algériennes*, I, p. 175).

L'arrêté de Clauzel ne fut donc pas appliqué ; le Directeur des Domaines fut assailli par de nombreuses réclamations auxquelles il ne parvenait pas à répondre.

Le 24 mai, Berthezène décida qu'une première indemnité, équivalente à six mois de loyer, serait payée aux propriétaires dépossédés pour cause d'utilité publique. Or, dans les instructions que lui avait données Soult par sa lettre du 3 Février, il n'était question pour le moment que d'une enquête sur ce problème des indemnités et de propositions à lui soumettre après examen. Sans cette enquête préalable, on ne savait pas exactement les sommes que devait payer l'Etat, ni à qui il les verserait.

(1) M. Gérardin, directeur du Domaine, était un jeune interprète militaire. On l'avait nommé à ce poste à cause de sa connaissance de la langue arabe. Il recueillit en effet et traduisit un certain nombre de livres de l'ancienne administration. Il fit de sérieux efforts pour découvrir les propriétés domaniales ; mais, s'il faut en croire M. le Comte d'Haubersart, la haute administration ne donna jamais au domaine les moyens suffisants pour aboutir : « Six agents, dit-il, « composent tout le personnel de cette administration pour les trois villes « d'Alger, d'Oran et de Bône ; ce personnel qui suffit à peine aux besoins journaliers et pressants des recettes n'a eu ni le temps ni les moyens d'entreprendre une recherche approfondie de la propriété domaniale ; il s'est donc « peu à peu borné à gérer les biens que la notoriété, quelques documents « tombés sous sa main, quelques informations fortuites lui ont signalés comme « appartenant à l'Etat. » *Commission d'Afrique. Rapport sur le Domaine public*, I, page 409.

Etat général de la population de la Ville d'Alger et des Immeubles appartenant aux Domaines et aux Maures

Maures				Juifs				Esclaves				Européens				Immeubles du Domaine				Immeubles à la Mecque et aux Mosquées				Immeubles aux Maures		Nombre de	
HOMMES	GARÇONS	FEMMES	FILLES	TOTAL	HOMMES	GARÇONS	FEMMES	FILLES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	ENFANTS	TOTAL	MAISONS	MAGASINS	BOULIQUES	TOTAL	MAISONS	MAGASINS	BOULIQUES	TOTAL	MAISONS	MAGASINS	BOULIQUES	TOTAL	RUES	PLACES
5.218	3.499	5.465	2.755	16.847	1.677	1.014	1.522	906	5.119	208	932	1.140	1.200	338	198	402	963	826	223	304	1.353	4.531	133	9			

RÉCAPITULATION

POPULATION

Maures.....	16.847	Aux Domaines.....	968
Juifs.....	5.119	A la Mecque et aux Mosquées.....	1.353
Esclaves.....	1.140	Aux Maures.....	4.531
Européens.....	1.200	Total général.....	6.852
Total général.....	24.806	Rues.....	133
		Places.....	9

IMMEUBLES

Certifié le présent état de recensement conforme aux Registres de l'Administration des Domaines.

Alger, le 26 Avril 1831.

L'Inspecteur des Finances :
A. VUILLAUME.

Le baron Volland au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 33¹.

Paris, le 13 mai 1831.

Monsieur le Maréchal,

Il n'existait que des notions très imparfaites sur l'état de la population d'Alger et il ne pouvait en être autrement puisque le domicile des particuliers était inviolable et inaccessible et que l'Etat civil n'était pas en usage. A quoi il faut ajouter que les Deys ne mettaient pas plus d'importance au dénombrement des hommes qu'à leur vie ou à leur mort. Cependant la connaissance de l'état de la population était une des premières conditions de toute administration. J'ai dû faire procéder à ce dénombrement ; mais pour cela il a fallu préalablement donner un nom aux rues et un numéro aux maisons, travail fort long et fort difficile à raison de la nature des dispositions intérieures de la ville. J'ai fait marcher ce travail de front avec celui de la désignation des maisons, en distinguant celles qui sont la propriété des particuliers de celles qui appartiennent au fisc. Le tableau que j'ai l'honneur de vous adresser contient les résultats de ce double travail ; on y voit que le fisc possède à peu près le tiers des immeubles et que ces ressources exploitées avec intelligence peuvent procurer de très grands produits. Il en est de même des propriétés rurales ; mais, pour en faire la reconnaissance rigoureuse, il serait indispensable de procéder par voie de cadastre (1) et déjà j'avais fait quelques dispositions pour y parvenir et je me proposais de demander un certain nombre d'arpenteurs géomètres pour l'exécuter. L'administration qui me remplacera jugera sans doute convenable de donner suite à ce projet.

Je suis avec respect, etc.

L'ex-intendant de l'Armée d'Afrique,
Signé : BARON VOLLAND.

(1) Sur les projets d'opérations cadastrales à effectuer en Algérie, voir le *Rapport du comte d'Haubersart sur le Domaine public*. Commission d'Afrique, I, p. 405-412.

Le baron Louis, Ministre des Finances, à Soult,
Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 36².

Paris, le 23 mai 1881.

Monsieur et cher Collègue,

Je suis informé que l'Agent d'une Compagnie anglaise doit partir incessamment pour Alger avec mission d'y acquérir des immeubles au nom de cette compagnie dont le fonds social serait de cinq millions. Il serait à désirer que M. le Général Berthezène, tout en favorisant le placement sur le territoire occupé par l'armée française de ces capitaux étrangers, fut cependant prévenu assez à temps pour empêcher que la question soulevée au sujet des propriétés de l'ex-Dey et des Turcs, et qui sont garanties par la capitulation accordée à Hussein Pacha, ne se complique de nouveaux intérêts, si les immeubles dont il s'agit et notamment ceux du Pacha dépossédé qui, selon l'usage du pays, doivent faire retour au domaine de l'Etat, passaient par voie d'acquisition entre les mains des sujets anglais, à l'aide du Consul de cette nation à Alger, chargé de la procuration du Dey et des principaux Turcs déportés.

Vous jugerez sans doute convenable, en conséquence, Monsieur et cher Collègue, d'inviter M. le Général Berthezène à faire mettre immédiatement sous le séquestre toutes les propriétés immobilières de l'ancien Dey et autres Turcs sortis de la Régence (1) et d'en confier provisoirement la gestion à l'Administration des Domaines à Alger.

Le Ministre des Finances,

Signé : LOUIS.

(1) Le 8 septembre 1830, le général Clauzel avait signé un arrêté qui réunissait au Domaine les propriétés du Dey, des Beys et les Turcs déportés, ainsi que celles de La Mecque et Médine. (Voir sur les résistances que rencontra l'application de cet arrêté, Pellissier de Reynaud : *Annales Algériennes*, I, p. 120). Berthezène ignora, de parti-pris, les dispositions prises par son prédécesseur, et ce fut cette lettre du Ministre des Finances qui l'obligea à prononcer le séquestre de ces biens. (Arrêté du 10 juin 1831).

**Extrait d'une dépêche du général Berthezène au Ministre
de la Guerre, en date du 11 juin 1831** .

Arch. du G. G. — E, 112.

Alger, le 11 juin 1831.

Tous les jours, il m'arrivait des réclamations relatives aux transactions particulières, surtout pour la vente ou le loyer emphythéotique des biens fonds, et je dois dire à regret que, généralement, nous n'avons pas brillé sous le rapport de la bonne foi. Ainsi, il a été prouvé devant la cour de justice, dans la dernière affaire que j'y ai envoyée, que trois ou quatre Français avaient inséré dans un acte sous seing privé les mots vente et transport de propriété au lieu de loyer dont ils étaient convenus, et ces messieurs font partie du tribunal correctionnel.

Pour obvier à ce mal, j'ai pris un arrêté déclarant nulle toute transaction sous seing privé qui ne sera pas libellée dans les deux langues (1).

Sous peu, j'appellerai votre attention sur nos tribunaux (2), ils ont besoin d'être modifiés, ainsi que les règlements en vertu desquels ils agissent. C'était bon pour le premier moment, mais, à présent, ils sont trop défectueux. Je pense aussi que la juridiction maure et juive a besoin d'être modifiée. Cependant, ce ne sera qu'avec beaucoup de prudence et de ménagements qu'il faudra y toucher, surtout pour tout ce qui concerne les Maures.

(1) Arrêté du 9 juin 1831. « ART. 1^{er}. — Toute convention quelconque sous seing privé, entre des Européens et des Indigènes, ne sera valable qu'autant qu'elle aura été écrite dans les langues des contractants, placées au regard l'une de l'autre ».

(2) Comparer avec cette lettre la note de M. de Guiroye (17 octobre 1831), que nous publions plus loin.

Extrait d'une dépêche du général Berthezène au Ministre
de la Guerre, en date du 16 juin 1831

Arch. du G. G. — E, 11².

Alger le 16 juin 1831.

Le recensement que je viens de faire exécuter pour connaître au juste le nombre et l'état des immeubles que le Gouvernement, La Mecque et Médine et les Mosquées possèdent dans la ville d'Alger nous a appauvris.

Le premier recensement les avait évalués à 2.321 et celui-ci les réduit à 1.940 et sur ce nombre 307 sont en ruines et inhabités. Le reste est loué et produit un revenu de près de 87.000 francs, dont 42.000 appartenant au beylick.

Ces locations se sont faites, pour la plupart, à la hâte, sans concurrence, et doivent être au-dessous de leur valeur (1). Je viens d'engager M. Bondurand à jeter un coup d'œil sur cet objet important et de me proposer un arrêté pour qu'à l'avenir toutes les locations se fassent par enchère publique.

D'après l'état que le Domaine m'a remis, nous ne possédons dans le rayon de nos postes que 9 maisons rurales et 35 hectares de biens ruraux. Cet état est sûrement fort imparfait, mais le manque de documents n'a pas permis de mieux faire. J'ai demandé un autre état de ce que le beylick possède autour de la Maison Carrée, de Sidi Khaled et de Staouéli ; sur tous ces points nous devons avoir des possessions considérables, mais il n'y a point de maisons.

(1) Ces propriétés domaniales comprenaient celles de La Mecque et Médine. Or, c'était à celles-là surtout que pouvait s'appliquer l'observation de Berthezène et c'étaient les *oukils* indigènes qu'elle atteignait : « La régie actuelle est accusée d'abus graves ; les *oukils* (régisseurs) ne rendent pas compte ; on leur impute de s'approprier à l'aide d'arrangements clandestins avec les locataires, une partie des revenus, de louer à vil prix les biens à leurs amis et à leurs parents, et, ce qui semble justifier ces imputations, c'est qu'à Oran et à Bône, où les baux ont été renouvelés par l'administration des Domaines, chaque immeuble produit, taux moyen, 124 et 143 francs, tandis qu'à Alger où les biens sont gérés par les *oukils*, le produit moyen de chaque immeuble n'est que de 32 francs, bien que le prix des loyers soit dans cette ville beaucoup plus élevé que dans les premières ». Commission d'Afrique. *Rapport sur le Domaine public*, I, p. 415.

Comment pouvait-il se faire qu'après l'arrêté du 7 décembre 1830, les *oukils*

Etat des maisons et terrains appartenant à la Régence et aux Turcs qui sont partis, aux environs d'Alger jusqu'à une demi-heure environ des avant-postes. Rapport Garidel (1).

Arch. du G.G. — E, 36² (Résumé).

Août (?) 1831.

Cet état consiste en un tableau assez long, indiquant dans plusieurs colonnes : 1^o le quartier où sont situés ces immeubles, 2^o les noms ou les caractères des maisons, 3^o la quantité de terrain y attenant, 4^o le nom des propriétaires, 5^o le nombre des personnes que l'on pourrait y loger, 6^o les dépenses à y faire pour les rendre habitables.

Le capitaine du Génie Garidel, qui fut chargé de cette enquête et est l'auteur de ce rapport, n'a pu visiter que les environs immédiats d'Alger : le mont Bouzaréa, la route de Staouéli, le quartier de Mustapha Pacha, la route de Coléa, le vallon d'Hydra, Kouba, le Hamma, la route de Blida.

Les maisons désignées le sont rarement par leur nom mais bien par la nationalité de leur propriétaire ; la plupart, d'après l'enquêteur, auraient appartenu à des Turcs. Ou bien l'auteur les indique par les

indigènes n'aient pas été surveillés par les agents du Domaine dont en principe ils relevaient ? Cela tient selon Pellissier de Reynaud aux hésitations du gouvernement qui laissa publier cet arrêté, tout en le désapprouvant, et qui par suite recula devant son application pleine et entière : « Il en résulte une espèce de « chaos qui, d'un côté, affranchit de tout contrôle les oukils des établissements « religieux et qui, de l'autre, permet à ces mêmes oukils d'opposer les termes « d'un acte législatif encore existant aux demandes de ceux qui avaient des « droits sur les revenus de ces établissements ». *Annales Algériennes*, I, p. 123.

Enfin, comme pour rendre impossible tout contrôle, des versements furent faits au Domaine et des dons distribués aux pauvres. « Mustapha Bouderbah, « oukil de La Mecque et Médine, versa en quatre ans 34.531 francs au Trésor ; « il a dû distribuer dans le même laps de temps environ 50.000 francs aux pauvres, à qui il ne donnait guère plus de 250 francs par semaine ; or, les revenus « qu'il a gérés étant, de l'avis de tout le monde et du sien propre, de 80.000 francs « par an au moins, il a dû percevoir dans ces quatre ans 360.000 francs, dont « 275.469 sont nécessairement restés entre ses mains ». *Annales Algériennes*, I, p. 123-124.

(1) Ce rapport n'a pas de date. Mais la lettre de transmission, écrite par le colonel Lemer cier au général Berthezène, est du 19 août 1831.

compagnies qui y sont casernées et l'on se rend compte par là des exigences de l'occupation militaire. Le nombre de maisons portées sur cet état est de 34.

La superficie des terrains attenant à ces immeubles n'est que de 168 hectares 1/2.

Les noms des propriétaires sont des noms turcs qui ne nous apprennent pas grand'chose, à moins que l'enquêteur n'ajoute, — ce qu'il fait quelquefois, — les fonctions occupées sous le Dey par ces propriétaires. L'un d'eux est désigné comme ministre du Dey, un autre comme grand trésorier.

La quantité de personnes, susceptibles d'être logées dans ces immeubles, est évaluée à 360. Le rapport a été fait pour savoir combien d'immigrants on pourrait abriter.

Quant aux dépenses à engager pour rendre ces maisons un peu plus habitables, elles sont estimées à 14.460 francs.

Dans une dernière colonne sont contenues de fort curieuses observations ; c'est la partie assurément la plus intéressante de ce tableau, celle qui nous donne le mieux la preuve de l'état d'anarchie dans lequel se trouva la propriété foncière à Alger pendant les premières années qui suivirent la conquête. Voici quelques-unes de ces observations :

Maison de Soliman, ministre du Dey, 2 hectares 1/2 : « Cette maison appartenait, moitié au Turc, moitié à La Mecque. A son départ, il l'a vendue au vice-consul anglais 4.400 boudjous ; elle est exploitée par un Maure qui y loge toute sa famille ; il y a deux puits ».

Jardin appartenant au Dey Hussein Pacha, avec une belle maison et deux petites qui en dépendent ; 6 hectares : « Cette maison, bâtie depuis très peu de temps, a été dévastée par les Kabails qui n'y ont laissé ni portes, ni fenêtres, ni même châssis pour les recevoir. Le consul anglais a enlevé sept colonnes en marbre qui étaient dans le vestibule ainsi qu'une fontaine. Il l'a louée à un Maure, depuis le mois de mai, 100 boudjous pour six mois ; l'estimation ne porte que sur les maisons dépendantes. Quant à cette maison, elle ne peut pas être livrée à l'habitation des familles. Il faudrait environ 1.000 francs pour la remettre dans son premier état, non compris les colonnes ».

A la fin de son rapport, le capitaine Garidel conclut ainsi : « Ce travail ne saurait être considéré comme complet ; car il resterait à explorer les maisons de Sidi Khaleff et de Staouéli et beaucoup d'autres que je crois avoir été oubliées ou laissées à dessein par les guides

« que j'avais. Plusieurs fois, j'ai eu l'occasion de reconnaître, sinon
« leur mauvaise foi, du moins leur ignorance sur les propriétés tur-
« ques (1). Toutefois, les résultats offrent les approximations suivan-
« tes : 163 hectares (l'auteur a retranché la superficie du jardin du
« Dey) de bon terrain, partout ou presque partout cultivé en jardin.
« Je crois ce nombre d'hectares trop faible. Mais il n'a pas été possible
« d'en faire une évaluation plus exacte, vu la difficulté de se faire en-
« tendre et de faire préciser les limites de chaque propriété. J'ai préféré
« rester en dessous ».

M. Gérardin à M, l'intendant Bondurand

Arch. du G. G. — E, 36².

Alger, le 22 août 1831.

Monsieur l'Intendant (2),

(1) En vous envoyant les états que vous m'avez fait demander par ordre du Général en chef, je vais entrer dans quelques détails qui vous feront connaître la nature des propriétés qui composent le domaine et la ligne de démarcation qui existe entre les immeubles qui sont administrés directement par le domaine et ceux qui sont toujours gérés par les oukils des différentes corporations auxquelles ils ont appartenu.

(2) Les biens que nous cherchâmes les premiers et qui formèrent en quelque sorte la base du Domaine furent ceux qui étaient connus sous la dénomination de biens du beylick ou de l'Etat. Le nombre de

(1) De la médiocrité des résultats obtenus, le capitaine Garidel rend aussi responsable l'administration des Domaines, laquelle ne met pas toujours à sa disposition l'indicateur maure qu'elle emploie. Dans une lettre du 21 juin 1831 à son chef, le lieutenant-colonel Lemercier, il se plaint d'avoir été obligé de se passer de cet agent dans une de ses courses à Sidi Khalef et reproche au Domaine de vouloir rendre vaines ses recherches. Il laisse même entendre que l'attitude de cette administration civile lui est dictée par le désir de cacher quelques achats de terre malhonnêtes effectués par ses propres fonctionnaires.

(2) Le rapport a été annoté de la main même de Berthezène et dans les marges ; nous reproduisons ces notes curieuses au bas des pages et nous nous abstenons d'y ajouter d'autres indications. D'ailleurs, pour bien montrer que les notes citées sont de Berthezène, nous les mettons entre guillemets.

ces propriétés que nous avons reconnues jusqu'à ce jour n'est que de deux cents environ, mais, quelque peu élevé que paraisse ce chiffre, la valeur de ces biens était autrefois considérable, soit à raison de la beauté des maisons, de l'emplacement des magasins et boutiques et de l'étendue des terres. Si l'on réfléchit que dans les biens qui portaient le nom de beylick, on comprenait les casernes des Janissaires, tous les magasins du port, la Casbah et plusieurs grands locaux affectés maintenant au casernement des troupes, on sera moins étonné de l'idée que les indigènes nous donnèrent de ces immeubles et de celle que nous devons nous en former aujourd'hui (1).

(3) Toutes les maisons du beylick (moins celles qui ont été occupées de tout temps par les Juifs) sont employées au logement des troupes ou au service des administrations ; et, malgré les bruits absurdes que l'ignorance et la mauvaise foi font circuler sur le nombre des maisons que le Domaine cache encore à l'autorité, il est certain que, depuis longtemps, il n'en reste plus une seule à sa disposition et que, bien loin de rapporter quelque chose au Trésor, elles coûtent des réparations et tombent chaque jour en ruines, par suite des dévastations que les soldats y ont commises, au mépris des règlements qui tendent à réprimer ces désordres (2).

(4) Quant aux magasins et aux boutiques, peu de ces immeubles sont lucratifs parce qu'on en a abattu un grand nombre pour raison d'utilité publique, ou bien parce qu'ils ont été affectés au service des hôpitaux, des corps de garde, de la Douane, de la police, etc. (3).

(5) Les revenus provenant des biens de l'Etat sont donc très faibles et très incertains, quoique leur capital et celui des terres qui appartiennent également au beylick représentent une valeur considérable.

(1) « Le 2^e paragraphe n'est là que pour justifier les idées exagérées que l'on « a données au gouvernement puisqu'on comprend la Casbah qui est une for-
« teresse dans les biens du beylick ; on pouvait y ajouter les forts et batteries ;
« il n'y avait pas de motif de s'arrêter en si beau chemin ».

(2) « M. le Directeur est sommé de faire connaître les dévastations dont les
« soldats se sont rendus coupables dans les casernes, parce qu'ils doivent les
« payer. Si elles n'existent que dans l'imagination de M. le Directeur, je ne dois
« pas souffrir qu'il calomnie la troupe. Comment le saurait-il si elles existaient
« réellement, puisqu'il n'a pas vu les casernes ? Il devrait plutôt dire que, pour
« les rendre habitables, elles ont coûté à la guerre des sommes énormes ».

(3) « Ce qui a été abattu pour utilité publique doit se réduire à bien peu de
« chose. Sans cela, nous ne devrions pas tant d'indemnités ».

(6) Les biens agrégés au Domaine de l'État furent d'abord ceux dont le chef des Fontaines avait la gestion et dont les revenus servaient à l'entretien des aqueducs et des canaux qui alimentent d'eau les bains, les mosquées et les divers quartiers de la ville.

(7) Dès qu'ils tombèrent entre nos mains, ils subirent le même sort que ceux du beylick, c'est-à-dire qu'on nous arracha pièce par pièce tout ce qui pouvait être utile au casernement des troupes et au logement des employés, de telle sorte que les revenus de ceux qui nous restent ne suffisent plus aux dépenses que nécessite l'entretien des fontaines, malgré l'élévation des prix de location et la suppression de plusieurs cours d'eau (1).

(8) L'arrêté du général Clauzel, en date du 7 décembre 1830, nous mit en possession des biens des Janissaires ; comme ils ne se composent que de boutiques et de petites maisons, ce sont eux qui offrent aujourd'hui la masse la plus compacte du Domaine et, par conséquent, ceux dont la Régie est la plus facile et la plus lucrative puisque, étant toujours restés entre les mains des indigènes, ils sont exempts des dégradations qui nous rendent à charge les biens de l'État et des fontaines.

(9) Tous ces immeubles sont exclusivement administrés par la Direction des Domaines.

(10) Il est difficile d'en offrir le produit exact par suite du nombre de ceux que l'on nous enlève, de ceux qui ne sont plus logeables faute de réparation et enfin parce que les divers arrêtés, adoptés tour à tour à l'égard des gens susceptibles d'occuper ces boutiques, entraînent une foule de mutations d'indemnités et de non valeurs, dont les détails échapperaient à une administration plus nombreuse que la nôtre (2).

(11) Lorsque l'autorité française s'empara de ces biens, ils présentaient un effectif d'environ 800 propriétés susceptibles de loyer, dont 147 maisons et 653 boutiques, magasins, cafés, fondouks, bains, etc., sans y comprendre plus de 100 propriétés soumises à des redevances,

(1) « Il ne suffit pas de rester dans les généralités quand on rend des comptes. Donner le détail de ce qui a été pris, c'est le seul moyen d'apprécier justement la marche d'une administration ».

(2) « De quels arrêtés parle M. le Directeur ? Qu'il s'explique et ne reste pas dans le vague. Des revenus peuvent varier, mais le compte de leur produit est toujours facile à donner quand il y a de l'ordre ».

ni les terres, jardins ou fermes, dont j'aurai l'honneur de vous donner la nomenclature dans un état séparé (1).

(12) Sans affirmer que nous connaissons aujourd'hui tous les biens qui ont appartenu au beylick, aux Fontaines et aux Janissaires, nous avons lieu de croire cependant qu'il en est échappé très peu à nos investigations et que c'est moins dans l'intérieur de la ville qu'à son extérieur qu'il faut désormais diriger le but de nos recherches. Toutefois, depuis mon retour à Alger, j'ai appris que des biens du Domaine avaient été aliénés à la faveur d'altérations de dates postérieures à celles que portent les actes qui en assurent la possession au beylick, fraude qui a pu faire penser aux acquéreurs qu'ils ont été rendus à leur premier propriétaire (2).

(13) Il est étonnant qu'avec l'ombre d'autorité et de contrôle dont jouit la Direction des Domaines, ces supercheries n'aient pas été plus nombreuses (3).

(14) L'administration n'ayant pas été avertie des démolitions qui ont eu lieu dans plusieurs parties de la ville, il lui est impossible d'estimer le nombre d'immeubles qu'il faut retrancher du chiffre que j'ai présenté plus haut (4).

(15) Un nouveau recensement l'indiquera en comparant ces résultats avec ceux qui se déduisent des états que nous dressâmes de ces immeubles peu de temps après que nous en eûmes pris possession.

(16) Quoique le nombre des recettes, provenant de ces propriétés, fût bien diminué par suite de toutes celles dont s'empara l'autorité militaire, cependant leur rentrée s'opéra dans le principe avec lenteur, parce qu'un contrôle sévère ne pouvait s'exercer dans cette ville sans désignation de rues et de maisons, à moins de charger de cette opération délicate des Maures qui n'auraient jamais satisfait qu'imparfaitement aux vues de l'administration. C'est alors qu'on sentit

(1) « Le premier état des immeubles du Domaine que me donna l'administration portait 968 dont 368 maisons et aujourd'hui on dit qu'il n'y avait que 147 maisons. Diminuer des deux tiers, c'est fort. Le deuxième portait 247 maisons, le troisième ne porte que 147. Si nous en faisons faire un quatrième, que restera-t-il ? ».

(2) « Pourquoi M. le Directeur n'a-t-il pas fait connaître la fraude dont il parle ? Pourquoi n'a-t-il pas dirigé des poursuites contre les faussaires ? Qu'il se hâte de les commencer. C'est son devoir ».

(3) « Quelle autorité réclame le domaine ? Quand lui a-t-elle fait défaut ? ».

(4) « Aucune démolition n'a eu lieu depuis le départ de M. Gérardin. Autre supplément au paragraphe 2 ».

la nécessité d'un recensement et, comme il n'intéressait aucun service autant que celui des Domaines, ce furent ses agents qui entreprirent et finirent ce grand travail dont les fautes n'ont été relevées avec rigueur que par les personnes qui n'ont pas eu connaissance des obstacles qu'il présentait en choquant les préjugés, en éveillant des craintes et en s'opérant dans un moment où l'absence d'une foule de Maures propriétaires rendait impossibles et incomplets les renseignements indispensables à l'exactitude d'un recensement (1).

(17) De cette époque date seulement la régularité satisfaisante que l'on remarque dans les paiements de nos débiteurs et le soin que nous avons apporté à ouvrir à chaque immeuble un compte particulier, où s'inscrivent toutes les transactions dont il est l'objet.

(18) Ces comptes présenteront encore une plus grande régularité quand nous aurons une connaissance exacte des redevances qui grèvent quelques-uns de nos immeubles.

(19) Le muphti et le cadi sont chargés de vérifier la validité de ces réclamations qui seront acquittées cette année par le receveur des Domaines, mais qui resteront désormais à la charge de ceux qui deviendront adjudicataires de ces propriétés.

(20) L'arrêté qui nous confia l'administration des biens de La Mecque et Médine, ainsi que de toutes les Mosquées, ne précéda que de peu de temps celui qui ordonna la création des patentes.

(30) Il fallait opter entre les travaux que nécessitaient ces deux grandes mesures (2).

(31) L'autorité décida que d'abord le Domaine s'occuperait des patentes et se ferait seulement rendre compte des recettes et des dépenses des corporations religieuses, en attendant qu'il intervint directement par ses agents dans l'administration vicieuse de biens dont le produit ne tournait qu'au bénéfice de ceux qui n'y avaient aucun droit et dont la gestion, confiée à des mains hostiles, pouvait priver les Français de la jouissance de plus de 1.600 immeubles, quels que fussent les sacrifices auxquels ils se soumettaient pour l'obtenir (3).

(1) « Le recensement et le numérotage des rues furent faits d'abord par une Commission de voirie et ensuite par les soins de M. Filhon ; ainsi la mémoire de M. Gérardin est en défaut. Du reste, on numérotait les portes et non les maisons ».

(2) Il y a eu une erreur dans le numérotage des paragraphes. On passe de 20 à 30. C'est Berthezène qui s'est trompé.

(3) « La dernière partie de ce paragraphe m'est incompréhensible. Si la phrase « était moins longue, je l'aurais entendue peut-être ».

(32) Le zèle, dont les agents de la Direction usèrent pour mettre à exécution l'ordre du gouvernement, est digne d'éloge (1).

(33) En moins de deux mois et sans nuire aux autres travaux dont ils étaient chargés, le receveur délivra deux mille patentes quoiqu'il fallut s'assurer préalablement du loyer et de la profession de chaque patentable pour éviter les fraudes auxquelles se seraient portés des gens enclins par caractère et par préjugés à donner l'idée la moins favorable de leur commerce et de la valeur de l'emplacement où ils l'exercent.

(34) Quant aux biens des Mosquées, il a été impossible à l'administration de s'en occuper sérieusement jusqu'alors.

(35) Cependant, elle exige des états de recettes et de dépenses de toutes celles dont les ressources dépassent les besoins. Cet excédent sera bientôt considérable et pourra être affecté à la construction d'hôpitaux et au soulagement d'un plus grand nombre de pauvres, lorsque tous les biens qu'elles possèdent, soumis à la même régie que ceux du Domaine, ne présenteront plus les abus dont le riche jouit maintenant au détriment du malheureux dont le sort devient chaque jour plus digne de compassion, à mesure que les champs restent sans culture et que les prix des vivres augmentent dans le même rapport que la population.

(36) Ces abus, malgré les protestations de quelques indigènes, frappent au premier coup d'œil, si l'on considère que La Mecque et Médine ne retirent de 1.400 immeubles situés dans Alger et dans ses environs ainsi que d'un grand nombre de propriétés disséminées dans toute la Régence, si l'on considère, dis-je, que tous ces biens ne lui rapportent que la modique somme de 41.464 francs, répartis de la manière suivante (2) :

Alger	} 30.732 fr.	Oran	} 10.742 fr.
Blida.....		Mostaganem....	
Miliana		Bône	
Médéah		Colléah	
Constantine		Cherchell.....	
		Biskara	

(37) Pour ne parler que d'Alger, il est ridicule de supposer que les

(1) « Quand on se donne du galon, dit Figaro, on n'en saurait trop prendre ».

(2) « L'Evangile dit que nous voyons un fétu dans l'œil de notre frère et que nous ne voyons pas une poutre dans le nôtre ».

biens que La Mecque et Médine possèdent dans cette ville ne lui apportent l'un dans l'autre que la somme moyenne de 21 francs (1).

(38) C'est tout au plus le 5^e des prix de location que le Domaine a obtenu d'immeubles moins susceptibles d'être placés avantageusement que ceux possédés par cette corporation.

(39) Nul doute que, sans s'éloigner d'une juste impartialité et en stipulant pour ces propriétés des prix moins élevés que ceux que les Maures exigent de biens plus dégradés et situés dans des emplacements moins favorables aux transactions commerciales, le domaine peut retirer avant peu une somme de plus de 300.000 francs de tous les immeubles dont l'administration lui est confiée, sans compter les autres recettes qu'il effectuera à mesure que la tranquillité lui assurera la jouissance des propriétés que l'Etat et les corporations possèdent dans l'intérieur de la Régence et dont le nombre ne peut être évalué à moins de 2.000 (2).

(40) Je considérerais comme intempestive la mesure qui confierait la gestion complète de ces biens à la Direction des Domaines, parce que le personnel de ce service est déjà trop absorbé par d'autres détails pour se charger avec succès de tous ceux qui se rattacheraient encore à la régie de 2.000 immeubles nouveaux.

(41) Car il est évident qu'avec un seul receveur, un seul contrôleur et deux ou trois commis aux écritures, on ne peut exiger à temps les loyers de 3.000 propriétés et le paiement de 2.000 patentes, surtout quand il existe un si grand nombre de biens dont les comptes sont très minutieux puisqu'ils se composent non seulement de redevances à payer ou de fractions de loyer à partager, mais aussi de différentes contributions indépendantes de celles que les locataires doivent personnellement (3).

(42) Un état de choses, si opposé à celui qui existe en France, au sujet des biens possédés par les particuliers ou par le gouvernement, semblait indiquer que les mesures généralement adoptées partout ailleurs pour la gestion n'offriraient pas ici le même succès.

(43) La mise aux enchères adoptée depuis peu de temps augmente

(1) « M. le Directeur n'oublie-t-il pas une condition du problème, savoir que ces biens appartiennent aux pauvres et qu'ils ont le droit d'y loger à des prix « modiques ? ».

(2) « C'est avec de pareils calculs que le budget de l'an dernier a produit 1.900.000 francs de moins. Au reste, il n'est pas question de cela encore ».

(3) « L'évidence doute est frappée M. le Directeur n'arrive pas jusqu'à moi ».

plusieurs abus et ne lève pas toutes les difficultés, puisque, dans un grand nombre de circonstances, elle ne sauve les formes qu'en sacrifiant le fond (1).

(44) Est-ce servir les intérêts de l'Etat, je le demande, que de choisir, entre deux personnes qui offrent un prix qui ne diffère que de quelques francs, celle qui par la nature de son commerce ou de ses habitudes laissera périliter entre ses mains la propriété qui lui aura été adjugée, tandis que l'autre pour des raisons toutes contraires, et prévoyant d'avance les dépenses que lui coûtera l'entretien de cet immeuble, restera toujours au-dessous des enchères soutenues par son concurrent ?

(45) En vain l'on objecte qu'une disposition contraire favorise des préférences dont le blâme rejaillit sur l'administration. Car, s'il est vrai, pour me servir d'une expression consacrée par l'usage, que les agents du Domaine doivent ménager les biens de l'Etat en *bons pères de famille*, qu'y a-t-il d'étonnant que, semblables à celui-ci, ils ne veulent pas augmenter la *rente* au détriment du *capital* et sacrifier à quelques centimes près toutes les garanties de moralité et de solvabilité qui, dans de pareilles transactions, sont et doivent toujours être d'un grand poids (2).

(46) D'ailleurs, je ne pense pas que cette mesure puisse être adoptée sans modification à l'égard de tous nos immeubles, pour les raisons que j'ai déjà eu l'honneur de vous exposer dans mes lettres antérieures et d'après lesquelles je conjecture que plus de 400 boutiques cesseront bientôt d'être lucratives au Trésor, si les Maures et les Juifs persistent à ne pas fréquenter les enchères ou si nous ne sommes pas autorisés de traiter avec eux de gré à gré, suivant les ressources du locataire, la nature de son commerce, la durée du bail et surtout l'état de l'immeuble (3).

(47) C'est peut-être ici la place de relever l'erreur dans laquelle plusieurs personnes sont tombées, en supposant que l'administration avait à sa disposition un grand nombre de maisons qui lui facilitait les moyens de favoriser quelques Européens à l'exclusion des autres.

(1) « Nous y voilà ; il y a sans doute moins d'abus quand on fait tout à l'ombre. Je ne comprends pas comment des comptables peuvent ne pas aimer la publicité. M. le Directeur ignore-t-il ce que toute la ville dit ? ».

(2) « Des préférences seraient un mal ; mais, s'il y avait pis, de quel mot faudrait-il se servir ? Ce raisonnement est bien pauvre. C'est à l'administration à prendre ses sûretés, comme il se pratique partout ».

(3) « S'il y a des exceptions à faire, on y pourvoira et elles seront spéciales ».

(48) La vérité est que, depuis plusieurs mois, le domaine n'a disposé que de quelques maisons appartenant à La Mecque ou à Sboulkheïtat, parce que ces maisons étaient possédées par les Maures à des conditions réellement avantageuses, que leurs loyers ne couvraient pas même les dépenses qu'entraînait leur entretien.

(49) Sur ce nombre d'immeubles, trente-trois ont été adjugés aux enchères et, depuis les Instructions de M. l'Intendant, datées du 17 juin 1831, la seule maison qui n'ait pas été soumise à cette formalité est celle qu'occupe le colonel Ricard, moyennant la somme de 45 boudjous par an.

(50) J'ai l'honneur de vous envoyer l'état des maisons et campagnes appartenant aux Tures et qui ont été mises sous le séquestre par arrêté du 10 juin. J'ai prescrit au receveur des Domaines d'inscrire sur un registre particulier tous les paiements qui proviendront de ces immeubles, afin de donner pleine et entière satisfaction aux personnes qui rentreront dans la jouissance de ces biens par décision de la Commission du Gouvernement. Vous trouverez également consignés, dans un troisième état, tous les renseignements que nous possédons sur les terres, jardins et fermes, appartenant au Domaine, à La Mecque et à la Grande Mosquée. L'estimation de la superficie de ces biens n'est pas encore terminée, faute d'arpenteurs et d'avoir pu adjoindre aux personnes susceptibles de comprendre et de remplir les intentions du Général en chef, au sujet de ce travail, le nommé Meechmoud, notre contrôleur extérieur, trop malade depuis quelques jours pour s'acquitter de ses fonctions.

(51) On se tromperait, je crois, si l'on se fondait sur ces premières données pour vouloir estimer, dès aujourd'hui, la richesse du gouvernement dans ce genre de propriété, car, les actes qui constatent leur possession ne remontant qu'à une époque peu éloignée, la difficulté de savoir quelles terres appartenaient à la Régence, par la raison que, de tous temps, elles n'ont jamais appartenu à personne, est bien loin d'avoir été résolue jusqu'alors (1).

(52) Les informations que j'ai prises sur cette question ne sont pas assez complètes pour oser émettre maintenant une opinion sur une affaire aussi importante, mais j'ai lieu de croire que les usages exis-

(1) « Si M. le Directeur avait autant parcouru les environs d'Alger que moi, « il n'aurait pas commis l'erreur qu'il professe. Il aurait vu que les propriétés « ont des maîtres connus et que les délimitations de ces mêmes propriétés sont « bien déterminées, même à Staouéli où il n'y a rien de bâti ».

tants, beaucoup de probabilités et surtout l'examen des lois qui existent, à ce sujet, chez plusieurs peuples musulmans, nous fourniront les moyens de sortir de cette incertitude sans léser les intérêts des indigènes et sans enlever au Gouvernement français l'espérance de procurer des moyens nombreux d'existence aux Européens qui en viennent chercher dans cette colonie.

(53) Je ne terminerai pas cette lettre sans appeler votre attention sur deux mesures dont l'adoption intéresse vivement notre service ; la première, c'est de déterminer une marche plus régulière que celle que suit aujourd'hui l'oukil de La Mecque et Médine pour procéder à la location des biens dont il a la gestion.

(54) L'obliger de ne les adjuger qu'aux enchères serait un expédient trop sévère dans plusieurs circonstances, puisqu'il est prouvé que les familles indigentes du pays ne trouvent un asile que dans les immeubles qui appartiennent à cette corporation (1).

(55) Pour concilier les intérêts du Trésor avec les droits que réclame l'humanité, je propose de nommer une Commission composée d'agents du Domaine et de l'administration de La Mecque.

(56) Cette Commission reconnaîtra tous les biens de cette institution, discutera, de concert avec les indigènes qui les habitent, l'augmentation du loyer que ces immeubles comportent, et ce ne serait que dans le cas où les propositions de la Commission seraient repoussées sans raison valable par les locataires, qu'on dresserait un état de ces propriétés pour en obtenir le plus haut prix par la voie des enchères publiques (2).

(57) La seconde mesure est encore plus urgente. D'après les plaintes qui ont été adressées à l'administration pour ne pas procéder avec assez de ménagement à la rentrée des deniers publics, il en résulte que nous n'avons que la publication d'affiches et le ministère des crieurs publics pour engager les débiteurs de l'Etat à venir acquitter leurs comptes à la Direction. Mais tous ces moyens sont insuffisants, et un arriéré considérable s'accroît chaque jour à tel point que nous ne pourrions bientôt plus payer les mandats de la ville d'Alger sans faire un emprunt au Trésor (3).

Le Directeur des Domaines,

Signé : GÉRARDIN.

(1) « Ce paragraphe réfute le 37^e ».

(2) « Quoi ! les enchères sont bonnes pour les biens de La Mecque et Médine, et ne valent rien pour les biens du beylick ? Qu'il soit donc d'accord avec lui ».

(3) « Ce paragraphe dit le contraire de ce qu'il paraît vouloir dire et se termine sans rien proposer ».

NOTE. — Nous avons tenu à reproduire in extenso, malgré sa longueur, le rapport du Directeur des Domaines et les notes marginales que Berthezène a inscrites de sa propre main sur le manuscrit. Il n'est pas de document qui montre mieux le violent parti-pris du général contre cette administration. Les critiques qu'il accumule, les termes discourtois qu'il emploie sont des témoignages irrécusables de sa partialité.

La plupart des faits, signalés par M. Gérardin, étaient exacts. Pour en contester la vérité, Berthezène est obligé de s'inscrire ici en faux contre des affirmations que lui-même avait reconnues justes autrefois. Les déprédations, les dévastations des soldats ? Mais il les avait dénoncées, dès le 9 septembre 1830, au chef d'Etat-Major général, alors qu'il n'était que général de Division sous les ordres du Maréchal de Bourmont : « La plainte, lui écrit-il, que vous avait adressée un « Maure, relative aux dégâts que sa maison, située à l'Ouest du Fort l'Empereur, « avait soufferts, est fondée ; le général Achard que j'avais chargé du soin de la « vérifier m'a rendu compte que non-seulement cette maison, mais plusieurs « autres dans la même vallée, étaient en état de destruction. Des soldats de toutes armes enlèvent les portes et les fenêtres pour s'en faire des lits de camp, « les grilles des fenêtres pour des cuisines et le bois pour faire cuire leurs aliments. « Cet état de choses auquel je ne puis parer est très fâcheux, en ce qu'il doit irriter les habitants contre nous, et c'est sous ce rapport particulièrement que je « vous prie d'y appeler l'attention du Général en chef ». *Berthezène au chef d'Etat. Major Général, 9 Septembre 1830.*

Ne connaissait-il pas aussi les nombreuses maisons que le Génie faisait démolir et qui toutes étaient déclarées propriétés de l'Etat ? Il est bien curieux de trouver parmi les pièces qu'il a conservées des lettres du colonel Lemer cier, établissant que c'est sous son commandement que cette destruction a été la plus active. Voici un état dressé par cet officier et contenu dans une lettre du 1^{er} novembre 1831.

Démolitions de maisons (Esplanade de la Citadelle et bas du Rempart) :

- 1^o Sous M. de Bourmont : 4 maisons plus une espèce de corps de garde.
 - 2^o Sous le général Clauzel : 7 maisons.
 - 3^o Sous le général Berthezène : 14 maisons.
-

Instructions données à M. Fougeroux, inspecteur général des
Finances par le baron Louis, ministre des Finances (1)

Arch. du G.G. — E, 362.

Paris, le 23 août 1831.

Monsieur le Ministre de la Guerre, Monsieur, m'a invité à envoyer immédiatement à Alger un agent des Douanes pour remplacer le Directeur actuel dont la gestion ne paraît pas présenter toutes les garanties désirables. (2)

(1) *Fougeroux*, inspecteur des Finances, fut envoyé à Alger en août 1830, comme membre de la Commission d'enquête. Sous le général Clauzel, il fit partie du comité de gouvernement créé par arrêté du 16 octobre 1730 et fut chargé d'organiser la section des Finances. Ce fut sous sa direction que furent créés les services des Finances, des Domaines et des Douanes.

À l'arrivée de Berthezène, il quitta l'Algérie et eut pour successeur M. Wuillaume. Pellissier de Reynaud affirme que Berthezène obtint son rappel et il dit : « Ce fonctionnaire était un personnage trop pénétré de son importance et qui « mit plusieurs fois à l'épreuve la patience du général en chef ». (*Annales Algériennes*, I, p. 171). Il ne semble pas que les démêlés auxquels fait allusion cet historien se soient produits au début du gouvernement de Berthezène ; ils eurent lieu à la fin après le retour de Fougeroux et par conséquent ce ne fut pas ce Général qui obtint le rappel de ce haut fonctionnaire.

D'autre part, M. Esquer dans une note (Correspondance du duc de Rovigo I, p. 78) dit qu'il revint à Alger avec le duc de Rovigo ; or, il fut envoyé à nouveau dans cette ville, dès le mois d'août, par le baron Louis, et il y alla avec les pleins pouvoirs du Ministre des Finances et avec l'assentiment du Ministre de la Guerre.

Or, à son arrivée, Fougeroux va se trouver en présence d'une situation très délicate ; Berthezène, sans discuter la mission qui lui était confiée, du moins au début, voudra le placer sous les ordres de l'intendant Bondurand. Il se refusera à ajourner l'aliénation des biens du Domaine, ordonnée par Soult. De là, un conflit très violent, dont on pourra suivre les phases par les lettres que nous publions.

Fougeroux fut rappelé en France à la demande du baron Pichon. (Avril 1832).

(2) Il s'agit de M. Escalonne (Maurice d') dont le nom revient souvent dans les lettres de Berthezène et qu'il représente comme un homme de peu de moralité. D'Escalonne avait été commissaire de police sur la frontière des Pyrénées (1823) membre de la Commission d'enquête à Alger (1830), puis directeur des Douanes dans cette ville (octobre 1830-août 1831). Les plaintes répétées de Berthezène le firent rappeler à cette dernière date et remplacer par M. Verlingues dont il est ici question. Mais il ne tarda pas à se faire renvoyer en Algérie ; le 17 février 1832, il était nommé sous-intendant civil par intérim à Oran, puis il passait à Bône avec le même titre (septembre 1832-février 1833).

Les autres parties de l'Administration des Finances réclament également des modifications et une organisation plus régulières. Dans cet état de choses, j'ai jugé convenable que vous retourniez sans délai à Alger pour y surveiller sous les ordres du Général en chef le service des Finances de la Régence et concourir aux améliorations dont il est susceptible. Je vous charge de porter votre surveillance sur toutes les branches du revenu public, d'en soumettre le recouvrement à des formes régulières, d'en contrôler les frais et de tenir la main à ce que les recettes et les dépenses locales soient entourées des formes qui doivent en garantir l'économie et la régularité.

Il importe surtout de remplir les lacunes qui existent dans la comptabilité des recettes qui, faute de justifications suffisantes, ne sont point admises par la Cour des Comptes et exposent les comptables à une responsabilité qu'ils n'ont pu prévoir.

J'ai désigné, conformément à la demande de M. le Ministre de la Guerre, M. Verlingues, inspecteur des Douanes de France, pour prendre en Afrique la direction de ce service dont vous lui ferez faire la remise en arrivant. Cet agent a reçu l'ordre de se rendre à Marseille et de vous y attendre. Vous me ferez connaître successivement les changements à opérer dans le personnel de l'administration des Finances et j'aurai soin d'y pourvoir.

Je réclame de M. le Général Berthezène par ma lettre de ce jour l'appui de son autorité pour assurer le succès de la mission que je vous confie.

Signé : LOUIS.

Berthezène à l'intendant Bondurand

Arch. du G. G. — E. 11¹ .

Alger, le 10 septembre 1831.

Mon cher Intendant,

Je vous renvoie la lettre du Directeur des Domaines, en date du 22 août.

En voyant son amplitude, je croyais y trouver des aperçus nouveaux et lumineux sur les ressources du Trésor dans cette province ;

j'ai été lourdement trompé. Je n'y ai vu qu'une longue antienne de louanges en l'honneur de son administration pour ses dits et gestes, voire même pour ses calculs exagérés. Aussi, je ne m'arrêterai pas là-dessus et ne relèverai pas la différence de près de deux tiers entre le premier état des maisons qui me fut remis en mars et celui qu'il présente aujourd'hui, mais je demanderai les preuves de quelques assertions qui y sont contenues.

Dans le paragraphe 3, M. le Directeur prétend qu'il fait des réparations aux maisons occupées par la troupe ; je veux savoir quelles sont ces maisons parce que je ne dois pas souffrir de double emploi et que, puisque le domaine fait ces dépenses, elles doivent être rayées du budget du Génie ; au même paragraphe, il avoue qu'au mépris des règlements, les soldats font des dévastations dans leurs logements. J'exige que M. Gérardin prouve cette accusation qui est fort grave ; c'est d'ailleurs dans l'intérêt du Trésor puisque les corps sont responsables des déprédations commises par eux dans les casernes.

Au paragraphe 10, il parle des arrêtés qui disposent des boutiques... Je veux connaître ces arrêtés. Un comptable ne doit pas rester dans le vague des généralités.

Au paragraphe 12, il dit avoir appris que par des fraudes les biens du Domaine ont été aliénés. Son devoir était de les poursuivre de suite. S'il ne l'a pas fait, il est coupable et doit se hâter de réparer sa négligence.

Demandez-lui, je vous prie, de quelle autorité il veut être investi et ce que signifie la plainte du paragraphe 13.

Je ne comprends pas le paragraphe 31. Il signifie sans doute quelque chose, mais il est écrit en style emblématique (?) pour moi.

Je le laisse au milieu de la satisfaction que lui cause le paragraphe 30 ; pour moi qui aime le positif, je sais que c'est avec de tels calculs que le budget de 1831 a produit 1.900.000 de moins que son appréciation.

Je n'ai qu'une réflexion à faire sur les paragraphes 43, 44 et 45, c'est que je ne comprends pas que des comptables ne provoquent pas toutes les mesures qui appellent la plus grande publicité.

Je crois que M. le Directeur professe une grande erreur dans les paragraphes 51 et 52. Quand il aura parcouru les environs d'alger, il s'en apercevra peut-être.

Je prie M. le Directeur de concilier, s'il le peut, la doctrine du paragraphe 56 avec celle du paragraphe 37.

Enfin, je n'ai pu deviner le sens du dernier paragraphe et je ne sais quelle mesure il propose ; malgré son urgence, je vous prie de m'éclairer à ce sujet (1).

Signé : BERTHEZÈNE.

Le Ministre de la Guerre à l'intendant Bondurand

Arch. du G. G. — E. 22².

Paris, le 17 septembre 1831.

Monsieur l'Intendant,

Je me suis fait rendre compte de l'aperçu que vous m'avez adressé concernant les immeubles actuellement reconnus comme appartenant au Domaine, à La Mecque, à Médine et aux Mosquées dans l'intérieur d'Alger, ainsi que des propriétés rurales également reconnues comme appartenant, soit au Domaine, soit à La Mecque, à Médine ou aux Mosquées, dans les limites des postes du corps d'occupation, avec le tableau de leurs produits et des dépenses dont ils sont grevés.

Il résulte de ce travail et des documents que vous y avez joints :

1^o Que, d'après le nouveau recensement qui a été fait, le Domaine proprement dit ne possède dans Alger que 297 maisons, dont 121 seulement sont louées et les autres sont ou occupées militairement, ou inhabitables par suite de l'occupation militaire, et 534 boutiques ou magasins dont 65 inoccupées ou en ruines ; en tout 834 immeubles.

2^o Que La Mecque et Médine y ont à elles seules 679 maisons entières, dont 41 inhabitées ou en ruines, 154 par indivis dont 10 inhabitables, 77 boutiques ou magasins, dont 25 inoccupées ou en ruines et 105 autres par indivis, dont 10 inoccupées ou hors d'état d'occupation : 1.015 immeubles.

3^o Que les Mosquées y possèdent 42 maisons en toute propriété,

(1) Cette lettre n'est que la reproduction des principaux reproches que Berthezène adresse à M. Gérardin et dont il avait émaillé les marges du rapport du 22 août. Elle est en tout cas la preuve que ces notes avaient bien été tracées sur le manuscrit par ce général, ce dont on aurait pu douter à lire certaines réflexions.

37 autres par indivis dont trois inhabitées ou en ruines et 12 boutiques ou magasins, tous occupés : 91 immeubles.

Ainsi, le nombre des propriétés régies tant pour le compte de l'Etat que pour celui des fondations pieuses dans l'intérieur de la ville ne s'élève qu'à 1940 immeubles.

Ce recensement diffère de celui qui avait été fait précédemment en ce que celui-ci portait à 968 le nombre des immeubles appartenant au Domaine, à 1.353 celui des propriétés de La Mecque, de Médine et des Mosquées, sans distinction et le tout ensemble à 2.321. Cela suppose une réduction de 381 immeubles et l'admission d'un pareil nombre d'erreurs ou de réclamations depuis le premier recensement. Je dois croire, Monsieur l'Intendant, qu'aucune de ces réclamations n'a été admise que sur votre rapport et de l'aveu du Général commandant. Je désire en avoir un état détaillé. Je vous prie de le faire établir et de me l'envoyer avec des observations indiquant les motifs de chaque réduction.

L'état des propriétés rurales, situées dans le rayon de nos avant-postes, ne porte celles du Domaine qu'à 12 maisons avec jardin, 5 jardins sans maison et 6 terrains de 2 hectares 1/2 au plus, en tout 23 immeubles, non compris l'emplacement sur lequel la Maison Carrée est construite, non plus qu'une partie des terres adjacentes, dont on ne fixe pas l'étendue, et 13 cafés avec une portion de terre attenante à chacun d'eux. On prétend, il est vrai, qu'on a lieu de croire que l'Etat possède, en outre, un assez grand nombre d'autres terrains autrefois cultivés qui doivent rester dans le Domaine ; mais on ajoute qu'on ne peut les désigner faute de documents.

Suivant ce même tableau, La Mecque et Médine possèdent en propre 30 jardins et 10 terrains, dont on n'indique pas la contenance, et elles perçoivent une redevance annuelle sur 121 autres propriétés qu'on ne désigne pas. On n'a pas même jugé à propos d'indiquer la quantité des redevances dont il s'agit. La grande Mosquée possède deux fermes, situées l'une en deçà, l'autre au Sud-Est de la Maison Carrée. On ne les désigne pas non plus par leurs noms ; on ne fait pas connaître l'étendue des terres qui en dépendent ; on se contente de dire qu'elle est considérable.

Les autres biens ruraux des Mosquées ne figurent, on ne sait pour quoi, dans cet état que *pour mémoire*, attendu, dit-on, qu'ils sont concédés moyennant une redevance. Il fallait au moins les désigner et indiquer la quotité de chaque redevance. Je vois par la copie d'une lettre du Directeur des Domaines du 14 juin, que vous m'avez trans-

mise, qu'indépendamment des maisons rurales portées sur le tableau comme appartenant au Domaine, il en existe d'autres, qui ont été abandonnées soit à cause de leur éloignement, soit à cause de l'état de dégradation où elles se trouvent, et qu'enfin beaucoup d'autres, *appartenant soit aux Mosquées, soit à La Mecque ou à Médine*, pourraient devenir habitables au moyen de réparations. Pourquoi toutes ces propriétés ne figurent-elles pas dans le tableau qui a été dressé ? L'éloignement des unes et le mauvais état des autres ne devaient pas empêcher de les y comprendre, du moment qu'elles sont connues. Je remarque d'ailleurs une contradiction frappante entre ces assertions et les précédentes. Puisqu'il y a des *maisons rurales appartenant soit à La Mecque, soit à Médine, soit aux Mosquées, qui pourraient devenir habitables* au moyen de légères réparations, comment se fait-il qu'on ait déclaré d'un autre côté qu'elles ne possèdent point d'autres propriétés que celles qu'on a jugé à propos de n'y porter que pour mémoire, comme ayant été aliénées moyennant une simple redevance ? Je dois vous faire remarquer à ce sujet que les propriétés dont auraient pu jouir, à la simple charge d'une redevance aux Mosquées ou autres fondations pieuses, des individus légalement dépossédés par une suite quelconque de notre occupation, appartiennent aujourd'hui à l'Etat, puisqu'il s'est substitué à leurs droits et que dès lors elles doivent rentrer dans le Domaine, passibles dans ce cas de la redevance annuelle.

Il est une autre classe de propriétés rurales dont je ne trouve aucune mention, ni dans votre travail, ni dans les documents dont il est accompagné ; ce sont celles qui étaient affectées à l'entretien de certains *ortas* de janissaires, à titre de legs, de donations et d'acquisitions, et qui doivent faire retour au Domaine, par suite de l'extinction de cette milice.

En général, il règne dans toute cette partie du travail une obscurité et une imperfection inexcusables de la part de ceux qui ont été chargés de l'établir. Quelque difficulté qu'il y ait à présenter sur cette matière un travail complet et régulier, je suis persuadé qu'il n'aurait pas été impossible d'en établir un moins informe et plus satisfaisant. Je vous prie donc de me faire remettre et de m'adresser, dans le plus bref délai, des états distincts et aussi réguliers qu'il sera possible de toutes les propriétés aujourd'hui connues comme appartenant, à quelque titre que ce soit, tant au Domaine qu'aux fondations pieuses, avec tous les éclaircissements que ceux que vous m'avez transmis laissent totalement à désirer.

L'état des revenus m'apprend, à mon grand étonnement, que les propriétés urbaines et rurales ne produisent toutes ensemble :

Celles des Domaines.....	42.348 48
Celles de La Mecque et de Médine....	40.324 72
Celles des Mosquées.....	3.974 20
Total.....	<u>86.647 40</u>

somme qui se compose en presque totalité du produit des immeubles urbains.

C'est à tort qu'on y a confondu celui des immeubles ruraux, produit tellement insignifiant, dit-on, qu'on n'a pas cru devoir en faire un article séparé. On s'est contenté de dire qu'il entraît pour très peu de chose dans ce chiffre. Quelque faible que soit ce produit, il était indispensable de le distinguer de celui des propriétés urbaines. C'était le seul moyen de me mettre sur la voie des abus que je ne puis m'empêcher d'entrevoir dans la gestion des domaines de toute nature. Il me paraît inexplicable que, dans la ville seule, 801 maisons entières et 178 par indivis, 536 boutiques ou magasins entiers et 95 autres par indivis, c'est-à-dire 979 maisons et 631 boutiques ou magasins, ensemble 1.610 propriétés urbaines, toutes occupées (non compris tout ce qui est inhabité ou occupé militairement et en y confondant même le produit des propriétés rurales) ne rapportent qu'une si faible somme. Ce n'est pas 90 francs par maison et ce n'est, terme moyen, que 50 francs par propriété.

Les dépenses annuelles des fondations pieuses de La Mecque et de Médine sont de.....	34.236	} 36.096
celles des Mosquées.....	1.860	

ce qui réduit la recette, en enlevant cette somme de 86.647,40, à 50.551 fr. 40.

Le personnel des Domaines (et il a été augmenté depuis) absorbe à lui seul 30.123 fr. 60.

En sorte qu'il ne reste réellement de tout le produit des Domaines que 20.427 fr. 80.

Somme évidemment insuffisante, je ne dis pas pour la réparation, mais même pour le simple entretien de cette multitude d'édifices généralement en fort mauvais état ; dépense considérable sans doute et qu'on a entièrement omis de porter en ligne de compte.

Encore est-il à remarquer que nous ne sommes que les administrateurs des biens des Mosquées et autres fondations pieuses et que la part du fisc proprement dit dans la recette totale ci-dessus énoncée

n'étant que de.....	42.348 fr. 48
et la dépense du personnel des Domaines de.....	30.123 » 60
il ne reste réellement au Trésor que.....	12.224 » 88

pour faire face aux autres frais.

On ne saurait douter d'après cela que, loin d'être profitable à l'Etat, la possession de ces biens ne soit très certainement dans ses mains une charge très onéreuse et qu'il ne soit intéressé à s'en défaire promptement.

On ajoute, il est vrai, que leur revenu brut est susceptible de doubler par la hausse progressive et déjà sensible des loyers. Mais, quand cela serait, il n'est rien prouvé que ces propriétés ne seraient pas encore à charge au gouvernement. Elles dépérissent rapidement, faute d'un entretien raisonnable, et leur réparation est déjà au-dessus des facultés du Trésor. Il faut donc ou les aliéner ou les louer le plus tôt possible. Rentrés dans la circulation, ces biens donneront, par les droits sur les transactions, un revenu supérieur à celui que l'Etat en retire comme propriétaire. En économie politique, il est constant que l'Etat ne peut ni posséder, ni administrer avec avantage.

Il est évidemment de son intérêt d'ordonner la vente des propriétés appartenant au Domaine, de celles surtout dont l'entretien est onéreux et le produit insignifiant (à l'entière exception de celles des Mosquées, de La Mecque et de Médine, lesquelles doivent être respectées). Prenez donc, Monsieur l'Intendant, sous l'autorité et l'approbation du Général, commandant le corps d'occupation, les mesures nécessaires pour faire effectuer cette vente par des adjudications successives ménagées de manière à s'assurer des enchères et des acquéreurs. Donnez aux diverses administrations qui doivent y concourir des instructions convenables pour qu'elle s'opère avec toute la publicité et la concurrence désirables et de la manière la plus avantageuse pour le Trésor. Informez-moi d'avance des dispositions qui auront été prises à cet effet ainsi que des résultats que vous croyez pouvoir vous en promettre (1).

Signé : DUC DE DALMATIE.

(1) Cette longue lettre de Soult, ordonnant l'aliénation des biens domaniaux à Alger, fut provoquée par l'examen des chiffres, contenus dans le dénombrement qu'avait effectué le commandant Bernadet, en l'absence du Directeur des Domaines, M. Gérardin. Ce sont ces résultats que contestera M. Fougeroux ; c'est la vente hâtive de ces biens qu'il essaiera d'empêcher.

Sur la nécessité de vendre ces propriétés, la Commission d'Afrique sera d'accord avec le Ministre ; elle fera cependant une distinction intéressante : « La

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12³.

Paris, le 17 septembre 1831.

Général,

M. l'Intendant Bondurand m'a adressé relativement aux Domaines reconnus comme appartenant soit à l'Etat, soit aux Mosquées et autres fondations pieuses, tant dans la ville que dans la limite des postes que nous occupons autour d'Alger, un rapport et des documents dont il vous a sans doute donné connaissance. D'après le compte que je m'en suis fait rendre et le mûr examen que j'en ai fait, j'ai reconnu qu'un très grand nombre des immeubles qui appartiennent au Domaine proprement dit dans l'intérieur de la ville, ou dépérissent faute d'entretien, ou sont improductifs ou à charge au Trésor, qu'il est urgent et indispensable de s'en défaire le plus promptement possible et que, rentrés dans la circulation, ces biens donneront, par

« Commission a été chargée de rechercher le meilleur parti à tirer des biens do-
« maniaux de la Régence. A cet égard, les propriétés urbaines et les propriétés
« rurales ne peuvent être comprises dans les mêmes dispositions. Quant aux
« premières, d'impérieuses considérations en conseillent l'aliénation la plus
« prompte : pour la plupart, ces maisons, peu solides et qu'on ne répare pas,
« dépérissent ; leur réparation, qui est urgente, serait très coûteuse. Leur aliéna-
« tion aura aussi pour effet de procurer, à la population européenne qui s'accroît,
« des moyens de s'établir, de l'attacher au sol par le lien de la propriété, et de
« multiplier les moyens d'améliorer, par des constructions nouvelles, l'état ac-
« tuellement si déplorable des villes que nous occupons. Quant aux propriétés
« rurales, tout conseille de s'abstenir de toute aliénation de ces biens jusqu'à
« l'époque où la situation du pays et le développement des cultures permettront
« d'en tirer parti pour l'établissement et l'encouragement des colons qui pour-
« ront se présenter alors. Avant cette époque, les biens seraient vendus à vil
« prix ; possédés par des spéculateurs, ils deviendraient plus tard un obstacle
« aux entreprises de culture par l'effet du prix trop élevé auquel on voudrait
« les revendre ; cet obstacle, déjà prévu aujourd'hui comme résultat probable
« des nombreuses acquisitions faites depuis trois ans aux environs d'Alger, dans
« la seule pensée des bénéfices que procurera la revente, ne doit pas être encore
« accru par le fait du gouvernement lui-même ; ces considérations paraissent
« décisives contre toute pensée d'aliénation immédiate ». Commission d'Afrique
Rapport sur le Domaine, I, p. 406-407.

les droits sur les transactions, un revenu supérieur à celui que l'Etat en retire comme propriétaire.

J'ai cru en conséquence devoir en ordonner la vente successive, en commençant par ceux dont l'entretien est le plus évidemment onéreux et le produit insignifiant. Vous trouverez ci-joint une copie des ordres que j'adresse aujourd'hui à cet effet à M. l'Intendant Bondurand. Pénétrez-vous, Général, des différentes dispositions qu'ils renferment, veillez à leur entière exécution, ajoutez-y les instructions que vous jugerez nécessaires dans l'intérêt du gouvernement et rendez-moi compte de ce que vous aurez arrêté, dans cette vue, de concert avec l'Intendant. Aucun des immeubles qui appartiennent à La Mecque, à Médine ou aux Mosquées, ne doit sous aucun prétexte être compris dans ces ventes ; toutes les fondations pieuses, sans distinction, en sont formellement exceptées.

Vous remarquerez, Général, que je signale, dans les états qui m'ont été envoyés, des lacunes et des imperfections palpables pour ainsi dire. Donnez les ordres les plus précis pour qu'on remplisse les unes et que l'on rectifie les autres. Portez votre attention sur les moyens de rendre toute dilapidation des Domaines de l'Etat et des fondations religieuses dangereuse pour ceux qui désireraient la tenter, si ce n'est même impossible, et adressez-moi de concert avec l'Intendant un rapport spécial sur cet objet.

Signé : DUC DE DALMATIE.

M. Fougeroux au gouverneur général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 36².

Alger, le 24 octobre 1831.

Monsieur le Général,

J'ai cherché depuis plusieurs jours à vous voir sans être assez heureux pour vous rencontrer. Je voulais vous entretenir de la discussion qui s'est élevée entre M. l'Intendant et moi au sujet de la vente des propriétés domaniales, ordonnée par M. le Ministre de la Guerre. M. l'Intendant me fit connaître par sa lettre du 11 octobre qu'il était

chargé de donner des instructions aux agents des administrations appelés à concourir à cette opération. Je lui réponds qu'en plaçant sous ma surveillance les agents des finances, le Ministre de ce département m'avait confié le soin de leur tracer des instructions que motiveraient vos ordres et que je les attendrais pour faire connaître les obstacles qui s'opposent à l'exécution immédiate de la mesure prescrite par M. le Ministre de la Guerre. M. l'Intendant crut devoir entrer alors dans la discussion de ma position ici. Je lui ai donné textuellement connaissance des instructions que j'ai reçues du Ministre des Finances et que j'ai eu l'honneur de vous communiquer en vous remettant une lettre de ce Ministre à notre première entrevue. Elles ne me permettent pas d'admettre une direction étrangère pour un service qui exige des connaissances spéciales et dont la responsabilité m'est imposée.

Je n'ai pas laissé ignorer à M. l'Intendant que la vente des propriétés domaniales, ordonnée par le Ministre de la Guerre, était motivée sur des documents complètement inexacts, recueillis par des agents subalternes de l'administration des Domaines qui, en l'absence du Directeur, seul dépositaire des titres, étaient malgré leur zèle et leurs soins hors d'état de fournir sur cette matière des données moins imparfaites. On a représenté à M. le Ministre de la Guerre que la location des propriétés domaniales proprement dites, non compris les immeubles affectés à divers services, ne rapportant que 42.348 fr. 48, tandis que, les frais de la Régie étant de 30.123 fr. 60, il ne restait net au Trésor que 12.224 fr. 88, somme insuffisante pour l'entretien et les réparations des immeubles et qu'il fallait se hâter de vendre des propriétés onéreuses à l'état.

Les propriétés des Domaines, non compris celles de La Mecque, Médine et des Mosquées, sont louées 77.318 fr. 02 et non pas 42.348 fr. 48. L'Administration des Domaines coûte 30.123 fr. 60, mais c'est pour recevoir 811.500 francs de produits de toute nature. C'est donc sur cette dernière somme qu'il faut calculer les frais de régie ; la portion de ces frais, afférente au recouvrement du prix de location, ne serait que de 2.900 francs.

M. le Ministre de la Guerre a été induit en erreur en parlant des dépenses d'entretien et de réparation qui grèvent le Trésor. Le Trésor n'a payé de réparations que pour les logements occupés militairement et il faut reconnaître que les fantaisies et les convenances personnelles n'ont pas laissé que d'être onéreuses ; mais, toutes les fois qu'un immeuble est loué par le Domaine, on met à la charge du loca-

taire, conformément à l'usage du pays, les réparations locatives et autres.

Enfin le moment est mal choisi pour vendre avec avantage ; il serait difficile de trouver dans tout Alger je ne dis pas 20 mais 4 personnes en état de payer 20.000 francs comptant pour le prix d'un immeuble et il ne peut pas convenir au Gouvernement de vendre à terme. Or, avec si peu de concurrence, il est évident que les propriétés de l'Etat seront vendues à vil prix. Quant aux maisons inhabitées et qu'il est impossible de réparer ou de louer à cette condition, on peut les vendre comme matériaux mais non plus comme immeubles. Au surplus, la mesure est assez grave et point assez urgente pour ne pas attendre la résolution que prendra le gouvernement d'après les documents que je réunis et que je m'empresserai de vous soumettre aussitôt qu'ils seront complétés.

Quant au droit de direction que réclame M. l'Intendant sur le service qui m'est confié malgré le mandat indépendant de son autorité que je tiens du Ministre des Finances, vous jugerez sans doute, M. le Général, qu'il est impossible de le reconnaître et vous approuverez que je me renferme textuellement dans les Instructions qui me sont données.

Signé : FOUGEROUX.

M. Fougereux au gouverneur général Berthezène

Arch. du G.G. — 36² .

Alger, le 28 octobre 1831.

Monsieur le Général, .

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie certifiée de la lettre par laquelle M. le Ministre des Finances m'a confié la mission qui m'a amené à Alger et dont M. le Ministre de la Guerre a été prévenu. Si les instructions qui me sont données par M. le Ministre des Finances n'ont pas un caractère officiel à vos yeux, elles m'imposent à moi des obligations que je ne puis me dispenser de remplir (1).

(1) Nous avons donné plus haut cette lettre du baron Louis, Ministre des Finances.

Je suis chargé par ce Ministre de surveiller sous vos ordres, Monsieur le Général, toutes les parties du service des Finances. Toutes les fois que vous voudrez bien me faire connaître vos intentions directement, vous me trouverez toujours prêt à les remplir ou à éclairer votre religion toutes les fois que les mesures que vous jugerez convenable de prescrire me paraîtront de nature à exiger des explications. Je n'ai jamais refusé de vous fournir les documents que possède l'administration des Domaines, ni aucun autre renseignement concernant les Finances, mais j'ai dû repousser une direction étrangère pour un service dont la responsabilité m'est imposée et décliner une autorité à laquelle je ne suis ni ne peux être soumis.

Quant à la vente des Domaines de l'Etat prescrite par M. le Ministre de la Guerre, elle est, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le dire, évidemment motivée sur des données inexactes qui ont été recueillies par des employés sans expérience et privés des moyens de rendre leur travail moins imparfait. L'évaluation qui se trouve dans le budget de 1831, formé en octobre un mois après mon arrivée en Afrique, ne prouve rien contre le chiffre actuel des locations, sinon que le prix des loyers et le nombre des immeubles reconnus se sont considérablement accrus et ont dépassé de près du double les premières prévisions ; d'où il est naturel de conclure que la gestion de ces immeubles n'a point souffert entre les mains des agents de l'administration.

Permettez-moi à cette occasion, Monsieur le Général, d'opposer aux imputations dont ces agents paraissent avoir été l'objet les résultats obtenus par leurs soins. Il faut leur tenir compte des difficultés qu'ils ont eu à surmonter, au milieu d'un peuple étranger, sans documents écrits, obligés de communiquer par des interprètes pour se procurer la connaissance des immeubles appartenant à l'État et en réunir les titres ou y suppléer par la notoriété publique, en même temps qu'ils effectuaient le recouvrement de 600.000 francs de produits de toute nature. Le chiffre actuel des locations est de 77.318 fr. 02 ; dans votre opinion, Monsieur le Général, ce revenu devrait s'élever à près de 100.000 francs ; dans la mienné, il peut atteindre le double, dès que les immeubles occupés militairement seront disponibles. Or, dans l'état actuel des fortunes privées en Afrique, il est matériellement impossible que le Trésor retire par la vente des Domaines de l'Etat le capital que représente, je ne dis pas seulement ce revenu, mais le revenu actuel faute de concurrence ; il vendra à vil prix et sera privé d'un produit certain, qui, bien loin de décroître, tend à s'améliorer.

Sans avoir la prétention de m'élever à la hauteur, d'où M. le Ministre de la Guerre a pu envisager la question, je me suis permis de l'examiner et j'ai cru de mon devoir de vous faire connaître, Monsieur le Général, sur quels points M. le Ministre de la Guerre a été induit en erreur par des documents fautifs qui l'ont déterminé à prescrire une mesure essentiellement préjudiciable au Trésor dont le Ministre n'a en vue que l'intérêt.

Permettez-moi de vous répéter qu'il n'y a point urgence et que la mesure dont il s'agit est assez grave pour attendre une nouvelle décision du Gouvernement que vous jugerez sans doute convenable de provoquer.

Je prépare toutefois les moyens d'exécution ; déjà j'ai voulu reconnaître moi-même les 176 maisons et 65 boutiques ruinées par les logements militaires et qui figurent sur l'état qui vous a été remis au mois de juin dernier. La plus grande partie de ces immeubles situés dans le haut de la ville appartient aux corporations pieuses dont les biens sont exclus de la vente ordonnée ; les autres ont été compris dans le dit état comme propriétés non réclamées ; plusieurs l'ont été depuis ; le Génie en a démoli un assez grand nombre ; pour le reste, le Domaine ne possède pas de titres et, avant de procéder à la vente, il est indispensable d'assigner aux propriétaires un délai pour se présenter ; sans quoi le Trésor serait exposé à des réclamations et sans doute au remboursement du produit des ventes. Avant peu les publications nécessaires auront lieu.

Signé : FOUGEROUX.

Le Ministre de la guerre à Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³.

Paris, le 8 novembre 1831.

Général,

J'ai reçu votre dépêche du 21 octobre, relative à l'administration du Domaine ; je vois avec regret que le travail qui avait été demandé n'ait pas fait plus de progrès et qu'il faille attribuer les obstacles

qu'il a éprouvés à la divergence d'opinion et de conduite entre les divers chefs d'administration qui devaient l'exécuter. On s'occupe de la nomination d'un Intendant civil qui, réunissant toutes les branches de l'administration civile à Alger, leur donnera plus d'ensemble et en même temps plus d'action et laissera d'ailleurs l'Intendant militaire à ses attributions spéciales. J'espère que, sous peu de temps, cet Intendant sera nommé et pourra partir.

Faites en sorte d'entretenir, jusqu'à son arrivée, la bonne harmonie et même la subordination et d'obtenir de chacun tout ce qui sera possible pour qu'en aucun temps le service ne puisse souffrir.

Signé : DUC DE DALMATIE.

M. Fougeroux au gouverneur général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 362.

Alger, le 5 décembre 1831.

Monsieur le Général,

J'ai sous les yeux un arrêté du 26 novembre (1) dernier dont j'ai eu connaissance seulement hier 4 décembre, et dont la principale dis-

(1) Cet arrêté, tel qu'il est reproduit généralement, n'est pas précédé des nombreux et longs considérants que Berthezène y avait insérés et que discute M. Fougeroux. Nous en empruntons le texte intégral à la *Collection des Actes du Gouvernement depuis l'occupation d'Alger jusqu'au 1^{er} octobre 1834*. Ministère de la Guerre. Paris, Imprimerie Royale, 1843.

Arrêté portant affectation de divers immeubles domaniaux au service des hôpitaux et au logement des troupes.

Au quartier général d'Alger, le 26 novembre 1831.

Le lieutenant-général commandant en chef le corps d'armée en Afrique ;

Vu le rapport de M. le lieutenant Davout, commandant du Génie à la Casbah le 22 du courant, duquel il résulte que « les maisons de la rue du Rempart, déjà « réparées par le Génie, sont journellement dévastées par les colons qui habitent « aux environs, et que plusieurs de ces maisons sont entièrement en ruines, et « particulièrement celle qui est en face de la batterie n^o 9 » ;

Vu la lettre de M. le lieutenant-colonel Lemer cier, commandant le Génie, en date du 22 de ce mois, qui accompagne ce rapport, et dans laquelle il expose que « des maisons inhabitées et abandonnées, près des batteries n^{os} 10 et 11, dont il

position concède au Génie militaire la portion la plus importante des propriétés domaniales à Alger. Il me semble qu'avant de prendre une mesure de cette nature, concernant un service placé sous ma surveillance, il n'eût pas été déplacé de s'informer si j'avais à présenter quelques objections et j'en ai de fort graves que je vous demande, Monsieur le Général, la permission de vous soumettre.

Je remarque d'abord que l'arrêté est motivé sur des faits entièrement inexacts. MM. les Officiers du Génie parlent dans leur rapport du 22 novembre de maisons ruinées (rue du Rempart et dans les environs de la Kasbah) dont il est essentiel d'empêcher la démolition complète. Le 1^{er} considérant de l'arrêté dit qu'il importe essentiellement d'arrêter *la dévastation des dites maisons appartenant au Domaine*, en leur laissant ou en leur donnant une destination qui réponde aux besoins du service militaire et qui assure leur réparation et leur conservation. C'est pour cela que les dites maisons sont *concédées* au Génie militaire et placées sous ses attributions.

Il est difficile que le but que l'on se propose, c'est-à-dire la conservation de ces bâtiments par le Génie militaire, soit atteint par la concession qui lui est faite ; car pas une seule des maisons dont il s'agit n'appartient au Domaine. Au nombre des immeubles possédés par le Domaine, on ne trouve dans les différents quartiers de la ville que 10 petites maisons et 19 boutiques ou magasins qui tombent en rui-

« a commencé et dont il continue à faire murer les portes pour empêcher leur
« entière dévastation ; que d'autres, occupées militairement dans le voisinage
« de la Kasbah et du rempart, sont, les unes et les autres, dans un tel état de ca-
« ducité qu'il devient dangereux de les habiter, et que, si cet état se prolonge
« encore, on ne pourra tirer de ces maisons aucun parti, soit pour le logement
« des troupes et des colons, soit pour la vente, lorsqu'on sera décidé à la faire ;

« Que, les maisons des officiers moins endommagées étant menacées d'une
« ruine prochaine si on n'y fait aucune réparation, il avait demandé au général
« Daulion l'état des maisons occupées par les officiers et employés de l'armée, et
« appartenant au domaine, son intention étant de proposer de se charger de les
« entretenir à l'instar des pavillons des casernes ».

Considérant qu'il importe essentiellement de prendre des mesures promptes et efficaces pour arrêter la dévastation des dites maisons appartenant au domaine en leur laissant ou en leur donnant une destination qui réponde aux besoins du service militaire, et qui assure leurs réparations et leur conservation ;

Considérant que le placement des lits expédiés de France pour le couchage des troupes, qui en ont été privées jusqu'à présent, rend insuffisantes les maisons affectées au casernement de la garnison ;

Considérant les difficultés et même l'impossibilité de grever de logements militaires ceux des sectaires de Mahomet qui n'ont qu'une maison, puisque, d'après

nes et qui ne valent pas la peine d'être réparées, et pas un seul de ces immeubles n'est situé dans les localités citées par MM. les Officiers du Génie.

Les autres motifs de l'arrêté ne sont pas mieux fondés. Comment, en effet, admettre que les logements militaires, qui ont servi à une armée de 30.000 hommes, soient insuffisants pour en loger à peine 10.000, surtout quand le casernement est augmenté de baraques qui peuvent recevoir 4.000 hommes. Je conçois que l'emploi de lits de fer demande plus d'emplacement, mais cette observation s'applique au casernement des soldats et point au logement en ville de MM. les officiers et employés de l'armée. On veut affecter à ce service les maisons du Domaine seulement. En consultant un peu mieux les intérêts du Trésor, on aurait pu, sans blesser l'opinion religieuse des Musulmans qui ne permet pas la présence des étrangers dans la famille, désigner de préférence les immeubles appartenant à La Mecque et Médine, aux Mosquées et divers autres services, immeubles qui ne supportent aucune charge publique, mais on affecte de les exclure de

leur religion, respectée par la capitulation, ils ne peuvent cohabiter qu'avec leur propre famille ;

Considérant qu'avant de procéder à la vente des immeubles du domaine, ordonnée par le Ministre de la Guerre le 17 septembre dernier, il est indispensable de pourvoir au logement des troupes et des officiers avec les moyens qu'offrent en maisons les ressources dudit domaine, afin de prévenir de nouvelles constructions, toujours lentes et très coûteuses.

Sur la proposition de l'Intendant ;

Arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les casernes et maisons qui sont la propriété du Domaine ou sous séquestre, actuellement occupées militairement pour le service des hôpitaux, pour le logement des corps de troupes des différentes armes, officiers compris, de MM. les officiers généraux et officiers d'état-major, intendants militaires, officiers de santé et d'administration des hôpitaux, et employés des diverses autres services, et pour les magasins du génie, de l'artillerie, et de l'administration, restent affectées à leur destination actuelle et dans les attributions du génie militaire, à qui elles sont concédées, et qui est chargé de leur conservation, réparation et entretien, ainsi que des maisons du Domaine qui seront jugées nécessaires et propres à ce service et y affectées, d'après l'assiette des dits logements militaires qu'en établira M. le lieutenant-colonel Lemer cier, commandant le Génie, pour être soumis immédiatement à notre approbation.

ART. 2. — L'Intendant et le Commandant du Génie sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera imprimé.

Baron BERTHEZÈNE.

la mesure dont est menacé le domaine sur lequel doit retomber tout le poids des logements militaires. Si au lieu d'étendre ces logements aux dépens du Domaine, comme l'annonce cet arrêté, on s'appliquait à les réduire au strict nécessaire en donnant à chacun le logement qui lui est dû selon son grade et si l'on ne souffrait pas que tant de vastes maisons soient occupées par un seul individu, on pourrait espérer au contraire que quelques-unes rentreraient au Domaine et offriraient des produits au Trésor.

C'est un abus patent qui réclamait depuis longtemps une utile réforme ; il avait attiré l'attention du Ministre des Finances qui me recommandait l'année dernière de tirer parti de toutes les propriétés domaniales qui n'auraient pas été strictement nécessaires au service militaire. L'arrêté du 26 novembre est fait au contraire pour perpétuer cet abus et lui donner plus d'extension.

Ainsi, toutes les maisons domaniales, actuellement occupées par des militaires ou employés des divers services, *restent affectées à cette destination*. Quels que soient les mouvements de troupes qui les laissent vacantes, elles ont leurs destinations spéciales et sont la propriété du Génie militaire à qui elles sont concédées. Le chef de cette arme en disposera à son gré et sans contrôle. Il en gardera la clef comme il garde en réserve celle de la maison rue Macaron, n° 9, depuis plusieurs mois inhabitée (1) ; car je ne suppose pas, bien que la concession en comporte le droit, qu'il songe à en tirer quelque parti par des locations. Il ferait alors de l'administration et des recettes que l'arrêté

(1) Ce que dit ici M. Fougeroux des fantaisies et des convenances personnelles des militaires s'adresse aux officiers ; et c'était sans doute aussi ce qui irritait le plus les officiers supérieurs et Berthezène. Dans sa note que nous reproduisons plus loin (sorte de canevas d'une réponse à l'inspecteur des Finances), il est dit que M. Fougeroux ne connaît point la situation de l'armée et ne doit pas la connaître : « *C'est une inconvenance de sa part de vouloir s'y immiscer sans mission* ». Ces mots sont ajoutés par Berthezène lui-même.

Or, il est bien vrai que chaque officier, chaque employé de l'armée, chaque service en avait pris fort à son aise avec les logements en ville. Les soldats de leur côté s'emparaient des maisons à leur convenance, même des consulats étrangers. Le baron Pichon, dans un rapport au Président du Conseil, convient du fait, mais excuse le service du Génie : « Ensuite le Génie militaire, vous le présumez « bien, se met au large aussi sur la question de la nécessité. Il a d'ailleurs une « manière de la produire, et je l'en absous entièrement. Il est forcé de laisser « tomber d'anciens locaux en ruines, et alors il lui en faut de nouveaux. Monsieur « le Directeur du Génie me l'a dit tout franchement : « Nous vous demanderons « des mosquées parce que nous ne voulons pas bâtir pour mettre d'anciens lo- « caux en état ; nous ne voulons pas parce que nous ne le pouvons pas ». C'est là,

n'a pas sans doute eu l'intention de mettre dans les attributions du Génie militaire avec les immeubles qui lui sont concédés.

La valeur des immeubles ainsi concédés est de plusieurs millions et ce ne serait pas trop de la responsabilité ministérielle pour couvrir un acte de cette nature. J'ai peine à croire que le Gouvernement ratifie cette étrange libéralité. Que les casernes soient dans les attributions du Génie militaire, rien de mieux, mais les maisons domaniales dans lesquelles MM. les Officiers et employés de l'armée sont logés ne peuvent cesser d'appartenir à l'Etat et, comme telles, d'être régies par l'administration des Domaines telle qu'elle existe.

En chargeant exclusivement le Génie militaire de leurs réparations, conservation et entretien, on lui procure l'occasion de demander un supplément de crédits de plus de 100.000 francs pour ce service extraordinaire en 1832. Ce n'était pas le cas de se priver d'un utile contrôle, comme on le fait en repoussant l'intervention du Directeur des Domaines.

Je vous devais ces explications, Monsieur le Général, pour que vous ne pensiez pas que je laisse sans réclamation dépouiller une administration placée sous ma surveillance des attributions qui lui sont dévolues par son institution.

Signé : FOUGEROUX.

« M. le Président, la cause depuis les casernes jusqu'aux logements des officiers « de la ruine progressive d'Alger, que je vous ai déjà souvent signalée ». Pichon : *Alger sous la domination française*, p. 422.

Dans un projet de casernement, établi par le chef du Génie, le lieutenant-colonel Lemer cier, il reste entendu que les officiers seront tous logés par les soins de la ville et occuperont par conséquent les maisons particulières. Pour les soldats, on va s'efforcer de les réunir dans les baraquements ou sur quelques points. Lemer cier reconnaît qu'il ne faut plus laisser la troupe occuper des maisons particulières en ville, que « la dissémination des soldats donne lieu à une foule de désordres ». Il arrive aussi, qu'au dehors, sur la ligne des avant-postes, presque toutes les maisons occupées par eux ont été plus qu'endommagées et leurs jardins réduits à des champs sans culture. « Il est urgent, ajoute-t-il, de mettre fin « à la dévastation de si beaux domaines et d'arrêter un mal que le temps des « hostilités a beaucoup trop prolongé ». Lettre du lieutenant colonel Lemer cier à Berthezène. 1831. *Document inédit*.

M. Fougeroux au général Berthezène

Arch. du G. G. — 36².

Alger, le 14 décembre 1831.

Monsieur le Général,

J'ai reçu votre lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 12 de ce mois en réponse à la mienne du 5. Vous me faites remarquer que vous auriez pu refuser de reconnaître un agent non accrédité près de vous par le Ministre de la Guerre, que néanmoins, dans l'intérêt du Trésor, j'ai été consulté sur toutes les mesures relatives aux Finances, mais qu'il en est résulté de ma part une opposition systématique et même un refus de fournir des états qui m'étaient demandés, ainsi que mes vues relatives à la vente des Domaines ordonnée par le Ministre de la Guerre ; conduite, dites-vous, Monsieur le Général, qui a obligé le Ministre de la Guerre à vous donner l'ordre de maintenir ici chacun dans le devoir et la subordination.

Peu de temps après mon retour à Alger, M. l'Intendant me transmet les ordres du Ministre de la Guerre relativement à la vente du Domaine. J'ignore sous quelles couleurs furent présentées à ce Ministre les objections que je crus devoir vous adresser à ce sujet, mais le Ministre des Finances, qui a eu sous les yeux ma correspondance avec les lettres de M. l'Intendant et les vôtres, m'a fait connaître par sa dépêche du 11 novembre qu'il trouvait fondées mes observations sur les inconvénients actuels de la vente ordonnée et m'approuvait de vous les avoir transmises. Sans doute, il n'y a pas vu l'opposition systématique qui m'est attribuée et encore moins le refus que j'aurais fait de vous fournir les états des immeubles domaniaux. Si vous voulez bien prendre la peine de vous reporter, Monsieur le Général, à ma lettre du 28 octobre, vous y trouverez que, tout en regardant la vente des Domaines comme inopportune, je n'en préparais pas moins les moyens d'exécution et je vous assurais, ce que j'affirme encore aujourd'hui, que je n'ai jamais refusé de vous donner tous les renseignements que vous pouviez désirer concernant le service qui m'était confié ; c'est à cette occasion que vous m'avez fait savoir que les instructions du Ministre des Finances, dont j'étais porteur, ne pouvaient avoir aucun caractère officiel à vos yeux. Elles me donnaient, *sous*

vos ordres, dans le service des Finances, une action administrative en dehors de mes attributions ordinaires. Du moment que mes instructions étaient méconnues, la dépendance, qui m'était imposée par elle, cessait aussi ; et dès lors, je ne m'explique pas comment vous pouvez m'appliquer la recommandation qui vous a été faite par M. le Ministre de la Guerre de maintenir chacun ici dans le devoir et la subordination. Jamais, d'ailleurs, je n'ai, Monsieur le Général, décliné votre autorité, la seule à laquelle je fusse soumis par mes instructions ; quant aux devoirs, je fais ce que j'ai à remplir et je n'en dois compte qu'au Ministre de qui je tiens mon mandat. La vente des Domaines a été provoquée près du Ministre de la Guerre sur des renseignements inexacts ; je me suis occupé, depuis le 28 octobre dernier, de redresser ces inexactitudes en réunissant pour la consistance des Domaines les documents les plus complets que le zèle et les efforts des employés ont pu me procurer dans l'espace d'un mois ; j'ai transmis ces documents au Ministre des Finances, j'en préparais une copie pour vous la remettre, mais je viens de lire, affichée sur les murs d'Alger, l'expression de votre mécontentement contre l'administration et la création d'une Commission militaire pour recueillir ces mêmes renseignements que j'étais prêt enfin à fournir, ainsi que j'en avais pris l'obligation dans mes lettres précitées. M. le Directeur des Domaines les tiendra à la disposition de la Commission créée par l'arrêté du 12 décembre et j'espère, Monsieur le Général, que, lorsque vous aurez examiné la différence prodigieuse qui existe entre ces documents et ceux qui ont été fournis à M. le Ministre de la Guerre, vous apprécierez le temps et le travail qu'ont demandés ces rectifications. Je m'abstiens de toute réflexion sur votre arrêté du 12 décembre ; en vous présentant celles que m'a suggérées celui du 26 novembre, j'ai peut-être défendu avec trop de chaleur les intérêts du Trésor que nous ne comprenons pas de la même manière. Mais il n'est jamais entré dans ma pensée de m'écarter en rien de la déférence due à votre position élevée. J'éprouve, Monsieur le Général, un vif regret de ce que vous avez interprété ma lettre du 5 de manière à vous croire dans la nécessité de me rappeler des sentiments de convenance que je ne pense pas avoir oubliés. Quant à l'observation que vous me faites relativement à la situation de l'armée et au budget du Génie que je ne dois pas connaître, je vous prie de remarquer, Monsieur le Général, qu'étant chargé de contrôler les dépenses du payeur, la connaissance de la situation de l'armée et du budget du Génie m'arrive par une voie légitime et que je puis dès lors vous en parler sans indiscrétion.

Au surplus, pour mettre fin à cette discussion qui m'est extrêmement pénible, puisque vous ne jugez pas devoir reconnaître la mission spéciale qui m'a été donnée par le Ministre des Finances tant qu'elle ne vous aura été notifiée par le Ministre de la Guerre, j'ai l'honneur de vous prévenir que, dans l'intérêt de ma responsabilité, je m'abstiens désormais de toute action administrative sur les divers services des Finances et que je me renferme strictement dans les fonctions ordinaires de mon emploi d'Inspecteur général des Finances, pour lesquelles je suis placé en dehors de toute autre autorité que celle du Ministre dont je suis le délégué.

J'ai l'honneur d'être, avec une haute considération, Monsieur le Général,

Votre très humble et très obéissant serviteur.

L'Inspecteur général des Finances,
Signé : FOUGEROUX.

Notes pour les réponses à faire, 1^o à la lettre du 5 décembre 1831 de M. Fougéroux au Général en chef sur l'arrêté du 26 novembre, relatif aux maisons du Domaine affectées ou destinées au logement du personnel et du matériel de l'armée et mises à cet effet à la disposition du Génie chargé de leur garde, conservation, réparations et entretien.

2^o A une autre lettre du même jour sur les ventes des denrées et effets militaires (1).

Arch. du G.G. — E, 36² .

1^o M. Fougéroux, inspecteur général des Finances, n'étant point accrédité par le Ministre de la Guerre qui n'a donné aucun avis de son arrivée et qui seul a dans ses attributions et sous sa responsabilité ministérielle le gouvernement, le commandement et l'administration des pays conquis en Afrique, jusqu'à ce qu'il ait été statué légis-

(1) Cette lettre du 6 décembre et non du 5 n'a pas été reproduite. Elle rappelait seulement à Berthezène une décision du Ministère de la Guerre (25 mai 1818), d'après laquelle les Domaines étaient chargés de vendre les divers objets inutiles au service de la guerre.

lativement sur leur sort, aurait non seulement pu, mais aurait dû n'être pas reconnu en sa qualité qui d'ailleurs ne lui confère pas l'administration des Finances, mais seulement l'examen, le contrôle, la surveillance des livres, des registres, des caisses des comptables des Finances.

2° Ce ne pourrait être qu'en vertu d'un mandat spécial émané du Ministre de la Guerre, par suite d'une ordonnance ou d'une décision royale, qu'il aurait pu arriver ici avec le droit d'administrer les Finances.

3° Faute de ce mandat, ce ne serait pas comme membre de la Commission administrative de la Régence que M. Fougeroux aurait, non le droit d'administrer les Finances qui n'est conféré à Alger, sous les ordres du commandant en chef, qu'à l'intendant qui réunit cette administration à toutes les autres branches administratives, d'après une ordonnance royale et son mandat ministériel, mais cette faculté d'être consulté dans les affaires des Finances ; et, cette qualité de membre de ladite Commission, M. Fougeroux l'a dédaignée.

4° Il a cependant été consulté depuis son arrivée sur toutes les mesures relatives aux finances.

Qu'en est-il résulté ?

5° Il lui a été demandé des états et ses vues sur le mode d'exécution des ordres du Ministre de la Guerre du 17 septembre dernier, relativement aux Domaines ; il a formellement et itérativement refusé de les exécuter, ce qui a mis le Ministre, auquel il en avait été rendu compte, dans la nécessité d'engager le Général à maintenir ici chacun dans la subordination et dans le genre de relations attribuées à chaque fonction, en attendant l'organisation de l'administration du pays dont il s'occupe.

6° Après ce refus si souvent répété d'obéir non seulement à un ordre de qui avait à Alger le droit de le donner, mais à un ordre du Ministre lui-même, M. Fougeroux pouvait-il être encore une fois consulté sur les affaires du Domaine ? On lui laisse la faculté de résoudre lui-même cette question, ainsi que les questions suivantes.

7° Avant l'exécution de l'ordre du Ministre du 17 septembre dernier qui porte textuellement de vendre, *en exceptant toutefois entièrement les biens de La Mecque, de Médine et les Mosquées qui doivent être respectés, les propriétés domaniales qui en sont susceptibles en commen-*

cant par celles dont l'entretien est onéreux et le produit insignifiant, par les motifs que, loin de profiter à l'Etat, la possession de ces biens est très certainement dans ses mains une charge très onéreuse et qu'il est très intéressé à s'en défaire promptement, qu'ils dépérissent rapidement faute d'un entretien convenable, que, rentrés dans la circulation, ils donneront par les droits sur les transactions un revenu supérieur à celui que l'Etat en retire comme propriétaire, qu'en économie politique l'Etat ne peut ni posséder, ni administrer avec avantage, avant, dis-je, de procéder à cette vente, dont les motifs sont ainsi déduits par le Ministre, n'est-il pas d'une sage prévoyance d'assurer préalablement, autant que peuvent le permettre les ressources que présente le Domaine, le logement de tout ce qui compose le personnel et le matériel de l'Armée, ainsi que les réparations et l'entretien de ces immeubles ?

8° Les bâtiments qui avaient cette destination avant l'arrêté du 26 novembre, n'étaient-ils pas déjà par ce fait des bâtiments militaires ?

Les bâtiments militaires ne sont-ils pas confiés à la garde du Génie ? Le Génie n'est-il pas chargé de l'entretien et des réparations des bâtiments militaires ? Qu'a donc prescrit de plus l'arrêté suscité ?

9° Le Commandant et les officiers du Génie, tous élèves de l'école polytechnique et de leur école spéciale de Metz, ne présentent-ils pas pour la garde de ces immeubles autant de garanties que les agents des Domaines improvisés à Alger, sans antécédents pour l'administration à laquelle ils ont été si spontanément attachés, dont M. Fougereux lui même attaque l'*exactitude* pour la rédaction de tous les états qu'ont fournis à l'administration ces agents qu'il qualifie de *subalternes* ?

10° Si ces états, que le Ministre réclame en vain depuis le mois de mars dernier, ne sont pas dressés enfin d'après les prescriptions du 17 septembre *avec tous les éclaircissements que ceux déjà fournis laissent totalement à désirer* selon ses propres expressions, qui se rapprochent bien de l'inexactitude que leur reproche M. Fougereux, ne faudra-t-il pas enfin prendre une mesure pour arriver à les faire établir pour exécuter les ordres du Ministre ?

11° Si ces immeubles, au lieu d'être confiés dès le principe à *des agents subalternes*, ainsi improvisés, sans antécédents dans les Domaines, avaient été remis au Génie, pense-t-on qu'avec son esprit d'ordre et ses moyens en personnel et en matériel qu'il a de pourvoir

à leur entretien et à leurs réparations, il y aurait à présent des centaines de ces maisons tellement en ruines que M. Fougereux déclare lui-même *qu'il est impossible de les réparer et qu'elles ne peuvent être vendues que comme matériaux et non plus comme immeubles.*

12^o M. Fougereux ne connaît point la situation de l'armée et ne doit point la connaître ; c'est une inconvenance de sa part de vouloir s'y immiscer sans mission. Son effectif n'a jamais été de moins de 16.000 à 18.000 hommes, et par ses dernières prévisions le Ministre l'augmente d'environ 6.000 hommes, en en changeant les corps.

13^o Quant aux baraques, il en existe 16 en bois dans le jardin de Mustapha Pacha, lesquelles sans lits contenaient 100 hommes chacune, ce qui faisait en tout 1.600 hommes ou environ deux bataillons. Avec des lits elles ne tiendront pas beaucoup plus de la moitié de ce nombre.

Les 12 grandes baraques qu'on construit en matières sur la plaine de Mustapha Pacha devaient contenir environ 200 hommes chacune sans lits, ce qui devait faire en tout 2.400 hommes ou environ 3 bataillons. Avec des lits ce nombre sera réduit de près de la moitié.

14^o Quant au logement des officiers, il n'en est pas un de quelque grade qu'il soit qui n'eût à économiser sur son indemnité, s'il payait à sa valeur le logement qui lui est affecté à Alger, qui est entièrement démeublé, n'a souvent ni porte, ni fenêtres ; ainsi, le Trésor gagne plutôt qu'il ne perd en logeant les officiers en nature tant bien que mal, car le loyer des maisons qu'ils occupent lui rendrait évidemment beaucoup moins que ne coûterait l'indemnité qui est due à chacun d'eux.

15^o M. Fougereux ignore-t-il qu'en France, dans la plupart des places de guerre, il y a des pavillons et des maisons appartenant à l'Etat et confiés à la garde du Génie, dont la destination est affectée spécialement au logement des officiers de tous les grades depuis le général jusqu'au sous-lieutenant ? Et assurément, s'il y a une place de guerre au monde, c'est bien incontestablement Alger. Et ces maisons ne cessent pas d'être la propriété de l'Etat parce qu'au lieu d'être sous la garde des agents du Domaine, elles sont sous celle du Génie. Mais, affectées au service militaire, les dépenses de leur entretien et de leurs réparations ressortent du Ministère de la Guerre qui a aussi son contrôle, lequel présente autant de garantie que celui du Do-

maine d'Alger dont je m'abstiendrai de répéter la qualification que M. Fougereux donne lui-même à ses agents.

Les maisons sous la garde du Génie ne sont pas plus sa propriété, que celles du Domaine ne sont celle de ses agents.

16° Le Ministre considérant les immeubles de La Mecque, de Médine et des Mosquées entre les mains du Domaine comme un simple dépôt qui est grevé d'ailleurs de charges qui absorbent la plus grande partie de ses revenus, ils ne pourraient être affectés exclusivement aux logements militaires puisqu'il les excepte nominativement de l'aliénation qu'il a ordonnée des immeubles du Domaine le 17 septembre.

17° D'un autre côté, les propriétaires indigènes et autres des maisons occupées militairement en demandent avec raison le loyer, le Maréchal Clauzel fait réclamer lui-même celui de la ferme de l'Aga par l'intermédiaire du Ministre de la Guerre. Déjà il eût pu être payé au moins un à compte sur ces loyers, si M. Fougereux eût fourni le travail qui a été réclamé déjà plusieurs fois à cet effet tant à lui qu'à son prédécesseur.

18° Dès lors, d'après toutes les raisons ci-dessus déduites, y avait-il quelque chose de mieux à faire que ce que prescrit l'arrêté du 26 novembre, plus encore dans l'intérêt du Trésor que dans celui des officiers surtout, qui bien certainement trouveraient avec leur indemnité à se mieux loger qu'ils ne le sont, pour assurer l'entretien et les réparations des maisons affectées au logement des troupes et pour prévenir et éviter autant que possible de nouvelles constructions toujours si lentes et si coûteuses ?

19° Quant à la lettre de M. Fougereux d'hier n° 53, il n'y a qu'une chose à lui répondre, c'est que l'exécution de la disposition du 25 mai 1818 n'est prescrite que pour l'intérieur de la France et nullement pour les armées, où les sous-intendants font procéder aux ventes des denrées et effets militaires, ce qui ne peut être changé qu'en vertu des ordres précis du Ministre de la Guerre, qu'il n'a pas encore jugé à propos de donner malgré les comptes qui lui sont rendus journellement des dites ventes par l'Intendant de l'armée et sans doute parce qu'il ne peut considérer que comme très provisoire l'organisation du personnel des Domaines qui n'appartiendra à la direction de cette branche importante des Finances, que lorsqu'elle aura reçu la sanction ministérielle, ce qui ne peut avoir lieu que lorsqu'il aura été statué législativement sur le sort de ces contrées.

J'ai parcouru les objections de M. Fougereux, j'ai répondu à chacune d'elles. Voilà ma tâche remplie.

Pour ce qui est de ma responsabilité d'avoir confié à des officiers du Génie des immeubles qu'il est dans leur devoir et dans leurs attributions de conserver, de réparer et d'entretenir en bon état, je la crois, à dire vrai, assez peu compromise, surtout lorsque, d'après même les expressions de M. Fougereux, j'examine les antécédents des agents du Domaine d'Alger, *l'inexactitude* de leurs actes et que je les compare à toutes les garanties que présentent des officiers aussi instruits, aussi éprouvés et aussi expérimentés que ceux du Génie.

(1) Ces notes ne portent pas d'indications de date et ne sont pas signées. En les reproduisant, nous avons voulu montrer à quels conflits ou débats très personnels avait abouti l'administration de Berthezène.

V. — LES PARISIENS ET LES VÉTÉRANS

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12²,

Paris, le 5 mars 1831,

Général,

L'état de misère où se trouve une partie de la population par la stagnation des affaires fait qu'un grand nombre d'individus demande à se rendre à Alger (1). Je n'autorise le passage que pour ceux qui contractent des engagements. Ayant égard à la situation des villes de Paris et de Lyon, j'ai permis que dans ces villes on se relâchât d'une partie des conditions voulues par les instructions, mais le Ministre de l'Intérieur paraît désirer que les mêmes facilités et de plus grandes encore soient accordées dans toute l'étendue du royaume. Cette question est assez importante pour être traitée au conseil du Roi, mais elle sera toujours subordonnée aux moyens que vous pourrez vous procurer, non seulement pour fournir aux besoins, mais en-

(1) Sur ces volontaires parisiens, les historiens ne donnent que peu de renseignements. Pellissier de Reynaud (*Annales Algériennes*, I, p. 165) se borne à dire : « Il y avait... une masse assez informe de volontaires parisiens, qui s'accroissait chaque jour. Elle se composait d'hommes dont plusieurs avaient pris une part active à la révolution de juillet, et dont le nouveau gouvernement s'était hâté de se débarrasser en les envoyant en Afrique aussitôt qu'il n'en avait plus eu besoin. On travaillait alors à les organiser plus régulièrement ; ils formèrent plus tard le 67^e de ligne. La plupart n'étaient liés au service par aucun engagement légal et s'étaient laissés conduire à Alger, trompés par les promesses de ceux qui avaient intérêt à les éloigner de Paris. On s'est plu à dire beaucoup de mal de ces hommes qui, cependant, dans toutes circonstances, se conduisirent avec bravoure et dont plusieurs rendirent de vrais services au pays comme ouvriers d'art. En général, les officiers étaient ce qu'il y avait de pire dans cette foule ; presque tous avaient usurpé ce titre, ou du moins pris des grades plus élevés que ceux qu'ils avaient réellement, mais on fit bientôt les épurations convenables ».

core pour compléter les approvisionnements, en raison de l'augmentation du corps d'armée. Vous devez également vous occuper de l'organisation de ces hommes ; je vous ai autorisé à les placer dans les Zouaves ou à en former des bataillons distincts et à leur donner la solde de l'Infanterie avec les rations de vivres, mais sans établir de masses individuelles. En ce qui concerne les officiers, vous ne ferez payer comme tels que ceux qui justifieront être légalement revêtus de leur grade ; à défaut de cette justification, il leur sera donné la solde de sous-officier ou de sous-lieutenant suivant que vous le jugerez convenable.

Si vous formez de nouveaux cadres et s'il vous manque des officiers pour les remplir, vous m'en rendrez compte, afin que je puisse y pourvoir.

Soit que vous placiez les volontaires dans les zouaves, soit que vous en formiez des bataillons séparés, soit enfin que vous disposiez d'une partie de ces hommes pour les travaux ou pour d'autres services, veuillez me faire connaître aussi exactement que possible ce que vous ferez et pourrez faire à l'égard de ces détachements et des facilités que vous auriez pour recevoir un plus grand nombre d'individus qui pourraient plus tard former une colonisation. Si ce premier projet, que la correspondance du général Clauzel n'a cessé de présenter comme facile autant qu'avantageux, avait un commencement d'exécution, je pourrais vous envoyer un certain nombre de femmes, soit en dirigeant sur les côtes d'Afrique celles que Paris mettrait à ma disposition, soit en engageant des sous-officiers mariés et ayant des familles à se rendre en Afrique.

Signé : DUC DE DALMATIE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 122.

Paris, le 6 mars 1831.

Général,

Je vous ai écrit hier au sujet des volontaires dirigés sur Alger, afin de savoir ce que vous en ferez et jusqu'à concurrence de quel nombre vous pouvez en recevoir.

Indépendamment des considérations d'utilité et des moyens de pourvoir à la subsistance de ces hommes, il y a une observation très grave à faire, c'est celle de l'esprit qu'ils manifestent (1). Il en est déjà arrivé un assez grand nombre à Alger pour que vous puissiez fixer votre opinion sur ce point important et me mettre à même, en me la faisant connaître le plus promptement possible, de juger si je dois continuer ou cesser de vous en envoyer.

Vous avez vu que déjà j'ai pris des mesures pour arrêter l'affluence qui paraissait devoir exister. Mais il y aurait d'autres dispositions à prendre si vous aperceviez que ces détachements, dont je vous ai fait connaître l'origine, fussent animés d'un esprit contraire à l'ordre et la discipline qui doivent régner dans le corps d'occupation. J'appelle donc votre attention sur la conduite des volontaires parisiens. Assurez-vous des dispositions qu'ils montrent tant sous le rapport politique que sous celui de la discipline. Si vous aperceviez chez eux quelque tendance à l'insubordination, prenez les mesures nécessaires pour découvrir les meneurs et les mettre hors d'état de rien entreprendre qui puisse compromettre le corps et le pays que vous commandez. Rendez-moi compte du résultat de vos observations, afin que je sois à même de prévenir le danger qu'il y aurait de vous envoyer un nombre trop considérable de ces hommes. Je désire que vous répondiez sur-le-champ par le télégraphe. J'appelle également votre attention sur l'organisation et le placement de ces volontaires.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

(1) A plusieurs reprises, Soult reviendra sur l'esprit qui anime ces Parisiens et sur les dangers qu'il pourrait y avoir à en réunir un très grand nombre à Alger. Dans une autre lettre, il prescrit de frapper surtout les officiers indisciplinés. Cette préoccupation du Ministre était partagée par Berthezène ; ce Général laissera même entendre à Paris que la colonie est sous la menace d'une émeute militaire et que les Parisiens en sont les organisateurs. C'était au lendemain des attaques de Ben Zamoun sur l'Harrach. Militaires et civils furent profondément démoralisés ; et peut-être, quelques paroles imprudentes, échappées à des hommes habitués à une franchise un peu brutale, laissèrent-elles supposer qu'il y avait entente concertée, hostile au général Berthezène. L'ordre ne fut cependant pas troublé et l'animosité s'apaisa. Il n'en resta pas moins dans l'esprit de ce Gouverneur une méfiance tenace contre ces hommes au parler un peu faubourien, à l'attitude frondeuse et à la tenue négligée.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12²,

Paris, le 17 mars 1831.

Général,

Il existe dans les régiments de l'armée une quantité de soldats mariés qui est hors de proportion avec les effectifs. Cet état de choses provient de la longue paix que nous avons eue et pendant laquelle on a accordé aux militaires trop facilement la permission de se marier. Dans un moment où les Régiments peuvent être exposés à recevoir de fréquents ordres de mouvement, on ne peut se dissimuler que les femmes et les enfants ne soient un très grand embarras.

J'ai pensé que notre établissement sur la côte d'Afrique offrirait un débouché heureux pour ces familles auxquelles l'Etat doit sa protection, et que l'on pourrait trouver moyen de les utiliser dans les corps qui se trouvent à Alger, comme ouvrières et blanchisseuses.

Mais, pour les déterminer à s'expatrier, je me propose de leur faire les avantages ci-après (1) :

(1) La pensée de faire servir les vétérans et leurs familles à la colonisation de l'Algérie était si naturelle qu'elle fut exprimée de très bonne heure puis soutenue par de nombreux généraux. On voit ici que ce fut une de celles que Soult voulut réaliser, même au moment où la question d'Alger n'était pas entièrement résolue, même avec un Gouverneur qu'il savait hostile à l'établissement des Européens en Afrique.

Mais ce mode de colonisation, dont M. de Tocqueville pourra dire plus tard qu'il est la forme la plus mauvaise de la colonisation officielle, soulevait toute une série de difficultés que le Ministre entrevoit. Il fallait assurer la vie de ces familles, maintenir aux hommes leur solde, donner aux femmes et aux enfants les rations quotidiennes, loger les uns et les autres dans des baraquements, leur concéder quelques arpents de terre, bref les soutenir matériellement et moralement pendant un temps indéterminé.

Ce projet de Soult, à peine esquissé dans cette lettre, fut certainement connu par les députés et les pairs ; il eut contre lui tous ceux qui, pour des raisons d'économie, ne voulaient pas garder Alger, et tous ceux aussi qui, pour des raisons de doctrine, prétendaient écarter toute intervention de l'Etat. Dans le débat de 1834, la colonisation en général fut condamnée parce que les adversaires de la colonie eurent l'habileté de la confondre avec une de ses formes : *la colonisation officielle*.

1^o Les hommes seraient incorporés avec leur grade dans les Régiments faisant partie de l'armée.

2^o Les femmes et les enfants recevraient les vivres de campagne dans la proportion prévue par les règlements, jusqu'à ce qu'ils eussent trouvé par leur industrie les moyens de pourvoir à leur existence.

3^o La solde de route et les moyens de transport leur seraient accordés aux frais de l'Etat jusqu'à leur destination.

J'ai pensé en outre qu'il pourrait être fait à ces familles des concessions de maisons qui se trouvent dans les environs d'Alger, de terrains et d'ustensiles de culturè et qu'alors, tout en comptant dans les corps, les chefs de famille devraient être autorisés à s'établir dans les nouvelles possessions avec leurs femmes et leurs enfants.

Il s'agirait de savoir quelles dispositions devraient être prises pour que ces familles, à leur arrivée à Alger, fussent mises sur-le-champ en possession des maisons et terrains à leur concéder ; quelle serait la dépense présumée, qu'occasionnerait la réparation des maisons ou la construction de baraques propres à recevoir ces colons militaires ; quelle devrait être l'époque où ils seraient envoyés en Afrique, tant pour commencer leurs travaux que pour les préserver des maladies qui résultent ordinairement d'un changement de climat.

Pendant votre premier séjour sur la côte d'Afrique, vous avez été à même de faire des observations sur les ressources qu'offrent les environs d'Alger, sous le rapport des différentes espèces de culture. Il importe que vous me fassiez connaître, d'après ce que vous avez vu et appris et ce que vous pouvez recueillir de nouveau à cet égard, le parti que l'on peut tirer du terrain et des maisons qui se trouvent sous la protection de nos troupes campées autour d'Alger ; et de plus quelles seraient les dispositions à prendre pour établir nos colons militaires au-delà des redoutes du Bouzaréah, du consulat d'Espagne et de celles de l'ex-3^e division, sans qu'ils courent risque d'être assaillis par les indigènes.

D'après les rapports du Général Clauzel, il semble que la civilisation a fait des progrès et que les communications sont plus sûres. Vous êtes à même d'établir la comparaison entre la situation où se trouve actuellement le pays et celle où vous l'avez laissé à l'époque de votre départ d'Alger.

Si le moyen de colonisation dont je viens de parler pouvait prendre une certaine consistance, ce mode serait bien préférable à tout autre ; car il offrirait des moyens de défense contre les naturels du pays et des hommes, habitués à la discipline militaire et sous la surveillance

de leurs officiers, seraient disposés à cette obéissance et à cette bonne direction si nécessaire dans le principe d'une colonie.

La sécurité qui résulterait de ce genre d'établissement attirerait bientôt d'autres familles, non militaires, qui seraient disposées par l'exemple à se soumettre à ce principe d'ordre et de subordination ; si, au contraire, on s'éloignait de ce système, il serait à craindre que l'on ne réunit que des vagabonds qui, de la Métropole, iraient porter leurs vices et le désordre dans cette nouvelle colonie.

En supposant que vous vous prononciez en faveur de ce moyen qui me mettrait à même d'éliminer de nos régiments cette masse de femmes et d'enfants qui les encombre, vous me ferez connaître votre opinion sur l'organisation qu'il conviendrait de donner à ces hommes mariés. Il est essentiel en outre que je la connaisse sur toutes les questions que je vous fais. Je vous invite donc à mettre toute la célérité possible dans la recherche des renseignements qui vous seraient nécessaires pour compléter ce que vous avez déjà recueilli sur les moyens de colonisation pendant votre premier séjour à Alger et à me faire un rapport sur cette matière.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 122.
(Confidentielle)

Paris, le 17 mars 1831.

Monsieur le Général, (1)

J'appelle votre attention toute particulière sur un objet d'une extrême importance, je veux parler de l'esprit de corps qu'il est essentiel de ranimer ou de fortifier dans tous les régiments.

Les officiers sont divisés par des prétentions de rang et de droits de diverses origines. Les corps eux-mêmes ayant été exposés à l'influence de différents partis, selon leur différente position, peuvent

(1) Bien que cette enquête dont le Ministre charge Berthezène s'étende à tous les régiments, elle était plus particulièrement nécessaire à l'égard des formations dans lesquelles avaient été versés les Parisiens. C'est pour cette raison que nous la donnons ici.

renfermer des germes de discorde. Il se peut que l'on ait à y désirer un esprit de famille régimentaire, cette confraternité qui dans tous les temps console des rigueurs du métier et qui, à la guerre, est par la force morale qui en résulte le gage de succès le plus assuré.

Il importe que vous employiez pendant votre séjour près des régiments tous les moyens de persuasion et, au besoin, de sévérité, pour y concilier les intérêts et les opinions, pour, en un mot, y rétablir autant que possible l'homogénéité de sentiments. Vous insisterez particulièrement et fortement pour que les officiers supérieurs usent, dans le même but, de leur autorité et de leur influence.

Un régiment pouvant décider du sort d'une bataille, d'une ville de guerre, sauver ou perdre toute une frontière, le degré de confiance à accorder aux chefs de corps et aux commandants de place, sous le double rapport de la capacité et du dévouement, doit être de votre part l'objet de l'examen le plus rigoureux (1).

Vous devrez donc, sans néanmoins en manifester l'intention, prendre les informations les plus étendues sur les colonels, lieutenants-colonels des régiments que vous inspecterez, et sur les commandants des places qui se trouveront comprises dans votre arrondissement d'inspection. Vous vous efforcerez de connaître, aussi exactement que possible, les services de ces officiers dans les armées nationales ou autres, *leurs précédents politiques*, l'opinion qu'ils expriment et surtout celle qu'on leur croit dans le public et dans leur corps, enfin leur plus ou moins d'aptitude intellectuelle et physique pour les opérations qu'ils peuvent être appelés à exécuter en cas de guerre. Vous rédigerez sur tous ces points un rapport détaillé, impartial et consciencieux, que vous me remettrez au retour de votre mission, accompagné de toutes les pièces justificatives que vous pourrez rassembler.

Les antécédents de tout officier, la nature de ses services, sa position à l'égard de ses subordonnés sous le rapport de ses sentiments politiques doivent être sérieusement consultés. Dans les circonstances délicates où la France peut se trouver, la confiance du soldat en ses supérieurs doit être entière et sans réserve ; la moindre défiance de la part des troupes pourrait avoir les conséquences les plus désastreuses. Il ne suffit pas qu'un officier ait protesté de son dévouement au nouvel ordre de choses ; il importe encore que cette protestation soit bien sincère, en un mot que la présence de cet officier ne puisse

(1) Les régiments que Berthezène devait inspecter étaient le 15^e, le 20^e, le 28^e et le 30^e de ligne, tous en Afrique.

être dans aucun cas un juste motif ou seulement un prétexte d'irritation.

Il sera donc nécessaire de proposer pour un changement de corps ou même pour la disponibilité les officiers contre lesquels il s'élèverait, sous le rapport de l'opinion publique, des préventions graves, capables de produire dans les corps le mécontentement ou la défiance, et par suite le découragement.

Vous devez prémunir votre esprit néanmoins contre les dénonciations, fruits trop souvent d'un désir immodéré d'avancement, et qui, dans ces derniers temps, ont fait plus d'une victime, particulièrement parmi les officiers dont le rang d'ancienneté portait obstacle à de certaines ambitions (1).

De plus, si le Gouvernement, pour assurer dans chaque corps l'unité de vues et d'action, juge nécessaire d'écarter quelques officiers, il ne veut pas se priver irrévocablement de services qui, plus tard, peuvent lui être utiles. Vous parlerez donc avec franchise et confidentiellement à ceux de ces officiers que vous jugerez dignes de vous comprendre, et les engagerez à solliciter d'eux-mêmes des congés que je leur ferai expédier immédiatement, mais qu'ils attendront à leur corps, afin d'éviter le fâcheux effet d'un départ précipité, mon intention étant d'ailleurs que les Inspecteurs ne puissent, pour quelque motif que ce soit, éloigner de leur seule autorité un officier de son corps.

(1) Cette circulaire fut envoyée à tous les inspecteurs d'armée. Elle s'appliquait à la France comme à l'Algérie ; partout, après la révolution de juillet, il y eut dans les régiments opposition entre les partisans de l'ancien gouvernement de Charles X et ceux du gouvernement de Louis-Philippe. Plus grandes et plus dangereuses furent les divisions entre les officiers, les uns appartenant à l'ancienne noblesse, fils émigrés, tous acquis à la Restauration, les autres, anciens officiers de l'Empire, mis en disponibilité après 1815, puis rappelés à l'activité, dévoués pour la plupart à la royauté nouvelle.

Or, cette situation était aggravée en Algérie par le fait que le corps expéditionnaire avait été composé suivant les préférences des Ministres de Charles X et les indications personnelles du général de Bourmont ; il comprenait donc beaucoup de jeunes officiers nobles : On comprend que dans ce milieu ait pu germer l'idée de rembarquer l'armée afin de la conduire sous Paris pour y restaurer le Roi. Il faut lire dans Nettement (*Histoire de la conquête d'Alger*) les détails relatifs 1^o au conseil tenu par l'état-major, le 12 août 1830 (p. 543) ; 2^o à la cérémonie du remplacement du drapeau blanc par le drapeau tricolore, 17 août 1830 (p. 548) ; 3^o à l'attitude de l'armée pendant les jours qui suivirent (p. 550) :

« Les journées qui suivirent, dit cet historien, furent mornes et tristes. L'abattement, la nostalgie, augmentaient chaque jour dans l'armée. Presque tous les officiers demandaient à rentrer en France ; les soldats languissaient

Vous me ferez connaître dans un rapport spécial vos observations sur l'esprit politique de chaque corps, les mesures que vous aurez prises et les propositions que vous croirez devoir me faire en conséquence. Ce rapport distinct de celui qui doit être fait de la situation des régiments, en ce qui concerne l'effectif, l'instruction, la discipline, l'administration, etc., devra contenir tous les détails confidentiels que vous aurez à me soumettre.

Je vous recommande enfin de prendre des renseignements sur les associations publiques ou secrètes, ayant un but politique, de quelque couleur qu'elles soient, carlistes, républicaines, bonapartistes ou autres. Si des officiers, des sous-officiers ou des soldats y prennent part, vous en ferez sentir l'irrégularité et le danger et vous leur interdirez d'entrer dans aucune de ces associations. Vous étendrez votre investigation à cet égard aux officiers d'Etat-Major et des places et même aux officiers généraux.

Vous apprécierez, Général, combien l'objet de cette lettre toute confidentielle de vous à moi réclame à la fois de fermeté et de circonspection ; votre tact ne manquera pas, je l'espère, de vous guider sûrement ; s'il est dans l'intérêt du Roi d'avoir une armée animée d'un même sentiment, il lui importe également de ne céder ni à l'exigence des passions ni à l'esprit d'indiscipline.

Le Ministre Secrétaire d'Etat à la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

« et remplissaient les hôpitaux devenus trop étroits pour les recevoir. Il ne pouvait en être autrement après la Révolution de 1830, qui changeait toutes les « situations. Un commandant en chef, suspect au gouvernement nouveau et « attendant son successeur, des officiers qui voyaient leurs services méconnus et « même leur probité calomniée par les journaux, soupçonnée par le gouverne-
« ment, et une armée qui sentait que son triomphe pesait aux hommes de la nou-
« velle révolution ne pouvaient accomplir ce qu'ils auraient accompli, si les con-
« ditions dans lesquelles la conquête avait été entreprise n'eussent pas été chan-
« gées ».

Avec Clauzel, l'armée d'Afrique changea non seulement de chef, mais d'état-major. Ce général, en effet, amenait toute une pléiade d'anciens officiers de l'Empire, comme le général Delort, puis le général Boyer. Ce fut un parti militaire qui se substitua à un autre. Les dissentiments dans cette armée devaient être aggravés. Tant que Clauzel resta en Afrique, sa grande réputation militaire imposa quelque retenue aux adversaires des vieux généraux de l'Empire, mais, quand il fut parti, Berthezène ne sut pas maintenir une juste impartialité entre ces deux partis militaires et dénonça avec violence ce qu'il appelait la coterie Clauzel ; comment la discipline et la communauté de sentiments et d'idées, réclamées par Soult, auraient-elles pu exister ?

Extraits de deux dépêches du général Berthezène
au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 112 .

Alger, le 24 mai 1831.

Monsieur le Maréchal,

Vous ne sauriez vous faire une idée de la composition de ces Parisiens. Malgré vos ordres, nous n'avons rien reçu pour ces hommes ; l'Intendant n'a aucun moyen de pourvoir à leurs besoins, *par la raison que le pays ne fournit aucune espèce de ressources. Tout doit venir de France. Croyez-en mes rapports ; je vous y dis la vérité ; je n'ai aucun intérêt ni moral ni matériel à vous la déguiser.*

Encore aujourd'hui, il nous est arrivé 250 Parisiens (1). Je les ai placés au bataillon des Zouaves.

Avec eux sont arrivés des soldats, venant d'autres corps avec des femmes et des enfants. Tout cela complique notre situation et je ne sais où les loger. *Je vous en supplie, Monsieur le Maréchal, arrêtez ces envois. Ces malheureux crèveront ici ; rien n'est préparé pour les y recevoir et il y aurait de la barbarie à les entasser dans ce pays où l'Etat sera obligé de les nourrir et de pourvoir à leurs besoins, sans avoir pris des mesures pour les mettre à l'abri des intempéries et du mauvais temps.*

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) « Déjà, à cette époque (fin février 1831), il était arrivé à Alger quelques détachements de ce qu'on appelait volontaires parisiens. Le général Clauzel les avait mis en subsistance dans les cadres du bataillon de zouaves et accordé la solde de sous-lieutenant à ceux des officiers qui n'avaient aucun titre légal.

« Ces soi-disant Parisiens étaient un ramassis fait sur le pavé de Paris. Ils appartenaient non seulement à tous les départements de la France, mais encore à toutes les nations de l'Europe. Un aventurier, sans mission avouée, s'était chargé de les enrôler et, après s'être donné à lui-même le titre de lieutenant-général, avait distribué des grades à volonté. D'abord destinés pour l'Espagne, ces hommes furent dirigés plus tard sur Alger ; c'était la réunion de toutes les infirmités morales et physiques. Sur environ 4.500 qui abordèrent en Afrique, plus du tiers fut impropre à tout service et à tout travail.

« Nus, sans souliers, livrés à la crapule et à la débauche, ils faisaient honte et

Alger, le 27 mai 1831.

Monsieur le Maréchal,

Encore hier quelque cents Parisiens ; il en pleut et nos ressources n'augmentent pas au fur et à mesure de leur augmentation en nombre. Arrêtez, je vous prie, pour quelque temps ce déluge et laissez-nous le temps de respirer et de caser, tant bien que mal, ce que nous avons.

Par votre lettre du 3 mai, vous me prévenez que les départs des familles militaires pour Alger seront fréquents dès qu'ils auront commencé.

Je serais bien fâché que vous crussiez que le moment est arrivé. Quelques-uns nous ont été expédiés par le général Heudelet et vous ne sauriez croire l'embarras où nous sommes pour leur donner un abri. S'il nous en arrivait encore, nous serions forcés de les mettre sous la toile et je craindrais bien que ce genre de vie si nouveau et la nostalgie ne vinssent bientôt les dévorer. C'est la maladie à laquelle sont sujets ceux que de brillantes espérances conduisent dans ces contrées ; plus leur imagination les leur a embellies, plus l'aspect des habitants et la manière dont on y est établi les enlaidissent et les leur rendent désagréables.

Plusieurs négociants de Marseille en ont fait l'essai et huit jours de séjour les en ont désenchantés.

« pitié. Les habitants du pays les désignaient sous le nom de *Bédouins français*.

« La destination que leur avait donnée le général Clauzel leur déplaisait ; leur amour-propre en était blessé ; ils prétendaient d'ailleurs n'avoir contracté aucun engagement, et il est vrai de dire que celui qu'ils signaient, à leur passage à Toulon, n'était pas exempt d'irrégularité.

« La discipline a tenté de faire de ces éléments vicieux un corps de troupe respectable et elle y a réussi.

« D'abord, on les forma en bataillons, et l'on donna des armes à tous ceux qui avaient déjà servi. Cette mesure et cette marque de confiance les flattèrent et beaucoup furent ramenés au sentiment du devoir et de l'honneur.

« Les officiers étaient la partie la plus difficile à discipliner ; ils se plaignaient hautement de la solde qu'on leur accordait et ils réclamaient, avec leur grade, celle dont ils avaient joui en France ; ils ne dissimulaient pas l'espoir de susciter des troubles quand de nouveaux détachements seraient arrivés. Des mesures furent prises pour déjouer ces projets et détruire l'influence qu'ils exerçaient sur cette réunion d'hommes. Elles eurent un plein effet ; on n'eut plus rien à craindre de ce côté ». (Berthezène : *Dix-huit mois à Alger*, III, p. 184).

Je reviens aux colons. Avant que l'administration ne se jette dans une voie qui peut être fort dispendieuse, je dois lui faire observer qu'il est nécessaire de préparer des terres, avant d'envoyer ici des familles militaires. Un autre établissement dont la nécessité se fait sentir chaque jour, que l'administration civile réclame avec instance, c'est un hôpital civil. Je m'y suis refusé jusqu'à ce jour, parce qu'il n'y a ici que 400 Français, étrangers à l'armée, et que, le pays ne produisant rien, les frais retomberaient sur le Trésor, mais, si on fait venir des femmes et des enfants, il y aura nécessité absolue d'en créer un parce qu'on ne peut les admettre dans les hôpitaux militaires déjà trop insuffisants.

Ainsi donc, il me semble que si on veut faire quelque chose qui puisse avoir pour soi les chances de succès, il faut avant tout désigner des terrains, les fournir d'eau au moyen de puits, faire des hospices et bâtir des baraques, ou avoir des matériaux pour les construire de suite, enfin fournir à ces colons des instruments aratoires et des moyens de subsistance pour la première année. Alors, il faut augmenter les moyens de l'administration pour qu'elle puisse porter ces subsistances sur les points indiqués et ces moyens devront être composés en raison du nombre d'habitants et des distances.

Les 7 ou 8 familles militaires, envoyées par M. le général Heudelet, demandent à rentrer en France, ce que j'ai refusé s'entend, mais vous reconnaîtrez là l'imagination des Français. Ils sont ici depuis le 24 et ils en ont assez.

Signé : BERTHEZÈNE. (1)

(1) Ces deux extraits de lettres qui ne sont pas dans les Archives Algériennes, mais que l'on retrouvera certainement dans celles du Ministère de la Guerre, sont joints à la lettre du Ministre de la Guerre au Président du Conseil, portant la date du 20 juin ; nous la donnons ci-après.

Le Ministre de la Guerre au Président du Conseil

Arch. du G. G. — E, 12³.

Strasbourg, le 20 juin 1831.

Monsieur le Président (1),

J'ai l'honneur de vous adresser des extraits de deux dépêches de M. le lieutenant-général Berthezène des 24 et 27 mai, relatives à l'embaras où il se trouve, faute de préparatifs et de fonds, au sujet des colons militaires et autres qui lui arrivent ou qui lui sont annoncés. Je lui écris qu'il doit faire des dispositions pour les recevoir, les loger et même distribuer provisoirement à ceux qui ne sont pas militaires quelques terres à cultiver, enfin faire préparer un hôpital pour ceux qui tomberaient malades. Mais je dois vous faire remarquer que, le budget de la guerre n'ayant pas été calculé dans des vues de colonisation, il devient indispensable que les budgets des autres ministères l'aident à subvenir aux dépenses qu'elle va entraîner. Cet objet me paraît devoir fixer particulièrement votre attention. En effet, le Département de la Guerre va avoir à supporter les frais de passage, d'établissement, de protection, de traitement dans les hôpitaux, etc., etc., des nouveaux colons. Il faut qu'avant de consommer, ils aient le temps de cultiver, de semer, de recueillir ; et ce n'est pas sans de puissants motifs que le Lieutenant-Général, commandant le corps d'occupation, prévoit qu'on sera forcé de pourvoir à leurs besoins pendant la première année. Je vous prie de vouloir bien peser ces graves considérations et me faire connaître votre opinion à ce sujet.

Recevez, Monsieur le Président et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre, Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : SOULT.

(1) Cette lettre existe en minute, sur laquelle on lit l'annotation suivante : « L'original est revenu de Strasbourg le 22 et a été expédié le même jour à M. le Président du Conseil ». Elle n'eut aucun effet, ce qui obligea Sault à abandonner pour le moment tout projet de colonisation.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³.

Chaumont, le 28 juin 1831.

Général,

J'ai reçu vos dépêches des 5, 6, 8 et 9 juin.

Je me ferai rendre un compte particulier de tout ce qui concerne le 20^e régiment. Quant au 15^e, le bien que vous me dites de ce corps et surtout de son colonel me prouve combien il est à propos que son 4^e bataillon vous soit envoyé, ainsi que l'ordre en a été donné.

Vous avez déjà été prévenu, le 25, que le Payeur de Toulon a reçu, le 20, par la voie télégraphique, l'ordre de vous faire passer d'urgence une somme de 400.000 francs et de vous faire un second envoi d'espèces dans le plus court délai possible pour faire face aux besoins du Trésor.

Les craintes que vous manifestez au sujet des volontaires parisiens me paraissent peu fondées. Il faut utiliser ces hommes, et les punir s'ils se conduisent mal. Au reste, la prochaine arrivée du colonel et de l'Etat-Major du 67^e ne tardera pas à mettre de l'ordre dans cette troupe.

Je suis bien aise d'apprendre que les travaux du môle sont poussés avec activité. Je viens encore de renouveler au Ministre de la Marine l'invitation de vous faire expédier le ponton que l'on a préparé à Toulon et de l'engager à vous fournir, s'il se peut, un bateau à vapeur pour vos communications avec Oran.

J'examinerai vos objections concernant MM. Bénard et Audras-Dumontois. Avant de renvoyer aucun officier supérieur ou autre en France, il faut, comme je vous l'ai déjà mandé, m'adresser l'état nominatif de ces officiers avec des observations sur chacun d'eux. L'occupation d'Oran et de Bône, la formation des compagnies de vétérans et de canonniers gardes-côtes, doivent vous donner des facilités pour l'emploi d'un grand nombre de ces officiers. Le reste pourra d'ailleurs être placé lors de l'expédition projetée sur Constantine, dont je vous ai déjà entretenu par ma dépêche du 22 du courant.

Vous m'informez que, suivant les rapports qui vous sont parvenus, le Bey actuel de Constantine ne serait pas éloigné d'entrer en arrange-

ment avec la France et vous me demandez des instructions pour le cas où il vous ferait des ouvertures. Je vous autorise à recevoir ses propositions. Transmettez-les moi et je vous répondrai aussitôt selon qu'il y aura lieu. La convention avec Tunis n'ayant point été ratifiée et ne devant point avoir de suites, on peut, en attendant que l'expédition projetée sur ce beylick reçoive son exécution, voir si le bey actuel de Constantine ne pourrait pas remplir les mêmes conditions.

J'approuve l'embrigadement du 67^e régiment et des Zouaves ainsi que des Chasseurs algériens.

M. Aurès (1) peut être provisoirement chargé de l'administration des biens séquestrés sur les Turcs ; mais le prochain envoi d'un Intendant civil devra nécessairement modifier cette première disposition, à moins que M. Aurès ne soit maintenu plus tard dans cette fonction. J'ai fait connaître au Ministre des Finances que je verrais avec plaisir qu'il déferât au désir que vous avez manifesté à cet égard.

Il sera pris ultérieurement des mesures contre Bône. Il faut, comme je vous l'ai déjà dit, vous y préparer dès à présent. Quel que soit le peu de foi que nous puissions ajouter aux protestations d'obéissance des habitants de Gigeri, il est utile à nos intérêts et à notre politique de souscrire à leur demande. J'ai engagé M. le Ministre des Affaires Etrangères à leur faire donner la protection qu'ils réclament, comme sujets de la France à Tunis. Faites en sorte que les déserteurs zouaves vous soient livrés.

Le succès que vous avez obtenu pour votre approvisionnement de fourrages est fort satisfaisant. Puisque vous pouvez vous approvisionner d'orge à meilleur marché, je donne l'ordre que l'on cesse de vous envoyer de l'avoine de quelque lieu que ce soit.

Je vois avec peine que vous vous effrayez des nombreuses migrations qui se font pour Alger. Vous devez penser que la colonisation les rend inévitables. Avec de la fermeté et une volonté bien prononcée de maintenir chacun dans le devoir, on y parvient infailliblement.

Je n'approuve pas que vous envoyez à Oran un bataillon du 67^e Régiment. Ce corps doit rester, en totalité, sous vos yeux jusqu'à ce qu'on puisse lui accorder une confiance entière. J'ai d'ailleurs arrêté qu'il y aurait un régiment entier à Oran (le 15^e ou le 20^e) avec le Général qui y sera envoyé. Il est probable que la retraite des Tunisiens rendra quelque tranquillité à ce beylick ; elle lui ôtera du moins un prétexte d'agitation.

(1) M. Aurès était parent de Berthezène. Madame Berthezène était une demoiselle Aurès.

J'ai informé le Ministre des Affaires Etrangères de la destination qu'ont reçue les réfugiés espagnols, ainsi que de la restitution du navire *la Mathilda* et je lui ai transmis la protestation du consul d'Espagne à ce sujet. J'y ai vu qu'il y était question de fusils et de fourniments de soldats. Vous ne me dites pas s'ils ont été également restitués. Votre silence me le fait présumer. Donnez-moi, néanmoins, quelques explications à cet égard.

Le Ministre, Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³.

Paris, le 16 juillet 1831.

Général,

Je n'approuve pas que vous renvoyiez en France les Parisiens qui n'ont pas été compris dans l'organisation du 67^e Régiment ou qui en ont été exclus pour des raisons quelconques. S'il y a eu des motifs pour cela, il convient de suspendre l'exécution de cette mesure.

Vous pouvez former une ou deux compagnies de discipline, et y placer provisoirement tous les individus gênants ou indociles dont vous m'entretenez par votre dépêche du 20 juin. Vous formerez en outre, comme vous me le proposez, une compagnie de pionniers que vous emploierez à la réparation et à la construction des chemins. De cette manière, tous les hommes impropres au service actif du régiment pourront trouver une destination.

Indépendamment de cela, vous organiserez quatre compagnies de canonniers sédentaires. Les officiers vont être nommés et dirigés de suite sur Alger. Il vous sera également envoyé des sous-officiers. Quant aux canonniers, vous les prendrez parmi les individus qui n'auront pas été attachés aux corps ci-dessus mentionnés.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 11¹.

Alger, le 3 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

Dès que j'eus reçu votre lettre du 23 juin par laquelle vous ordonnez que douze des officiers des volontaires parisiens fussent présentés pour sous-lieutenants, comme réunissant les conditions voulues par les lois, que 28 autres ne les remplissant pas fussent employés comme sous-officiers et que 20 d'entre eux descendissent au grade de caporal, comme ayant très peu de services, je sentis que cette mesure serait inexécutable et que pas un d'eux ne consentirait à devenir sous-officier et encore moins caporal et que tous demanderaient à rentrer en France, sans qu'il fût possible de les en empêcher ; car pas un conseil de guerre ne se croirait appelé à juger des hommes qui n'ont consenti aucun engagement et auxquels on ne peut opposer que des feuilles de route, toutes en leur faveur.

Nonobstant ces considérations, j'écrivis à M. le Général Brossard et lui donnai copie de votre dépêche ; après l'avoir lue et consulté M. le colonel Duchaussoy, ils vinrent ensemble me trouver et me déclarèrent qu'ils étaient effrayés du résultat de cette mesure, qu'ils me priaient de la tenir secrète et de prendre vos ordres à ce sujet. Ces Messieurs sont persuadés que le Régiment serait complètement bouleversé et qu'il serait impossible d'y rétablir l'ordre.

On sent facilement que cela doit être, quand on pense que pendant six mois les hommes ont exercé l'emploi d'officier, que c'est eux qui ont seuls ou presque seuls établi l'ordre et la discipline qui règne dans ce corps, que pendant ce laps de temps ils ont dû exercer une grande influence sur tous ces esprits turbulents et acquérir un grand crédit auprès d'eux. Les circonstances sont venues l'augmenter encore. Presque tous ces officiers se sont battus plus ou moins bien, plusieurs ont été blessés et ont gagné leurs éperons.

Tous ces services ont établi des droits en leur faveur et il y aurait injustice à les priver d'un grade dont ils ont exercé les fonctions devant l'ennemi. Ces considérations m'engagent à vous adresser des

mémoires de propositions en faveur de tous ceux qui ont combattu ; quant aux autres, ils ne consentiront sûrement pas à redevenir sous-officiers, mais ils ne pourront exciter ni troubles, ni désordre.

Il me semble qu'il est regrettable plus que jamais que la mesure que je vous avais proposée de prendre des officiers dans les quatre Régiments de l'armée n'ait pas été accueillie ; alors les officiers parisiens avaient peu d'influence sur les volontaires ; elle se serait affaiblie, chaque jour, par la comparaison qu'ils auraient faite des officiers de la ligne et d'eux ; les premiers auraient été bientôt maîtres de ces esprits, l'instruction du corps qui n'est qu'ébauchée serait complète et la mesure prescrite aurait pu être tentée sans inconvénient, mais cela n'a pas été fait et il est inutile de revenir sur le passé. Du reste, dans aucun cas, aucun de ces Messieurs n'aurait consenti à rétrograder jusqu'au grade de sous-officier. Vous êtes bien le maître de ne pas les confirmer sous-lieutenants, mais vous ne les ferez pas servir dans un autre grade. Tenez cela pour certain et positif.

Vous verrez par l'état ci joint, — et en attendant que je vous adresse les documents que vous me demandez par votre dépêche du 23 du même mois de juin, — que ce régiment ne compte encore que 9 capitaines et 13 lieutenants ; quant aux sous-lieutenants, ils fourmillent et nous en aurons pour deux ou trois Régiments quand vous les aurez confirmés ; mais il n'en est pas moins extraordinaire qu'avec si peu de moyens nous ayons obtenu de tels résultats.

Signé : BERTHEZÈNE.

VI. — COLONISATION ET POPULATION

Le colonel Reveu (1) au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 43².

Alger, le 22 janvier 1831.

Mon Général,

Lorsque j'ai eu l'honneur de vous écrire, je croyais m'embarquer incessamment pour rentrer en France et vous voir bientôt à Paris, mais mon départ a d'abord été arrêté par de nouvelles expéditions et il l'est maintenant par les bâtiments qui n'arrivent point. Nous avons été dernièrement rechercher le 20^e et le 28^e régiments qu'on avait laissés à Médéah ; on a été obligé de les en retirer parce que la difficulté des communications et le peu de ressources qu'offre le pays les y auraient bientôt fait mourir de faim. Ces deux régiments ont singulièrement souffert des privations en tout genre qu'ils ont eu à supporter ; ils n'ont reçu ni vin, ni eau-de-vie pendant tout le temps qu'ils ont passé à Médéah et on a été obligé de les mettre pendant trois jours à la demi ration de fort mauvais pain pour en avoir à leur donner pour la route. Nous n'avons point été inquiétés du tout pen-

(1) Le colonel Reveu avait fait partie des deux colonnes qui, pendant le gouvernement de Clauzel, furent dirigées sur Médéah. La première, commandée par Clauzel, entra dans Blida, força le col de Ténia, prit Médéah et y installa le nouveau bey, Ben Omar, qu'elle y laissa sous la protection des 20^e et 28^e régiments. C'est à cette campagne que l'on donne le nom de première expédition de Médéah. Mais, quelques jours après, une seconde colonne, sous le commandement du général Boyer, refit le même chemin pour aller ravitailler la nombreuse garnison et en ramener la plus grande partie. Elle eut lieu en décembre et se fit, celle-là, sans coup férir parce que les contingents des tribus voisines venaient d'être battus par les troupes laissées dans la ville. (Voir la lettre du colonel Reveu citée par nous dans notre étude sur le général Clauzel, *Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1904, et Pellissier de Reynaud, *Annales Algériennes*, I, p. 137 à 153).

dant cette expédition et nous n'avons eu à souffrir que du mauvais temps et des mauvais chemins, mais je ne crois pas qu'on doive conclure de ce que les habitants n'ont point cherché à nous faire du mal qu'ils soient devenus nos amis ; ils ont peur de nous, mais je ne mets pas en doute qu'ils ne recommencent les hostilités si les troupes françaises sont diminuées au point qu'ils ne craignent plus des expéditions aussi considérables que celles qu'on a été obligé de faire jusqu'à présent.

Vous savez sans doute qu'il ne doit rester ici qu'une division commandée par MM. les généraux Boyer, Danlion et Feuchères et composée des 20^e, 28^e, 15^e et 30^e. Les autres régiments doivent rentrer en France aussitôt qu'il y aura des bâtiments pour les emmener. On attend les 3^e bataillons de ces 4 régiments ; on dit même qu'on enverra encore 600 hommes par chaque régiment, ce qui les porterait à 2.400 chacun, et de plus 2.500 ouvriers en tout genre. On a l'intention d'occuper tout le littoral, depuis la Ferme Expérimentale jusqu'à la Pointe Pescade, et on a établi une ligne de redoutes avec des blockhaus dans laquelle sont comprises celle qui est en avant du consulat de Hollande et celle de Bouzaréah. Toutes ces dispositions sont bonnes, mais je ne puis me rendre compte du but qu'on se propose et il faut pourtant qu'on en ait un pour entraîner le gouvernement dans les dépenses considérables qu'il aura à faire pour établir convenablement une division de 12 à 13.000 hommes.

Je vous demande la permission d'expliquer mon idée ; ce sera peut-être abuser de vos moments précieux qui peuvent être employés beaucoup plus utilement ; mais, comme je crois que l'occupation d'Alger, comme on l'entend, est une mauvaise opération, que vous êtes en position d'être consulté sur cet objet et que personne mieux que vous n'en jugera sainement, je prends la liberté de vous soumettre quelques observations que je serais très flatté de vous voir trouver justes.

Depuis le commencement du mois de novembre, nous n'avons pas cessé d'avoir de très mauvais temps (1), et la première expédition

(1) L'hiver de 1830-1831 paraît avoir été fort pluvieux, surtout pendant les mois de novembre et de décembre. On trouve des témoignages certains de ces fortes précipitations pluviales dans les documents du temps. Le dossier Berthezène contient deux lettres d'un jeune officier, appelé à un grand avenir, Mac-Mahon : l'une est adressée à Berthezène, l'autre à un ami ou parent, désigné sous son petit nom, Joseph. Toutes deux parlent des pluies et des neiges dont l'armée eut à souffrir : « La chose la plus désagréable est que nous avons beaucoup de

sur Médéah eût été sans doute ajournée, si l'on n'avait cru que les quinze premiers jours de ce mois, pendant lesquels il avait plu constamment, comprenaient toute la saison des pluies ; il en a été tout autrement ; nous avons eu seulement 7 jours de beau temps pendant cette expédition, les derniers ont été pluvieux et froids ; depuis, nous avons eu continuellement des vents furieux, accompagnés de pluies très abondantes, de grêle, et les montagnes qui terminent la Mitidjah ne sont dégarnies de neige que depuis deux jours. Au moment où j'écris, il règne encore un vent très fort et très humide qui s'interrompt quelques moments pour laisser tomber des averses considérables. Tout le monde s'accorde à dire que l'hiver est plus rigoureux ici que dans le midi de la France ; je n'ai point habité le midi et je ne puis en juger par moi-même, mais je sais que le climat de l'Andalousie est infiniment plus doux et plus sec que celui-ci, que malgré cela les produits des colonies (1) n'y viennent point, que la cochenille y demande beaucoup de soins et que je doute qu'elle réussisse ici. On ne retirerait donc de ce pays-ci si l'on parvient à l'occuper tranquille-

« pluies depuis trois jours et que nos bivouacs sont couverts d'eau, de manière « que l'on est obligé d'être debout le jour ou la nuit ». *Mac-Mahon à Joseph*, (3 décembre 1830). « Lorsque nous voulûmes le traverser (le Mazafran), comme « il pleuvait depuis cinq jours, il y avait au moins 4 pieds d'eau, de manière que « nous ne pûmes le faire... Le 3^e jour, après avoir fait huit lieues dans les « montagnes, la nuit et la pluie surprirent, dans un endroit où il n'y avait pas de « bois, la brigade Monck d'Uzer... Après deux jours de repos (à Médéa), « nous nous remîmes en route pour Alger, malgré une pluie très abondante qui « dure encore. Arrivés au col, nous fûmes obligés de bivouaquer dans trois pou- « ces de neige, ce qui occasionna aux soldats plusieurs maladies ». *Mac-Mahon à Berthezène* (15 décembre 1830). *Document inédit*.

(1) Sur les cultures de l'Algérie et tout particulièrement sur les cultures coloniales, on ne trouve que peu de renseignements dans la correspondance de Berthezène. Ce n'est que dans son discours à la Chambre des Pairs (17 août 1833) qu'il parlera des essais de ces cultures et de leur peu de succès, et il en parlera assez longuement. A ce moment, Clauzel avait fait des déclarations retentissantes sur les profits considérables que l'Afrique promettait aux colons qui se livreraient à la culture du coton, de la canne à sucre, du caféier. Des écrivains réputés, même des polémistes qui repoussaient l'établissement des colons à Alger, admettaient que ces produits tropicaux pourraient venir dans l'ancienne Régence. M. Yver cite les principales brochures où il est question de ces cultures. Colombel : *Du parti que l'on pourrait tirer d'une expédition d'Alger*. Allard : *Considérations sur la difficulté de coloniser la Régence d'Alger* (page 16). Caze : *Notice sur Alger* (page 28). Juchereau de St-Denis : *Considérations sur la Régence d'Alger* (page 297). La Charrière : *De la domination française à Alger* (page 29). H. de B. (Brivazac) : *De l'Algérie et de la colonisation, etc...*

ment que les produits de nos départements méridionaux, l'huile et la soie ; dans combien de temps les plantations d'oliviers et de mûriers rapporteront-elles ? Et leurs produits couvriront-ils jamais les dépenses à faire pendant 20 à 30 ans ?

Nous avons tellement abîmé les maisons qui avoisinent la ville qu'il faudra bientôt les abandonner ; ainsi, non seulement elles ne pourront plus servir aux cultivateurs des jardins des environs, mais il faudra construire des casernes pour loger les troupes qui, quoique fort mal dans ces maisons, y trouvaient encore un abri contre la pluie et le soleil ; il faudra créer le mobilier de ces casernes tant pour les officiers que pour les soldats et créer aussi tous les établissements comme hôpitaux, magasins, manutention, etc. ; ces dépenses me paraissent devoir être assez considérables pour qu'on ne les fasse pas légèrement et je crains que cette colonie n'ait le sort de beaucoup d'autres, dans lesquelles on perd tous les jours beaucoup d'hommes, pour ne pas affecter à leur assainissement ou à l'établissement des troupes de France des sommes beaucoup moins considérables que celles qu'on devrait employer ici.

Si on veut garder Alger comme point maritime nécessaire pour la sûreté de nos flottes dans la Méditerranée, il suffit de 4.000 hommes ; ce serait peut-être le seul but qu'on devrait se proposer, mais vouloir faire de la Régence une colonie me paraît un projet trop vaste qui nous coûtera beaucoup d'hommes et d'argent, nous rapportera fort peu et finira par échouer. Il ne nous manque pas de terres en France ; ce qui nous manque, ce sont des débouchés pour nos produits et surtout pour nos vins et l'Afrique toute mahométane ne nous en achètera point du tout.

Je vous suis redevable, mon Général, de la faveur qu'on vient de m'accorder ; j'ai reçu l'avis que j'étais officier de la Légion d'Honneur ; daignez en recevoir mes sincères remerciements et je n'oublierai jamais les preuves d'intérêt que vous avez bien voulu me donner dans le peu de temps que j'ai servi sous vos ordres. Ce n'était pas cette croix qu'il était le plus difficile d'enlever, c'est la confirmation du grade et je commence à en désespérer, malgré que je compte beaucoup sur l'efficacité de votre intervention et que j'ose espérer que vous voudrez bien me l'accorder. Il serait pourtant bien extraordinaire que le Général en chef fût venu dire à toute l'armée qu'il avait les pouvoirs pour nous donner de l'avancement, qu'il nous ait accordé des grades, etc., et que maintenant le Ministre vînt nous dire

que c'était un conte ; il n'y a pas de raison pour croire à rien maintenant et, mes intérêts à part, je crois qu'il serait du plus mauvais effet d'avoir fait porter à des officiers des décorations d'un grade qu'ils n'avaient pas ; cela pourrait avoir pour eux et pour tous les plus graves conséquences. Monsieur le Général en chef met beaucoup de persévérance et de ténacité à défendre ses actes et nos droits ; je désire qu'il réussisse, aidez-le donc un peu, mon Général, vous lui serez d'un grand secours et qu'on me permette après de vous en prouver ma reconnaissance. Le général Achard qui parle souvent des obligations qu'il vous a et Mac-Mahon me chargent de vous présenter leurs respects. Mac-Mahon n'a pu rien faire des plans qu'il vous avait promis parce qu'il a fait partie des trois expéditions et que les géographes occupent le plan qu'il devait copier pour vous, mais il va avoir les attaques du Fort de l'Empereur et j'aurai l'honneur de vous les porter.

Nous attendons l'*Armide* d'ici 7 à 8 jours et Mac-Mahon et moi nous espérons y trouver passage. M. le général Achard reste ici jusqu'au départ des derniers régiments de la division ; comme cette division n'a point d'état-major, j'ai demandé à m'en aller et on me l'a accordé.

Signé : REVEU.

P.-S. — Ce n'est qu'en allant à Alger porter ma lettre à la poste que j'ai appris que le Roi vous avait remis, mon Général, le grand cordon de la Légion d'Honneur. Il y en aura peu d'aussi bien placé que celui-là ne l'est sur votre poitrine. Quoique je ne puisse être que des derniers à vous prier d'en recevoir mon compliment, croyez, mon Général, que, de tous ceux que vous avez reçus, il n'y en a pas de plus sincère que le mien et que personne ne prend autant de part que moi à ce qui peut vous arriver d'heureux. On parle ici d'une nomination de pairs de France ; je désire de tout mon cœur qu'on ajoute cette nouvelle récompense à vos services distingués ; ce serait d'une grande utilité pour la chose publique et surtout pour l'armée d'avoir dans cette Chambre des membres qui, comme vous, peuvent par leurs lumières et leur expérience rendre d'immenses services à la France.

Les bruits de guerre diminuent singulièrement, cela nous contrarie tous, et moi plus que personne qui espérais qu'une guerre en Europe me procurerait l'honneur de faire une campagne sous vos ordres :

je ne perds pourtant pas toute espérance. Veuillez être assez bon, mon Général, pour m'appeler auprès de vous, si vous avez un commandement. Je ne mets pas en doute que vous en aurez un important, si les circonstances ne s'y opposent pas.

**Extraits de plusieurs dépêches du général Berthezène
au Ministre de la Guerre (1)**

Arch. du G. G. — E, 11².

« ... Il faut que les illusions cessent. Ce pays-ci n'est ni industriel, ni agricole...

« Jugez donc dans quel embarras nous serions si on nous envoyait un excédent de population. Il faudrait ou la laisser mourir de faim ou la nourrir des magasins de l'État. Nous ne sommes que très embarrassés d'une foule de gens sans aveu, sans moyens d'existence et dont nous ne pouvons nous débarrasser parce qu'ils n'ont aucun moyen de s'en retourner chez eux ». (Dépêche du 21 mars 1831).

« ... Je crains que vous ne supposiez à ce pays-ci plus de ressources qu'il n'en offre réellement... Tout y est à créer... L'opinion contraire jetterait dans des illusions funestes ». (Dépêche du 2 avril 1831).

« ... Soyez donc bien pénétré qu'il n'y a ici aucun moyen de pourvoir aux premiers besoins ; n'oubliez pas surtout que ceux qui en ont donné de si belles peintures s'y sont fait ou ont voulu s'y faire de belles positions ». (Dépêche du 25 avril 1831).

(1) Ces trois extraits sont tirés de lettres conservées au Ministère de la Guerre.

Etat numérique des Européens de toute nation dont
les passeports ont été déposés (1)

Arch. du G. G. — E, 33¹ .

Français	340
Anglais... { Maltais 225 }	320
{ Gibraltar et autres provenances..... 95 }	
Sardes	106
Espagnols	307
Toscans	33
Tunisiens	10
Suisses	8
Maroquins	3
Napolitains	24
Grecs	11
Autrichiens	11
Romains	6
Suédois.....	1
Danois	1
Total.....	1.181
Tures et Maures rentrés depuis la prise d'Alger.....	48
Total.....	1.229

Alger, le 11 mai 1831.

Pour le Capitaine de Gendarmerie :

Le Lieutenant,

Signé : AVRIL.

(1) En note sur le manuscrit est inscrite la mention suivante : « Joint à un
« rapport de M. l'Intendant Bondurand sur les Domaines, du 30 mai 1831 » .

Le général Pelet au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 37¹.

Paris, le 13 juin 1831.

Mon cher Général,

M. Montagne (1) qui a publié un écrit sur les avantages de la colonisation d'Alger se rend dans la capitale de cette régence pour y acheter des terres, en attendant que l'on soit en mesure d'en faire des concessions et y fonder divers établissements agricoles. Je vous prie de lui donner l'appui et les facilités que les circonstances pourront permettre.

Recevez, mon cher Général, la nouvelle assurance de mon sincère attachement.

Le Lieutenant-Général Directeur,

Signé : PELET.

(1) M. Montagne, ancien administrateur, avait fait paraître en 1831, un peu avant son départ pour Alger, un ouvrage sur : *Les avantages pour la France de coloniser la Régence d'Alger, avec indication d'un mode de colonisation*. Il l'avait dédié au général Clauzel et au baron Volland, y soutenant, comme eux, la nécessité de coloniser Alger.

L'ouvrage fit quelque bruit, d'autant qu'il était une réfutation judicieuse et fort documentée de la brochure de Maurice Allard qui venait de paraître sous le titre de : *Considérations sur la difficulté de coloniser la Régence d'Alger*. A propos des productions certaines ou probables de la Régence : céréales, laines, cuirs, huiles, cire, soie, plomb, fer, chevaux, tabac, vins de liqueur, corail, fourrures, plumes d'autruche..., sumac, sucre, café, coton, M. Montagne reprend les arguments de Maurice Allard, les retourne contre lui, en les appuyant sur de nouveaux faits ou en les considérant sous un jour assez différent.

Il donne ensuite son opinion sur le meilleur moyen de coloniser Alger ; il fait appel à de nombreuses compagnies de colonisation auxquelles on céderait le terrain de la Régence, géométriquement découpé du Nord au Sud en parallélogrammes. Evidemment, ces concessions auraient lieu à certaines conditions ; parmi elles, M. Montagne fait entrer les obligations : 1^o de respecter les propriétés particulières indigènes ; 2^o d'accueillir comme colons les étrangers au même titre que les Français ; 3^o de ne pas les frapper de taxes foncières durant les premières années ; 4^o de leur faciliter les moyens de se procurer à bon marché les capitaux indispensables ; 5^o de provoquer l'introduction dans la régence de toutes les cultures étrangères, susceptibles d'augmenter la prospérité de la colo-

M. Montagne au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 37¹

Alger, 1831.

Général,

Depuis quelque temps, un de mes amis que vous honorez de votre confiance m'avait averti que j'étais accusé auprès de vous d'avoir tenu des discours que vous n'aviez pas approuvés ; je lui avais répondu, comme le fait un homme qui n'a point de reproche à se faire.

Aujourd'hui, M. le Grand Prévôt me fait appeler de votre part pour me réitérer cette même plainte d'une manière officielle ; il paraît donc qu'une cause que je ne distingue que très imparfaitement me poursuit auprès de vous et il m'importe de la détruire ; il me tarde de me disculper à vos yeux parce que je considérerais comme un malheur si vous pensiez que quelque motif pût me priver de votre estime.

Ce n'est pas un ancien fonctionnaire public, qui s'est trouvé dans une situation élevée et qui a toujours été un homme honorable et honoré, qui peut laisser planer sur son compte des plaintes qui sont indignes de lui.

Si vous voulez bien me le permettre, j'aurai l'honneur de vous voir afin de reprendre dans votre esprit la place à laquelle je crois avoir quelque droit.

J'ai l'honneur d'être avec la considération la plus distinguée, Général, votre très humble et très obéissant serviteur.

Signé : MONTAGNE.

nie ; 6° d'ouvrir des voies de communication ; 7° de creuser le plus grand nombre possible de *puits artésiens* afin de rendre possible l'irrigation de vastes étendues de terre, etc., etc.

Tout n'était pas chimérique dans ce programme. L'auteur, partisan de la liberté du commerce, *turgotiste* comme il disait, voulait, par opposition aux *douanistes* dans la classe desquels il rangeait M. Allard, voulait, dis-je, que les produits algériens entrassent en franchise en France, comme ceux de France pénétraient en Algérie sans payer aucun droit. Le principe était juste et ce n'est que lorsque cette franchise sera établie que la colonie prospérera.

On trouvera aussi dans le livre de M. Montagne quelques considérations excellentes sur la main-d'œuvre et sur le commerce.

Or, c'était pour appliquer ses idées ou pour vérifier ses déductions que cet auteur était passé en Afrique et, malgré de hautes protections, il se heurta de bonne heure, ainsi qu'en témoigne la lettre suivante, au mauvais vouloir de Berthezène.

**Extrait d'une dépêche du général Berthezène au Ministre
de la Guerre, en date du 16 juin 1831**

Arch. du G. G. — E, 11².

Nous avons logé les hommes mariés qui sont venus, en grande partie à la ferme expérimentale. M. Cadet de Vaux a mis beaucoup de zèle et de grâce à me faciliter les moyens de leur donner asile. Une famille de l'Artois, qui m'a été recommandée par M. de Rosamel, bâtit une cabane près du pont d'El Oued el Kermès ; elle est bien là ; près de l'eau, des broussailles et sous la protection des blockhaus et de la Ferme Modèle. Le terrain qu'elle va cultiver appartient à cette ferme et M. Cadet de Vaux lui a fait les avances dont elle a besoin. Cet essai nous fera connaître les dépenses rigoureusement nécessaires pour ces sortes d'établissements.

**Extrait d'une dépêche du général Berthezène au Ministre
de la Guerre, en date du 18 juin 1831**

Arch. du G. G. — E, 11².

Je vais aujourd'hui même m'occuper avec M. Bondurand des conditions auxquelles on pourrait faire des concessions aux colons, pour qu'eux et le Trésor y trouvent des avantages réciproques.

Dans ma lettre du 16, je vous faisais connaître que nous possédons en ce moment et dans le rayon de nos postes neuf maisons et 36 hectares de terrain et vous y rends compte des ordres que j'ai donnés à l'administration pour qu'elle reconnaisse à Staouéli, à Sidi Khalef et auprès de la Maison Carrée les terrains qui nous appartiennent.

Je ne vous ai pas parlé des fermes dites du Bey de Constantine et d'Oran qui appartiennent à l'Etat mais qui sont à 5 ou 6 heures de marche d'Alger. Elles sont immenses et d'un sol qui m'a paru très fertile, mais il serait prématuré peut-être de vouloir les faire cultiver de suite. Il vaut mieux laisser affermir notre autorité, alors elles seront mieux vendues. Près de Blida, nous avons aussi des fermes

assez considérables, mais, avant d'en prendre possession, il convient d'attendre le développement de l'industrie.

Maintenant que le Gouvernement s'est décidé pour la colonisation (1), il est politique d'être juste envers les habitants et de leur donner des indemnités. Je vous ferai connaître ce que l'Intendant et moi regardons comme le plus convenable ; en attendant, j'ai fait évaluer les maisons et boutiques qui ont été détruites en ville et fait donner aux propriétaires six mois du loyer qu'elles auraient produit et, pour prévenir les plaintes, les évaluations ont été faites par le cadi et le muphti en mitgelès.

Dans la ville, nous possédons 121 maisons en bon état et 176 détériorées, mais toutes ne peuvent pas être aliénées, parce qu'il faut pourvoir aux besoins publics.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12² .

Paris, le 22 juin 1831.

Général,

Votre lettre du 25 mai dernier, avec un post-scriptum du 27, vient de me parvenir. Mes dernières dépêches vous ont fait connaître quelles sont dorénavant les intentions du Gouvernement relativement à l'occupation et à la colonisation de la Régence d'Alger. Je vais, d'un côté, hâter, comme je vous l'ai déjà dit, le départ d'un officier général et de tout le personnel destiné pour Oran et, de l'autre, presser la nomination de l'Intendant civil d'Alger. Il me tarde que ce nouveau fonctionnaire soit rendu à son poste. Une fois la province d'Oran bien commandée et suffisamment pourvue de troupes, le commandement du corps principal d'Alger en deviendra d'autant plus facile, surtout lorsque l'administration se trouvera divisée, et

(1) La colonisation d'Alger avait donc été décidée en conseil de gouvernement, mais, autant qu'on peut le présumer d'après cette lettre et la suivante, elle avait été subordonnée à la création d'un Intendant Civil et ne devait être entreprise que lorsque cet Intendant serait arrivé à Alger. Aussi, lorsque Soult demanda au Président du Conseil les crédits nécessaires, il se heurta à une fin de non recevoir et tout fut arrêté.

qu'il y aura deux intendants, l'un civil, l'autre militaire, qui n'auront à s'occuper que des objets de leur ressort respectif. Cette division de l'administration une fois faite et la province d'Oran confiée aux soins d'un officier général, votre tâche sera plus aisée. Je suis persuadé, Général, que vous la remplirez parfaitement, et je me plais à vous répéter ici l'expression de ma confiance particulière dans votre capacité et votre dévouement, ainsi que dans votre modération et votre probité.

L'intention du Gouvernement est que vous vous prépariez à l'occupation de Bône et à l'expédition de Constantine. Le départ de la Légion Etrangère est retardé par la nécessité de compléter son organisation. Je ferai en sorte de vous envoyer le médecin que vous demandez. Je croyais qu'on vous en avait déjà envoyé un. J'ai pris connaissance des divers autres objets dont vous m'entretenez, mais ce n'est pas ici le moment de s'en occuper.

Le Ministre Secrétaire d'Etat de la Guerre,

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

M. Cadet de Vaux au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 14¹¹.

Alger, le 29 juillet 1831.

Monsieur le Général,

Plusieurs individus, attirés ici par les annonces trompeuses des feuilles publiques et par des promesses bien hasardées, se trouvent sans moyens d'existence, et demandent avec raison à quitter un pays qui n'offre aucun débouché à leur industrie. Ayant épuisé toutes leurs ressources, ils réclament la faveur du passage sur un bâtiment de l'Etat, et il me semble de toute justice de la leur accorder ; je la réclame pour eux de mon côté dans l'intérêt de la tranquillité publique qui ne peut être que compromise par la présence de gens dans la misère. M. le Commandant de la station navale est incompé-

tent pour accorder le passage ; il ne peut l'être que par une lettre de vous.

Consentiriez-vous, Monsieur le Général, à admettre le principe que vous accorderiez l'autorisation de passer sur un vaisseau de l'Etat aux individus qui vous seraient présentés par M. le Grand Prévôt ou par moi ? Dans ce cas, je vous transmettrais les demandes des sujets que je jugerais dignes de cette faveur ; dans le cas contraire, j'aurai à les engager à recourir aux bâtimens de commerce.

Daignez, Monsieur le Général, agréer l'assurance de ma profonde considération.

Signé : CADET DE VAUX.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 31 juillet 1831.

Monsieur le Maréchal,

Il nous est arrivé du Havre un certain nombre de colons avec 72 femmes ou enfans ; dans ce nombre, il y a peu d'agriculteurs et beaucoup d'artisans. Il a fallu les loger sous la toile et les nourrir en attendant qu'ils s'infiltrassent dans la population et s'y casent. Bon nombre sont déjà placés et, secondés de M. de Vaux, commissaire du Roi, nous tâchons, M. Bondurand et moi, de débarrasser l'Etat de cette charge.

Jusqu'ici, je n'ai vu arriver dans ce pays de véritables agriculteurs que la famille Saulty. Je vous ai rendu compte que deux de ses membres sont morts et que les trois autres sont à l'hôpital. S.A.R. le prince de Joinville m'a laissé 150 francs pour leur remettre à leur sortie. Les autres personnes qui se disent propriétaires sont pour la plupart des spéculateurs sans le sou qui ont accaparé je ne sais comment beaucoup de terrains et, comptant sur la crédulité publique, ils se flattent de les revendre à des prix élevés et de pouvoir faire fortune. Plusieurs possèdent au loin et à 4 ou 5 lieues au-delà de nos postes. Peu d'entre eux cultivent, mais ils jettent les hauts cris dès que des partis de Bédouins se précipitent des montagnes ; ils éprouvent et craignent des dommages ; il leur faudrait à chacun un batail-

lon pour protéger leur propriété, quel que dût être le sort réservé à cette troupe.

Pour moi, je ne croirai jamais à une colonisation prospère si on ne commence pas par cultiver toutes les hauteurs auxquelles est adossée Alger ; elles sont immenses et faciles à protéger. Quand tout le terrain sera bien cultivé et bien peuplé, on pourra passer la vallée d'El Oued El Khall et bâtir un village. Les maisons, attenant les unes aux autres, formeraient un carré ; un vaste terrain au centre serait destiné à recueillir les bestiaux pendant la nuit. Les colons pourraient résister, au besoin, aux premières attaques et donner aux troupes le temps de les secourir. Mais, si on continue à faire comme on a commencé, si chacun s'isole au loin (1), on s'exposera à de grands dangers et les troupes ne pourront suffire à protéger ces propriétés parce que, lorsqu'elles arriveront sur les lieux, les malfaiteurs seront à plusieurs lieues de là.

Soyez assuré que les spéculateurs qui sont ici ne tiennent nul compte des peines, de la santé, ni de la vie des militaires. Dans leur esprit nous sommes destinés à leurs menus plaisirs.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le général Berthezène à M. Cadet de Vaux

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 13 août 1831.

Monsieur le Maire,

Le Génie a besoin de cent terrassiers pour travailler à l'hôpital de la Salpêtrière ; ces hommes seront payés à raison de tant le mètre ;

(1) Le reproche que Berthezène fait ici à la colonisation individuelle et libre, d'autres le reprendront plus tard et avec plus de force, notamment le général Bugeaud et Infantin. Ce sera au lendemain de la destruction des fermes françaises dans la Métidja par les réguliers d'Abdelkader. A partir de 1839 et sous l'impression de ces événements, on substituera aux fermes éparpillées dans la campagne des villages où se concentrera la population ; on remplacera la colonisation individuelle, traitée de désordonnée et d'inorganique, par la colonisation officielle que l'on présentera comme seule organisée et méthodique.

je vous prie de les désigner parmi les colons qui ont l'habitude de travailler à la terre. D'après le compte que me rend M. Lemercier, il paraît que plusieurs ne veulent pas travailler ; s'il en était ainsi, on supprimerait à ceux-là les vivres, car le secours que nous leur donnons n'est pas fait pour favoriser la fainéantise.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le général Berthezène à M. Cadet de Vaux

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 13 août 1831.

Monsieur le Maire,

L on me rend compte que tous les jours il entre en ville ou est exposé en vente au marché de Bab Azoun du bois provenant de la coupe des orangers. Il n'est pas vraisemblable que ces dévastations proviennent du fait des propriétaires. Je vous prie en conséquence de donner des ordres pour qu'un tel vandalisme cesse ; si l'on en punit les auteurs et l'on prohibe la vente de ce bois, ce désordre cessera bientôt.

Je crois aussi devoir appeler votre attention sur l'abatis que l'on fait des oliviers sauvages et des autres arbres qui ombragent les vallées ; leur conservation importe au pays, tant parce qu'ils contribuent à la salubrité de l'air que parce qu'ils empêchent les montagnes de se dégarnir de terre. Je vous prie, sous ce double rapport, de prendre des mesures pour prévenir ce mal.

Signé : BERTHEZÈNE.

**Rapport (1) adressé au Ministre de la Guerre
par le baron Berthezène**

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 17 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

M. Bondurand vous a rendu compte que 415 colons dont 76 femmes et 211 enfants, moitié français et moitié allemands, étaient tombés ici du haut des murs ; je ne sais quel génie malfaisant les a détournés de leur destination première pour les jeter sur ces rives où ils sont destinés à végéter comme ouvriers (2). Il a fallu les faire camper sous des tentes et leur donner à manger ; 117 familles sont placées et 22 restent encore sans travail dont au surplus quelques-unes ne se montrent pas fort jalouses ; après les chaleurs, il en sera peut-être autrement.

Depuis que je suis dans ce pays, j'ai étudié avec soin et sans intérêt (car je n'en veux pas être le vice-roi) les hommes et le sol, et il est de mon devoir de vous faire part de mes observations.

Les Maures, façonnés au joug et amollis depuis de longues années, ne sont pas dangereux, malgré leur mécontentement. Froissés dans leurs mœurs et leurs habitudes, ruinés, réduits à la misère, traités avec mépris et administrés par des étrangers, leur sort est à plusieurs égards pire que sous les Deys et ils ne peuvent ni nous aimer, ni goûter l'espèce de civilisation que nous pouvons implanter chez eux. Il

(1) Cette lettre, une des plus importantes qu'ait écrites Berthezène, une de celles où il a développé le plus longuement ses idées sur la colonisation et l'avenir économique de l'Algérie, a été reproduite par le baron Pichon dans les pièces annexées à son ouvrage : *Alger sous la domination française*, p. 459. Nous avons cru devoir cependant la citer parmi ces documents.

(2) La population européenne continua à s'accroître rapidement. Dans son ouvrage, Berthezène donne les chiffres suivants :

31 mars, 529 personnes.

5 décembre, 3.121 personnes dont 1.371 Français.

Il ajoute : « Dans ce nombre d'émigrants, il y avait malheureusement peu d'agriculteurs, et ceux-ci, accablés par la chaleur, ne voulaient ou ne pouvaient pas travailler. Un des maux de cet établissement est le grand nombre d'artisans qui s'y rendent, tandis qu'il n'y faudrait presque que des agriculteurs. Aussi, les Français qui se livrent à la culture des terres sont-ils obligés d'y employer des Cabails ». *Dix-huit mois à Alger*, II, 3.

y a là quelque chose à faire. Les Romains laissaient toujours aux peuples vaincus le soin de leur administration municipale.

Les Arabes et les Cabaïls, légers, perfides, fiers et indépendants, ont presque toujours vécu insoumis ; les Deys se contentaient de la plus légère marque de soumission que beaucoup de tribus de l'Est leur refusaient. Dans leurs montagnes inaccessibles, ils bravaient la puissance et la cruauté des Turcs. Aguerres, braves, méprisant la mort et fanatiques à l'excès, ils haïssent les chrétiens comme infidèles et comme étrangers et sont toujours prêts à prendre les armes contre eux à la voix d'un marabout. L'amour de l'argent seul peut contrebalancer ces dispositions ennemies. Sans besoin et demi-nus, ils sont durs à la fatigue et vites à la marche. Leur sobriété est étonnante ; un peu d'eau et quelques figues de Barbarie suffisent à leur nourriture ; si un homme de génie parvenait à les réunir sous ses lois, ils feraient encore trembler l'Europe. Ils viennent de nous prouver dans l'état actuel des choses avec quelle facilité ils peuvent se mouvoir et, s'il y avait eu plus d'ensemble dans leurs opérations, ils nous auraient fait perdre beaucoup de monde. Mais déjà ils savent que l'été est la saison la plus favorable pour eux, que les maladies nous dévorent et que les chaleurs nous accablent. Du reste, ils passent facilement de l'état d'hostilité à l'état de paix et vice-versa. Ils nous vendent leurs denrées, prennent notre argent et ne nous achètent rien ; ainsi l'on se tromperait étrangement si l'on pensait qu'ils serviront à la consommation soit des produits de notre sol, soit de ceux de notre industrie. Tels ils sont aujourd'hui, tels ils étaient il y a 4.000 ans et tels sans doute ils seront dans plusieurs milliers d'années. Ce serait une grande erreur de penser qu'on obtiendra d'eux des contributions, jamais ils ne se soumettront. Avec le secours de l'Agha et des cheïks, il sera possible d'établir plus tard une légère capitation sur les tribus de la plaine, mais je ne sais si le peu d'avantages qu'en retirerait le Trésor compenserait l'odieux qui en rejaillirait sur nous ; d'ailleurs il serait à craindre que ces vexations ne les fissent fuir, car il ne faut pas oublier que leur fortune consiste en des troupeaux et en une tente.

Le sol des environs d'Alger est, comme celui de tous les pays, de nature différente ; aucune analyse exacte des terres n'a été faite ; mais au premier coup d'œil elles paraissent argileuses, ocreuses ou sablonneuses.

Une voix intéressée a crié la première : quelle *fertilité* ! et le ser-vum pecus a répété : quelle *fertilité* ! Je ne la nie pas, mais jusqu'ici

rien ne l'a prouvée ; je vais plus loin et je dis que, par la nature des choses et en raison de la chaleur qui règne dans ce climat, la terre y est destinée à rester complètement infertile pendant les mois de juin, juillet et août. J'en ai la preuve irrécusable : car, malgré l'heureuse disposition du jardin du Dey, l'abondance des eaux qui l'arrosent et l'habileté d'un maraîcher de Paris, on ne peut y faire croître pendant ce temps-là ni légumes, ni salades.

La Ferme Modèle, située près de la Mitidjah, malgré les pluies abondantes du printemps (chose extraordinaire dans ce pays), n'a pas des produits supérieurs à ceux des champs de moyenne qualité en France. La hauteur des blés et des orges et la grosseur des épis n'avaient rien de remarquable et j'en ai vu de bien plus beaux aux environs de Paris. Le blé maïs qu'on y a cultivé est arrêté dans sa croissance par la sécheresse et les produits en seront presque nuls. Je ne vous parle pas de l'air mortifère qu'on y respire et qui obligeait les Arabes à l'abandonner dès que la récolte était faite. Je vous ai rendu compte qu'elle nous coûtait le 30^e de ligne.

La Mitidjah dont on a beaucoup vanté la richesse avant de l'avoir parcourue est entièrement inculte ; le sol en est formé d'une terre noire et forte qui se fendille et se couvre de crevasses profondes pendant les chaleurs.

De Boufarik au Hamize, elle est couverte sur tous ses niveaux de marécages qui en vicient l'air et la rendent presque inhabitable. Des dépenses l'assainiraient sans doute, mais il en coûterait bien des millions, car il faudrait peut-être recreuser le lit du Haratch sur quelques points et ce ne peut être que l'œuvre du temps et d'une population riche et nombreuse. Ainsi, il faut la laisser telle qu'elle est, c'est à-dire un vert et riche pacage pour l'éducation des bestiaux. Malheureusement, elle touche aux montagnes et il y aura toujours du danger pour les propriétaires. On y élève peu de chevaux, les habitants prétendent qu'ils n'y viennent pas bien et qu'ils sont de médiocre qualité ; ils préfèrent ceux qui croissent dans les montagnes. Les montagnes de l'Atlas que nous connaissons sont couvertes de chênes à liège de faible dimension ; quelques coins de terre y sont cultivés en céréales et en lin ; les produits m'ont paru faibles surtout dans les tribus des Riera et Ouarah où l'orge n'avait pas deux pieds de hauteur. Le terrain compris entre le col de Téniah et Médéah m'a semblé dans son ensemble maigre, argileux et presque dépourvu de terre végétale. Autour de cette ville le terrain est de qualité fort médiocre et les cultures faibles et peu étendues.

Reste à présent le vaste plateau auquel est adossé Alger, qui de la mer s'étend jusqu'à la Mitidja et est terminé par les hauteurs qu'on appelle Sahal ou Sahel.

C'est la partie la plus saine ; c'est là que sont bâties les maisons de campagne que les Maures habitaient et cultivaient avant notre arrivée. Le sol en est varié et on y trouve quelques vallées pittoresques dont la végétation est fort riche. Il y existe bien quelques marais ; mais ils sont en général de peu d'étendue. La culture qu'il conviendrait d'y introduire serait celle du mûrier et de l'olivier ; j'ai la certitude que l'un et l'autre y prospéreraient. Les cultivateurs y seraient d'ailleurs plus en sûreté, parce qu'ils y seraient plus à portée d'y être plus promptement secourus par la force armée. Ce qui vient à l'appui de mon opinion, ce sont les mûriers et les oliviers qu'on trouve encore à Staouéli, restes d'une culture plus soignée, sans que je connaisse la cause qui l'a fait abandonner. Peut-être se trouverait-elle dans quelques incursions des Cabaïls ou dans le voisinage d'un marais qui y touche, peut-être dans tous les deux à la fois ; quoi qu'il en soit, la beauté et la vigueur de ces arbres attestent qu'ils sont appropriés à la nature du sol.

Plusieurs des spéculateurs venus dans ce pays ont déjà acheté ou loué à long bail une partie de ces jardins ; mais, en général, ils n'ont ni la volonté, ni les moyens de se livrer à leur culture et, au lieu d'améliorer, ils détériorent ; ils abattent les arbres qui environnent ces propriétés et, par cette dévastation, non seulement ils déprécient, mais ils tendent à rendre ce plateau moins salubre et moins fertile.

Il semble qu'ils n'aient qu'un but, celui de faire quelque argent et de disparaître après. Vous savez qu'en général les acquéreurs ne déboursent pas un sou de capital et qu'ils se bornent à promettre une rente perpétuelle aux vendeurs.

Les propriétés appartenant au Gouvernement ne sont pas connues. Le travail que j'ai ordonné pour s'en assurer n'est pas terminé ; les événements l'ont interrompu, mais il va être repris. Je crains bien que l'Etat ne soit moins riche que l'on ne l'a dit ; déjà je vous ai rendu compte que, dans le rayon d'une lieue, il ne possédait que 18 jardins et 35 hectares de terrain.

Rien dans ce pays n'étant approprié à nos besoins et à nos usages, l'Etat a beaucoup à y faire ; sans parler des fortifications qui doivent être ou refaites ou créées, il y a des choses d'un besoin urgent qui demanderont des dépenses considérables.

Un projet grandiose de palais pour le Gouverneur et de salle de

spectacle avait été fait et arrêté ; il m'a paru que son exécution occasionnerait plusieurs millions de dépenses sans utilité ; et j'y ai substitué des abattoirs (1) hors de la ville, un lazaret (2) et des casernes. Quand elles seront finies, il sera possible de rendre beaucoup de maisons à leurs propriétaires et des terrains à l'agriculture.

Il reste encore d'autres besoins à satisfaire ; les premiers sont l'agrandissement de l'hôpital militaire, la création d'un hospice civil et des chemins, sans lesquels point de culture étendue. Enfin, la justice et la politique réclament également qu'on accorde une indemnité aux habitants pour les maisons qu'on leur a prises et abattues soit dans la ville, soit à la campagne, depuis que nous sommes maîtres d'Alger.

Dans le budget, il vous sera proposé d'allouer des fonds pour ces divers objets d'urgente nécessité qui attesteront votre sollicitude pour le succès de cet établissement.

Signé : BERTHEZÈNE.

Les travaux du môle tirent à leur fin et nous attendons avec impatience les pierres venant de Toulon pour le couronnement. Ce grand et bel ouvrage fait honneur à M. Noël (3).

(1) Voici ce que dit Berthézène de ces abattoirs : « Les rues d'Alger sont étroites et tortueuses. Dans beaucoup les faites des maisons se touchent. L'air y circule difficilement et l'enlèvement des immondices s'y faisait avec lenteur. A ces causes d'insalubrité, se joignait l'usage d'abattre les bestiaux dans les maisons particulières. Il était urgent de faire cesser cet ordre de choses et de prévenir les malaises qui pouvaient en être la suite. A cet effet, des abattoirs furent construits sur les bords de la mer à une certaine distance de la ville ». *Dix-huit mois à Alger*, II, 3.

En note, Berthézène ajoute que ces abattoirs furent créés par arrêté du 26 février 1831. Ce fut le premier arrêté qu'il signa ; or, les plans des constructions projetées avaient été dressés avant son arrivée. Il ne fit donc que sanctionner et faire exécuter un projet établi par son prédécesseur.

(2) Le Lazaret fut simplement achevé sous le gouvernement de Berthézène, ce qui est dit expressément dans son ouvrage : « Des commissaires de la santé de Marseille avaient suivi l'armée expéditionnaire et un établissement, régi par les règlements sanitaires de cette ville, fut créé, à Alger, le même jour de notre entrée dans cette place. Un lazaret était nécessaire ; un arrêté du 31 août en ordonna l'achèvement ». *Dix-huit mois à Alger*, II, 3.

(3) « Les réparations annuelles que faisait le Dey au môle Nord avaient été négligées depuis que nous étions maîtres d'Alger. Les vents du Nord avaient régné avec violence et les ravages de la mer menaçaient d'une ruine prochaine, et les magasins qui y sont établis, et la darse elle-même. Les empiétements

Quatre des moulins à vent (1) sont en activité et les deux autres y seront bientôt.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12³.

Alger, le 17 août 1831.

Général,

Je vous adresse d'amples extraits d'un mémoire de M. Barrachin, qui me paraît renfermer, relativement à l'occupation d'Alger, des vues susceptibles d'être prises en considération. Examinez s'il y a possibilité de les y mettre progressivement en pratique et, dans ce cas faites-en part aux chefs de l'administration civile et militaire, afin que chacun d'eux présente les siennes et qu'elles soient, s'il y a lieu, discutées en comité à Alger. Les propositions auxquelles elles pourraient donner naissance seraient ensuite soumises à mon approbation.

Il ne me paraît pas invraisemblable que les dévastations qui ont été commises au voisinage de Médéah, lors de la dernière expédition, aient, en effet, exaspéré les tribus qui ont eu à en souffrir et les aient portées, avec tous leurs alliés, à user de représailles qu'elles sont venues exercer dans la plaine de la Mitidja. On devait s'y attendre en échange du mal qu'on leur avait fait. Mieux eût valu prendre des

« qu'avaient essayés le génie et l'artillerie pour fermer provisoirement les brèches principales n'opposaient qu'une digue insuffisante aux envahissements de la mer. Il fallait refaire l'ouvrage par sa base. Ce soin fut confié à M. Noël de la marine, officier modeste et habile, qui fait vite, bien et à bon marché. Commencé dans les premiers jours d'avril, ce travail si difficile et si important, a été terminé avant le retour de la mauvaise saison ». *Dix huit mois à Alger*, II, 3.

(1) « Dans Alger, la population n'emploie à la mouture de ses grains que des meules mues par des chevaux. L'armée ne pouvait tirer aucun secours de ce mode défectueux. On tâcha d'y suppléer par l'établissement de six moulins à vent. Ils n'ont pas répondu aux espérances qu'on en avait conçues. L'irrégularité des vents et la nécessité de les établir, sans qu'ils gênent la défense de la place, empêcheront toujours qu'ils offrent des ressources assurées à la garnison, et il est à désirer que le gouvernement y substitue des moulins à vapeur ». *Dix-huit mois à Alger*, II. 3.

otages et les garder à Alger, comme garantie de la conduite à tenir des tribus de l'Atlas. Ce soin qu'on a jusqu'à présent mal à propos négligé doit être désormais mis en pratique.

Tout considéré, il eût encore mieux valu ne point aller à Médéah, surtout pendant les grandes chaleurs, et renoncer à l'occupation de ce poste jusqu'à ce que les progrès de notre établissement militaire dans la Régence eussent permis de compter pouvoir le garder sans troupes.

Mais, puisqu'il en a été autrement, il s'agit dorénavant d'agir avec précaution et de n'avancer que progressivement, de manière à donner des appuis assurés aux terres actuellement cultivées et à celles que les nouveaux colons pourront mettre en culture.

Vous rendrez, Général, votre correspondance plus fréquente, afin de me faire connaître tous les genres d'améliorations dont le pays est susceptible, d'après les observations que vous aurez été dans le cas de faire et celles que vous recevrez des chefs de l'administration, afin de marcher de progrès en progrès et d'améliorations en améliorations.

A l'égard des observations que M. Barrachin a présentées sur l'emploi de la population non militaire qui arrive successivement à Alger, il est évident que, si on la tenait concentrée sur ce point, elle y serait bientôt embarrassante, et que l'on ne saurait quel parti en tirer, ni quels avantages lui procurer. Heureusement qu'Oran se présente pour en recevoir tout l'excédent. Envoyez-y le superflu de tout ce qui a pu se rendre à Alger, hommes et femmes, et que M. Barrachin s'y rende promptement pour y diriger l'administration civile, suivant les ordres qui lui ont été donnés. Tout y est à faire. Le système que M. Barrachin propose pourrait, s'il est reconnu convenable, y être essayé, avec d'autant moins d'inconvénients qu'il n'y a point de précédents qu'il faille détruire. Que cet administrateur parte donc avec l'expédition que vous devez y envoyer conformément aux instructions que je vous ai données. Le Général Boyer s'y rendra le plus tôt possible. En attendant son arrivée, le général Faudois prendra le commandement de cette ville.

Il est un point sur lequel votre attention et celle de ces deux généraux doit être fixée ; c'est celui de la formation en gardes nationales et de l'armement de tous les individus non militaires qui se trouvent à Alger ou qui s'établiront à Oran et plus tard à Bône. De cette ma-

nière, ils concourront à la police du pays et se trouveront pourvus de moyens de défense sur les exploitations qu'ils auront acquises ou qui leur auront été concédées.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

Note de l'Intendant (1)

Arch. du G.G. — E, 12³.

Une des illusions du général Clauzel était de croire qu'il suffisait de jeter sur le sol de l'Afrique des familles indigentes, prises indistinctement dans les villes ou dans les campagnes, pour les mettre ici dans l'aisance, mais elles eussent trouvé bien moins de moyens d'existence qu'en Europe et ne feraient qu'accroître les embarras de la position. Il y aurait même une sorte de froide cruauté à favoriser ces émigrations ; car ces familles n'auraient jamais entendu cesser d'appartenir à la France et cependant on conçoit telles combinaisons diplomatiques, d'après lesquelles elles seraient restées à la merci de l'occupant qui n'aurait pas les moyens de les protéger, même en en contractant l'obligation.

La question changerait de face si le principe de la colonisation était hautement avoué et si l'on arrêtait les moyens d'exécution ; alors, soit que le gouvernement se réservât l'emploi de ces moyens, soit

(1) Cette note se trouve dans les papiers de Berthezène sans signature et sans date ; elle est probablement de l'Intendant Bondurand. C'est le résumé des idées développées par lui dans le rapport qu'il adressa le 24 août au Ministre et au sujet duquel Sult le félicita. (Voir lettre de Bondurand au Ministre, du 14 octobre 1831).

A signaler le curieux passage sur « telles combinaisons diplomatiques... » : il y eut certainement d'après Pellissier de Reynaud, vers les mois de juillet et d'août, des bruits qui coururent à Alger sur une prochaine transformation dans la situation politique à Alger. A retenir aussi la suggestion de l'établissement d'une compagnie coloniale à l'instar de celle des Indes, ce qui semblait être l'opinion personnelle de l'Intendant Bondurand et celle de plusieurs écrivains de cette époque.

qu'il instituât une Compagnie à l'instar de celle des Indes, les émigrations pourraient se faire avec sécurité et l'on verrait tous les bras accourir pour fonder des établissements ; mais, jusque-là, qui pourrait soutenir l'idée de déplacer des familles entières, auxquelles il ne serait pas possible d'assurer ni garantie ni moyens d'existence ?

On pense donc que dans l'état actuel des choses le parti stationnaire est conseillé par la prévoyance et la sagesse et qu'il convient de s'en tenir à un premier essai, celui des volontaires parisiens.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 29 août 1831.

Monsieur le Maréchal,

J'ai reçu votre dépêche du 17 août à laquelle était jointe copie d'un mémoire de M. Barrachin sur les moyens d'administration à Alger.

Après l'avoir lue, je l'ai transmise conformément à vos ordres à la Commission administrative pour voir si quelques-unes des vues qu'il contient sont applicables aux localités. J'aurai l'honneur de vous transmettre son opinion quelle qu'elle soit. La mienne est que l'auteur a fait une utopie dont la confiscation est la base, ce qui me paraît un singulier perfectionnement de civilisation. En général, je l'ai trouvée digne de l'homme qui vous dit avec assurance : si l'on avait compris la Révolution de juillet, pas un trône en Europe ne serait debout ; il ne fallait pas d'armée. Dix mille gardes nationaux suffisaient en Allemagne ; dix mille en Italie et dix mille en Espagne. Tout était prêt, j'y avais travaillé, etc., etc. (1)

(1) M. Barrachin n'était pas bien en cour. Voici la lettre que, dix jours auparavant Berthezène écrivait au Ministre de la Guerre au sujet de ce fonctionnaire civil : « Monsieur le Maréchal, M. Barrachin, sous-intendant civil de la Province d'Oran, est arrivé ici depuis plusieurs jours. Bien que sa présence y fût nécessaire, dans un moment où le général Faudouas va remplacer l'administration tunisienne, il n'a pas jugé convenable d'y accompagner ce Général, parce que

C'est merveille que nos faiseurs de Gouvernement. J.J. consulté sur la Corse, malgré les documents qu'il en avait reçus, reconnaissait qu'il avait besoin de passer plusieurs années sur les lieux, et cependant il s'agissait d'un peuple d'Europe dont les mœurs, le langage et la religion étaient bien connus. Nos M.M. ont moins de scrupules ; sans connaître les lieux et les habitants, ils décident et tranchent toutes les questions. Qu'importe les mœurs, les préjugés, la religion et les besoins des peuples ? Ce sont des bagatelles.

J'ai toujours pensé qu'il eût mieux valu ne pas occuper Médéah, car jamais je n'ai compris les avantages que l'on pouvait en retirer dans l'état actuel du pays. Mais il y avait un Gouverneur français dont l'autorité était méconnue et dont la vie était en danger ; il appelait à son secours, il pensait que l'apparition de l'armée française ferait tout rentrer dans le devoir ; pouvais-je le laisser assassiner ? Pouvais-je ne pas essayer d'y rétablir l'ordre ? Que de cris n'eût-on pas jetés, si je ne l'eusse fait ? Vous-même, Monsieur le Maréchal, vous m'en auriez blâmé et, dans ma conscience, je me serais trouvé blâmable.

Sans doute, il ne serait pas impossible que les dévastations que je fis commettre eussent exaspéré les Arabes ; cependant les faits prouvent que ce n'est pas là la cause de leur révolte.

D'abord, aucun dommage n'avait été commis lorsque les dix tribus que je combattis le 1^{er} juillet s'étaient réunies et étaient venues de 10 ou 12 lieues de l'intérieur ; ensuite il est bien évident que, du 1^{er} au 3^e jour où j'en trouvais une trentaine sur les bords de la Chiffa, elles n'avaient pas eu le temps d'apprendre l'événement, de se concerter et de se rendre sur un point donné et éloigné de leurs demeures ordinaires. Encore ici les chiffres prouvent que M. Barrachin a dit une absurdité. Je pourrais ajouter que, lors de la première expédition, on fit plus de dégâts et que les tribus ne se soulevèrent pas ; il faut donc chercher une autre cause ; je vous l'ai signalée ; elle est dans l'antipathie de ces peuples pour les chrétiens et dans leur fanatisme que les Turcs et quelques marabouts savent mettre en jeu.

ses fonctions ne sont pas déterminées. Il attend donc dans cette place vos instructions à ce sujet et peut-être la destination ultérieure et plus appropriée à ses connaissances et à sa capacité que vous lui avez promise. Signé : Berthezène (19 août 1831) ». Plus tard, ce sous-intendant se fera bien voir de Berthezène ; il restera en relations avec lui quand ce Général quittera Alger, et l'on trouve son nom assez souvent cité dans les lettres écrites de Paris en 1832 et 1833. Il paraît avoir fait partie à cette époque du petit groupe qui suivait les inspirations de Berthezène.

J'ai eu l'honneur de vous dire qu'il n'y avait eu de cultivé que les alentours de la Ferme Modèle et vous savez ce qu'il nous en coûte pour l'avoir défendue. Une autre ferme au pied de l'Atlas était cultivée par des Arabes au profit d'un Français, mais c'est si hors de notre ligne que j'ai souvent dit au propriétaire qu'il se ferait assassiner. Sans doute il l'aurait été, s'il l'eût habitée. Autour d'Alger, on n'a pas cultivé un arpent de terre ; espérons qu'on reviendra à des idées plus raisonnables.

Dans la ligne de nos blockhaus et jusques au premier café sur la route de Blida, on a toujours joui de la plus parfaite sécurité et les foins que l'artillerie avait faits à Sidi Khalef n'ont été ni brûlés ni gâtés ; ils ont tous été renfermés à l'époque même où les Arabes étaient dans la plaine de la Mitidjah.

J'étendrai cette route sur la ligne de Staouéli, jusque sur l'oued El Khall, afin de voir ce qui se passe dans cette vallée, si j'y trouve quelques bonnes positions ; mais tirez, je vous prie, une ligne de la Vigie jusques au café de Birkadem sur la route de la ferme et vous verrez que de terrain à mettre en culture.

A Pont-sur-l'Allier, près de Clermont, il y a plus de 3.000 habitants, tous cultivateurs, et ils n'ont pas une lieue et 1/2 carrée à cultiver.

Les maisons qui sont autour d'Alger sont des forts contre les Arabes. Si ceux qui les habitent voulaient les défendre, ils donneraient à la troupe le temps d'aller à leur secours, mais ils aiment mieux fuir et crier à l'alarme. Qu'y faire ? Il y a trois ou quatre jours qu'un de ces Messieurs écrivait que des bataillons se présentaient en masse sur la route de Staouéli et qu'ils mettaient le feu partout, etc., etc. Sans être ému de cette nouvelle que je savais bien être fausse, j'envoie sur les lieux et l'on trouve que les domestiques de M. Fougeroux, ayant mis le feu sans précaution à des herbes sèches, avaient brûlé trois ou quatre maisons de Maures. *Ab uno disce omnes.*

Ainsi que vous l'ordonnez, l'excédent de nos colons sera envoyé à Oran ; j'y vois un grand avantage pour moi, mais soyez assuré que les généraux Boyer et Faudoas en seront fort embarrassés, à moins que la vieille ville ne soit encore habitable, ce que j'ignore.

Je suis loin de penser qu'une garde nationale soit possible aujourd'hui ; il suffit de savoir de quels éléments se compose la population d'Alger pour sentir que mettre des armes entre les mains de tous les mauvais sujets qui y affluent serait compromettre l'ordre et la sécurité publique. Je ne le ferai donc que lorsque vous me l'aurez prescrit d'une manière formelle et définitive. La seule chose faisable, c'est de

permettre que ceux qui habitent la campagne soient armés et aient des munitions ; et non seulement je l'ai permis mais j'ai même donné des cartouches sur la demande du maire.

Signé : BERTHEZÈNE.

P.-S. — Il m'a été présenté trois pétitions ce mois dernier pour former une garde nationale ; elles étaient signées par 98 marchands ou négociants. La Commission consultée a été unanime pour ne pas donner suite à cette demande ; elle l'a regardée comme inopportune et dangereuse.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 4 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

Le 30 août dernier, il nous est arrivé 137 colons venant du Havre, dont 29 hommes, 24 femmes et 84 enfants ; à l'exception d'une famille composée de six personnes, ils sont tous Wurtembergeois ou Bavaois ; l'état de misère et de dénuement dans lequel ils sont nous a forcés à leur faire délivrer des vivres, jusqu'à ce qu'ils puissent gagner leur vie.

Ces 137 individus, ajoutés aux 415 arrivés en juillet, font près de six cents personnes auxquelles j'ai dû faire délivrer des vivres pour les empêcher de mourir de faim ; il m'importe de savoir si votre intention est d'en faire délivrer à tous les colons qui abordent sur ces rivages, n'importe la nation dont ils font partie, ou si ces secours doivent être réservés pour les sujets français. J'attends vos ordres à ce sujet (1).

Signé : BERTHEZÈNE.

(1) La possibilité d'un traitement différent à l'égard de colons de nationalités diverses est soulevée ici d'une façon indirecte. Il ne s'agit que de rations de vivres. Plus tard, on se demandera s'il convient d'accueillir avec une égale faveur les immigrants de nationalité étrangère et ceux d'origine française. Le problème sera vivement débattu entre MM. Flandin et Barrachin.

Extrait d'une lettre de M. Barrachin, sous-intendant civil
d'Oran, au Ministre de la Guerre, en date du 9 septembre

Arch. du G. G. — E, 12³.

« ... Voulez-vous juger devant quelle difficulté on recule ; la Ferme Modèle et la Maison Carrée coûtent le 30^e de ligne. Pour 6.000 francs, pour 12.000, si vous voulez vous montrer généreux, on vous assainira ces deux localités-là. Demandez un rapport là-dessus au colonel du Génie. Je me chargerais de l'entreprise si j'étais spéculateur, et si vous le voulez je m'en chargerai pour vous le prouver. Pour 200.000 j'écoulerai toutes les eaux de la plaine de la Métidja (1). J'en passe encore le marché pour vous plaire ; tant pis pour moi, si je me trompe. Que répondra-t-on à cela ? Des mots, je vous pose des faits. Votre colonel du Génie vous les certifiera encore.

Il y a ici un fanal qui brûle 11 litres d'huile par nuit et qui ne se voit presque pas en mer ; j'ai été à Paris le propagateur d'une industrie qui a complètement réussi, les lampes hydrostatiques dites *Thilorier et Barrachin*, M. Fresnel les a appliquées aux phares de l'île Dieu, etc. Elles brûlent 15 heures avec deux litres d'huile et avec les réflecteurs un seul bec donne la lumière de 148 becs ; dans 18 mois, on aura gagné le phare ».

(1) Sur l'assainissement de la Métidja par le creusement de canaux d'écoulement, deux opinions très divergentes ont été exprimées à cette époque : l'une, celle de Clauzel, partagée ici par Barrachin, considérait l'opération comme urgente, indispensable et peu onéreuse ; il fallait l'entreprendre de suite pour ménager la vie de nos soldats et assurer le succès de nos colons ; l'autre, professée par Berthezène et que l'on retrouve dans la lettre médicale, présentait ce travail comme long, difficile et dispendieux ; on ne devait le commencer que lorsque la France se serait prononcée définitivement sur le sort de la colonie.

L'intendant Bondurand à M. Cadet de Vaux

Arch. du G.G. — E, 37¹.

Alger, le 18 septembre 1831,

Monsieur, (1)

• Le Général en chef est instruit que, parmi les colons étrangers arrivés à Alger sans y être appelés, il en est qui, comptant sur les secours en vivres qu'ils reçoivent encore, ont refusé des placements qui leur étaient offerts, sous les divers prétextes, ou qu'ils ne leur présentaient pas assez d'avantages, ou qu'ils auraient trop à travailler.

Pour faire cesser un pareil abus, le Général ordonne qu'il leur soit immédiatement signifié ce qui suit :

1^o Que ce secours n'a pu leur être accordé que temporairement comme un acte de pure humanité et pour leur donner le temps de trouver à pourvoir à leurs besoins et à ceux de leurs familles par leur travail et par leur industrie et de suivre leur premier projet d'aller en Amérique, ou de retourner immédiatement dans leur pays ;

2^o Que les vivres cesseront d'être fournis à tout colon qui refusera un placement qui lui sera offert ;

3^o Qu'il est temps de mettre un terme à cette fourniture des vivres, qui a commencé à la mi-juillet pour le premier et le plus grand convoi composé de 415 personnes arrivées à cette époque du Havre, et successivement pour les deux autres, arrivés du même port, l'un le 30 août de 137 personnes et l'autre le 3 septembre de 42 individus, ce qui fait un total de 594 personnes presque toutes étrangères, qui ont reçu encore du 1^{er} au 10 du courant 1581 rations ce qui fait environ par jour 158 1/10, tandis que les colons français, arrivés récem-

(1) Cette lettre fut adressée par le Baron Bondurand à M. Cadet de Vaux, commissaire du Roi près la municipalité d'Alger.

Berthezène en avait envoyé une copie au Ministre de la Guerre qui répondit le 29 octobre : « Général, je ne puis qu'approuver les motifs qui vous ont décidé « à supprimer les distributions de vivres aux colons qui se trouvent en état de « gagner leur vie. Il n'était pas juste qu'une allocation qui n'était fondée que sur « la commisération et la nécessité servit de prétexte à la fainéantise ».

ment de Marseille ou que les hostilités des Arabes avaient refoulés dans Alger des habitations où les premiers arrivés avaient trouvé asile, n'ont reçu pendant les dix premiers jours du mois courant que dix rations, ce qui, ne faisant plus par jour qu'une ration, prouve que le placement de la totalité est à la veille d'être entièrement opéré ;

4^o En conséquence, passé le 30 courant, il ne sera plus accordé de rations à aucun des dits colons civils, à l'exception des malades ou des convalescents, dont je vous prierai de me faire établir à cet effet l'état nominatif.

Je vous prie de faire donner avis à ces colons, campés à la porte Bab el Oued, qu'ayant à leur faire une communication importante, ils aient à s'y rendre aujourd'hui ou demain à l'heure que vous indiquerez et où vous leur donnerez communication de la présente. Vous jugerez sans doute à propos de vous faire assister par M. Lacrouts, à la maison duquel la plus grande partie des colons, arrivés du Havre a été consignée à Alger. Je vous engage à visiter les tentes des dits colons une à une et à me communiquer les observations que cette espèce de revue vous donnera lieu de faire. Je les mettrai sous les yeux du Général en chef et j'en transmettrai une copie au Ministre de la Guerre.

Je vous prie d'agréer, etc.

L'Intendant Militaire,

Signé : BONDURAND.

L'intendant Bondurand au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 37¹ .

Alger, le 5 octobre 1831.

Monsieur le Maréchal,

J'ai l'honneur de vous adresser avec la présente l'état des distributions de vivres, faites aux colons du camp de Bab el Oued du 21 au 30 septembre. Trente-deux nouveaux colons, arrivés le 26 septembre sur la gabarre *le Rhône*, ont augmenté les consommations des colons de France auxquels la mairie fait faire des distributions.

Je suis avec respect, Monsieur le Maréchal, etc.

Signé : Baron BONDURAND.

A cette lettre, adressée au Maréchal Duc de Dalmatie, était joint le bordereau, indiquant les rations de vivres distribuées.

DÉSIGNATION des DISTRIBUTIONS	RATIONS DISTRIBUÉES			OBSERVATIONS
	Pain	Viande	Vin	
Par M. Lacrouts.....	1.635	1.635	72	Il est arrivé 32 colons par le Rhône le 26 septembre.
Par la Mairie	111	111	»	
TOTAUX.....	1.746	1.746	72	

Alger, le 2 octobre 1831.

Le Commissaire du Roi près la Municipalité,

Signé : CADET DE VAUX.

L'intendant Bondurand au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 37¹.

Alger, le 14 octobre 1831.

Monsieur le Maréchal,

D'après les motifs déduits dans ma lettre du 18 septembre au Commissaire du Roi près la Municipalité d'Alger, dont je joins ici copie, les prestations de vivres à ceux des colons civils arrivés inopinément à Alger, qui les percevaient encore depuis environ deux mois, devaient cesser à dater du 1^{er} courant, excepté pour les malades et les convalescents.

Il résulte de cette disposition que les distributions des dix premiers jours du mois courant ont été réduites, savoir ;

En rations de pain à.....	233
— de viande à.....	233
— de vin à.....	53
— de riz à.....	336

J'ai reçu la réponse flatteuse dont vous avez honoré mon rapport du 24 août sur les colons et sur les moyens à employer pour étendre graduellement la colonisation d'Alger.

Je suis avec respect, etc.

L'Intendant,

Signé : Baron BONDURAND.

A cette lettre, était annexé un autre bordereau, signé lui aussi de Cadet de Vaux.

Colons

Bordereau des rations de vivres distribuées aux colons malades ou convalescents du 1^{er} au 10 octobre 1831.

DÉSIGNATION DES DISTRIBUTIONS	Pain	Vlande	Vin	Riz	OBSERVATIONS
Par la Mairie.	283	233	53	336	

Alger, le 11 octobre 1831.

Signé : CADET DE VAUX.

VII. — AFFAIRES INDIGÈNES

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 25 juillet 1831.

Monsieur le Maréchal,

Je viens de nommer aga des Arabes le marabout Sidi Hadj Mahiddin ben Sidi Ali ben Abbas (1). Vous trouverez ci-joint les deux arrêtés que j'ai pris à ce sujet.

La nécessité d'avoir un homme du pays se faisait sentir depuis longtemps ; malgré ses efforts et son zèle, les services de M. Mendiri (2)

(1) Son nom véritable, tel que nous le donne Pellissier de Reynaud, était *El Hadj Mahiddin el Seghir ben Sidi Ali ben Moubarek*.

Voici ce que cet officier dit de ce m'rabet : « Celui-ci s'engagea, moyennant « un traitement de 70.000 francs par an à retenir les Arabes chez eux, à condition que nous resterions chez nous. C'était un système de complète stagnation. « Le nouvel agha, jusqu'au départ du général Berthezène, qui eut lieu le mois de « janvier 1832, remplit ses engagements en homme consciencieux ; les Arabes « ne se permirent aucun acte d'hostilité sur nos terres, mais il était imprudent à « un Français de pénétrer sur leurs terres. L'agha recommandait bien dans toutes « ses lettres de ne laisser aller personne chez les indigènes et de n'avoir de communication avec eux que par son intermédiaire... El Hadj Mahiddin exerçait « une grande influence sur les indigènes, par la sainteté de son origine, et par ses « qualités personnelles qui étaient très remarquables. Homme d'ordre et d'autorité, il arrêta un moment l'anarchie parmi les Arabes ». (*Annales Algériennes*, I, p. 203 et 204).

(2) *Mendiry* (Joseph, Pierre), né à St-Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées), le 29 juin 1768 ; volontaire du Cap (île de St-Domingue), le 13 janvier 1790 ; lieutenant à la compagnie franche des chasseurs basques, le 2 mars 1793 ; lieutenant à la gendarmerie d'élite, 27 mars 1802 ; capitaine, 25 frimaire an II ; chef d'escadron, commandant le 20^e escadron de gendarmerie de l'armée d'Espagne, 5 décembre 1809 ; en demi-solde, 1^{er} juillet 1816 ; admis à la retraite, 21 juillet 1819 ; remis en activité, chef d'escadron commandant la compagnie de gendarmerie d'Ille-et-Vilaine, 3 décembre 1830 ; passé à la force publique du corps d'occupation d'Afrique en qualité de grand Prévôt, 18 décembre 1830 ; rappelé,

se réduisaient à peu de chose. L'ignorance de la langue et la différence de religion étaient des obstacles que rien ne pouvait surmonter ; il ne pouvait prendre aucune influence sur les tribus, ne pouvait se rendre au milieu d'elles, et dès lors il ne pouvait remplir les fonctions de cet emploi. La difficulté était de trouver un homme considérable (car il y a une forte dose d'aristocratie dans les têtes de ces gens-là) qui voulut s'en charger. Celui-ci me fut désigné par Bouderbah ; je le fis venir et il refusa en me disant : « Je puis vous être utile en res-
« tant simple particulier, et je crains de perdre mon influence si je
« passe à votre service ». Pressé plus vivement, il me dit : « Laissez-
« moi parcourir les montagnes, je verrais si je puis y trouver des ap-
« puis et alors je vous dirai oui ou non ». Il revint et dit oui.

Dans cette tournée, il nous a été utile ; il a dissipé le rassemblement qui se faisait près de Gueramai sur l'Arbatache, empêcha plusieurs tribus de se lever en masse et combattit celles de Chenoua. Ces motifs m'ont déterminé et la somme d'argent que je lui accorde pour frais de premier établissement ne lui suffira pas peut-être par la raison qu'il a beaucoup de choses à acheter, tels que des mules, des chevaux et autres objets indispensables pour paraître avec éclat.

Si j'obtiens ce que je me propose, une pacification plus stable que par le passé et la conservation de mes hommes, je croirai avoir fait une bonne opération.

Aujourd'hui, je lui ai remis les insignes d'honneur qui consistent en un yatagan en or, un fusil et des pistolets en argent, deux burnous et un haïc en soie. J'avais le yatagan et je n'ai pas dû l'acheter. Il a juré sur le Coran l'exécution des promesses contenues dans l'article 6, en présence du général Feuchères (1), le colonel Duverger et le chef de

21 février 1832 ; admis à la retraite, 15 juin 1834. (Esquer : *Le Duc de Rovigo*, I, p. 63).

A titre de grand Prévôt de l'armée, il assurait les fonctions d'agha des Arabes ; elles avaient d'abord été confiées à un Maure, Hamdan ben Amin el Secca (8 juillet 1830-7 janvier 1831). Elles le furent de nouveau en juillet à un indigène, El Hadj Mahiddin.

Pellissier de Reynaud dit de l'agha Mendiry et de ses fonctions : « L'agha Mendiry n'avait jamais été *qu'une fiction* ». (*Annales Algériennes*, I, p. 103).

(1) *Feuchères* (Adrien, Victor, baron), né à Paris le 20 novembre 1785 ; élève de l'école militaire de Fontainebleau, 20 mars 1805 ; sous-lieutenant au 155^e de ligne, 19 avril 1806 ; lieutenant, 10 septembre 1807 ; capitaine, 23 juin 1810 ; chef de bataillon provisoire du 44^e de ligne, 28 juin 1813 ; confirmé, 3 janvier 1814 ; en non-activité, 15 septembre 1815 ; passé au 6^e régiment d'infanterie, garde royale, 22 octobre 1815 ; lieutenant-colonel, 30 octobre 1816 ; colonel,

bataillon Marmier. Les Maures présents étaient Bouderbah (1), Ben Negro et Bourabas d'El-Coléah.

Si cet essai ne réussissait pas, je désespérerais de la tranquillité publique dans ce pays ; car, tous les ans, on pourrait faire parler Mahomet, annoncer des miracles et des révélations. Voici deux traits de fanatisme : le 18, un marabout de 80 ans les excitait au combat et, le 20, un autre marabout, marchant avec des béquilles, les conduisait à l'attaque du blockhaus. Il ne resterait plus alors d'autre parti à prendre que d'initier les Espagnols au Mexique, mais sans doute la France préférerait abandonner le pays plutôt que d'en venir à d'aussi cruelles extrémités.

Signé : BERTHEZÈNE (2).

23 avril 1823 ; maréchal de camp pour être employé à l'armée d'Afrique, 13 décembre 1830 ; rentré en France, 1832 ; commandant le département du Gard, 27 décembre 1842 ; lieutenant général, 9 avril 1843 ; inspecteur général d'infanterie, 1844 à 1850 ; président du comité consultatif d'Etat-Major, 10 août 1849 ; admis à la retraite, 25 octobre 1850 ; mort à Paris, 22 novembre 1857 (d'après M. Esquer : *Le Duc de Rovigo*, I, p. 69).

Sous le général Berthezène, il participa à l'expédition de Médéah ; il commandait une des deux brigades. En juillet 1831, il arrêta le 21 les tirailleurs ennemis aux environs de la Ferme Modèle. Sous le Duc de Rovigo, il s'employa avec les deux chefs de bataillon Maumet et Duvivier à organiser les Zouaves.

(1) « Le général Berthezène était arrivé au gouvernement de l'Algérie avec « des dispositions d'esprit assez favorables aux indigènes ; malheureusement, « les effets de sa bienveillance pour eux se concentrèrent sur quelques Maures « intrigants, tels que Bouderbah et sa coterie. Cet homme adroit et insinuant se « fit adjuger, à lui et aux siens, la ferme du marché au blé (La Kacheba), celle de « presque tous les autres marchés où se perçoivent des droits, et tous les fon- « douks. Il commença alors à jouer un rôle important parmi les Musulmans, qui « jusqu'alors l'avaient méprisé, comme un homme sans moralité, dont le nom « avait retenti plus d'une fois devant les tribunaux. Il paraîtrait que ce fut à « cette époque que les notabilités maures d'Alger se mirent à rêver une restaura- « tion musulmane faite à leur profit. Il y a même lieu de croire que des commu- « nications semi-officielles, venues de très haut, leur firent penser que la chose « était possible, et que la France, elle-même, fatiguée de sa conquête, y donnerait « les mains ». (Pellissier de Reynaud : *Annales Algériennes*, I, p. 171-172).

(2) Toute une série de lettres furent envoyées ce même jour ou les jours suivants pour annoncer cette nomination et prendre quelques mesures réclamées probablement par le nouvel agha. En voici une de Berthezène à l'Intendant, datée du 25 : « Demain, l'administration doit mettre en adjudication une maison à côté de celle du consul d'Angleterre et qui jadis a été occupée par le consul du Portugal ; je vous prie de donner des ordres au Domaine pour que cette adjudica-

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 12³.

Paris, le 17 août 1831.

Général,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous m'avez rendu compte du choix que vous avez fait de Sidi Hadj Mahidin ben Sidi Ali ben Abbas pour remplir le poste d'aga des Arabes. Je vous ai déjà fait connaître que le rétablissement de cet office me semblait utile et même nécessaire. En approuvant la nomination de Sidi Hadj ben Mahidin, j'espère cependant que, si elle ne réussissait pas, nous n'en serions pas réduits à imiter les Espagnols au Mexique ou à évacuer le pays. Il s'agirait seulement alors de rencontrer quelqu'un qui convint mieux à ces fonctions. Je suis loin de penser que l'on puisse réussir par un système d'extermination. Beaucoup de justice et une grande sévérité envers ceux qui oseraient nous manquer de foi contribueront plus efficacement à ramener la confiance. Attachez-vous à rechercher toutes les causes qui, jusqu'à présent, ont tendu à éloigner ou à donner des sujets de plaintes afin de pouvoir y remédier.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

tion n'ait pas lieu, attendu que je la destine pour être l'habitation du nouvel aga».

En voici une autre du 26, toujours adressée à l'Intendant : « Je vous prie de vouloir bien faire payer à Sidi Hadj Mahidine ben Sidi Ali ben Abbas, quatre mille boudjous, acompte des huit mille qui lui ont été alloués par mon arrêté du 24 courant ».

Deux autres sont encore plus curieuses ; l'une est adressée au grand Prévôt : « Il m'est parvenu des plaintes, lui dit Berthezène le 26, de la part des Maures et des Arabes contre les Juifs. Ceux-ci sont accusés de se permettre des injures contre les premiers, surtout au sujet de la religion. Je vous prie de les prévenir que, si cela arrivait, ils seraient châtiés rigoureusement en place publique. Tout le monde doit jouir d'une égale protection ». Le chef de la nation juive reçut un avertissement semblable.

Mustapha, fils de El Hadj Omar, bey, au général Berthezène

Archives du G. G.
(Dossier spécial)

Oran, le 26 août 1831.

Après beaucoup de salutations,

Nous sommes arrivés à Oran après une traversée de trois jours qui a été très heureuse. Je suis avec le général Faudoas (1) ; il m'a logé dans la maison de Hussein Bey qui est proche de la marine. J'ai écrit des lettres aux chefs des Arabes et ils m'ont répondu d'une manière convenable. Demain, s'il plaît à Dieu, j'irai chez mes amis Bou Alam et El Hadj ben el Kodri ; aujourd'hui, Quedour el Mejahed, caïd de Borjia, est venu loger chez moi et j'espère qu'il n'en résultera que du bien pour vous. Après cette lettre ce que je vous écrirai vous fera plaisir.

Je vous prie d'écrire au général Faudoas qu'il me considère comme un bey par la raison que vous connaissez les Arabes. Le lendemain de notre arrivée, j'ai voulu m'entretenir avec lui des affaires de la ville et il m'a dit qu'il ne me répondrait que lorsque les Touaniah partiraient (peut-être les gens de Tétouan). Je vous prie de lui écrire qu'il me respecte autant que le général Danlion l'a fait à Médéa. Ce n'est pas par orgueil que je vous demande cela, mais pour vous et pour moi il faut que je sois considéré par les gens du pays. Vous savez comment se conduisent les affaires chez les Musulmans et vous connaissez le naturel des Arabes.

(1) *Faudoas-Barbazan* (Paul-Eugène, marquis de), né à St-Domingue, le 18 mai 1788 ; élève à l'école militaire de Fontainebleau, 29 septembre 1803 ; sous-lieutenant au 9^e dragons, 17 mai 1804 ; lieutenant, 9 janvier 1807 ; aide de camp du général Savary, 16 janvier 1807 ; officier d'ordonnance du prince Murat, 6 juillet 1808 ; chef d'escadron, 13 janvier 1811 ; colonel du 3^e lanciers, 25 février 1813 ; mis en non activité, le 18 octobre 1814 ; colonel du 6^e chasseurs à cheval, 26 mars 1815 ; remis en non activité, le 1^{er} août 1815 ; colonel du 3^e chasseurs, 30 juillet 1823 ; maréchal de camp, 22 février 1829 ; chargé du commandement provisoire d'Oran, 10 juillet 1831 ; mis à la disposition du général en chef du corps d'occupation, 18 août 1831 ; commandant une brigade de la garnison de Paris, 29 avril 1833 ; membre du Comité de l'infanterie et de la cavalerie, 24 dé-

Je dois vous apprendre que j'ai l'intention d'envoyer chercher dans les marchés de l'intérieur du pays environ 15.000 mesures (saâ) (1) de blé pour envoyer vendre en Europe afin de couvrir les dépenses que je suis obligé de faire journellement pour les personnes qui m'entourent ; de cette manière (2), vous ne serez pas obligé de payer pour moi ces dépenses. Je vous prie de m'accorder cette permission par écrit et de me l'envoyer dans une lettre adressée au général Faudoas. Il ne reste plus de Musulmans dans la ville qu'environ 200 hommes.

Le 11 de Rébi Aouel 1247. (Le 21 août 1831).

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 4 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

Dans ma dépêche du 29, j'avais l'honneur de vous dire que je porterais mes postes sur la rive gauche de l'oued El Khall, sur la route de Staouéli ; j'ai fait une reconnaissance nouvelle de ces lieux et, n'ayant

cembre 1837 ; lieutenant-général, 1838 ; commandant la 11^e division militaire, 27 octobre 1841 ; décédé à Bordeaux, 13 septembre 1844.

Sa sœur Marie-Charlotte-Félicité de Faudoas-Barbazan avait épousé, le 27 février 1802, le général Savary. (Esquer : *La Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 33).

Il n'est pas sans intérêt de remarquer que le passage du général Faudoas en Algérie, soit à Oran, soit à Alger, ne précéda que de quelques mois la nomination de son beau-frère le duc de Rovigo, et que vraisemblablement il doit y avoir quelque relation entre ces deux faits.

(1) *Saâ*, mesure de capacité en usage dans toute la Régence, mais de contenance variable suivant les provinces. Le Saâ d'Alger équivalait à 60 litres, celui de Bône à un hectolitre. L'exportation des blés par Oran était fort active et laissait à ceux qui se livraient à ce commerce de beaux bénéfices.

(2) Par ce détail — et c'est pour le souligner que nous avons cité cette lettre — le caractère du bey se marque très nettement ; il essaie ainsi de masquer le désir de s'enrichir par la promesse faite à Berthezène de ne pas avoir recours aux subventions françaises. Si, d'ailleurs, on doutait du sentiment qui l'anime, on peut se reporter à d'autres lettres du général Boyer où il est question de son départ et de la vente de sa licence au fils du vice-consul d'Angleterre.

rien trouvé qui répondît à mes vues, j'ai passé sur la rive droite de cette vallée et me suis porté jusqu'à la ferme de Del-Ibrahim (1) que j'avais occupée dans le cours de la dernière campagne.

Je me suis décidé à occuper ce point, quoique un peu loin peut-être, par deux compagnies et à y placer deux pièces de 4 sur la terrasse. En voici la raison : ce poste est excellent, il domine entièrement le pays ; aucune hauteur ne peut servir à l'ennemi pour l'incommoder de ses feux ; étant le dernier point cultivé, il couvre tous les jardins qui s'étendent jusqu'à Alger ; il protège Sidi Khaleff (2) puisqu'il se trouve sur son flanc ; et Aïn Zebogea (la fontaine de l'olivier sauvage), une des sources qui abreuvant Alger, est presque sous le feu de son canon. Ce poste offre encore l'avantage de pouvoir distribuer du terrain à 7 ou 8 colons, parce qu'il paraît que celui de cette ferme appartient au gouvernement et qu'il est de qualité excellente ; l'air y est très bon et l'eau abondante. Enfin, on voit de là Sidi-Ferruch et tout ce qui s'y passe ainsi que le pied des montagnes de l'Ouest jusqu'à Blida.

Pour qu'il soit moins isolé, j'établirai un blockhaus un peu en avant de Aïn el Degega, la fontaine des poules (3), et un autre dans la 1^{re} redoute déjà faite sur la route de Staouéli. L'étymologie du nom de cette fontaine mérite de vous être rapportée : le grand-père de notre aga venait au marché d'Alger et y apportait des poules (ce qui, dans les mœurs de ce peuple, n'a rien de bas) ; les pauvres bêtes avaient soif ; le saint eut pitié d'elles ; il invoqua le nom de Dieu et, après sa prière, il frappa de son bâton la roche d'où jaillit la source

(1) Del Ibrahim était une ferme située sur le plateau qui s'étend au Sud d'El Biar, à 9 kilomètres d'Alger, au point où les marnes Sahéliennes commencent à affleurer. Aujourd'hui, on trouve sur ce même emplacement un village, Dély-Ibrahim, et de fort riches cultures. Le village de Dély-Ibrahim sera fondé sous le duc de Rovigo et on y placera les familles allemandes qui étaient arrivées à Alger en 1831. (Voir sur ces familles allemandes plusieurs lettres de Berthezène citées parmi ces documents).

(2) *Sidi Khalef*, hameau de la commune actuelle de Chéragas, sur le flanc Nord-Ouest du Bouzaréa, à 13 kilomètres d'Alger.

(3) Aïn Zebogea ou plutôt *Aïn Zebouga*. Cette source, située près du lycée actuel de Ben Aknoun, fournissait de l'eau à Alger. Un aqueduc de plusieurs kilomètres, tantôt creusé dans le tuf et traversant dans de longs tunnels les éperons montagneux, tantôt empruntant quelques ponts dont la plupart étaient de construction ancienne, conduisait l'eau à la grande cité. Parmi ces travaux les uns sont antérieurs à la conquête, les autres ont été exécutés depuis. Malheureusement, aujourd'hui, on a été obligé d'abandonner ces eaux pour la consommation des habitants ; elles sont contaminées. On les utilise à l'irrigation des jardins.

d'eau excellente qui sert encore aux besoins d'Alger. Personne ici ne doute de ce miracle.

L'occupation de ces trois points ne pourra pas se faire avant la fin de ce mois, en raison de l'état sanitaire de nos troupes ; car il s'améliore bien lentement et la Maison Carrée et la Ferme Modèle sont toujours également insalubres. Sur 300 hommes du 67^e qui occupaient le dernier point, 50 sont tombés malades dans un jour ; le 30^e compte plus de 54 morts parmi les malades qui en sont revenus et M. le capitaine Sougeon, officier vigoureux, y a été frappé de paralysie sur la langue de sorte qu'il en est resté complètement muet. Ces deux postes seront l'objet d'un rapport particulier.

Nous jouissons toujours du repos le plus parfait ; les voleurs mêmes ont disparu. Les reconnaissances journalières que je fais faire leur ont fait craindre sans doute de tomber dans quelque embuscade et jamais on n'a vu une telle affluence de denrées.

L'aga y a contribué par ses soins et son influence. Il est reparti hier pour aller dans l'Est. Son beau-père, le marabout de Guérémaï, lui fournit mille chevaux. Il voudrait bien se venger de Ben Zamoun qui lui a écrit force injures (1), parce qu'il est passé à notre service, mais les montagnes de Flissah (2) sont si difficiles qu'il n'est guère

(1) *Ben Zamoun* ou El Hadj Mohammed Ben Zamoun était le chef de la tribu des Flissa. Indépendant du dey d'Alger, il fut après la prise de cette ville un des cheikhs les plus en vue de l'ancienne Régence. Tantôt il essaya d'entrer en relations avec les Français et de jouer un rôle politique prépondérant chez les indigènes, tantôt il dirigea les masses des kabyles contre nos troupes dans les environs d'Alger. « Ben Zamoun, dit Pellissier de Reynaud (*Annales Algériennes*, I, p. 100), se mit en relation avec le général de Bourmont. Sa correspondance prouve qu'il avait formé le projet, assez largement conçu, de se créer une position politique élevée en se constituant intermédiaire entre nous et ses compatriotes ». Sous Berthezène, il excita les indigènes à prendre les armes ; après la malheureuse expédition de Médéa, les lignes françaises de l'Harrach furent assaillies par les kabyles de Ben Zamoun, alliés aux Arabes d'Oulid bou Mezrag ; mais cette ruée des ennemis fut repoussée. Sous le duc de Rovigo, ce même cheik essaya d'imposer, au gouvernement français, une sorte d'agha des Arabes, lequel serait nommé par nous dans des conditions telles qu'il aurait été en réalité tout à fait indépendant. Son candidat était Hadj Ali Sidi Saadi, d'une famille de marabouts d'Alger. (Voir Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, lettre XXVIII, p. 76-77).

(2) La confédération kabyle des *Flissa* ou *Iflissène* occupait le massif montagneux au Sud de Dellys et était sous le commandement des Beni Zamoun depuis 1769. Elle contenait 14 arch ou groupes fédérés. Aujourd'hui Iflissène est un douar-commune, qui comprend l'ancien territoire de la tribu. La djemâa de ce douar-commune se compose de 15 membres choisis dans les diverses fractions.

possible d'y pénétrer. Je crains qu'on ne le dégoûte par des tracasseries ; déjà de braves gens de ce pays-ci le font injurier par *le Séma-phore* de Marseille et, comme il est fort répandu dans cette ville, il le sait et il n'est pas assez civilisé pour comprendre qu'il peut être calomnié sans pouvoir faire punir le calomniateur. Je tâche de l'entourer de considérations et d'égards pour lui faire oublier ces contrariétés et l'élever dans l'opinion des Arabes. Ces hommes-là sont très fins et très observateurs, et l'aga perdrait tout pouvoir sur eux du jour où ils croiraient qu'il n'a plus de crédit auprès de celui qui commande ici ; il le sait fort bien lui-même ; aussi est-il vivement peiné lorsque de petits accidents, comme il en arrive plusieurs fois, peuvent y porter atteinte dans l'esprit de ces peuplades.

Pour mon compte, je serais bien fâché que le dégoût l'engageât à se démettre de son emploi. Je serais fort embarrassé pour le remplacer et c'est là ce que certaines gens voudraient.

Toutes ces considérations et les dépenses qu'il est obligé de faire (car, comme au Moyen-Age, il doit héberger et nourrir tous les caïds et cheïks qui viennent le visiter) m'ont engagé à lui assigner un traitement annuel de 12.000 francs au lieu de 6.000, dont jouissait l'ancien aga. Un autre motif m'y a engagé encore : c'est l'espoir que le Trésor n'en supportera pas longtemps la charge. Si son autorité se consolide bien d'ici à l'an prochain, il a le projet de demander aux tribus soumises la dîme de leurs grains et il espère obtenir quelque chose, parce que la loi de Mahomet l'autorise à faire cette demande ; si cela réussissait, le Trésor en retirerait de grands avantages.

Demain, je fais reprendre les travaux topographiques. Je vous prie de me faire envoyer ce qui a été fait, car je n'ai rien, absolument rien.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le général Boyer au général Berthezène

Arch. du G. G. (Dossier spécial)

Oran, le 29 septembre 1831.

Mon Général,

Le Bey de Titteri (1) est parti, il retourne à Alger ; avant son embarquement il a fait un acte à la chancellerie du consulat anglais et a donné procuration à un juif de Gibraltar établi ici, et au fils du sieur Welsford, vice-consul d'Angleterre, pour mettre à exécution l'exportation que vous lui avez accordée de 15.000 mesures de blé pour l'Europe. Pour mon compte particulier, je suis convaincu que le bey de Titteri a vendu sa licence contre argent comptant et qu'ainsi il aura cherché à jouir le plus tôt possible du fruit de votre autorisation. Le lendemain du départ du Bey, le vice-consul anglais se présente chez moi, et, me donnant connaissance de la procuration donnée à

(1) *Mustapha ben El Hadj Omar*, maure d'Alger et négociant, fut nommé bey de Titteri sur la proposition du conseil municipal d'Alger, par arrêté du général Clauzel le 15 novembre 1830. Il fut installé à son poste, le 23 novembre, lors de la première expédition de Médéah et y fut laissé avec une petite garnison française, commandée d'abord par le général Marion, puis par le général Danlion.

Il était parent de Hamden et intime de Bouderbah.

« Ben Omar, dit Pellissier de Reynaud (*Annales Algériennes*, I, p. 161), était « un homme peu capable, surtout peu entreprenant, qui ne sut rien organiser. « Le général Clauzel lui avait prescrit de ne rien changer à l'administration existante, d'agir dans les premiers moments comme un véritable bey turc, mais il « laissa tout se désorganiser. Toute sa sollicitude se réduisait à exercer dans « l'intérieur de la ville quelques actes de basse juridiction et à percevoir des « amendes ». Obligé, par le retrait de la brigade Danlion (le 4 janvier 1831), à s'enfermer dans la ville, il y fut assiégé par les contingents d'Oulid bou Mezrag, fils de l'ancien bey de Titteri. Il demanda des secours à Berthezène et c'est pour le soutenir que fut entreprise la seconde expédition de Médéah. Après le combat du plateau d'Aouara, les troupes françaises, en se retirant, ramenèrent Ben Omar et une partie de la population de Médéah (2 juillet 1831).

Ben Omar se fit envoyer, comme bey, à Oran, sous le général Faudas. On peut juger de son attitude dans cette ville, de ses prétentions politiques et de son esprit mercantile par ses propres lettres et celles du général Boyer que nous citons.

son fils et au juif Lassery, il demande à en faire jouir de suite les nouveaux intéressés ; il prétend que, pour cette exportation dans un des ports de l'Europe, ils ne doivent payer aucun droit de sortie.

Votre autorisation porte : article unique, le Bey de Titteri est autorisé à exporter en Europe 15.000 mesures de blé.

Il n'est pas dit que cette exportation sera exemptée des droits de sortie. Je trouve même qu'au prix où sont ici les blés, la seule autorisation d'exporter est déjà un grand avantage. Je n'ai donc pas autorisé cette exportation exempte des droits de sortie.

Si votre intention est contraire à cette disposition provisoire de ma part, je vous prie de vouloir bien m'en prévenir.

J'ai pris et fait prendre sur le Bey de Titteri tous les renseignements possibles sur ses allures à Oran depuis son arrivée. J'ai su qu'il était ici tout à son affaire de blé, par conséquent plus marchand que dignitaire d'une charge que le général Clauzel lui a conférée sans le connaître et qui est beaucoup au-dessus de ses facultés intellectuelles ; il en a eu cependant assez pour se faire valoir en sots bavardages, en voulant se donner un relief qu'il lui serait impossible de soutenir dans cette province. Les Arabes de la province ont haussé les épaules de mépris devant sa dignité. Ce n'est pas un Maure qu'il leur faut pour les gouverner, ils méprisent tous cette caste qui a perdu toute la valeur qu'elle a déployée jadis en Espagne (1). Cette race est depuis longtemps destinée au commerce ; cette vocation est honorable. Qu'elle y reste attachée, c'est son lot d'aujourd'hui.

J'ai donc vu le Bey de Titteri partir avec plaisir ; il ne pouvait rien faire de bien ici et sa présence y était inutile.

Agréez, Mon Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Lieutenant-Général, Gouverneur de la province d'Oran

Signé : PIERRE BOYER (2).

(1) Nous citons cette lettre du général Boyer et celles qui suivent du même général pour montrer l'opposition très nette du système préconisé par Berthezène à l'égard des Maures et de celui qui cherche à les écarter du pouvoir. S'appuyant sur ce groupe peu nombreux de la population musulmane, groupe méprisé à cause de ses intrigues et de ses pratiques commerciales et malhonnêtes, la politique de Berthezène était évidemment une erreur. Le général Boyer le lui écrit en termes fort catégoriques.

(2) Boyer (Pierre, François, Xavier), né à Belfort, le 7 septembre 1772, volontaire au 1^{er} bataillon de la Côte d'Or, le 24 août 1792 ; capitaine au 1^{er} bataillon du Mont-Terrible, 15 septembre 1793 ; adjudant chef de bataillon, 7 septembre

Le général Boyer au général Berthezène

Arch. du G. G. (Dossier spécial).

Oran, le 30 septembre 1831.

Mon Général,

Depuis mon arrivée à Oran, j'ai employé mon temps à me faire rendre compte de l'état des choses dans cette province et à Oran ; voici ce qui est parvenu à ma connaissance.

Au départ des Tunisiens, le revenu public était nul ; aucun agent du gouvernement n'était là pour s'en emparer. Cet état de choses a changé à l'arrivée des administrateurs des Douanes que vous y avez envoyés ; ils sont aujourd'hui en fonctions et rien n'en trouble le libre exercice.

J'ai vu à mon arrivée le bey de Titteri ; il est effectivement vrai que le général Faudas n'a pas cru devoir utiliser les capacités de ce personnage. En voici la raison : à l'arrivée du Bey, il a formellement demandé au Général de le mettre en possession du logement du Gouverneur à la Cassauba, et de mettre à sa disposition quatre pièces de canon, signe extérieur de la puissance du Bey ; il a eu la modestie de ne pas marcher dans les rues d'Oran en se faisant précéder des queues de cheval. A cela près, il a donné à entendre et même à lire un titre par écrit signé de quelques intrigants algériens comme Bouderbah

1794 ; général de brigade, 29 mars 1801 ; *chef d'état-major de l'armée de St-Domingue*, 20 octobre 1802 ; général de division, 16 février 1814 ; réformé sans traitement, 18 avril 1816 ; *autorisé à passer pour dix ans au service du pacha vice-roi d'Egypte*, 6 octobre 1824 ; admis à la retraite, 9 août 1826 ; remis en activité et nommé commandant d'une division de l'armée d'Afrique, 13 août 1831 ; *commandant le territoire de la ville d'Oran*, 17 août 1831 ; rentré en disponibilité sur sa demande, 28 février 1833 ; inspecteur général de gendarmerie pour 1834 et 1836 ; placé dans la section de réserve du cadre de l'état-major général, 15 août 1839 ; admis à la retraite 30 mai 1848 ; décédé à Paris le 12 juillet 1851. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 62).

Sous le gouvernement du général Clauzel, le général Boyer commanda la division qui marcha sur Médéah (17 novembre - 29 novembre 1830). Il y retourna à la fin de décembre pour ravitailler la petite garnison laissée dans la ville. A Oran, il remplaça le général Faudas et de suite fit peser sur la ville une main de fer. Il devait rester à ce poste sous le commandement du duc de Rovigo. (Voir lettres de ce Gouverneur dans le livre de M. Esquer).

Ben Négro et autres Maures de leur espèce qui tous recommandaient à leurs coreligionnaires le Bey de Titteri, comme un grand personnage, investi de toute votre confiance et destiné à exercer dans tout le beylik d'Oran la charge de Bey. Le général Faudoa, investi par le Roi de la dignité de Gouverneur, n'a pas cru devoir s'humilier devant un Maure. Je trouve qu'il a bien fait ; mon caractère naturel m'a porté à en agir avec lui comme mon prédécesseur. Je lui ai dit naïvement : « Il n'y a ici de bey que moi ; je n'ai pas besoin de vous, votre race est ici considérée comme des marchands. Usez-en dans ce genre comme vous entendrez, mais ne vous mêlez pas de gouvernement ». En un mot, je lui ai fait comprendre ce que le gouvernement de la République de Venise disait de son temps à tout étranger : « Poco di Dio, niente del Governo ». Mustapha m'a compris et il est averti ; c'est ici le cas, mon Général, de vous observer que, si nous voulons gouverner et en imposer aux populations de la Régence, il faut agir par nos moyens et ne pas chercher des auxiliaires dans la race méprisée, je dirai même méprisable, (des Maures) ; car le Bey de Titteri est un être nul, pour ne pas dire plus.

Je comptais d'après les Instructions que vous m'avez données à Alger trouver ici un officier de la brigade topographique. Il n'y en a pas. Je ne puis donc protéger et assurer les renseignements que vous me chargez de me procurer sur la force des peuplades qui sont sur la route d'Oran à Alger, de même que sur celle des populations de la province dont le gouvernement m'est confié. Je sais qu'une députation mendrée et organisée en comité de Bouderbah et compagnie vous est arrivée dans le temps de Mostaganem, avec prière de leur envoyer un Bey maure. A cela je prendrai la liberté de vous observer si les habitants maures de cet endroit avaient mission de toute la province pour vous faire une semblable demande, s'il est bien vrai et reconnu utile aux intérêts du conquérant d'adjoindre au gouvernement du pays la fraction la plus minime de la population, tandis qu'il m'est démontré que les Maures ne sont aujourd'hui que des marchands qu'il est important de maintenir dans leur sphère, que ce Bey de Titteri, avant sa nomination, n'était autre chose à Alger qu'un agent qui veillait au mesurage des blés qui arrivaient au marché, qu'avant d'avoir cette place, il était allé à Livourne où il avait fait banqueroute ; il diffère en cela avec Bouderbah, que Mustapha peut avoir été forcé à ce malheur par des entreprises mal secondées, mais Bouderbah a volé frauduleusement la fortune de nos compatriotes marseillais et la fatalité qui lui permit d'enlever la propriété des Français le força par des

vents contraires à rentrer dans le même port, livrant à ses victimes et à la justice celui qui voulait les voler aussi impunément. Ce fait est avéré de tout Marseille. J'ai cru devoir, mon Général, vous en faire part afin que, prévenu sur le compte de cet homme, vous ne lui accordiez pas votre confiance. J'ai parlé sur son compte au Ministre de la Guerre dans les mêmes termes.

Je reviens à Mostaganem ; là est un fort occupé par 1.200 Turcs et Couroulis, ils s'y conduisent bien, j'en suis fort content ; ils résistent à toutes les insinuations de El Hamery, le lieutenant de l'Empereur de Marok ; ils résistent aux attaques journalières des Maures et des Arabes qui veulent avoir ce poste militaire, mais ils ne l'auront pas. Les Turcs ne sont pas d'humeur à le leur céder ; nous sommes trop heureux et ce dans nos intérêts, que ces milices gardent avec soin ces forts. Que leur arriverait-il si elles consentaient à en sortir ? Le sort de 150 de leurs compatriotes qui occupaient la petite cassauba de Mascara les attend : trop confiants dans la parole des Arabes, ils ont évacué et ont été massacrés. Ce fait a eu lieu dans les premiers jours de la conquête d'Alger ; cet événement nous servira et je suis assuré d'avance que les Turcs et Couroulis ne remettront les forts qu'ils occupent qu'à des forces françaises lorsque l'opportunité dictera la mesure d'aller les occuper.

Agréez, mon Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Lieutenant-Général,
Signé : PIERRE BOYER.

Le général Boyer au général Berthezène

Arch. du G. G. (Dossier spécial)

Oran, le 24 octobre 1831.

Mon Général,

Je vais vous entretenir d'une affaire sérieuse entre le vice-consul d'Angleterre et le sieur Ange Hammar, chef élu de la nation juive à Oran. Je ne vous importunerai pas de l'inimitié qui a lieu entre ces deux individus, si le Sr Welsford vice-consul ne l'avait pas évoquée devant moi ; il s'agit d'un homme public européen, de sa réputation

et de son honneur ; je n'ai donc pas dû hésiter à vous adresser toutes les pièces y relatives. Voici le fait.

Ange Hammar est un Juif d'Oran fort intelligent, que le Bey Hassan avait choisi pour administrateur du beylik d'Oran. Ce personnage jouissait de toute la confiance du bey ; il fut même choisi par lui pour être chargé le premier d'aller près du Maréchal de Bourmont traiter des intérêts de la province, lorsque la première nouvelle de la soumission d'Alger parvint à Oran.

Dans les nombreuses vicissitudes et occupations d'Oran, eut lieu la première évacuation, par suite de laquelle les Français firent sauter le fort de Mers-el-Kébir. Le colonel du 21^e régiment qui opéra cette disposition écrivit avant son évacuation au vice-consul anglais pour lui offrir asile à lui et à sa famille sur les vaisseaux français, dans le cas où il supposerait que la retraite des troupes de S.M. pourrait l'inquiéter ainsi que sa famille. Un avis de cette nature fit penser au vice-consul que la retraite et l'évacuation d'Oran ne pouvait être que le résultat de l'apparition d'une flotte anglaise devant Alger, qui aurait forcé le général en chef à évacuer et à rappeler à lui tous les détachements de son armée pour rentrer en France. Il conçoit de suite que sa pensée est un fait ; il court chez le Bey et lui annonce cette grande nouvelle.. En même temps on rendait compte au bey que les Français avaient évacué le fort de Saint-Grégoire et que l'on entendait de fortes détonations de Mers-el-Kébir ; le sieur Welsford, pour donner plus d'emphase à sa grande nouvelle, se précipita aux pieds du bey, lui baisa les mains et, exaltant l'Angleterre pour le grand service qu'elle venait de rendre à la Régence, il produisit effectivement l'effet qu'il attendait de sa comédie. Le Bey et ses Turcs le félicitèrent ; pour lui témoigner sa gratitude, Hassan Bey lui accorda de suite un chargement de 2.000 fanègues de blé et 2.000 d'orge ; il adressa à sa femme une paire de boucles d'oreille en diamants et à chacun de ses enfants il fit compter 200 piastres fortes d'Espagne.

Dans ce même moment d'enthousiasme des Turcs, les familles juives crurent que les milices algériennes se précipiteraient sur elles et les massacraient ; bon nombre d'elles cherchèrent un refuge dans la maison du vice-consul de cette nation ; elle leur fut ouverte. Parmi les Israélites qui allèrent se mettre sous la protection du pavillon britannique fut Ange Hammar, sa femme et ses enfants. L'épouse d'Hammar avait un écrin renfermant quelques parures en diamants ; sa valeur peut être évaluée à 12.000 francs. La dame Hammar pria le consul de les lui cacher et sauver ; après le danger, toutes les famil-

les juives rentrèrent chez elles, celle d'Hammar en fit autant ; mais, lorsque l'épouse réclama ses diamants, le vice-consul lui répondit : « Je vous ai sauvé la vie, je garde l'écrin ». Ce qu'il fit effectivement, il ne le nie pas, comme vous le verrez par le procès-verbal ci-joint, dressé par le chef d'Etat-Major à la demande du sieur Welsford.

D'après tout cet informé, il résulte qu'Hammar et sa femme certifient que les diamants leur sont iniquement enlevés par le vice-consul d'Angleterre ; celui-ci produit des témoins qui affirment que les diamants lui ont été donnés pour salaire de l'hospitalité. Dans les témoins du vice-consul figure son interprète, Judas Sabach, juif d'Oran, qui dans un fait antérieur à celui-ci a fait faux témoignage en présence de Kereddin et du colonel Lefol.

Hammar réclame la justice des tribunaux, le vice-consul Welsford son consul général ; je ne puis donc mieux faire que de vous adresser les pièces, en vous priant d'en faire l'usage que vous croirez bon.

Hammar est un homme plein d'intelligence et de dévouement aux Français ; il jouit dans cette ville de tout le respect de sa nation ; par son influence, il a organisé une garde nationale armée à ses frais et qui contribue dans les occasions à la défense et à la police. Lorsque le Génie a besoin de corvées extraordinaires pour ses travaux, Hammar lui fournit jusqu'à 200 hommes par jour ; tous travaillent avec gaîté et sans rétributions. Hammar est l'homme qu'il conviendra de consulter par le Domaine pour décider des propriétés du Domaine qui ont été achetées par le Consul d'Angleterre et son fils, de même que par quelques autres Juifs sous la protection spéciale de l'Angleterre.

Les antécédents d'Hammar sous Hassan Bey ont été tels qu'aujourd'hui aucun chef arabe ne viendrait en ville sans la certitude de la protection d'Hammar en sa faveur.

Le vice-consul Welsford prétend que le bey Hassan a voulu tuer Hammar et le faire massacrer par les siens. Je vous adresse une attestation signée par le Kasnadar du Bey et ce sous serment et en présence du cadî ; elle constate que le fait est faux ; personne ne peut mieux qu'un kasnadar valider une assertion de ce genre ; il ne quitte jamais son maître et, comme son trésorier, il couche toujours dans la même maison.

Agréé, mon Général, l'assurance de ma haute considération.

Le Lieutenant-Général,
PIERRE BOYER.

VIII. — AFFAIRES MILITAIRES

Rapport sur les opérations du bataillon pendant la dernière expédition (1).

Arch. du G. G. — E, 24².

Alger, le 8 juillet 1831.

25 juin, 4 heures du soir. — Le bataillon, fort de 346 Français et 200 zouaves, formé en 6 compagnies à 2 officiers, se met en route. Il prend place après le 28^e de ligne. A 7 heures, il arrive au delà de l'oued el Kermous et campe en 2^e ligne derrière le 28^e.

26 juin, 3 heures du matin. — Départ. Grand'halte au delà des ponts de Boufarik. Départ à 4 heures après midi. La chaleur et la fatigue font jalonner la route par un grand nombre de traînards de tous les corps. Les hommes du bataillon résistent à ce funeste exemple. Un très petit nombre reste en arrière par absence totale de force ; un d'entre eux meurt sur la route. On va bivouaquer sur la route à hauteur de Belida.

27 juin, 3 heures du matin. — Départ. Passage de la Schiffa. Bivouac aux oliviers derrière la ferme de l'aga. Un homme se brûle la cervelle de désespoir de ne pouvoir suivre. 15 Français et 4 zouaves restent malades à la ferme.

(1) Ce rapport du chef de bataillon Duvivier précise certains détails de la marche de la colonne expéditionnaire sur Médéah ; il donne notamment de nombreux renseignements sur le combat d'Aouara et sur la retraite des troupes françaises. De plus, comme Duvivier commandait le bataillon composé de quatre compagnies du 67^e et de deux compagnies de zouaves, il montre quelle fut la bravoure de ces contingents de formation récente : le désastre fut évité grâce à eux. D'autre part, il n'est pas sans intérêt de comparer ce récit à ceux que l'on trouve dans les papiers de Berthezène sur la 1^{re} expédition de Médéah commandée par Clauzel : il en est deux, l'un du colonel Reveu, publié par nous dans notre étude sur Clauzel (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1904), et l'autre inédit de Mac-Mahon. Pour toutes ces raisons nous donnons ici ce rapport, bien que nous nous abstenions de publier les nombreuses lettres qui sont contenues dans les papiers de Berthezène sur les événements militaires de cette époque.

28 juin, 3 heures du matin. — Départ. A 9 heures, on passe le col de Téniah. On veut faire une grande halte à un quart de lieue au-delà ; le manque d'eau empêche d'y rester. On va bivouaquer sous les oliviers sur la rive droite de la Schiffa supérieure.

29 juin, 3 heures du matin. — Départ. A 11 heures on campe auprès de Médéah ; on couvre la gauche de la ligne.

30 juin. — Repos.

1^{er} juillet, 3 heures du matin. — Départ pour brûler la tribu des Riga (1), le 28^e en tête, le bataillon expéditionnaire ensuite ; l'artillerie et quelques bagages marchent après.

La colonne franchit un ruisseau et gravit la montagne en avant que quelques tirailleurs font facilement évacuer. Elle continue sa route. Au moment où la tête de cette colonne atteint le plateau A (2) et B, l'artillerie et les bagages sont attaqués à la queue et demandent du secours. C'étaient les Kabyles qui regravissaient par le contrefort P. P. et attaquaient par cette direction se portant sur les monticules S. et T. Le chef de bataillon expéditionnaire conduit immédiatement contre eux la seconde compagnie de zouaves du capitaine *Fournier*, qui reprend le petit mamelon et dégage entièrement l'artillerie et le flanc de la route. Les Kabyles perdent quelques hommes et se rejettent dans la vallée.

Les zouaves, *isolément*, s'engageant plus que ne désire le chef de bataillon qui craint de retarder la marche de la colonne, sont relevés par la 2^e compagnie de voltigeurs, capitaine de *Lamoricière* et soutenus à distance par la 1/2 compagnie de grenadiers capitaine *Duhamel*. Le 28^e s'arrête au plateau A, le bataillon expéditionnaire au plateau B, sauf les compagnies de flanqueurs ci-dessus qui se sont approchées

(1) Les *Riga* ou *Righa* étaient une tribu berbère fort turbulente. Originaires du beylik de Constantine, ils s'étaient établis près de Médéah et de Miliana. Les *Righas* des environs de ces deux villes ne faisaient autrefois qu'une seule tribu, dont les éléments se séparèrent à la suite de dissentiments remontant à plusieurs siècles. Les *Righas* de Médéah furent les premiers en présence des Français et leur livrèrent de durs combats. Puis, ce fut le tour de ceux de Miliana en 1842. Dans cette dernière tribu se recrutèrent les fauteurs des troubles de Margueritte en 1900. Voir Jenoudet, *Monographie de la tribu des Righas* (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1900, I, p. 39 à 45), et commandant Rinn, *les Riga d'Adélia* (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger*, 1900, II, p. 196 à 200). Bien que ces deux articles traitent des *Righas* de Miliana, ils donnent des détails sur les mœurs belliqueuses et le fanatisme des indigènes de la tribu entière.

(2) Voir le croquis dressé par Duvivier et que nous reproduisons.

des points C et D, qui y tiraillent et que le chef de bataillon va rechercher.

Les Kabyles sont assez nombreux. Ils traversent la vallée au pont, se groupent tous avec leurs femmes sur la route de Miliana, au plateau E et F et garnissent de tirailleurs le revers très raide qui s'étend de D en G et H.

Le chef de bataillon reçoit l'ordre de faire couvrir par une compagnie le grand Prévôt qui va brûler la vallée. Il demande où sont les maisons à brûler ; l'arabe, qui conduit la garde de l'aga, les lui indique où les représente le croquis ci-joint. Le chef de bataillon prend immédiatement le parti suivant :

La compagnie Lamoricière descendra dans la vallée, couvrira l'aga, fusillera de revers la pente G et H, si quelqu'un y reste.

Les deux compagnies Duhamel et Picouveau enlèveront le plateau E et F, sur lequel le chef de bataillon les conduira.

Il fait immédiatement commencer le mouvement qui s'exécute bien, la compagnie Picouveau en tirailleurs en tête, la compagnie Duhamel en réserve à 150 pas. Il envoie aussi ordre à la compagnie Raphel, encore en B, de se rapprocher rapidement pour rester très en réserve et être employée au besoin. Les voltigeurs (Picouveau) enlèvent le plateau E au pas de charge et l'arme au bras sans hésitation. On est bientôt en ligne de tirailleurs le long du pli I L, la compagnie Duhamel en réserve à la coupure, la compagnie Raphel arrivant vers O, la compagnie Lamoricière dans la vallée près du pont. Les Kabyles se sont retirés de l'autre côté I L vers un petit bois. Le chef de bataillon, pour ne pas outrepasser ses ordres, fait faire halte. Son but est de tenir là la position I L, pendant une heure ou deux, de donner le temps de brûler toute la vallée dans laquelle il aperçoit que l'aga n'est pas encore descendu, de tenter avec la compagnie Raphel une manœuvre sur le derrière des Kabyles par le revers X Z, mais à cet instant même il reçoit l'ordre de se retirer. Ce fut un malheur : les Kabyles avaient là leurs femmes et leurs enfants. Deux pièces de montagne, les cavaliers zouaves, une poursuite vive encore pendant quelques heures, leur eussent causé de grandes pertes.

Le chef de bataillon fit exécuter sa retraite immédiatement par lignes de tirailleurs se relevant successivement et ayant toujours quelque réserve pleine en arrière ; les hommes l'exécutent bien. La compagnie Raphel était déjà rentrée en ligne sur le plateau E, la compagnie Lamoricière, rappelée de la vallée, fait sa jonction vers S. Le chef de bataillon l'envoie immédiatement vers l'extrême gauche s'op-

poser à un mouvement de flanc que commencent les Kabyles et un instant après il y conduit la compagnie Raphel. Les deux compagnies Picoulean et Duhamel sont en bon ordre et ont déjà à ce moment dépassé la coupure S.

Un obusier de campagne, placé en E, tire à toute volée contre les groupes de Kabyles qui se ramassent sur le plateau L. Ces projectiles arrivent à peine. Pendant que le chef de bataillon conduit du monde à l'extrême gauche et que les deux compagnies Picoulean et Duhamel se portent vers le plateau D, une grande quantité de Kabyles se glissent le long du revers G H, remontent la vallée et se précipitent sur la pièce qui est forcée de tirer à mitraille. Le capitaine du 1^{er} bataillon de zouaves se jette à son secours à la tête de la première compagnie de zouaves avec tant de rapidité que les Kabyles n'ont d'autre salut que de se coucher à plat ventre sous les broussailles ; ils se trouvent trop près pour fuir. On ignore leur présence pendant un instant.

Le capitaine Poulle, qui descend avec cinq ou six hommes seulement, se trouve au milieu d'eux, ce qui occasionne une fusillade assez vive. Mais les zouaves se précipitent contre eux, leur font éprouver des pertes et dans un instant le haut de la vallée est vide de Kabyles.

Toutes les compagnies engagées reprennent position sur le plateau C.D.R. ; les tiraileries cessent.

Dans cette affaire les compagnies françaises eurent un sergent tué et 13 hommes blessés ; les compagnies de zouaves eurent un blessé, tous furent rapportés.

Le capitaine Duhamel eut son habit percé d'une balle qui lui fit une forte contusion à la cuisse, ce qui le gêna beaucoup pour marcher.

Les hommes montrèrent beaucoup de courage et beaucoup de confiance ; plusieurs se firent remarquer par leur audace et leur sang-froid.

(Suivent plusieurs citations de voltigeurs, de grenadiers et de zouaves.)

Deux heures après, la colonne dut se remettre en marche pour regagner Médéah. Le bataillon expéditionnaire marche le premier, suivi par le 28^e qui soutient la retraite ; les plateaux D et R s'évacuent homme par homme pour cacher pendant quelque temps le mouvement à l'ennemi. La compagnie zouave capitaine Poulle dut filer par les crêtes G.T.S. pour flanquer la marche ; elle s'en acquitta avec ordre et bravoure, couvrit toujours très bien le 67^e qui n'eut nullement à souffrir des Kabyles, qui voulaient le prendre en flanc mais qui furent toujours rejetés à distance. Une balle perça de part



Croquis pour l'assiette de Régie

Régie à Medea

le chef de bureau Zouar...

Zouar



en part le schako de l'adjudant-major M. Demoyen, qui s'était toujours trouvé dans le feu depuis le commencement, communiquant avec intelligence les ordres donnés.

Le soir on occupa l'ancien camp de Médéah ; ce jour était celui de la formation du 67^e de ligne. Les soldats, à qui on l'avait fait remarquer, voulurent l'installer honorablement ; ils tinrent leurs promesses.

2 juillet, 5 heures du soir. — L'armée se met en marche pour Alger, la première brigade en tête, le bataillon d'expédition en avant des équipages. Le soir on bivouaqua sous les oliviers sur la Schiffa supérieure, n'ayant perdu personne.

3 juillet, minuit. — Le bataillon part. La première brigade était en tête, puis les blessés et les équipages, le bataillon d'expédition et le 28^e.

Le chef de bataillon fait border la haie autour des blessés par la compagnie de grenadiers Raphel (1). La marche est sans accident jusqu'à trois heures du matin au pied du col. Tout à coup, les cris de *en avant l'infanterie, les blessés sont taillés en pièces, le convoi est coupé*, se font entendre. Le convoi s'arrête ; la gendarmerie qui l'escorte rétrograde. Le chef de bataillon juge que c'est une terreur panique parce qu'il n'a entendu ni cris de Bédouins, ni leurs coups de fusil, et qu'il compte sur sa première compagnie pour défendre les blessés ; il met cependant pied à terre, se faufile en avant avec deux compagnies, gagne la tête du convoi d'équipage, ne voit rien qui lui indique qu'il y ait eu une attaque, remet le convoi en marche et se fait précéder par une petite avant-garde parce qu'il ne peut attendre les blessés qui avaient passé depuis longtemps en grande sûreté. On reconnaît les postes du 20^e et l'on gagne sans perte aucune le plateau du col de Ténia.

Le bataillon attend deux heures pour laisser écouler les bagages. Au moment de se mettre en route, on crie au secours pour une compagnie du 20^e acculée à une pente sans retraite à la gauche du col.

Le chef du bataillon y monte, y lance la compagnie de voltigeurs Lamoricière ; en un instant plusieurs Kabyles sont tués et la compagnie du 20^e dégagée. Pendant ce temps, tout le bataillon expéditionnaire, les zouaves et le 28^e avaient descendu le col et filé sur la route.

(1) *Raphel*, officier de l'armée d'Afrique dont la brillante carrière fut brusquement interrompue par la mort, le 10 novembre 1839, au cours d'une attaque du camp d'El-Allaïg. Il commandait alors le camp avancé de la défense de Blida et il tomba bravement en chargeant avec 30 chasseurs français un parti de 300 Hadjoutes. (Voir Trumelet : *Blida*, p. 712 et suivantes).

Le chef de bataillon avec la compagnie Lamoricière (1) par la contre-pente rejoint la route, ordonne à la compagnie de se hâter et de sa personne rejoint assez loin son bataillon. Remarquant quelque mouvement à la queue, il arrête son bataillon et veut le mettre en position sur un mamelon. Un ordre lui est transmis de marcher. Il continue et, voyant qu'il fallait absolument soutenir la queue de la colonne, il prend position sur un petit plateau. Les zouaves compagnie Poulle garnissent toute l'arête à gauche ; les zouaves compagnie Fournier garnissent le plateau escarpé à droite. Les trois compagnies françaises, formées sur deux rangs et très faibles, vu les blessés et les hommes de corvée, se forment en échiquier au centre du plateau. En un instant, toute l'armée a dépassé et, derrière ces troupes, une partie se forme en masse confuse vers A (2), les Kabyles n'étaient encore qu'en B sans flanqueurs et l'on y voyait plusieurs chevaux. L'intention du chef de bataillon était d'attendre sans tirer que la tête ennemie fut en D sur le ruisseau, de faire feu alors dans l'espoir de tuer quelques chevaux qui eussent encombré le défilé et de charger rapidement avec deux compagnies et les Arabes de gauche, laissant une troisième compagnie et les Arabes de droite en position pour faire réserve. Mais il en était décidé autrement ; tout à coup, un porte-drapeau (on le croit du 20^e) se porte en avant de lui-même en criant *à moi*, fait battre la charge ; une masse confuse le suit, désorganise en partie les faibles compagnies du 67^e. Le feu commence de tous côtés en pure perte contre un ennemi encore trop loin. L'élan factice de cette masse expire bientôt ; on s'arrête près du ruisseau au coude de la route, on rétrograde ; il n'y reste plus que quelques officiers et quelques hommes, presque

(1) *Lamoricière* (Christophe, Léon-Louis Juchault de), né à Nantes le 5 février 1806, mort à Prouzel (Somme) le 11 septembre 1865. Elève de l'école Polytechnique, il s'y lia avec les Saint-Simoniens. Lieutenant du génie en 1828, il fut envoyé en Algérie dès 1830, y organisa le premier bureau arabe et contribua à la formation de régiments de zouaves. Maréchal de camp en 1840 (21 juin), il devint, à partir de 1841, un des lieutenants les plus actifs et les plus heureux de Bugeaud. Général de division en avril 1843, il fut placé à la tête de la province d'Oran où il mena la lutte contre Abd-el-Kader. Il prit avec le duc d'Aumale la smala (16 mai 1843), battit les Marocains à Lalla-Marnia (10 mai 1844), participa à la soumission d'Abd-el-Kader en 1847. Depuis l'année 1846, il était député ; il fut désormais mêlé aux affaires politiques. Son rôle africain était à peu près terminé. (Voir L. Keller : *Le général de Lamoricière*, et notre thèse sur *La colonisation militaire sous Bugeaud*).

(2) Un second croquis devait être joint au rapport de Duvivier ; malgré nos recherches, nous n'avons pas pu le découvrir.

tous du bataillon d'expédition. Force leur est de penser à leur sûreté ; ils rétrogradent. Le capitaine Poulle et ses zouaves suit à mi-côte et, flanquant la route, rend de grands services. Le chef de bataillon et le capitaine Duhamel rallient une douzaine d'hommes du 67^e autour d'eux et envoient ce qu'ils peuvent sur la pente supérieure : ils cherchent à regagner un peu sur la colonne pour arrêter ce qu'ils pourront et renvoient encore sur les hauteurs tous les volontaires et les zouaves qu'ils rencontrent. Dans toutes ces circonstances, la constance et la bonne volonté de ces hommes fut admirable. Harassés de fatigue, aucun ne refusa de gravir ces pentes ardues et qui les mettait bien en retard sur le gros de la colonne. On continue à descendre jusqu'à cette masse énorme formée au bas ; là se trouve par bonheur, sur la droite de la route, la compagnie Raphel qui, ayant escorté les blessés, avait passé auparavant, s'était formée et avait arrêté les fuyards ; le chef de bataillon s'en sert aussitôt pour faire arrière-garde, mais à peine a-t-il fait faire par peloton à gauche pour faire face à l'ennemi que les fuyards, jusqu'alors arrêtés, se précipitent et rompent cette faible compagnie. La conséquence heureusement n'est pas dangereuse : les hommes ne perdent pas courage, se placent en tirailleurs et, en un instant, il y a trois hommes blessés par les Kabyles qui sont presque à bout portant derrière les oliviers et qui descendent par le ravin. Le chef de bataillon fit avec peine aider à emporter les blessés par des fuyards qu'il atteignit. Enfin on se reforme dans la plaine et la poursuite est finie.

Dans ces actions, les zouaves montrèrent un courage extraordinaire. Aucun d'eux n'eut jamais l'idée de courir et d'avoir peur. Les Français habillés en zouaves rivalisèrent avec eux. Les soldats du 67^e, quoique dispersés par les circonstances, montrèrent toujours une bonne volonté et une obéissance bien louables.

Cette retraite coûta 6 morts et 9 blessés au 67^e, 4 morts et 5 blessés aux zouaves, en tout 10 morts et 14 blessés. Il y avait quelques égarés qui rejoignirent successivement. A cinq heures on se remit en colonne serrée derrière l'intervalle des 28^e et 15^e.

4 juillet. — A minuit, passage de la Schiffa ; à 9 heures du matin, arrivée à Boufarik. Le bataillon d'expédition garnit le ruisseau qui couvre le derrière de l'armée.

A onze heures, on se remet en marche en échelons à cent pas. Le bataillon forme l'échelon de droite.

A 7 heures, arrivée à l'ancien bivouac du ruisseau d'El Kermous.

5 juillet. — Départ à six heures du matin. Un zouave arabe se blessa à la main en faisant partir son fusil par imprudence. A 10 heures, rentrée au cantonnement.

Dans toute cette retraite les zouaves arabes eurent toujours du cœur indépendamment de ce que firent leurs officiers, parce qu'ils sont plus habitués à ne compter que sur eux-mêmes.

Les soldats du 67^e montrèrent de l'élan et de l'obéissance ; mais le chef de bataillon adresse de grands remerciements à ses six capitaines qui furent toujours attentifs à guider les soldats par la main et à ne les laisser jamais livrés à eux-mêmes. C'est ce zèle continu qui fait leur principal mérite, car la bravoure chez un officier ne peut jamais étonner. Aussi il les cite tous les six. Ce sont :

MM. Raphel, 1^{er} Grenadiers,
Picouleau, 1^{er} Voltigeurs (déjà décoré),
Duhamel, 2^e Grenadiers,
De Lamoricière, 2^e Voltigeurs,
Poulle, 1^{re} compagnie de Zouaves,
Fournier, 2^e compagnie de Zouaves.

Il y joint surtout le nom de M. Demoyen, adjudant-major, qui, n'étant pas annexé à une seule compagnie, s'est trouvé à toutes et a rendu de grands services. (Suivent des propositions pour les soldats).

Mustapha Pacha, le 8 juillet 1831.

Signé : DUVIVIER (1).

(1) *Duvivier* (Franciade, Fleurus), né à Rouen le 7 juillet 1794 ; élève à l'Ecole Polytechnique, 29 septembre 1812 ; sous-lieutenant élève à l'école de Metz, 22 octobre 1814 ; lieutenant en second au 2^e régiment du génie, 2 avril 1817 ; lieutenant en 1^{er}, 18 février 1818 ; capitaine en 2^e, 18 décembre 1822 ; *chef de bataillon au 2^e régiment de zouaves*, 27 septembre 1830 ; au 15^e de ligne, 25 janvier 1833 ; commandant supérieur de la place de Bougie, 7 octobre 1833 ; lieutenant-colonel de la Légion étrangère, 27 mars 1834 ; commandant les spahis réguliers et auxiliaires de Bône, 26 octobre 1835 ; commandant supérieur de Guelma, 27 décembre 1836 ; colonel d'un 12^e d'infanterie légère, 5 janvier 1837 ; maréchal de camp, commandant une brigade de l'armée d'Afrique, 15 septembre 1839 ; commandant la province de Titteri, 24 mars 1845 ; mis à la disposition du Ministre de la Marine pour commander l'expédition projetée contre Madagascar, 9 décembre 1845 ; rentré en disponibilité, 1^{er} mars 1846 ; chargé par le gouvernement provisoire de l'organisation de la garde nationale, mobilisé et nommé au commandement de la place de Paris et du département de la Seine, 26 février 1848 ; commandant le département de la Seine et la place de Paris, 2 mai 1848 ; décédé à Paris, le 7 juillet 1848 des suites de blessures devant les barricades. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 214-215).

IX. — AFFAIRES DIVERSES

Le commandant Cosmao au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 14⁸.

Alger, le 5 juillet 1831.

Général,

Le brig le *Voltigeur* qui était chargé de surveiller et de protéger la pêche du corail sur les côtes de nos concessions vient de rentrer à Alger, après une croisière de deux mois et demi. C'est actuellement le brig le *Cygne* qui continue cette mission.

Comme je pense que vous devez désirer connaître les détails relatifs à cette pêche, j'ai l'honneur de vous transmettre ceux qui m'ont été donnés par le Commandant du brig le *Voltigeur*.

Jusqu'au moment où le *Voltigeur* a quitté les parages de sa croisière, 170 bateaux y étaient occupés de la pêche du corail. Ce nombre se compose de 106 Napolitains, 57 Toscans, 5 Sardes et 2 Français.

Ces bateaux ont été visités et aucun n'a été trouvé en contravention aux mesures prescrites ; ceux qui n'avaient pas encore pu recevoir une patente signée de notre consul à Tunis avaient un permis provisoire qu'ils devaient échanger contre la patente au fur et à mesure de leur retour à Tabarke où ils tiennent leurs approvisionnements.

La pêche s'est faite entre Bône et Tabarke ; mais, tout récemment, les corailleurs se sont transportés devant Djidjelli où le corail a été trouvé en assez grande abondance.

Le Commandant du *Voltigeur* me fait observer qu'en raison de la grande dispersion des bateaux pêcheurs, un seul bâtiment ne suffit pas pour les surveiller ; je le pense et aussi je demande au Ministre de la Marine une petite goélette pour l'adjoindre à cette croisière ; mais, en attendant la réponse à cette demande, je crois qu'il convien-

drait d'y envoyer le chebeck le *Bédouin*, si vous pensez que ce bâtiment ne sera pas utile de quelque temps pour un autre service.

Le Commandant de la Station Navale d'Alger,

Signé : COSMAO.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 23 juillet 1831.

Monsieur le Maréchal,

J'ai eu quelquefois l'occasion de vous parler des abus qui existent dans l'administration des Douanes. C'est un personnel à changer complètement. Le Directeur, M. d'Escalonne, est un homme taré qui doit à tous les négociants et qui par suite n'est pas libre dans ses actions envers eux : de là naissent toutes sortes d'abus préjudiciables au Trésor et qu'il importe de faire cesser ; je vous prie en conséquence d'avoir la bonté de le faire remplacer.

J'ajouterai que c'est le chef de la clique C... (1) et que ses intrigues continuelles tendent à entraver le service.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G.G. — E, 11¹.

Alger, le 30 juillet 1831.

Monsieur le Maréchal,

Ce pays ne plaît en aucune manière aux troupes qui sont restées après la conquête et particulièrement à MM. les officiers ; quoiqu'ils

(1) Il s'agit ici de Clauzel.

soient réservés sur ce point, leur dégoût n'en perce pas moins et arrive jusques aux soldats. Je pense donc qu'il serait utile de fixer en principe le temps que doivent y rester les régiments ; une fois ce terme fixé, chacun prendrait son parti et ferait journellement le décompte du temps qu'il doit y rester encore. Il me semble que trois ans devrait être le terme le plus long qu'on pourrait leur assigner. (1)

Signé : BERTHEZÈNE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³.

Paris, le 14 août 1831.

Général,

Les motifs sur lesquels vous fondez la demande de changement total du personnel de l'Administration des Douanes à Alger me semblent assez graves pour me porter à l'adoption de cette mesure. Je crois toutefois me concerter préalablement à ce sujet avec le Ministre des Finances. Je vous ferai connaître ultérieurement les dispositions qui auront été adoptées pour remédier aux abus que vous me signalez dans une de vos dépêches du 23 juillet.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

(1) Dans le chapitre III de son livre *Dix-huit mois en Afrique*, Berthezène écrit : « Après l'expédition de Médéah, les corps de l'armée d'Afrique avaient successivement quitté ce pays, à l'exception de quatre régiments destinés à y rester. Cette désignation, quoique faite par le sort, ne leur en était pas moins pénible et le dégoût violent que leur inspirait le séjour de l'Afrique ressemblait beaucoup à la nostalgie.

« Au regret de rester dans un pays qui n'offre en réalité ni agrément, ni distraction au soldat, se joignait le sentiment des privations qu'il devait y supporter ; encore alors il était disséminé dans des maisons isolées, tombant en ruines et couché sur la terre, sans lit, sans matelas et sans paille.

« Il n'était point au pouvoir de l'administration nouvelle d'améliorer cet ordre de choses, car il n'y avait plus ni toiles, ni laines dans les magasins et le pays n'offrait aucune ressource dont on put tirer parti ».

Berthezène obtint d'ailleurs du Ministre que les corps qui avaient fait campagne rentreraient en France dans le courant de l'année et il dépeint la joie des soldats à cette nouvelle.

Le général Berthezène au Ministre de la Guerre

Arch. du G. G. — E, 11¹.

Alger, le 18 septembre 1831.

Monsieur le Maréchal,

L'augmentation de la population européenne dans cette ville et conséquemment d'hommes turbulents et mauvais sujets me fait sentir, tous les jours davantage, le besoin d'un commissaire de police fort et capable.

M. Mendiri, malgré son zèle, est au-dessous de son emploi ; il se fait vieux et les devoirs de grand Prévôt sont plus que suffisants pour l'occuper, avec une composition d'armée, telle que nous l'avons, serait-il aussi bien secondé qu'il l'est peu ; car déjà, plusieurs fois, je vous ai fait connaître combien pauvre était le personnel de notre gendarmerie.

Je ne saurais trop vous le répéter, Monsieur le Maréchal, on envoie ici tous les rebuts, tandis qu'il faudrait tout ce qu'il y a de plus vigoureux. Tout récemment encore, vous avez envoyé comme adjudant des côtes, M. le chef d'escadron Barbey ; eh ! bien, depuis qu'il est ici, il se vautre, il est toujours saoul et passe sa vie avec des caporaux ; si les officiers désignés pour commander les compagnies des gardes-côtes sont du même acabit, que voulez-vous que nous en puissions faire ?

Je vous prie de m'envoyer un commissaire général de police, mais homme capable et probe ; ce sont deux qualités nécessaires.

Signé : BERTHEZÈNE.

Le Ministre de la Guerre au général Berthezène

Arch. du G.G. — E, 12³ .

Paris, le 13 octobre 1831.

Général,

J'ai pesé avec attention les motifs qui vous paraissent nécessiter l'envoi d'un commissaire général de police. Je vais m'occuper de vous en envoyer un bon. Vous devez en attendant tirer le meilleur parti possible des fonctionnaires chargés de ce service important. J'apprécie les embarras de votre situation. Sans doute, il aborde à Alger des individus de toute espèce ; c'est presque toujours en pareil cas ce qu'il y a de plus taré qui court au loin dans l'espoir de faire fortune. L'autorité avertie doit, dès lors, se tenir en mesure, non seulement pour les contenir, mais encore pour faire tourner au profit de l'établissement les moyens quelconques qu'ils possèdent et même leur nuisible activité (1).

Quant au chef d'escadron Barbey, dont vous vous plaignez avec raison, faites-le appeler et dites-lui que, s'il continue à se conduire d'une manière répréhensible, il sera immédiatement renvoyé en France et remis dans sa première position, sans espoir d'être réemployé.

Signé : MARÉCHAL DUC DE DALMATIE.

(1) La population d'Alger, comme celle de toutes les colonies en formation, n'était pas composée d'individus auxquels on ne put rien reprocher de leur vie passée, ni qui fussent tous laborieux et honnêtes. L'argument sera repris plus tard par les adversaires de toute colonisation à Alger ; ils insinueront que de telles gens ne méritaient guère qu'on les défendît et qu'on gardât la ville pour eux : « Qui se rendra en Afrique, dit Gasparin ? Quels sont les hommes qui, de nos jours, en l'absence des persécutions religieuses ou politiques, se résigneroient à quitter le sol natal et cette terre de la patrie, qu'on n'emporte pas, disait Danton, à la semelle de son soulier ? Ce ne sont pas les hommes considérables de fortune, de science, de vertu. Ce sont le plus souvent, des gens sans aveu, des vagabonds, avec lesquels les Bédouins seraient peu flattés qu'on les comparât ». (*La France dit-elle conserver Alger ?*, p. 62 et 63).

Note

Arch. du G. G. — E, 39¹.

Alger, le 17 octobre 1831.

Depuis le départ de MM. Deval et Thierry, remplissant le premier les fonctions de Président, et le second celles de Vice-Président près la Cour de Justice, on peut dire qu'il y a interrègne dans cette partie importante du service public. Cette Cour se trouve réduite à un personnel insuffisant pour juger les affaires dont le nombre augmente chaque jour ; elle manque d'ailleurs de la consistance et de la considération dont elle aurait tant besoin pour revêtir ses arrêts de toute l'autorité nécessaire dans un pays où le pouvoir civil est encore si faible et si mal constitué ; aussi le Général en chef, frappé des inconvénients résultant d'un semblable état de choses, avait institué une Commission pour revoir les différents arrêtés qui règlent l'administration de la justice.

Le travail, dont cette Commission a été chargée, est terminé depuis longtemps. S'il était adopté dans son entier, il pourrait satisfaire aux besoins du moment. Mais on a été arrêté par la difficulté de trouver sur les lieux des sujets capables de remplir convenablement les différents emplois de judicature que ce projet d'organisation propose de créer ; il a donc fallu recourir à la Métropole.

Ce parti n'est pas sans inconvénients. Il est à craindre, d'après l'espèce d'individus qu'on nous envoie chaque jour, pour exercer dans la Régence des fonctions de toute nature, que les choix, qui seront faits à Paris pour la formation du personnel des Tribunaux d'Alger, ne réunissent pas toutes les conditions désirables sous le double rapport de la moralité et de la capacité.

Cependant le gouvernement aurait le moyen de se mettre à l'abri des sollicitations et des importunités auxquelles il cèdera dans cette circonstance, comme cela a malheureusement toujours eu lieu en France ; ce serait de prendre le personnel de la magistrature de la Régence d'Alger dans les auditeurs des Tribunaux et Cours de Justice de France ; il trouverait là toutes les garanties qu'il doit exiger pour de semblables fonctions. Les auditeurs appartiennent à cette classe de la société qui tient plus à la considération qu'à l'argent, classe qui

devient chaque jour moins nombreuse et qui, au train dont vont les choses, finira avant peu par disparaître entièrement.

*Le Secrétaire général de la Commission administrative
de la Régence,*

Signé : DE GUIROYE.

Le général Berthezène à M. Fougereux

Alger, le 22 décembre 1831.

Monsieur,

Je réponds à votre lettre d'hier au soir, 21 courant. Au milieu de la paix profonde dont nous jouissons depuis cinq mois, des bruits sinistres et propres à troubler la sécurité publique se sont répandus, le 19 au soir, avec une rapidité merveilleuse. La Ferme était attaquée ! Tout le jour on avait entendu le canon ! Un sous-officier avait été assassiné, une armée comme celle de Cadmus était née des dents de serpents, au milieu de nos postes ; e'le allait attaquer la ferme de M. Fougereux.

En un instant, comme l'étincelle électrique, ils pénètrent dans les salons, les tables d'hôte, les cafés, sur la place publique. Le nom de M. Fougereux était sur toutes les lèvres. On n'y parlait que de son héroïque résolution d'aller la dague au poing défendre ses vaches et ses veaux.

C'était absurde, risible, pitoyable, mais enfin l'autorité n'en avait pas moins le devoir de rassurer les hommes timides et de maintenir la discipline dans l'armée. Le vrai moyen d'atteindre ce but était de constater l'état du pays et de publier la vérité : c'est ce qui a été fait et que mon ordre du jour exprime le plus succinctement possible.

Il fut fâcheux qu'un officier supérieur ait constaté que l'agent de M. Fougereux, seul, avait vu ces masses à pied et à cheval, et qu'elles soient restées invisibles même à ses manœuvriers. Il est fâcheux que M. Fougereux ait été le propagateur de ces a'armes dont s'est emparée la malveillance ; il est fâcheux qu'il n'ait pas vu que le seul moyen convenable était d'instruire l'autorité de cette terreur pani-

que, vraie ou simulée ; il est fâcheux enfin qu'il ait oublié que, dans un pareil cas, cette autorité avait accueilli ces craintes quoique ne les partageant pas.

J'ai l'honneur de vous saluer.

Le Lieutenant-Général,

BERTHEZÈNE (1).

(1) Cette lettre a été publiée pour la première fois par M. Klein, dans les *Feuillets d'El Djezaïr*, III. Elle ne fait pas partie du dossier Berthezène au Gouvernement Général de l'Algérie. Nous la reproduisons ici à titre de document.

X. — LETTRES POSTÉRIEURES À SON COMMANDEMENT EN AFRIQUE

Lettres à sa femme

Arch. du G. G. — E, 43¹.

(Cette liasse 43¹ contient 124 pièces dont cinquante-trois lettres à sa femme. Parmi ces lettres, il en est qui remontent à 1831 ; les plus intéressantes sont celles de 1833 et se rapportent au discours qu'il prononça à la Chambre des Pairs, le 17 avril 1833).

Paris, le 27 mars 1833.

Ma chère amie, j'ai reçu ta lettre du 20 et, quoique je n'aie rien à y répondre de nouveau, je m'empresse de t'en accuser réception et te dire que je continue à jouir d'une bonne santé.

M. Pichon (1), intendant civil d'Alger, qui avait accompagné Rovigo et qui ne put vivre avec lui, vient de publier un ouvrage sur ce

(1) *Pichon* (Louis-André, baron) né à Nantes le 17 novembre 1771, attaché aux bureaux du Ministre de France aux Etats-Unis (1793) ; sous-chef au Ministère des relations intérieures (1796) ; secrétaire d'ambassade à la Haye (1797) ; chargé d'affaires à Berne (1798) ; chargé d'affaires et consul aux Etats-Unis (25 octobre 1800), destitué (1807) ; conseiller d'Etat du royaume de Westphalie (1809) ; intendant général du Trésor jusqu'en 1812 ; maître des requêtes au Conseil d'Etat (1815) ; commissaire inspecteur à la Guadeloupe et à la Martinique (1817) ; secrétaire général du Ministère de la Justice (1820) ; conseiller d'Etat en service extraordinaire (1821) ; *intendant civil à Alger* (1^{er} décembre 1831-12 mai 1832) ; conseiller en service extraordinaire jusqu'en 1848 ; mort à Paris le 10 septembre 1854. Auteur de : *Alger sous la domination française*. (Esquer : *Correspondance du duc de Rovigo*, I, p. 21).

C'est de ce livre qu'il est question ici. Le baron Pichon parlait en effet avec faveur des actes de Berthezène ; il citait in extenso à la fin de son ouvrage la lettre du 17 août. L'Algérie a eu la singulière fortune d'avoir parmi ses premiers gouverneurs : 1^o Un ardent colonisateur, le Maréchal Clauzel ; 2^o Un anticolonisateur passionné, le Général Berthezène, et 3^o, comme pour concilier les extrêmes en les opposant, un Général colonisateur, le Duc de Rovigo, en même temps qu'un intendant anticolonisateur, M. Pichon.

pays-là, où il parle honorablement de mon administration. Comme c'est un homme connu et très répandu, son livre fait effet et augmente la considération que certaines personnes avaient pour moi ; quoique je fasse fort peu de cas de beaucoup de gens, je suis bien aise pourtant qu'un homme qui ne me connaît pas rende hommage à la vérité et fasse connaître les mensonges qu'on a répandus avec tant d'affectation.

Lundi dernier, je vis au concert, chez le Roi, le général Achard (1) ; sa femme est malade, elle n'y était pas ; mais le général Achard ne s'est pas donné la peine de venir me voir. Cela ne m'étonne pas, mais cela prouve la reconnaissance de bien des gens...

Paris, le 30 mars 1833.

(Il commence à être las de son séjour à Paris ; il se fait vieux, dit-il ; il aurait besoin d'aller aux eaux. D'autre part, il se montre de plus en plus inquiet au sujet de sa solde ; Berthezène a toujours eu des embarras financiers).

Dans quatre ou cinq de mes lettres, je t'ai fait part de mes projets et de la résolution où je suis de quitter Paris après l'adoption du budget. A propos du budget, tu verras qu'on pense à encore retrancher 1.000 francs sur notre solde. Assurément nous étions cent fois mieux sous la Restauration ; pendant sa durée, nous eûmes 15.000 francs sous Saint-Cyr, ensuite 12.000 et, sous le régime des libéraux, d'abord 10 et ensuite 9. On ne s'arrêtera pas en aussi beau chemin. A la garde de Dieu ! Il faut bien vouloir ce qu'on ne peut empêcher. Il ne manquerait plus que de voir arriver les républicains au pouvoir ; ceux-là sans doute nous enlèveraient ce que nous avons et ensuite nous pendraient pour couronner l'œuvre.

Sois sûr que je suis bien las de tout cela et qu'il me tarde bien d'être auprès de toi. Moins on voit les choses de près et moins on en souffre...

(1) Le général Achard, comme brigadier, avait été sous les ordres de Berthezène commandant la 1^{re} Division, lors de la prise d'Alger ; il était réputé pour sa grande bravoure. Dans toutes les lettres du dossier Berthezène où son nom est cité, il est toujours précédé du mot brave : le brave général Achard. Ce fut lui qui, à la bataille de Staouéli, soutint le choc principal des Arabes, puis enleva une partie de leurs redoutes et enfin les poursuivit jusqu'à Sidi-Khalef (Voir *Annales Algériennes*, I, p. 45). Il participa aussi à toutes les expéditions qui eurent lieu sous les gouvernements de Clauzel et de Berthezène, notamment aux deux expéditions sur Médéah.

Paris, le 7 avril 1833.

... Avant-hier, Mustapha Pacha et le Bey de Titery vinrent me voir et m'amènèrent le petit Bouderbah. Tu sais qu'il est ici au collège Louis-le-Grand ; on est très content de lui, il est le premier de sa classe et aime beaucoup l'étude ; il m'a prié d'embrasser Emile (1) pour lui ; mais ce qui t'étonnera, c'est qu'il a presque oublié l'arabe et qu'il le parle très difficilement.

La discussion du budget a été terminée hier ; il y a apparence qu'il sera porté cette semaine à la Chambre des Pairs...

Paris, le 17 avril 1833.

Ma chère amie, j'ai reçu ce matin ta lettre du 11 au moment où je me rendais à la Chambre ; je n'y avais pas paru depuis quelques jours ; ma cuisse ne me l'avait pas permis. Aujourd'hui, j'allais un peu mieux et puis je voulais parler sur Alger pour réfuter ce qui avait été dit dans la Chambre des Députés. J'avais reçu avant-hier ta lettre du 7, mais je n'y avais pas répondu parce que je travaillais à mon discours.

Le Ministre de la Guerre est monté à la tribune après moi ; il a fait mon éloge et a approuvé ce que j'avais dit, en ajoutant cependant qu'aujourd'hui les difficultés étaient moins grandes que pendant que j'y commandais, etc.

Je ne sais comment les journaux rendront compte de ce que j'ai dit, fort mal sans doute. Peut-être même que, piqué de se voir attaqué, quoique indirectement, Cl... me lâchera toute la meute des journalistes qu'il tient dans sa manche. Je m'en moque. Mon discours sera dans *le Moniteur* et chacun pourra l'y lire et le juger. Au reste, j'en fais imprimer quelques exemplaires que je t'apporterai. J'ai reçu, et cela te fera plaisir, beaucoup de compliments quand la séance a été levée de beaucoup de personnes que je connais à peine...

Paris, le 21 avril 1833.

... Dans quelques jours, je mettrai, à la diligence de Gleize, cinquante exemplaires de mon discours avec une note des personnes à qui je veux que tu en donnes. Si j'en oublie quelqu'une, tu y pour-

(1) C'est le nom du fils de Berthezène.

voiras par ceux qui te resteront. Je pense qu'ils t'arriveront le 30 à Montpellier.

Il fait grand bruit et beaucoup de sensation, non seulement dans les Chambres, mais dans le Conseil du Roi et dans le public. Clauzel et deux de ses amis ont essayé d'y répondre dans la Chambre des Députés, mais ils n'ont osé accuser d'inexactitude aucun des faits que j'ai avancés. Il paraît qu'il va recourir aux journaux pour faire courir sur moi. Je m'en moque. Jusqu'à présent, ils n'ont rien dit ; ils ne sont pas sans doute d'accord sur le plan de campagne qu'ils ont à adopter. S'ils ne disent que des assertions, je les laisserai dire, car je n'ai pas envie d'aller batailler avec eux ; mais, s'ils avancent des faits, nous verrons. Au reste, ce qui me fait plaisir, c'est que mon discours a achevé de discréditer Clauzel et qu'il ne jouit plus à la Chambre d'aucune considération...

Nous croyons finir nos travaux législatifs vers la fin de la semaine prochaine ou au commencement de l'autre. Nous allons au galop. Nous avons été longtemps sans rien faire et à présent nous courons la poste pour en finir vite. La besogne n'en est pas meilleure, mais il y a nécessité ; car, si nous y faisons des amendements, il faudrait les renvoyer à l'autre Chambre et cela allongerait la session au moins d'un mois. On parle toujours d'une seconde session et il paraît qu'elle aura lieu, mais je suis toujours dans la ferme résolution de ne pas y assister ; mon mal de cuisse me donne un prétexte plausible et que personne ne peut refuser d'admettre.

Paris, le 29 avril 1833.

... Les journaux n'ont rien dit sur mon discours ; ne pouvant le critiquer, ils se sont bien gardés de le louer. Ils n'ont pas même cité la réponse que M. Cl... essaya de faire dans la Chambre des Députés. Là, mon discours fit encore plus d'effet que dans la Chambre des Pairs et, lorsque Cl..., Laborde et Arago prirent la parole pour diminuer l'effet qu'il avait produit, on leur cria de toutes parts : « Oh ! oui, le discours du général B... ; il n'est pas ici pour vous répondre, ce n'est pas parlementaire ». Au reste, il faut bien que ce qu'ils ont dit soit de peu de valeur pour que les journaux de leur parti ne l'aient pas prôné. En dernière analyse, mon discours a été le coup de massue contre Cl... ; je suis fâché en quelque sorte d'être obligé de ne pas assister à cette session, parce qu'il profitera de mon absence pour reprendre son ton suffisant...

(La correspondance entre le Général et sa femme continue de Paris et de Lamalou où Berthezène est allé prendre les eaux ; elle n'offre plus qu'un intérêt privé).

Lettre du baron Lanusse au général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 43².

Au château de Boulemont par Maulle (département de Seine-et-Oise), le 6 juin 1833.

Mon cher Général,

Votre aide de camp Crevel est venu m'apporter lui-même à Versailles votre lettre du 30 avril avec plusieurs exemplaires de votre discours ; à l'époque où on me l'a remise, vous étiez déjà parti de Paris, me dit-il, depuis dix à douze jours ; il remit aussi lui-même au général La Hitte (1) deux exemplaires de votre opinion sur Alger. Comme je le vois souvent, lorsque je suis à Versailles, nous avons longuement causé sur le sujet de votre discours et je vous dirai qu'il adopte en général vos opinions ; il connaît le pays, il a vu de ses propres yeux, il a observé les habitants et le climat, il est sous tous les rapports plus à même que moi de porter un jugement sur les avantages d'une colonisation ou sur les inconvénients que trouverait le gouvernement à s'y livrer. Quant à moi, j'ai tellement été séduit par la conquête de ce pays, mon imagination s'en était fait une si haute idée, j'avais vu les choses tellement en beau que j'ai une peine extrême d'abandonner les conceptions que j'avais formées sur les avantages pour la France d'établir là une grande colonie ; il ne me fallait rien de moins que votre opinion, non pas pour me convaincre du con-

(1) Le maréchal de camp vicomte de Lahitte avait commandé l'artillerie du corps expéditionnaire. Ce fut lui qui, avec le général Valazé, arrêta les dispositions pour battre le Fort l'Empereur, la seule défense redoutable d'Alger. On commença les travaux dans la nuit du 29 au 30 juin et, 5 jours après, tout était préparé. Le 4 juillet, l'artillerie du général Lahitte démantelait le Fort et obligeait la ville à capituler.

traire, car je vous assure que malgré toutes vos bonnes raisons je ne suis pas convaincu qu'il serait désavantageux pour l'Etat de coloniser, mais pour m'ébranler et mettre du doute là où je ne voyais que possibilité d'entreprendre et de réussir.

La première faute que l'on ait commise à Alger, et c'en est une très grande, c'est M. le Maréchal Bourmont qui l'a faite ; il aurait dû, immédiatement après la prise du Fort l'Empereur, détacher deux divisions, l'une pour donner une chasse vigoureuse au bey de Constantine, et l'autre pour poursuivre dans leurs repaires les Bédouins ou Arabes qui étaient venus combattre l'armée ; alors la terreur était si grande, soit chez les troupes du bey de Constantine, soit chez les peuplades du désert que 500 de nos soldats en auraient plus imposé à ces hordes qu'une division entière trois (jours) après ; si le Général en chef eût pris ce parti, il aurait indubitablement obtenu la soumission de ce bey et pu faire un traité convenable avec les Bédouins, traité dont il aurait pu s'assurer de l'exécution en prenant des otages et en remplissant lui-même tous ses engagements. Au lieu de tout cela, quelle est la conduite que l'on a tenue ? Vous le savez mieux que moi, puisqu'il a fallu agir avec force, recourir aux moyens de rigueur, faire des démonstrations ; mais les Bédouins ont, dit-on, pensé ce que répondit un grand personnage dans une circonstance plus grave : il est trop tard.

Une des choses, mon cher ami, qui a contribué à fortifier mon opinion sur les belles idées que je m'étais faites sur la colonisation d'Alger, c'est l'accroissement du commerce dans le Midi de la France et particulièrement à Marseille depuis la conquête de ce pays ; j'ai vu dernièrement une personne qui avait fait un voyage dans ce pays-là qui m'en a fait le plus beau tableau ; il y règne, m'a-t-il dit, une activité étonnante ; à Marseille, on ne voit que des maisons en construction, on y a bâti plusieurs rues depuis trois ans et on dit hautement que cette richesse est l'effet de la possession d'Alger...

(M. le baron Lanusse fait ensuite un récit très détaillé de la mort du duc de Rovigo, avec lequel il était fort lié).

Lettres de Crevel (1), chef de bataillon, officier d'ordonnance
du général Berthezène

Arch. du G. G. — E, 43².

(Les lettres de Crevel, au nombre de deux, offrent un intérêt particulier ; elles parlent des relations que ce Général avait conservées avec les Maures, éloignés d'Alger par son successeur et vivant en France, des intrigues qui se nouaient autour de Berthezène pour combattre Clauzel et sa « coterie » et des projets d'expédition de Constantine dont on aurait voulu lui voir prendre le commandement).

Rueil, le 1^{er} juillet 1833.

Mon Général,

Votre lettre aux Messieurs d'Alger n'a pas satisfait leur attente ; ils espéraient que vous voudriez bien répondre plus positivement à leurs sollicitudes, mais ils ne se sont pas découragés, ils espèrent encore !... Dieu est grand, disent-ils ! il les aidera. Dieu le veuille.

Je crois que d'Aubignosc a été le paillasse dans la farce (2) jouée par un personnage à la Chambre des Députés, dont le dénouement a été si comique (sic) ; car, encore cette fois, au grand étonnement de la coterie, l'honorable chef, après avoir annoncé une grande parade, n'a rien fait défiler ; car d'Aubignosc dans son annonce ou pétition

(1) Crevel fut longtemps l'officier d'ordonnance de Berthezène. Il l'était lors du débarquement à Sidi-Ferruch ; il quitta l'Afrique avec lui en 1830. Lorsque celui-ci fut envoyé de nouveau à Alger pour y commander la Division d'occupation, il se hâta d'écrire à Soult pour demander que Crevel fut désigné comme son officier d'ordonnance ; on voit par ces lettres que cet officier le tenait au courant de ce qui se passait à Paris dans les milieux parlementaires et au Ministère de la Guerre.

(2) On ne sait trop à quelle intrigue se rapporte l'incident signalé par Crevel. Nous avons cité cette lettre pour montrer que le moindre fait mettait aux prises les partis de Clauzel et de Berthezène. La lutte se poursuivait très ardente, partout et sous n'importe quel prétexte.

D'Aubignosc, dont il est ici question, avait joué un rôle assez actif dans l'expédition d'Alger, puis dans l'organisation de la ville sous l'autorité française : « MM. Gérardin et d'Aubignosc, dit Pellissier, qui avaient déjà rempli des missions au Sénégal et dans le Levant, furent envoyés à Tunis vers la fin de mars ;

dit : « Le développement de ma plainte ne portera directement que sur les personnages que j'ai désignés ; quelques complices défileront devant vous... », enfin c'est la montagne qui accouche d'une souris, ou un coup d'épée tiré dans l'eau et qui, je pense encore, a bien été paré par le Ministère. Voyant que la Chambre n'était pas disposée en faveur de la coterie pour la vice-royauté ou les grands projets de colonisation, l'honorable membre a dit encore : « Je m'en rapporte au Ministère. Je suis satisfait de ce que vient de dire M. le Président du Conseil, etc... ». Je crois aussi que l'on avait eu vent d'une petite nomination de pairs ; et, comme sur deux maréchaux de la même époque, il n'y en a eu qu'un de nommé pair, les méchants ont cru y voir une petite mystification, d'autant plus que le Ministère, en se vengeant, ne paraissait pas trop craindre l'influence future dans la Chambre des Députés de l'un des chefs puissants de l'opposition. On ne parle plus du fameux mémoire qui devait faire suite à la pétition du dénonciateur...

Signé : CREVEL.

Rueil, le 11 décembre 1833.

Mon Général,

(Il s'est rendu au Ministère de la Guerre pour demander un renseignement au nom de Berthezène ; c'était vraisemblablement pour le livre que celui-ci allait publier quelques mois après).

Reveu m'a chargé de vous dire que Habden venait de faire paraître un gros volume (1), dans lequel il traite si mal le Maréchal, que l'on

« ils en revinrent le 2 mai, et firent connaître que le chef de cette Régence était « dans des dispositions favorables, mais qu'il désirait ne point choquer les préjugés religieux de ses sujets en se déclarant trop ouvertement pour nous ». (*Annales Algériennes*, I, p. 28).

D'Aubignosc fut, après la prise d'Alger, nommé lieutenant général de la police. Malgré un grand nombre d'agents placés sous ses ordres, il ne sut pas faire régner dans la ville l'ordre et la sécurité. Aussi, à l'arrivée de Clauzel, fut-il relevé de ses fonctions et remplacé par M. Rolland de Bussy.

(1) Sur Habden ou plutôt *Si Hamdan ben Othman Khodja* et sur son livre *le Miroir*, voir une étude de M. Yver dans la *Revue Africaine*, 1^{er} trimestre, 1913, p. 96 à 138.

L'ouvrage parut en octobre 1833, sous le titre : *Aperçu historique et statistique*

avait cru qu'il n'oserait pas revenir de quelque temps à Paris. On a fait dire non pas officiellement, mais *officieusement* sans doute, à l'auteur s'il ignorait qu'il pouvait se compromettre, mais il a répondu qu'il savait qu'il était responsable et que, si on l'inquiétait, il ferait connaître des choses encore plus sales J'ignore ce qu'il pourrait bien dire, mais, d'après ce qu'il a dit, à moins de lâcher le mot, il n'y a pas à s'y tromper, même sans être prévenu. Reveu n'ayant pu me prêter cet ouvrage qui circule dans les Bureaux, je suis allé chez Bouderbah, qui m'a confirmé ce que m'avait dit le premier, mais, comme lui, il n'a pas pu me prêter le livre qui était aussi en circulation et, comme il coûte 10 francs, j'ai arrêté mes recherches.

On parle peu dans les bureaux et toujours bas ; cependant les personnes que j'y ai vues paraissent désirer de vous voir bientôt ici, où il n'est bruit que de l'expédition de Constantine.

Je suis aussi allé dans une maison sous le prétexte d'avoir des nouvelles de mon affaire et, comme il y a deux ans, l'on m'a encore parlé de cette expédition. Là aussi on désire de (sic) vous voir arriver.

Bouderbah et Barrachin devaient vous écrire pour vous prier de venir le plutôt (sic) possible.

Enfin, nulle part, je n'ai osé dire que votre départ n'était pas fixé, seulement que vous ne pouviez venir à l'ouverture de la session. Hier, j'ai reçu des nouvelles d'Alger où l'on parle aussi de l'expédition ; ces nouvelles m'apprennent que le Maréchal a reçu une forte indemnité pour ses possessions en Afrique, mais qu'il a joué dans ce pays un triste rôle.

Le Constitutionnel et *le Temps* ont parlé ces jours derniers de l'expédition de Constantine. Le premier disait : le Maréchal Clauzel doit commander et le Duc d'Orléans fera cette campagne en amateur ; il me semble que ce n'est pas poli et que c'est une singulière manière de mettre son monde en avant. Au surplus la coterie, qui ne laisse échapper aucune occasion pour parler de son personnage, annonçait dernièrement dans *le Temps*, avec la même assurance, que le Maréchal hâtait son retour pour aller commander l'armée des Pyrénées qui se formait à Bayonne ; ainsi il n'a donc plus que l'embarras du choix.

sur la Régence d'Alger, intitulé en arabe *le Miroir*. Il fut traduit de l'arabe par Hassouana Deghiz de Tripoli. Il portait, comme épigraphe, cette pensée de Benjamin Constant : *Quand c'est l'égoïsme qui renverse la tyrannie, il ne suit que se partager les dépouilles des tyrans*. C'était un pamphlet violent contre Clauzel et la domination française en Afrique.

Tout récemment *les Débats*, à l'occasion de Bône, semblaient confirmer ce qu'avaient dit les autres journaux, relativement à Constantine, mais hier ceux-ci et le premier donnaient des détails plus positifs qui avaient des rapports avec ce que j'avais appris et fixaient le départ de Toulon au mois d'avril.

**Lettres de M. Noirel, directeur des substances militaires à
Alger, au général Berthezène**

Arch. du G. G. — E, 43².

(Ces lettres, au nombre de 4, donnent de multiples détails sur ce qui se passa à Alger en 1832 ; Berthezène s'en est servi pour composer son discours de 1833, à la Chambre des Pairs. Elles témoignent aussi des ressentiments qu'éprouvaient les fidèles de ce Gouverneur, et contre le Ministère, et contre Clauzel ; enfin, elles soulignent les relations qui existèrent entre les intimes de ce Général et les Maures obligés de quitter l'Algérie et de vivre en France).

Alger, le 20 août 1832.

(Il a appris depuis quelques jours qu'il est relevé de ses fonctions de Directeur des Subsistances Militaires ; il se plaint de cette disgrâce qu'il juge évidemment imméritée et, à cette occasion, trace à Berthezène un tableau assez sombre de la situation de la colonie).

Les choses dans la colonie sont à peu près, mon Général, comme elles étaient à pareille époque l'année passée, comme elles seront encore bien longtemps, si pendant longtemps nous la gardons encore. Nous avons dans le moment plus de 3.000 malades dans les hôpitaux à Alger ; on a dû quitter la Ferme Modèle et la Maison Carrée, en raison de l'insalubrité des lieux ; on a établi des camps aux avant-postes et sur toute la ligne : à Kouba, aux Figuiers, à Texerin et à Dély-Ibrahim. Partout les troupes sont sous la tente ou quelques baraques de roseaux, ce qui les fait souffrir et augmente par ces affreuses chaleurs le nombre des malades. Les Arabes sont rassemblés à ce moment au pied de l'Atlas, sous le commandement de Ben Za-

moun, à plus de 20.000 hommes ; on prétend que ce chef a attiré le bey de Constantine dans ses projets et que déjà il y a des troupes de ce bey avec lui. Nos troupes disponibles, au nombre de 7 à 8.000 hommes, viennent d'être mobilisées et 2.000 fusils vont être mis à la disposition d'une garde nationale que l'on organise avec tous les fripons et les aventuriers qui sont venus en Afrique pour aider à coloniser. Il y a, assure-t-on, avec les Arabes 150 soldats déserteurs de la Légion Etrangère qui organisent les révoltés ; ils ont pris les trois pièces de canon qui étaient à Blida et commencent à savoir les manœuvrer, ils ont de la poudre et sont prêts à nous faire la guerre ; cependant, aujourd'hui même, on assure qu'il y a quelques envoyés qui viennent proposer la paix. Enfin cette pauvre Régence est, jusqu'à présent, un ver rongeur.

Notre Général en chef, qui avait promis au Ministre à diverses reprises de trouver dans le pays plus de foins qu'il n'en faudrait pour l'armée, a dû renoncer à ses espérances ; car il a été vigoureusement arrêté par les Bédouins, au moment où il s'agissait d'envoyer les faucheurs dans la Métidja ; on n'y a pas fait une botte de foin. En 1831, nous avons réuni sur divers terrains 3.200 quintaux métriques de foin ; en 1832, nous n'en avons pu faire que moitié, c'est-à-dire pour la consommation d'environ un mois. Il faudra donc puiser encore en France pour les autres onze mois.

Oran est toujours bloqué de très près ; la garnison est constamment à la veille de manquer de tout ; elle ne reçoit que ce qui lui vient de France et, depuis peu de jours, on assure ici que M. le Général Boyer, fatigué d'être gouverneur d'une province concentrée dans les murs d'Oran, a demandé à rentrer en France.

Bône, qui paraissait à ceux qui viennent d'y arriver la terre promise et qui devait être le grenier d'abondance de toute l'armée, est réduite également à puiser à peu près tous ses besoins en France. C'est lorsqu'on voit les choses de près que l'on est forcé de reconnaître qu'il y aura de bien nombreuses difficultés à vaincre et d'immenses frais à faire pour essayer de coloniser.

Metz, le 10 mars 1833.

(Il remercie le général Berthezène de l'obligeance qu'il a mise à lui envoyer une pièce militaire dont il avait besoin. Il le félicite de

son élévation à la pairie ; puis il parle des récompenses décernées à l'occasion d'Anvers, ce qui a fait retarder celles de l'armée d'Afrique. Il termine ainsi) :

Je vois dans les journaux que la Chambre des Députés a fait faire au Ministre de la Guerre des aveux qui ne sont pas de nature à consolider la confiance en Afrique, confiance déjà si ébranlée par une foule de circonstances dépendantes des hommes chargés de l'administration de ce triste et pauvre pays. Ou le Ministère ne veut pas dire la vérité sur Alger, ou il est trompé par ceux qui devraient l'éclairer, et dans l'un comme dans l'autre cas il est blâmable.

Lorsque j'ai quitté l'Afrique, il y avait eu dans les hôpitaux jusqu'à 5.000 hommes sur 12.000 à Alger ; à Bône, il y a eu plus de la moitié de la garnison, 2.500 hommes, à l'hôpital ; à Oran, la garnison était le 19 janvier réduite à n'avoir pas de bois et à vivre de viande salée depuis plus de six mois. En un mot, il est impossible qu'un pareil ordre de choses puisse continuer.

Metz, le 30 juin 1833.

(Il demande à Berthezène une lettre de recommandation auprès de M. Daure, chef de bureau au Ministère de la Guerre. Il voudrait être réintégré dans son poste d'Alger et aussi être décoré de la Légion d'honneur. Il ajoute) :

Je ne sais pas, mon Général, si vous avez lu dans *le Constitutionnel* du 11 mai dernier un article qui sans doute a été communiqué et qui censure à la fois votre remarquable discours à la Chambre des Pairs, le 17 avril, et vos vues sur Alger ; j'ai trouvé cet article si partial et si contraire à la vérité que je me suis empressé de le réfuter par de nouvelles observations sur la colonie ; mais, étant entré dans quelques développements assez étendus, les journaux ont pensé qu'ils ne pouvaient être consignés dans leurs colonnes ; cependant plusieurs m'ont offert d'en publier des extraits, ce à quoi je me suis refusé parce que c'est le moyen d'être mal compris. Si je retourne à Alger, comme cela est probable, si vous avez la bonté d'intervenir, j'aurai l'honneur de vous envoyer, en passant à Avignon, ce que j'ai cru devoir dire dans cette circonstance.

Le Bey de Titteri vient de me communiquer la lettre que vous avez fait l'honneur de leur écrire le 19 de ce mois, en réponse à la leur du 9 ; il m'a prié de la faire voir à M. Daure, avec lequel il n'a point de relations ; ces pauvres Arabes sont désolés de ne pas vous voir retourner parmi eux ; ils espèrent toujours, disent-ils, car vous seul pourriez tirer parti du pays et c'est aussi, aujourd'hui, l'opinion de beaucoup de personnes qui s'intéressent à la colonie d'Alger. J'ai pensé, mon Général, dans l'intérêt de la vérité et aussi pour que le Gouvernement soit bien prévenu des sentiments qu'ont pour vous les populations de cette contrée, qu'il convenait de remettre au *Courrier Français* un avis à cet effet qu'il a publié dans son n^o 180, à la date d'hier 29 courant.

Paris, le 25 septembre 1833.

(Toujours des questions personnelles qu'il traite en premier lieu : on l'a éconduit au Ministère ; il ne conserve plus d'espoir de retourner à Alger, mais il espère qu'on lui accordera la croix et il escompte une recommandation de Berthezène. Après quoi, il ajoute) :

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint ma réponse à un des articles du *Constitutionnel* et dont je vous ai entretenu dans ma dernière lettre et qui probablement était un article communiqué. J'aurais voulu que le *Courrier* voulût bien publier mes observations ; j'ai offert de payer, mais on a trouvé que cela était trop long. Ces observations ont néanmoins été lues par beaucoup de gens de bien et notamment par M. le Général Guilleminot (1), les députés de mon département (Moselle) et par une foule d'hommes de lettres écrivant dans les journaux, etc. etc. Si les lenteurs de M. Daure avaient été moins longues, je me serais fait un devoir de vous adresser plus tôt ces quelques données sur Alger qui m'ont été suggérées par le besoin de rétorquer de mensongères histoires et de grossières calomnies ; mais ce n'est qu'avant-hier que j'ai pu être fixé...

Les Arabes Bouderbah et l'ancien Agha qui sortent de chez moi

(1) M. le Général Guilleminot avait été présenté pour prendre la présidence de la Commission d'Enquête envoyée à Alger. Il refusa.

m'ont prié de les rappeler à votre souvenir. Ils espèrent toujours rentrer dans leur patrie quand son sort vous sera de nouveau confié. Ils vous sont, mon Général, sincèrement dévoués et autant du moins qu'un Arabe puisse l'être.

J'apprends à l'instant que la Commission vient de quitter Alger pour Bône, qu'elle a reçu beaucoup de réclamations des indigènes et que force interpellations ont été faites sur la colonisation. Elle a voulu aller jusqu'à Blida ; M. le Général Voirol, avec une force suffisante, l'accompagnait ; les habitants ont déclaré *vouloir* bien reconnaître l'autorité française, mais ne pouvoir agir, en raison des tribus ennemies qui les dominaient. Au retour de la Commission, elle a trouvé sur les routes de malheureux cantiniers et cantinières assassinés et elle a été ramenée à Alger à coups de fusils. Je suis fâché de cet événement, mais j'avoue que jamais il n'a été plus opportun.

BIBLIOGRAPHIE

1.— LES PAPIERS PERSONNELS DE BERTHEZÈNE

Les papiers personnels de Berthezène, versés, il y a une quinzaine d'années aux Affaires indigènes d'Alger, ont été catalogués dans la série E des cartons politiques du Gouvernement Général G. G. Ils font partie aujourd'hui des Archives Algériennes, si riches et si peu connues. C'est M. Esquer, archiviste, qui les a classés.

Ils comprennent 36 liasses ou dossiers dont quelques-uns très volumineux ; nous en donnons l'énumération, en insistant sur ceux auxquels nous avons surtout puisé ou en indiquant la valeur des documents que d'autres contiennent. Bien entendu, nous conservons l'ordre de leur classement.

De 11 à 13. Correspondance I.

Liasse 11. — Correspondance, 1831. 1 cahier, 11 pièces, papier.

Ce dossier est un des plus importants du fonds Berthezène ; il nous donne, sous le numéro 11, les minutes de la correspondance de ce général du 23 juillet au 29 septembre 1831, soit pendant une période de deux mois ; il renferme aussi des extraits (11) de dépêches au Ministre de la Guerre pour une période antérieure (21 mars-30 juillet 1831). Parmi les lettres que nous citons, il en est plusieurs tirées de cette liasse.

Liasse 12. — Correspondance : lettres du Ministre de la Guerre (1830-1831), 168 pièces, papier.

Dossier tout aussi essentiel que le précédent. Le premier contenait la correspondance de Berthezène, celui-ci contient celle du Ministre de la Guerre. Il est divisé en quatre parties dont les deux qui portent les numéros 12² et 12³ se rapportent à la période du gouvernement de Berthezène en Afrique ; les deux autres 12¹ et 12⁴ ne contiennent que des pièces de peu de valeur antérieures ou postérieures à cette période. Nous avons puisé aussi très largement dans ce dossier.

Liasse 13. — Correspondance ministérielle (1831). 3 pièces, papier.

Peu de documents et sans grande valeur.

De 14 à 15. Correspondance II.

Liasse 14. — Correspondance : lettres adressées à Berthezène (1831). 56 pièces.

On trouve là des lettres qui n'ont qu'un intérêt assez faible : ce sont surtout des lettres de recommandation, beaucoup de Clauzel notamment. Il en est cependant d'autres plus curieuses ; nous en citons une de M. Cadet de Vaux au sujet des colons désirant, après quelques jours passés à Alger, se rembarquer pour la France sur des vaisseaux de l'Etat.

Liasse 15. — Correspondance : lettres d'Arabes (1831). 130 pièces, papier.

Une des plus volumineuses : autour de Berthezène se nouèrent de nombreuses intrigues indigènes et ce sont les multiples lettres, adressées par les Arabes, que contient ce dossier ; on en rencontre beaucoup de l'Agha des Arabes, El Hadj Mahiddin, de Boudierba, de Ben Negro, de Mehemed bou Zaïan, de Ben Ferhat, de Si Hamdan, etc. La plupart sont accompagnées de la traduction française ; pour quelques-unes cependant, on ne se trouve en présence que du texte arabe,

De 16 à 21. Événements militaires.

Liasse 16. — Négociations avec le bey de Tunis. 31 pièces, papier.

C'est là que sont contenus des documents de grande valeur : une lettre de de Lesseps à Berthezène (original), une autre lettre de de Lesseps au Ministre des Affaires Etrangères (copie), d'autres du Ministre des Affaires Etrangères au Ministre de la Guerre ou à Berthezène, les dépêches du commandant Huder (originaux). On ne peut faire l'histoire de ces négociations avec le bey de Tunis sans consulter ce dossier. Nous nous en sommes servi pour écrire notre étude sur la mission du Commandant Huder à Tunis.

Liasse 17. — Événements de Bône (juillet-novembre 1831). 96 pièces, papier.

Encore un dossier d'un intérêt très réel. Par la lecture de ces nombreuses pièces, on peut suivre jour par jour le drame qui se joua à Bône et dont fut victime le commandant Huder. Tous les rapports des commandants de navire qui assistèrent à cette tragédie, préparée par la fourberie de quelques Maures, sont contenus dans ce dossier.

Liasse 18. — Événements de Bougie.

Une seule lettre de M. Florent Thierry au Ministère de la Guerre, sans grand intérêt.

Liasse 19. — Événements du Beylik de Titteri.

Quelques lettres des notables de Médéah, de la tribu des Beni Khelil, de Mehemet Cara ; des rapports de Yusuf, une lettre du bey de Titteri, une autre de Berthezène au muphti de Médéah.

Liasse 20. — Événements de Médéah. 44 pièces, papier.

Les 26 lettres du bey de Titteri, Mustapha ben Omar, que renferme ce dossier, expliquent pourquoi l'expédition malheureuse de Médéah fut entreprise au mois de juin.

Liasse 21. — Affaires du Maroc (1831). 10 pièces, papier.

Nous avons tenu à citer la plupart des documents de ce dossier, la question marocaine telle qu'elle se présentait à cette époque étant fort peu connue. Nous devons cependant faire remarquer que les pièces les plus importantes, reproduites par nous, sont tirées plutôt des liasses 11 et 12 ; elles font partie de la correspondance ministérielle. Ici, en dehors de la copie d'une dépêche du consul Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères, on ne peut tirer parti que d'une lettre du chef des Mamelouks marocains au Gouverneur dans laquelle ce dernier, révolté

contre son maître, offre son concours, puis des lettres d'Arabes algériens, demandant au contraire l'assistance du sultan du Maroc.

De 22 à 30. Administration militaire. Intendance du Baron Bondurand.

Liasse 22. — Baron Bondurand intendant militaire. Correspondance ; actes administratifs (1831-1833). 2 cahiers, 32 pièces, papier.

La correspondance de l'Intendant avec le Général en chef nous renseigne sur bien des questions obscures, telles que celles de l'état sanitaire de l'armée, sur son casernement, ses divisions ; d'autre part, cette correspondance ne s'arrêta pas lors du départ de Berthezène ; elle se poursuivit puisque certaines pièces sont datées de 1833 ; ce ne sont pas les moins intéressantes, elles tiennent au courant Berthezène de la situation de la colonie ; il en profitera dans son livre.

Liasse 23. — Casernement, habillement, armement (1831). 16 pièces, papier.

A signaler un état fort complet du casernement des troupes françaises à Alger ou aux environs. Cet état, établi par le commandant du Génie, le Lieutenant-Colonel Lemer cier, montre que les différents corps furent logés dans les principales maisons de la ville et de la campagne, lesquelles n'étaient nullement aménagées pour cela ; elles subirent de ce fait de très graves dommages.

Liasse 24. — Affaires militaires. Infanterie de ligne. Légion étrangère. Bataillons auxiliaires. (1831). 22 pièces.

Contenues dans un dossier purement militaire, plusieurs pièces se rapportent aux Parisiens et aux bataillons auxiliaires que le Ministre voulait faire servir à la colonisation. Beaucoup de tableaux, indiquant l'effectif du 67^e, son état-major ; des notes, quelques-unes de la main de Berthezène, sur les qualités ou plutôt sur les défauts des officiers de ce régiment et de ces bataillons d'auxiliaires.

Liasse 25. — Affaires militaires : 1^{er} et 2^e bataillons de zouaves (1831). 40 pièces, papier.

Liasse 26. — Affaires militaires : Cavalerie. Chasseurs algériens (1831). 5 pièces, papier.

Liasse 27. — Affaires militaires : Service du Génie (1831). 7 pièces, papier.

Liasse 28. — Affaires militaires : Service du Trésor. Service de santé. (1831). 16 pièces, papier.

Liasse 29. — Affaires militaires : Topographie. (1831). 19 pièces, papier.

Liasse 30. — Affaires militaires : Affaires disciplinaires. (1831). 10 pièces, papier.

Ces six derniers dossiers ne traitent que de questions exclusivement militaires.

De 31 à 39. Affaires politiques. Administration civile.

Liasse 31. — Consuls étrangers : Angleterre, Espagne, Etats-Unis. (1831). 30 pièces.

On pourrait s'attendre à découvrir là des documents intéressants sur les rapports des agents consulaires étrangers avec les autorités françaises. Il y a peu de

pièces curieuses : ce sont avant tout des réclamations, concernant des affaires de minime importance : affaire du vice-consul Weldsford, affaire Pérez.

Liasse 32. — Affaires diverses. 25 pièces, papier.

On a classé sous cette rubrique une série de lettres n'ayant que peu de rapports entre elles ; les unes se rapportent à la police, d'autres à une intrigue indigène, d'autres encore à des réfugiés espagnols. Les plus nombreuses et les plus curieuses ont trait à une affaire de diffamation, intentée par Berthezène au Sémaphore de Marseille, lequel, quelques jours après l'expédition de Médéah, avait vivement critiqué le Général en chef.

Liasse 33. — Affaires civiles, population (1831-1832). 39 pièces, papier.

Des statistiques sur le recensement de la population, sur ses mouvements mensuels.

Liasse 34. — Santé publique : correspondance ministérielle. (1831). 20 pièces, papier.

Une épidémie de choléra morbus avait envahi l'Égypte et menaçait toutes les nations méditerranéennes. Il fallait aviser aux meilleures mesures pour protéger la colonie ; de là une correspondance suivie entre le Général en chef et les Ministres. On a enfermé dans ce carton un rapport du Général Boyer commandant à Oran.

Liasse 35. — Agriculture, Commerce, Douanes, Monnaies (1831). 11 pièces, papier.

Dossier très pauvre ; rien sur les problèmes qui étaient soulevés au sujet des cultures à entreprendre en Algérie, notamment sur les cultures des pays chauds. A signaler cependant un rapport du chef de bataillon Cassaigne sur la situation de la Ferme Expérimentale du 9 au 10 juillet 1831, puis un autre rapport sur la pénurie de monnaie.

Liasse 36. — Affaires civiles : Domaines. (1831). 58 pièces, papier.

Dossier très riche au contraire ; le problème des biens domaniaux s'était posé de bonne heure ; or, comme on n'avait pas retrouvé les livres ou registres de l'ancienne Régence, on se fit des idées exagérées ou fausses sur le nombre et la valeur de ces biens, d'autant que la plupart consistaient en boutiques ou magasins. Les difficultés des recherches et les différences considérables dans les résultats des enquêtes firent soupçonner d'improbité les agents des Domaines. Une violente discussion s'éleva entre Berthezène et M. Fougeroux, inspecteur des Finances. Des lettres fort vives furent échangées ; on les trouvera ici.

Liasse 37. — Affaires civiles : Colonisation. (1831). 9 pièces, papier.

Peu de documents et de peu d'intérêt : quelques chiffres sur les distributions de vivres aux colons, un rapport sur les motifs de leur suppression en octobre, enfin les statuts de la Société coloniale qui se créa à ce moment et dont la présidence d'honneur fut donnée à Berthezène.

Liasse 38. — Affaires civiles : Travaux publics. (1831). 19 pièces, papier.

Doit être consulté par ceux qui veulent se rendre compte des premières transformations d'Alger. Les travaux du port furent dirigés par M. Noël, ceux de la

place et des rues de la ville par M. Pruss ; mais il y eut à la fin de l'année 1831 une divergence de vues qui dégénéra bientôt en querelle grave entre M. Pruss et le Colonel Lemer cier au sujet du plan et des arcades de la place. Le Général en chef y prit part.

Liasse 39. — Affaires civiles : Justice. (1830-1831). 15 pièces, papier.

Encore les preuves d'un conflit entre les autorités militaires et les juges civils. Certaine note de M. de Guioye est fort dure pour les magistrats de l'époque. D'autre part, il semble prouvé par ces documents que des procès furent suggérés à quelques indigènes pour atteindre le Maréchal Clauzel et ses amis.

De 40 à 41. *Dix-huit mois à Alger* (1834). *Discours à la Chambre des Pairs* (1833).

Liasse 40. — Général Berthezène. « *Dix-huit mois à Alger* », Manuscrits et correspondance. 29 cahiers, 33 pièces, papier.

Deux manuscrits de cet ouvrage : l'un n'est qu'un simple brouillon sans pagination ; l'autre est plus soigné et mis au net. Le titre définitivement adopté est celui-ci : *Dix-huit mois à Alger*, ou *Récit des événements qui s'y sont passés du 14 juin 1830, jour du débarquement de l'armée française, jusqu'à la fin de décembre 1831*, par M. le Baron Berthezène, Pair de France, Lieutenant-Général, commandant la 1^{re} Division de l'armée expéditionnaire.

En épigraphe, une maxime que l'auteur rappellera souvent dans son ouvrage : *Quaque ipse vidi et quorum pars fui*.

Un avertissement au lecteur : « Ecrit en entier à Alger, cet ouvrage devait paraître au commencement du printemps de 1832, mais les événements politiques du Midi et les mouvements de l'Ouest firent à l'auteur le devoir de renoncer à l'opportunité des circonstances et d'en ajourner la publication ».

Deux parties et plusieurs chapitres dont voici les titres :

Première partie : I Situation d'Alger avant la guerre ; II L'expédition française, sa composition, l'arrivée dans la baie de Sidi-Ferruch ; III Les opérations militaires ; IV L'occupation d'Alger ; V L'organisation et les maladies ; VI L'organisation intérieure.

Deuxième partie : I Le gouvernement de Clauzel (avec cette maxime : *incedo per ignes*) ; II L'organisation intérieure et le traité de Tunis ; III et IV Gouvernement de Berthezène.

Ce même dossier contient en outre : 1^o sous le numéro 403 quatre pièces relatives à la bataille de Staouéli, dont deux lettres du Général Loverdo et une réponse de Berthezène (ces documents ont été publiés à l'époque), 2^o sous le numéro 404, 29 pièces qui sont presque toutes des lettres de remerciements pour l'envoi gracieux d'un exemplaire de cet ouvrage.

Liasse 41. — Discours du Général Berthezène à la Chambre des Pairs, 17 avril 1833.

Trois exemplaires de ce discours, dont un sous forme de brouillon très corrigé (13 feuillets), un autre sous forme de mise au net plus soigné et sans correction (18 feuillets), un troisième enfin sous forme de brochure avec cet en-tête :

Discours de M. le Général Berthezène pair de France, dans la discussion géné-

rale du Budget des Dépenses pour l'année 1833. prononcé dans la séance du 17 avril 1833 ; 16 pages.

De 42 à 44. Papiers personnels I.

Liasse 42. — Correspondance militaire (1815-1819). 11 cahiers, 34 pièces, papier.

On a catalogué dans ce dossier les notes, cahiers et lettres qui ne se rapportent pas au gouvernement de Berthezène à Alger mais concernent sa vie militaire antérieure. Il y a là des cahiers de notes sur les routes des Alpes et leur viabilité, des répertoires de lettres sur trois périodes de la Restauration (12 juin-25 août 1815), (4 juillet-3 octobre 1819), (5 octobre-2 novembre 1819). On y trouve aussi deux rapports du Duc d'Otrante au Roi et un troisième au Général Wellington.

Liasse 43. — Correspondance particulière. (1821-1844). 124 pièces, papier.

Masse considérable de lettres dont quelques-unes ont été classées ; ce sont celles qu'il a adressées à sa femme pendant son séjour à Paris en 1833, puis celles qu'il envoyait à des personnalités connues : Reveu, Bondurand, baron Lanusse, Général Nourry, Crevel, Noirel, Boudierba, Barrachin, Hamdan aga, etc. Nous avons beaucoup puisé dans ce fonds.

Liasse 44. — Affaires particulières : papiers divers relatifs au Général et à la famille de sa femme, née Aurès. 130 pièces, papier.

De 45 à 46. Papiers personnels II.

Liasse 45. — Affaires particulières : quittances. Papiers relatifs au Général et à la famille de sa femme née Aurès. 358 pièces, papier.

Liasse 46. — Affaires particulières : comptes et quittances. Papiers relatifs au Général et à la famille de sa femme née Aurès. 469 pièces, papier.

Les trois dernières liasses, ne contenant que des papiers de famille et surtout des mémoires de fournisseurs, des notes acquittées ou de simples reçus, n'ont pas d'importance historique, du moins pour tout ce qui concerne le rôle politique joué en Afrique par Berthezène. Elles témoignent de l'esprit d'économie qui animait ce général et parfois des difficultés financières dans lesquelles se débattait sa famille.

Ainsi qu'on peut s'en rendre compte par ce tableau, le fonds Berthezène aux Archives du Gouvernement algérien est fort riche, non seulement par le nombre des pièces qu'il contient mais aussi par leur valeur. Certes, il y a beaucoup de documents qui n'offrent qu'un intérêt relatif, comme les papiers de famille, les lettres de recommandation, les cahiers de notes et les copies de proclamations ; mais tout aussi nombreux sont les documents de tout premier ordre. Il est même étonnant de rencontrer dans une succession particulière une telle quantité de pièces de valeur ; car certains rapports sont des actes publics, ils sont la propriété de l'Etat et non celle d'un fonctionnaire, si haut placé soit-il. Pourquoi, en quittant son gouvernement de l'Algérie, Berthezène les a-t-il conservés ?

Il voulait s'en servir pour son livre : *Dix-huit mois à Alger*. Ce livre fut en partie écrit à la fin de 1831 ; c'est le Général qui l'affirme au début de son ouvrage

et il veut que l'on sache bien que, s'il ne l'a pas publié à ce moment, ce sont des événements politiques qui l'en ont empêché. Il y présente, en effet, sa propre apologie et répond à ses accusateurs. Pourtant, il est difficile d'admettre que tous les chapitres en étaient composés lors de son départ d'Alger. Suivant toute vraisemblance, quelques parties seules se trouvaient achevées et, pour celles qui concernaient l'administration de Clauzel et la sienne propre, il eut besoin d'emporter les documents publics nécessaires à sa défense.

Ces papiers restèrent donc la propriété de ce Général, puis passèrent entre les mains de ses héritiers. Peut-être auraient-ils été disséminés et totalement perdus si l'un d'eux ne s'était aperçu qu'il y avait là des documents publics et que le meilleur était de les rendre à l'Etat ; il écrivit à ce sujet au Commandant Lacroix, alors directeur des Affaires Indigènes au Cabinet militaire du Gouverneur. Celui-ci les accepta et les versa dans les Archives de son bureau. Depuis quelques années, elles ont été classées parmi les Archives politiques du Gouvernement Général.

II. — LISTE DES OUVRAGES ET DES ARTICLES UTILISÉS OU CITÉS DANS CETTE ÉTUDE

- M. A. (ALLARD). — *Considérations sur la difficulté de coloniser la Régence d'Alger et sur les résultats probables de cette colonisation*. Paris, in-8°, 1830.
- UN ANGLAIS (J. BANNISTER). — *Appel en faveur d'Alger et de l'Afrique du Nord*, Paris, Dondey-Dupré, 1833, in-8°, p. 30.
- ARCHIVES PARLEMENTAIRES DE 1787 A 1860. — *Deuxième série*. Années 1831, 1832, 1833, 1834 et 1835. Paris, Paul Dupont.
- BARRACHIN (Docteur). — *Discours préliminaire exposant les considérations qui doivent servir de base au système administratif propre à la Régence d'Alger*, Paris, in-8°, 1833, p. 40.
- BAUDICOUR (DE). — *La colonisation de l'Algérie ; ses éléments*. Paris, in-8°, 1856, p. 588.
- *Histoire de la colonisation de l'Algérie*. Paris, in-8°, 1860, p. 584.
- BERTHEZÈNE (Général). — *Dix-huit mois à Alger ou récit des événements qui s'y sont passés du 14 juin 1830, jour du débarquement de l'armée française, jusqu'à la fin de décembre 1831*. Montpellier, in-8°, 1834.
- — *Réponse à la lettre du Général Loverdo*. Paris, in-8°, 1834, p. 32.
- H. DE B. (BRIVAZAC). — *De l'Algérie et de sa colonisation*. Paris, in-8°, 1834, p. 158.
- BROSSARD (Général). — *Mémoire présenté à M. le Maréchal, Duc de Dalmatie, sur les moyens d'assurer la sécurité du territoire de la colonie d'Alger*. Paris, Anselin, in-8°, 1833, p. 92.
- CAPPÉ. — *Quelques mots adressés à la grande Commission d'Alger*. Paris, in-12, 1833, p. 31.
- CAT (Edouard). — *Petite histoire de l'Algérie*. Tome II. Après 1830. Alger, Jourdan, in-12.

- CAZE (F.) (Secrétaire général du Gouvernement). — *Notice sur Alger*. Paris, Loequin, in-8°, 1831, p. 38.
- CHATELAIN (Chevalier) Lieutenant-Colonel de cavalerie. — *Mémoire sur la colonisation de l'Algérie*. Paris, in-8°, 1831.
- CLAUZEL (Général). — *Observations du Général Clauzel sur quelques actes de son commandement à Alger*. Paris, H. Dupuy, in-8°, 1831, p. 163 et 1 cart.
- — — *Nouvelles observations sur la colonisation d'Alger, adressées à M. le Maréchal, Ministre de la Guerre, Président du Conseil*. Paris, in-8°, 1833, p. 43.
- COLOMBET (Alexandre). — *Du parti que l'on pourrait tirer d'une expédition sur Alger*. Paris, in-8°, 1830, p. 104.
- COMMISSION D'AFRIQUE. — *Colonisation de l'ex-régence d'Alger. Documents officiels déposés sur le bureau de la Chambre des Députés*. Paris, in-8°, 1834.
- COUR (A.). — *L'occupation marocaine de Tlemcen* (Septembre 1830 janvier 1836). In *Revue Africaine* n° 268, 1^{er} trimestre 1908, p. 29 à 74, Alger, Jourdan.
- DARCY. — *France et Angleterre. Cent années de rivalité coloniale*. Paris, Perrin et C^{ie}, in-8°.
- DELORT (Général Baron). — *Notes sur l'ouvrage du Général Berthezène : « Dix-huit mois à... »*. Paris, Bondu, in-8°, 1834.
- DEMONTÈS (Victor). — *Le Dey Hussein en Italie ; trois ans d'exil, trois ans d'intrigues*. *Bullet. Soc. Géogr. d'Alger*, 1905.
- — — *La mission du Commandant Huder à Tunis*. *Bullet. de Géogr. Hist. et desc.* 1905, n° 1.
- — — *L'origine des Zouaves*. Alger, in-8°, 1904, p. 21. Editions de la *Revue Nord-Africaine*.
- — — *Le Général Clauzel, un colonisateur. Son premier gouvernement* (Août 1830-février 1831). In *Bullet. Soc. Géogr. d'Alger et de l'Afr. du Nord*, 1^{er} et 2^e trimestre 1904.
- DUTEIL (H.). — *Nécessité de la colonisation d'Alger*. Paris, in-8°, 1832.
- ESQUER (Gabriel). — *Correspondance du Duc de Rovigo*. Tome I : *Lettres du Duc de Rovigo* (29 octobre-31 juillet 1832). Dans la collection de *Documents inédits sur l'histoire de l'Algérie après 1830*. Alger, Jourdan, in-8°, 1914, p. 694.
- — — *Les débuts de l'administration civile à Alger*. Dans la *Revue Africaine*, n° 286, 3^e trimestre 1912, p. 301 à 339. Alger, Jourdan, 1912.
- GASPARIN (DE) fils, Auditeur au Conseil d'Etat. — *La France doit-elle conserver Alger ?* Paris, de Béthune et Plon, 1835, in-8°, p. 72.
- GENTY DE BUSSY. — *De l'établissement des Français dans la Régence d'Alger et des moyens d'en assurer la prospérité*. Paris, Didot, in-8°, 1839.
- FERUSSAC (Baron DE). — *Mémoire sur la colonisation de la Régence d'Alger. Principes qui doivent servir de règles pour cette colonisation ; système de défense à adopter pour garantir la colonie*. Paris, Delaunay, in-8°, 1833, p. 52.
- FLANDIN (J.B.) Sous-Intendant militaire. — *Régence d'Alger. Peut-on la coloniser ? Comment ?* Paris, Féret, in-8°, 1833, p. 20.
- De la Régence d'Alger. Solution de

ces questions : *Doit-on conserver cette Régence ? Peut-on la coloniser ? Comment ?* Paris, Anselin, in-8°, 1834, p. 23.

HAMDAN BEN OTHMAN KHODJA. — *Le Miroir ou aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger* (traduit par Hassouna Deghig). Paris, in-8°, 1833.

JOUFFROY. — *La politique de la France*. Paris, Henry, in-8°, 1840, p. 66.

KITAB ELISTIQA LI AKHBARI DOUAL ELMAGRIB ELAQSA. — *Le livre de la recherche approfondie des événements des dynasties de l'Extrême Magrib. Œuvre du très docte savant, de l'unique du temps, le seul du siècle, l'océan de de science, le chroniqueur, le cheik Ahmed ben Khaled Ennasiri Esslaoui. IV^e partie. Chronique de la dynastie Alaouite du Maroc (1631 à 1894), traduite par Eugène Fumey, premier drogman de la Légation de France au Maroc. In Archives Marocaines. Tomes IX et X. Paris, Leroux, in-8°.*

KLEIN (H.). — *Feuillets d'El-Djezair. III (Le Vieil Alger et sa banlieue)*. Alger, Fontana, 1912, in-8°, p. 123.

LACHARIÈRE (DE). — *Du système de colonisation suivi par la France à Alger*. Paris, Auffray, in-8°, 1832, p. 87.

LACUÉE (Baron DE). — *Opinion sur la colonisation d'Alger, les colonies en général, le système colonial que le Gouvernement a adopté, et sur l'effet de ce système sur les manufactures et la prospérité des pays vignobles*. Agen, in-8°, 1831, p. 95.

LADREIT DE LACHARIÈRE. — *Un essai de pénétration pacifique en Algérie*. Dans la *Revue d'Histoire diplomatique* (1909, nos 2 et 3).

LOISELEUR DESLONGCHAMPS. — *Rapport sur les cultures qu'il serait utile d'introduire ou de perfectionner dans la colonie d'Alger*. In-8°, 1832, p. 32. Publié par la Société d'Horticulture de Paris.

LOUYRETTE (Chev. W. H.). — *De la Régence d'Alger et des avantages que la possession de ce pays peut procurer à la France*. Paris, in-8°, 1831, p. 40.

— — — *Deux lettres à M. le Général Berthezène*. Paris, in-8°, 1834.

LOVERDO (Lieutenant général). — *De la Régence d'Alger et des avantages que la possession de ce pays peut procurer à la France*. Paris, in-8°, 1833, p. 31, ou *Spectateur Militaire*, 15 mai 1833.

— — — *Lettre à Monsieur le Lieutenant-Général Baron Berthezène, auteur de l'ouvrage intitulé : « Dix-huit mois à Alger... »*. Montpellier, in-8°, 1834, p. 11.

— — — *Réfutation de la lettre du Baron Berthezène*. Paris, 1834.

MINISTÈRE DE LA GUERRE. — *Collection des actes du gouvernement depuis l'occupation d'Alger jusqu'au 1^{er} octobre 1834*. Paris, Imprimerie Royale, in-8°, 1843.

MONTAGNE (D. J.). — *Avantages pour la France de coloniser la Régence d'Alger avec indication d'un mode de colonisation ; réfutation d'une brochure intitulée : « Considérations sur la difficulté de coloniser la Régence d'Alger, et sur les résultats probables de cette colonisation », par M. A.* Paris, in-8°, 1831, p. 115.

- NISARD. — *Souvenirs et notes biographiques*. Paris, Calman-Lévy, in 8°, 1888, 2 vol.
- ODOLANT-DESNOS (Joseph). — *Possibilité de coloniser Alger, ou Mémoire dans lequel on démontre les avantages industriels que la colonisation du territoire d'Alger procurerait aux cultivateurs de la France*. Paris, in-8°, 1831, p. 50.
- PELLISSIER DE REYNAUD. — *Annales Algériennes*. Tome I. Alger, Bastide, in-8°, 1854.
- Pétition des colons d'Alger à la Chambre des Députés*. Paris, Selligie, 1833, p. 13.
- Pétition des colons d'Alger à la Chambre des Députés*. Marseille, in 8°, 1834, p. 32.
- PEYERIMHOFF (DE). — *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895*. Tome I. Alger, Torrent, in-4°, 1906.
- PICHON (Baron). — *Alger sous la domination française*. Paris, in-8°, 1833.
- PIQUET (Victor). — *La colonisation française dans l'Afrique du Nord. Algérie-Tunisie-Maroc*. Paris, Colin, in-8°, 1912.
- POUYANNE (Maurice). — *La propriété foncière en Algérie*. Alger, Jourdan, gros in-8°, 1900.
- PREAUX-LOCRE (Colonel d'artillerie). — *Réflexions sur la colonisation du territoire d'Alger*. Paris, in-8°, 1832.
- Recueil des actes du gouvernement de l'Algérie (1830 à 1854)*. Alger. Imprimerie du Gouvernement, 1856, gros in-8°, 1.318 pages.
- RENAULT (Eugène), Délégué d'Alger. — *Deux lettres à M. Passy, l'une d'avril 1835, l'autre de mai 1835*. Paris, 1835, in 8°, p. 24 et p. 18.
- RENOULT. — *Alger et sa colonisation, avec des considérations sur l'importance de ce pays*. Paris, in-8°, 1832, p. 64.
- RIVIÈRE (Ch.). — *Géothermie et refroidissements nocturnes en Algérie*. Congrès National des Sociétés françaises de Géographie, XX Session. Alger 1899.
- RIVIÈRE (Ch.) et LECQ (H.). — *Manuel pratique de l'agriculteur algérien. Bibliothèque d'Agriculture coloniale*. Paris, A. Challamel, 1900, in-8°.
- ROBE. — *Essai sur l'histoire de la propriété en Algérie*. Bône, Dagand, in-8°, 1848.
- ROBINEAU DE BOUGON (Lamoricière). — *Quelques idées sur Alger et sur les travaux de la Commission*. Paris, Nantes, in-12°, 1833, p. 49.
- LA ROCHEFOUCAULD-LIANCOURT (Marquis DE). — *De l'administration d'Alger*. Paris, Henry, in-8°, 1832, p. 63.
- ROCHES (Léon). — *Trente-deux ans à travers l'Islam (1832-1864)*. Paris, in-8°, 1884, 2 vol.
- ROUIRE. — *Les colons de l'Algérie. I La phase héroïque de la colonisation. Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1901, p. 339 à 375.
- *Les colons de l'Algérie. II La colonisation officielle et ses résultats. Revue des Deux-Mondes*, 15 octobre 1901, p. 865 à 905.
- ROUSSET (Camille). — *L'Algérie de 1830 à 1840*. Paris, 2 in-8°, 1885.
- ROZET (M.). — *Relation de la guerre d'Afrique pendant les années 1830 et 1831*. Paris, Didot, 1832, in-8°, 2 vol.
- SAINT-DENIS (Baron JUCHEREAU DE). — *Considérations historiques, statistiques, militaires et politiques sur la Régence d'Alger*. Paris, in-8°, 1831, p. 328.
- SCHEFFER. — *La France moderne et le problème colonial*. Paris, Félix Alcan, in-8°, 1907.
- THEVENET (A.). — *Essai de climatologie algérienne*. Alger-Mustapha, Giralt, in-4°, 1896, p. 119, 44 planches.

- THUREAU-DANGIN. — *Histoire de la Monarchie de juillet*. Tome III, p. 452 et suivantes. Paris, Plon-Nourrit, in-8°.
- TRUMELET. — *Blida*. Alger, Jourdan, in-8°, 1887.
- VIALAR (Baron DE). — *Simple faits exposés à la Réunion Algérienne du 14 avril 1835*. Paris, Didot, in-8°, 1835, p. 38.
- — — *Alger. Appendice au rapport de M. Passy*. Paris, Herhan, in-8°, 1835, p. 11.
- V. H. D. — *Nécessité de la colonisation d'Alger et des émigrations. Moyens d'exécution, objection, détails statistiques, compagnie générale d'exploitation, cultures, résultats... civilisation de l'Afrique par toutes les puissances de l'Europe*. Paris, in-8°.
- VOLLAND (Baron). — *Sur la colonisation d'Alger*. Paris, in-8°.
- VOLLAND (Baron). Intendant militaire, Délégué des colons d'Alger. — *Réfutation du rapport de la Commission du Budget en ce qui concerne nos possessions en Afrique*. Paris, Herhan, 1835, in-8°, p. 23.
- WALSIN ESTERHAZY (Colonel). — *Notice historique sur le Maghzen d'Oran*. Paris, Challamel aîné, in-8°, p. 409.
- YVER (Georges). — *La Commission d'Afrique* (7 juillet-12 décembre 1833). Alger, in-8°, 1905, p. 64. (Extrait du *Recueil de Mémoires et de Textes*, publié par l'Ecole des Lettres et les Medersas, en l'honneur du XIV^e Congrès des Orientalistes à Alger).
- — — *Mémoire de Bouderbah*. Dans la *Revue Africaine*, n° 289, 2^e trimestre 1913, p. 218 à 246. Alger, Jourdan, 1913.
- — — *Si Hamdan ben Othman Khodja*. Dans la *Revue Africaine*, n° 288, 1^{er} trimestre 1913, p. 96 à 139. Alger, Jourdan, 1913.
-

TABLE DES MATIÈRES

Mémoire : Le Général Berthezène et la colonisation de l'Algérie.

Introduction. — Papiers personnels de Berthezène. — Les Instructions du Gouvernement et les idées de ce Général et de Clauzel sur la colonisation de l'Algérie. 1

I. — Les raisons politiques de ne pas coloniser Alger. — Etat de la France et de l'Europe en 1831 et 1832. — Politique jalouse de l'Angleterre qui provoqua l'intervention marocaine en Oranie. — Les résultats du gouvernement de Berthezène. 3

II. — L'insécurité en Algérie. — Portrait des Kabyles et des Arabes. — Le refoulement des indigènes. 12

III. — L'insalubrité : rapport des médecins-majors sur les maladies et les pertes de l'armée en 1831. — Généralisations de Berthezène. 14

IV. — Les acquisitions de terres par rente annuelle et l'*ana* indigène. — Violent conflit entre les civils et les militaires. — Banqueroutiers et vandaes. Faiblesse du Gouverneur. — Aggravation du conflit. 19

V. — Les propriétés domaniales. — Diverses enquêtes. — Main mise de l'autorité militaire sur les biens du beylik. 25

VI. — La question de la fertilité du sol : la Métidja, le Sahel. 30

VII. — Critique du plan de Clauzel sur la défense militaire de la plaine : les fortins 32

VIII. — Le choix de Del Ibrahim comme emplacement du premier village de colonisation 34

IX. — Les Parisiens, les immigrants allemands. — Le problème du peuplement national. Les civils d'Alger 35

X. — Les cultures tropicales. — Opposition de Clauzel et de Berthezène. — Le climat algérien 41

XI. — L'Algérie colonie de commerce. — Pauvreté de la clientèle arabe. — Le rôle des députés marseillais à la Chambre. 45

XII. — La question des avantages d'une colonie. — Le débat de 1834. — La responsabilité de Berthezène dans le retard apporté à la colonisation d'Alger. 47

Conclusion. — Comment les préventions de Berthezène, exposées dans son discours de 1833 et dans son livre de 1834, ont pu avoir quelque influence sur le débat parlementaire de 1834.

Papiers du Général Berthezène

I. INSTRUCTIONS DU MINISTRE DE LA GUERRE

31 janvier 1831. — Soult à Berthezène.....	59
31 janvier 1831. — Soult à Berthezène.....	63
3 février 1831. — Soult à Berthezène.....	67
7 février 1831. — Soult à Berthezène.....	68

II. AFFAIRES MAROCAINES

27 janvier 1831. — Delaporte au Général Clauzel.....	69
8 février 1831. — Soult à Berthezène.....	72
28 janvier (1) 1831. — Pujol au Ministre de la Marine.....	72
15 février 1831. — Soult à Berthezène.....	73
25 février 1831. — Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères.....	75
21 février 1831. — Empereur du Maroc à Delaporte.....	77
21 février 1831. — Secrétaire de l'Empereur du Maroc à Delaporte.....	78
3 mars 1831. — Rapport du Commissaire de police.....	78
3 mars 1831. — Les Arabes d'Alger au Sultan du Maroc.....	79
13 avril 1831. — Delaporte au Ministère des Affaires Etrangères.....	80
9 mai 1831. — Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères.....	83
18 mai 1831. — Ministre des Affaires Etrangères à Berthezène.....	85
25 mai 1831. — Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères.....	85
11 avril (1) 1831. — Colonel Lefol à Delaporte.....	87
28 mai 1831. — Delaporte au Colonel Lefol.....	88
30 mai 1831. — Delaporte à Berthezène.....	90
1 ^{er} juin 1831. — Chef des Mamelouks au Général en Chef, Gouverneur d'Alger.....	92
12 juin 1831. — Delaporte au Colonel Lefol.....	92
8 juillet 1831. — Delaporte à Berthezène.....	94
5 août 1831. — Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères (Extrait)...	95
14 août 1831. — Delaporte au Ministre des Affaires Etrangères.....	96
4 octobre 1831. — Le Général Boyer à Berthezène.....	98
5 octobre 1831. — Le Général Boyer à Berthezène.....	100
23 novembre 1831. — Delaporte à Berthezène.....	102

III. SALUBRITÉ

21 juillet 1831. — Soult à Berthezène.....	105
28 juillet 1831. — Berthezène à Soult.....	107
1 août — Berthezène à Soult.....	108

(1) Certains documents ne paraissent pas placés dans l'ordre chronologique ; se sont ceux qui ont été transmis pour copie et dont la date est antérieure à la lettre de transmission.

1 ^{er} août 1831. — L'Intendant Bondurand à Berthezène.....	109
5 août 1831. — Berthezène à Soult.....	111
8 août 1831. — Berthezène à Soult.....	113
17 août 1831. — Soult à Berthezène.....	114
23 août 1831. — Berthezène à Soult.....	115
2 août 1831. — Berthezène à Soult.....	117
30 août 1831. — Berthezène à Soult.....	118
10 septembre 1831. — Berthezène au Général Brossard.....	118
12 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	120
12 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	121
25 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	122
15 octobre 1831. — Rapport sur les maladies qui ont régné à Alger pen- les mois de juin, juillet, août et septembre.....	124
Octobre 1831. — Lettre médicale adressée à M. le Médecin Chef de l'ar- mée	136

IV. DOMAINES

9 mars 1831. — Directeur des Domaines à Berthezène.....	151
26 avril 1831. — Etat général de la population de la ville d'Alger et des immeubles appartenant aux Domaines et aux Maures.....	153
13 mai 1831. — Baron Volland au Ministre de la Guerre.....	154
23 mai 1831. — Ministre des Finances à Soult.....	155
11 juin 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	156
16 juin 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	157
16 août 1831. — Rapport de Garidel (Résumé).....	158
22 août 1831. — Gérardin à l'Intendant Bondurand.....	160
23 août 1831. — Instructions du Baron Louis à Fougereux.....	171
10 septembre 1831. — Berthezène à Bondurand.....	172
17 septembre 1831. — Soult à Bondurand.....	174
17 septembre 1831. — Soult à Berthezène.....	179
24 octobre 1831. — Fougereux à Berthezène.....	180
28 octobre 1831. — Fougereux à Berthezène.....	182
8 novembre 1831. — Soult à Berthezène.....	184
5 décembre 1831. — Fougereux à Berthezène.....	185
14 décembre 1831. — Fougereux à Berthezène.....	190
14 décembre 1831. — Notes pour les réponses à faire à M. Fougereux.....	192

V. LES PARISIENS ET LES VÉTÉRANS

5 mars 1831. — Soult à Berthezène.....	199
6 mars 1831. — Soult à Berthezène.....	200
17 mars 1831. — Soult à Berthezène.....	202
17 mars 1831. — Soult à Berthezène.....	204
24 mai 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	208
27 mai 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	209
20 juin 1831. — Soult au Président du Conseil.....	211
28 juin 1831. — Soult à Berthezène.....	212
3 août 1831. — Berthezène à Soult.....	215

VI. COLONISATION ET POPULATION

22 janvier 1831. — Colonel Reveu à Berthezène.....	217
21 mars 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	222
2 avril 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	222
25 avril 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	222
11 mai 1831. — Etat numérique des Européens à Alger.....	223
13 juin 1831. — Pelet à Berthezène.....	224
— 1831. — Montagne à Berthezène.....	225
16 juin 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	226
18 juin 1831. — Berthezène à Soult (Extrait).....	226
22 juin 1831. — Soult à Berthezène.....	227
29 juillet 1831. — Cadet de Vaux à Berthezène.....	228
31 juillet 1831. — Berthezène à Soult.....	229
13 août 1831. — Berthezène à Cadet de Vaux.....	230
13 août 1831. — Berthezène à Cadet de Vaux.....	231
17 août 1831. — Berthezène à Soult.....	232
17 août 1831. — Soult à Berthezène.....	237
— 1831. — Note de l'Intendant.....	239
29 août 1831. — Berthezène à Soult.....	240
4 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	243
9 septembre 1831. — Barrachin à Soult (Extrait).....	244
5 octobre 1831. — Bondurand à Soult.....	246
14 octobre 1831. — Bondurand à Soult.....	247

VII. AFFAIRES INDIGÈNES

25 juillet 1831. — Berthezène à Soult.....	249
17 août 1831. — Soult à Berthezène.....	252
21 août 1831. — Mustapha ben Omar à Berthezène.....	253
4 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	254
29 septembre 1831. — Général Boyer à Berthezène.....	258
30 septembre 1831. — Général Boyer à Berthezène.....	260
24 octobre 1831. — Général Boyer à Berthezène.....	262

VIII. AFFAIRES MILITAIRES

8 juillet 1831. — Rapport sur les opérations du bataillon commandé par Duvivier pendant la dernière expédition de Médéah.....	265
--	-----

IX. AFFAIRES DIVERSES

5 juillet 1831. — Commandant Cosmao à Berthezène.....	273
23 juillet 1831. — Berthezène à Soult.....	274
30 juillet 1831. — Berthezène à Soult.....	274
14 août 1831. — Soult à Berthezène.....	275
18 septembre 1831. — Berthezène à Soult.....	276

13 octobre 1831. — Soult à Berthezène.....	277
17 octobre 1831. — Note de Guiroye.....	278
17 octobre 1831. — Berthezène à Fougereux.....	279

X. LETTRES POSTÉRIEURES A SON COMMANDEMENT EN AFRIQUE

27 mars 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	281
30 mars 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	282
7 avril 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	283
17 avril 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	283
21 avril 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	283
29 avril 1833. — Berthezène à Madame Berthezène (Extrait).....	284
6 juin 1833. — Baron Lanusse à Berthezène (Extrait).....	285
1 ^{er} juillet 1833. — Crevel à Berthezène (Extrait).....	287
11 décembre 1833. — Crevel à Berthezène (Extrait).....	288
20 août 1832. — Noirel à Berthezène (Extrait).....	290
10 mars 1833. — Noirel à Berthezène (Extrait).....	292
30 juin 1833. — Noirel à Berthezène (Extrait).....	392
25 septembre 1833. — Noirel à Berthezène (Extrait).....	293

BIBLIOGRAPHIE.....	295
--------------------	-----

Vu, le 29 mars 1917 :

Le Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

CROUZET.



